UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01594445 7

AU SERVICE

DE

LA NATION

DU MÊME AUTEUR

Bonaparte et Moreau. *L'Entente initiale. Les Premiers Dissentiments. La Rupture.* — Paris, Plon, 1905, 1 vol. in-8°. 7 fr. 50 (Couronné par l'Académie française, prix Furtado).

1870. La Perte de l'Alsace. — Paris, Plon, 1911, 1 vol. in-16, avec cartes . . . . . 5 fr.

1870. La Guerre en Lorraine. — Paris, Plon, 1911, 2 vol. in-16, avec cartes. . . . . 10 fr.

1870. Sedan. — Paris, Plon, 1912, 2 vol. in-16, avec cartes. 10 fr.

La Campagne de 1800 en Allemagne. Tome I : *Le passage du Rhin.* — Paris, Chapelot, 1907, 1 vol. in-8°, avec cartes et croquis. . . . . 12 fr.

Hohenlinden. — Paris, Lavauzelle, s. d., 1 vol. in-8°, avec cartes . . . . . 16 fr.

Correspondance inédite de Napoléon Ier, conservée aux archives de la Guerre (en collaboration avec L. Tuetey). — Paris, Lavauzelle, s. d. Tome I : *1804-1807*, 12 fr. ; tome II : *1808-1809*, 15 fr. ; tome III : *1809-1810*, 18 fr. ; tome IV : *1811*, 18 fr.

Préceptes et Jugements de Napoléon. — Paris, Berger-Levrault, 1913, 1 vol. in-8° . . . . . 10 fr.

Les Combats de Palestro (*30 et 31 mai 1859*). — Paris, Chapelot, 1909, une broch. in-8°, avec cartes . . . . . 1 fr.

Mémoires et Journaux du général Decaen (en collaboration avec le Lieutenant V. Paulier). Tome I : **1793-1799**, Tome II : **1800-1803**. — Paris, Plon, 1910 et 1911, 2 vol. in-8°, avec cartes. Chaque . . . . . 7 fr. 50

L'Artillerie française au XVIIIe siècle (en collaboration avec le Lieutenant L. Jouan). — Paris, Chapelot, 1906, 1 vol. in-8°. . . . . 3 fr.

58649

AU SERVICE

DE

LA NATION

LETTRES DE VOLONTAIRES

(1792-1798)

RECUEILLIES ET PUBLIÉES

PAR

Le Colonel Ernest PICARD

149996
8/5/1

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1914

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

INTRODUCTION

Les lettres que nous publions dans ce volume sont l'œuvre de volontaires qui combattaient aux armées de la Révolution, de 1792 à 1798. Ecrites rapidement sur les champs de batailles ou aux camps, dictées souvent par des correspondants illettrés à quelque camarade plus instruit, elles apportaient à des familles inquiètes les nouvelles des jeunes défenseurs de la République et elles répandaient aux quatre coins de la France la joyeuse rumeur de nos victoires. Depuis plus d'un siècle, ces précieux documents, où revit le souffle patriotique de la Révolution, étaient ensevelis, ignorés, au milieu des liasses d'archives départementales et communales ou dans des collections privées. Nous avons jugé intéressant de les arracher à leur poussière et de les présenter, critiqués et commentés, au public éclairé.

Dans ces dernières années, les travaux et les publications de documents relatifs aux volontaires nationaux et aux soldats de la Révolution se sont multipliés. M. Rousset[1] a inauguré une série de recherches, que l'initiative récente du ministère de la Guerre[2] s'est

1. Camille Rousset, *Les Volontaires*, 1791-1794. Paris, 1870, in-8°.

2. Circulaires ministérielles du 3 avril 1907 et du 20 avril 1909 relatives aux historiques des bataillons de volontaires nationaux et au recrutement des armées de la Révolution.

efforcée de rendre scientifiques et méthodiques. On trouvera dans l'excellent petit livre de M. Caron[1], en même temps qu'une bibliographie exacte et abondante, une intéressante mise au point des résultats acquis en ces matières. Grâce à de nombreuses monographies, nous possédons maintenant des renseignements précis sur le recrutement, la composition des bataillons de volontaires et sur l'application des décrets de la Législative et de la Convention ; pour maints départements, nous savons le chiffre exact des jeunes gens qui partirent aux armées, nous connaissons jour par jour la marche des volontaires vers les frontières et la part qu'ils prirent aux campagnes de Belgique, d'Alsace ou d'Italie. En dépit de tous ces renseignements importants, on peut affirmer, sans exagération, que nous connaissons encore très mal les volontaires eux-mêmes et que bien des traits de leur physionomie et de leur psychologie nous échappent. Sans doute, quelques-uns d'entre eux nous sont aussi familiers que les chefs les plus illustres des armées révolutionnaires, car, Joliclerc[2], Fricasse[3], Gabriel Noël[4], ressuscités avec leurs qualités et leurs travers, se campent gaiement sous nos yeux, au milieu de la foule anonyme et obscure de leurs compagnons d'armes. Or, c'est cette foule ignorée d'humbles défenseurs de la Patrie qu'il convient d'étudier pour en surprendre les aspirations et l'âme. On ne comprend point

1. Pierre Caron, *La défense nationale de* 1792 *à* 1795. Paris, 1912, in-16 (L'Histoire par les Contemporains).

2. E. Joliclerc, *Joliclerc volontaire aux armées de la Révolution, ses lettres* (1793-1796). Paris, 1905, in-12.

3. Lorédan Larchey, *Journal de marche du sergent Fricasse* (1792-1802). Paris, 1882, in-12.

4. G. Noël, *Au temps des volontaires*, 1792. Paris, 1912, in-16.

suffisamment les campagnes de la Révolution en reconstituant minutieusement les plans des généraux et les opérations quotidiennes des armées : il importe d'étudier la psychologie collective de ces masses d'hommes qui ont combattu à Jemappes, à Fleurus, à Mayence ou à Rivoli. C'est pourquoi dans cette publication de documents nous avons rassemblé des lettres, qui furent écrites pendant les mêmes campagnes, au même bivouac, par d'humbles volontaires venus des provinces françaises les plus variées, pour permettre aux historiens d'y déchiffrer les sentiments profonds des vainqueurs des armées de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle et d'Italie.

En préparant ce livre, nous avions songé tout d'abord à y grouper entre elles les lettres des mêmes correspondants, que nous aurions suivis tour à tour sur les divers théâtres d'opérations, au hasard de leur prose et de leurs exploits. Sans doute, il est infiniment attrayant de retrouver dans une publication de textes la série complète des impressions d'un seul combattant des armées révolutionnaires ou impériales : en feuilletant une correspondance unique, le lecteur est introduit à chaque page plus avant dans la familiarité de l'auteur; après avoir clos le recueil des lettres que Joliclerc écrivait à sa mère, nous connaissons exactement ce volontaire jurassien, ses vertus et ses travers. Il nous a semblé cependant augmenter la valeur historique et l'intérêt général de cette publication de documents en groupant résolument ces lettres variées par théâtres d'hostilités et par années. Au cours de ce volume, le lecteur rencontrera presqu'à chaque page de nouveaux correspondants et, au lieu de n'y découvrir que quelques volontaires, il verra défiler sous ses yeux un bataillon épais de défenseurs de la Répu-

blique. Un lecteur bien avisé pourrait suspecter, à juste titre, les renseignements d'un Fricasse ou d'un Gabriel Noël, juger leurs sentiments trop personnels et trop particuliers. On ne saurait adresser la même critique à une masse de lettres écrites, à la même époque, par des soldats qui s'ignoraient complètement. Si les assertions et les impressions qu'elles renferment concordent, on devra reconnaître leur bonne foi et les déclarer dignes de créance, car elles constitueront un miroir fidèle des sentiments qui régnaient aux armées. C'est le souci de la vérité historique qui nous a donc invité à grouper ainsi ces documents vivants et éloquents, dont on nous permettra d'analyser à grands traits le rare intérêt.

*
* *

Ecrites par des soldats et consacrées à des récits de batailles ou de campagnes, ces lettres devraient constituer de remarquables matériaux d'histoire militaire, mais, par une suite de motifs fort compréhensibles, elles ne tiendront pas, de ce point de vue, leurs promesses. On trouvera, sans doute, au cours de ce volume, de nombreux documents qui constituent des relations fidèles de quelques épisodes militaires, mais on constatera aussi qu'il n'était pas inutile, pour la majorité de ces lettres, de vérifier les indications des volontaires, trop souvent sujettes à caution.

Il n'est point surprenant que ces soldats des armées révolutionnaires aient été d'assez médiocres observateurs des combats auxquels ils prenaient part. Beaucoup d'entre eux, après avoir assisté pour la première fois de leur vie à une importante bataille, se hâtaient d'en envoyer à leur famille un récit détaillé. Complète-

ment ignorants des choses de la guerre, ne connaissant rien de la configuration du pays où ils se trouvaient ni de la situation des armées qui les entouraient, ils avaient pris part au combat, en acteurs inconscients et étonnés, tel le héros de Stendhal durant la mêlée de Waterloo. Pendant toute une journée, ils avaient entendu le « brutal » tonner; ils avaient tiré, chargé à la baïonnette, avancé, reculé, sans rien savoir des intentions de leurs chefs ou de l'ennemi. Au coucher du soleil, on leur avait annoncé qu'ils étaient victorieux et que beaucoup d'ennemis avaient été faits prisonniers. Ils n'avaient pas eu besoin de longues explications pour donner libre cours à leur enthousiasme et pour envoyer à leurs familles un récit dithyrambique, mais inexact, de cette victoire. Au pays natal sont seuls demeurés des hommes mûrs et des femmes : il faut que la lettre venue des armées leur apporte un récit des hauts faits du volontaire qui les a quittés. Fiers de leur courage et de leurs peines, jeunes coqs de village un peu farauds, les volontaires grossiront inconsciemment leurs exploits, augmenteront, sans penser à mal, le chiffre des prisonniers faits à l'ennemi et célèbreront à l'excès les victoires républicaines pour exciter l'admiration des mères et l'amour des « cousines » qui liront leur prose. Avec complaisance, certains narreront longuement leurs prouesses pour qu'elles ne demeurent ignorées d'aucun compatriote. « Jugez voir à propos si nous nous sommes battus comme il faut », écrit un défenseur de Mayence.

Au demeurant, ce n'est point seulement le très humain désir d'impressionner favorablement les imaginations des parents ou des amis qui entraîne les volontaires à déformer la réalité et à exagérer leurs

exploits. Leur bonne foi est innocente de leur ignorance absolue des moindres opérations des armées. Faute de renseignements précis, des soldats de l'armée du Rhin, quelque peu éloignés du gros de l'armée, ignoraient l'importance des engagements heureux ou malheureux auxquels ils avaient pris part; trompés par les perpétuelles fausses nouvelles qui circulaient à travers les camps, ils croyaient leur victoire plus complète ou leurs échecs plus désastreux. Bien plus, beaucoup de volontaires pratiquaient mal l'usage de la chronologie révolutionnaire, cofnondaient les mois, mélangeaient les années et attribuaient à maints faits d'armes des dates entièrement erronées.

On ne cherchera donc point dans ces lettres une relation scientifique et suivie des campagnes de la Révolution Française : on n'y trouvera que des renseignements de détail, parfois d'une authenticité indiscutable, parfois très sujets à caution. Trop neufs dans la carrière militaire, les soldats des armées révolutionnaires étaient hors d'état d'apprécier équitablement les événements auxquels ils prenaient part. Laissant libre cours à leurs impressions, ils exagéraient inconsciemment l'importance des moindres combats : pour eux, un engagement devenait une grande bataille, et un mouvement heureux une victoire sans précédents. Mais l'insuffisance de cette correspondance, du point de vue des choses de la guerre, en fait la valeur et le charme intimes, car c'est l'âme tout entière des volontaires qui revit dans ces lettres, spontanées, sincères et toutes vibrantes de l'enthousiasme patriotique de la Révolution.

*
* *

La vaine rhétorique est généralement absente de ces documents, écrits rapidement sous les tentes des camps ou aux avant-postes, entre deux combats. Quelques lettres prétentieuses et gourmées, œuvre d'orateurs de Sociétés populaires, étalant avec affectation leur connaissance de la phraséologie révolutionnaire, contrastent étrangement avec celles qui les entourent. Soucieux de rassurer leurs familles, les volontaires n'ornaient point leur prose d'images et de locutions pompeuses : ils n'en avaient ni le temps ni les moyens, rédigeaient leurs lettres n'importe où, n'importe comment. — « Je vous écris sur un sillon, dit l'un d'eux... J'ai froid aux doigts » — et ils écrivaient comme ils parlaient, en paysans simples et aimants. Sous leur plume maladroite, les expressions triviales, les gauloiseries se présentent fréquemment, et la lettre se poursuit, plus vive, plus joyeuse, comme une conversation interrompue par de bruyants éclats de rire et de grosses plaisanteries. De telles lettres étaient bien faites pour rassurer les parents demeurés au pays et pour donner du courage aux mères et aux femmes inquiètes du sort des soldats. Elles nous prouvent la sincère affection de ces combattants des armées révolutionnaires pour leur famille. Les jeunes vainqueurs de l'armée de Sambre-et-Meuse ou d'Italie sont avides de recevoir des nouvelles des leurs; ils écrivent sans cesse à leurs parents, exigent de promptes réponses et déplorent tristement le moindre retard des courriers. « Nous sommes forts inquiets de votre santé. Nous n'avons pu recevoir de vos nouvelles par personne ». — « Nous

vous prions, sitôt la présente reçue, de nous envoyer de vos nouvelles, dont nous sommes si inquiets ; nous n'avons pas encore pu en recevoir depuis que nous sommes partis. » Malgré leurs fatigues et leurs peines, ils n'oublient jamais aucun de ceux qui leur sont chers, et dans chaque lettre ils s'informent, avec sollicitude, de la santé et de la situation des parents, des frères, des sœurs, de tous ceux qu'unissent à eux les liens d'un cousinage éloigné. Ils savent que les temps sont durs pour ceux qu'ils ont laissés au village : ils ont honte de quémander des secours et ils ne harcèlent jamais leur famille de demandes d'argent. Bien au contraire ; ils prodiguent les remerciements quand ils ont reçu du pays la moindre somme et ils s'excusent d'être sans ressources dans des pays étrangers où les assignats dépréciés n'ont nulle valeur. Tant que leurs moyens leur permettent d'aider leur famille, ils s'empressent de le faire : « Si vous avez besoin de quelque chose vous n'avez qu'à me le marquer, je vous enverrai ce que je pourrai », écrit à ses parents, en 1793, un jeune volontaire cantonné à Verdun. Et au cours de leurs campagnes, quand ils manqueront de tout, ces soldats n'oublieront jamais de faire parvenir au village des certificats de civisme pour que leurs parents, sauvés de la misère, reçoivent les sommes allouées par la République aux familles des « défenseurs de la Patrie ».

Ces jeunes hommes, si affectueux et si attachés aux leurs, ne dissimuleront dans leurs lettres aucune sensation et aucune impression. Sans chercher à feindre, ils enverront à leurs parents un récit fidèle de leurs actions quotidiennes, et ils leur feront part très sincèrement de toutes leurs peines et de toutes leurs joies.

*
* *

C'est une rude vie que mènent aux armées ceux qui combattent pour la République, vie de privations et de sacrifices que les volontaires retracent fidèlement, mais sans amertume. En dépit des efforts des généraux et des représentants aux armées pour gratifier les troupes d'une nourriture abondante, les distributions de vivres sont rares et insuffisantes. Les combattants de l'armée du Rhin en supportent les pénibles conséquences. Devant Landau, en 1794, un volontaire regrette « le bon vin à bon marché » qu'il buvait à Besançon : « Maintenant, nous ne buvons ni vin ni eau-de-vie, et les trois quarts du temps nous manquons de pain ». — « Nous étions obligés de vivre de pommes de terre et de raves, encore pas tant que nous en aurions bien mangé », constate mélancoliquement un de ses compagnons d'armes à la même date. Le temps passe et les distributions de vivres de l'armée du Rhin ne s'améliorent pas ; au mois de mai 1795, un lieutenant crie famine : « Nous sommes on ne peut plus malheureux. Le pain nous manque dans ce moment ; il y a deux jours qu'il est dû. » A l'armée des Alpes, la famine est moins cruelle : perchés dans des postes avancés, au climat rigoureux, les hommes touchent régulièrement leur « étape », mais celle-ci est insuffisante : pour calmer leur faim, ils ont besoin de provisions supplémentaires qui leur sont vendues par les « Barbets » piémontais, à des prix exorbitants. « Le vin vaut ici 35, 40 sous la bouteille, le pain 15 ou 20 sous la livre, le fromage 3 livres 10 sous, le beurre 3 livres, et n'en a pas qui veut. » — « Tandis qu'à Riom vous mangez du fruit en abondance, ici il faut acheter une

poire d'une grosseur ordinaire 5 sous », écrit avec résignation un auvergnat affamé, perdu dans les montagnes du Piémont et qui regrette les beaux fruits des vergers de sa Limagne. La dépréciation des assignats est telle qu'il est impossible d'acheter avec du papier-monnaie la nourriture indispensable. Mais si la faim affaiblit les corps, d'autres souffrances encore les torturent et les accablent. Campant en pays conquis, les soldats doivent bivouaquer au hasard des gîtes : peu préparés à cette rude vie guerrière, les volontaires souffrent de ces dures nécessités. « Nous sommes malheureux; nous couchons sur la paille; nous couchons plus souvent dehors que sur la paille. » — « Nous n'avons depuis un mois couché en aucun lit, toujours sur la paille », disent les frères Brault, combattants de l'armée du Nord. — « Il y a sans exagérer plus de six mois qu'aucun de nous ne s'est déshabillé », écrit en 1794 un soldat de l'armée du Rhin. — « Ncus sommes devant Luxembourg sans pouvoir faire de baraques; plusieurs volontaires ont eu les pieds gelés vu la rigueur du temps », constate un lieutenant en 1795. — A l'armée des Alpes et d'Italie, les troupes s'abritent dans de misérables baraques, aux parois mal closes, qui laissent pénétrer le vent et la pluie. Mal nourris, mal logés, les soldats sont couverts de vêtements en loques que l'administration militaire ne remplace pas : « Voilà trois mois que nous ne recevons aucune solde ni presque d'habillement », écrira l'un d'eux de Strasbourg en 1796. — « Ah! Dieu, si nous avions encore seulement le couvert d'un linceul pour nous couvrir, afin que la pluie ne puisse pas nous mouiller! » Ces privations de toutes sortes développent à l'armée de nombreuses maladies, aggravées par la malpropreté des camps. La fièvre règne, des épidémies

éclatent car les hommes sont sales, couverts de poux, et la gale ravage leurs corps. « Quand j'aurai le plaisir de vous embrasser, dit en 1795 un lieutenant de l'armée du Rhin, je ne sentirai ni la pipe ni le vin ; mais pour la gale, il ne faut jurer de rien. La mienne n'est pas encore guérie, quoique j'aie fait et que je fasse toujours des remèdes ». Joliclerc n'est donc point seul parmi les volontaires à vivre dans la saleté et la crasse ; maints de ses compagnons pourraient, à ce sujet, tenir le même langage que lui et ils parleraient, sans nul doute, de ces maux avec autant de courage alerte et de résignation souriante.

Ce qui donne, en effet, tant de prix à ces lettres, c'est d'y constater la philosophie enjouée de ces jeunes soldats. Ils content à leurs parents toutes leurs peines physiques, par le menu, car en paysans sincères et tout d'une pièce, ils sont incapables de parler d'autre chose que de leur vie quotidienne. Mais jamais l'énumération de leurs souffrances n'est accompagnée de plaintes ou de protestations. Puisqu'il faut défendre la République contre ses ennemis du dehors, il est naturel de souffrir pour elle de multiples tourments. Les plus épuisés souhaitent une paix prochaine, mais ils n'osent la souhaiter que si les victoires de nos armées sont complètes. Leur courage physique se double d'un profond courage moral : nulle crainte du danger ou de la mort ne se devine dans ces lettres écrites durant des sièges ou entre deux combats meurtriers. Ceux qui occupent les postes les plus dangereux ont à cœur de plaisanter sur leur sort et de rassurer leur famille. « Que le mot de *poste avancé* ne vous effraye point : nous sommes ici dans la plus profonde sécurité et aussi en sûreté qu'à Riom. » Le volontaire qui écrivait ces mots à sa mère se trouvait en 1794 à l'armée

des Alpes, sur un sommet glacé, où les attaques des ennemis et la vigueur des éléments coalisés étaient également redoutables.

Ainsi, les volontaires racontent dans leurs lettres les souffrances de leurs vies quotidiennes, mais ils les racontent simplement, sans plaintes ni protestations. Animés d'un joyeux entrain, ils prennent leur parti de cette dure existence, et ni les combats ni leurs peines ne les empêchent de communiquer à leurs correspondants leurs pensées journalières et les impressions qu'ils éprouvent en parcourant l'Allemagne, la Belgique, la Hollande et l'Italie.

*
* *

Au milieu des fatigues et des périls des campagnes, les yeux des volontaires demeurent toujours fixés sur le village qu'ils ont quitté. L'image du « pays » est gravée dans leur cœur, et ils n'aspirent, dans chaque lettre, qu'à rendre cette image plus vivante et plus haute en couleurs. « Donnez-moi des nouvelles du pays. » — « Je vous prie de me marquer ce qu'il y a de nouveau au pays », telle est l'éternelle antienne de leurs lettres, antienne d'amoureux de leur maison natale et des souvenirs qu'ils y ont laissés. Pour écrire « au pays », des groupes se forment : les gens du même village se chargent de commissions mutuelles pour leurs parents et leurs amis. Le plus instruit prend la plume et se fait le secrétaire de ses camarades. « Le scribe sergent vous fait bien ses compliments », lit-on dans une lettre de l'armée du Rhin. « Je vais vous dire que nous sommes réunis en groupe pour écrire cette lettre ; tous du pays, nous assurons de notre respect nos pères et mères. Nous sommes : Chau-

mereau, fils du maréchal des logis de gendarmerie, Crépin. Jousset, de Saint-Martin, Thuillier, ci-devant de Saint-Martin. Tous vous font leurs compliments et vous prient de donner de leurs nouvelles à leurs parents en leur présentant leurs respects. Ils se portent bien. » Ainsi se termine une lettre écrite le 22 décembre 1793 à un bivouac de l'armée du Rhin : à travers le style gauche du volontaire, nous voyons les quatre compatriotes hâves et déguenillés, qui profitent d'un instant de répit dans leur rude besogne guerrière pour reporter leurs pensées unies vers ceux qui sont si loin d'eux. A vivre aux armées entre habitants de la même ville, du même bourg, du même village, nul volontaire n'oublie jamais sa famille et ses amis. — « Ne manquez pas de me faire savoir des nouvelles de mon frère Deguir, le cordonnier, et vous me marquerez son adresse, s'il est possible. » — « Vous me marquerez s'il y a longtemps que vous avez reçu des nouvelles de François Pesé, Sylvain Petitbon. » — « Je suis bien en peine de savoir des nouvelles de Louis Pillaut et de son frère ; je vous prie de m'en donner des nouvelles le plus tôt possible, aussi de Philippe Chotard. » — « Je désirerais bien savoir si mon frère est encore au pays. »

Joyeux et galants, comme il sied à des conquérants, les volontaires ne négligent point les femmes et les filles du village : « Le capitaine Frenaye me charge de mille embrassades pour la Miette, la Jeanneton et la femme de Tailhaud jeune, et rien pour les vieilles », écrit de Mayence un caporal facétieux. — « Je désapprouve les cinq derniers mots, riposte sur-le-champ le capitaine Frenaye. Je vous embrasse toutes bien cordialement. » — « J'ai appris que tous les garçons étaient partis. Cela me fâche beaucoup. Je plains le triste sort

des filles. Par conséquent, j'exhorte les garçons qui peuvent avoir resté, d'avoir soin de ne pas les abandonner », recommande un canonnier « attaché au parc d'artillerie de l'avant-garde de la deuxième division de l'armée des Ardennes », qui, farouche, commence sa lettre par ces mots : « La mort, c'est ma devise ». Au plus fort des périls de la guerre, ils songent à leurs anciennes amours : un quartier-maître trésorier de l'armée du Nord interrompt l'énumération des multiples soucis de sa charge pour pleurer la perte de celle qu'il aimait, et un soldat de cette même armée remplit ses lettres de déclarations lyriques et enflammées à l'adresse de sa « Fanquette » : « Dites-lui que je pense toujours bien à elle et que mon cœur est toujours porté pour elle, car, si j'étais hirondelle, j'aurais bientôt fait de voler vers la chère amie que j'aime et qui doit faire un jour mon bonheur et l'unique espoir de ma consolation. » — « Mon adorable Fanquette, je ne vous le cache pas, de toutes les filles au monde il n'y en a point que j'aime mieux et pour qui j'aie tant d'attachement ; mon cœur ne fait que gémir et soupirer. » Pendant deux ans, chacune des lettres de l'adorateur de « Fanquette » n'est qu'un long bavardage amoureux jusqu'au jour où la « perfidie » de celle qu'il aimait lui est révélée.

Mais ce ne sont point seulement les habitants du pays qui attirent les pensées des volontaires. Les soldats sont des paysans de France qui, jusqu'au jour de leur départ pour les armées ont vécu en face de leurs champs, de leurs prés et de leurs vignes. En partant aux frontières, ils ont emporté avec eux un amour robuste de la terre natale et nourricière : à travers l'Europe, leurs yeux de paysans contempleront avec émotion les cultures et les moissons qui borderont la

route. Ils jugeront les sols en gens du métier qui savent apprécier partout les bonnes terres et en jauger la valeur. « Je vous dirai que partout où nous sommes passés, la récolte est bien belle, ainsi que les vignes. Vous me marquerez s'il en est de même au pays. Quels prix le pain? le vin? Vous me direz si la vente est entièrement terminée. » Celui qui tient ces propos est un volontaire tourangeau de l'armée de Rhin-et-Moselle, auquel la vue des récoltes de l'Alsace et de la Forêt Noire a rappelé la beauté des terres de son pays. Dans le Wurtemberg, en 1796, il constatera à nouveau : « Nous sommes dans un pays très froid où le seigle commence à pousser, le froment à apparaître sur terre, et les fruits sont comme chez nous au mois de mai. Sur les montagnes du pays, il n'existe rien. » En marchant quotidiennement au milieu des vignes, des vergers et des champs, un volontaire se sent brusquement repris du désir de ne rien ignorer de la « terre » qu'il a quittée : « Je vous prie, écrit-il aux siens, de me dire si les vignes sont belles, si la moisson s'avance, si les fruits sont beaux. »

La lecture de ces lettres nous introduit donc dans l'intimité des volontaires dont nous saisissons les sentiments et les inclinations. Grâce à ces documents, nous reconstituons aisément la psychologie de ces volontaires, simples, sincères, affectueux et aimant les gens et les choses de leurs pays. Il convient maintenant, en dernière analyse, d'apprécier les vertus guerrières de ces soldats et d'établir si les volontaires furent plus des hommes et des paysans que des défenseurs de la République.

*
* *

On a dit beaucoup de mal de la valeur militaire des volontaires. M. Rousset s'est efforcé de démontrer que ces jeunes recrues, hâtivement incorporées et hâtivement instruites, avaient jeté le trouble dans les rangs de l'armée révolutionnaire. A en croire l'auteur de l'*Histoire de Louvois*, persuadé que « rien ne supplée même pour la guerre défensive une armée permanente et régulière »[1], la présence des volontaires nationaux à l'armée avait brisé la tradition militaire que la Royauté avait léguée à la Révolution. On ne saurait oublier, cependant, que les enrôlements des volontaires n'ont point empêché les premières victoires des armées républicaines. Sans doute, on peut accuser les volontaires de maints actes de grave indiscipline : des désertions en masse se sont produites dans leurs rangs ; des bataillons entiers, pris de panique, se sont affolés et ont battu en retraite avant d'avoir vu l'ennemi, en semant la terreur dans l'armée qui les entourait. Nulle excuse ne saurait être invoquee en faveur des déserteurs, et cependant, on conçoit que parmi ceux qui marchèrent au secours de la *Patrie en danger* ou qui furent enrégimentés lors de la levée en masse, il y eut beaucoup d'individus mal préparés, physiquement ou moralement, à leur vie nouvelle et avides de reconquérir leur liberté. Il était malaisé, en 1793, d'imposer brusquement à toute une nation le principe d'un enrôlement obligatoire, car les esprits n'étaient pas préparés à cette nécessité par les antécécents militaires de la monarchie. On s'explique aisé-

1. *Les Volontaires*, 1791-1794, Introduction, p. IV.

ment la frayeur qui gagna, au début des hostilités, des bataillons de volontaires : nulle confiance ne régnait entre les hommes et leurs chefs : ceux-là sentaient chez ceux-ci un mépris profond pour l'Assemblée qui voulait assurer la défense et l'indépendance du sol national. La trahison de Dumouriez accrut encore la défiance des soldats à l'égard de leurs officiers. Comment aller au feu avec tranquillité, lorsque l'armée n'était pas sûre de ceux qui l'y conduisait ? Trahie par un général félon, n'exécutait-elle pas tel mouvement dangereux et meurtrier pour assurer plus aisément la victoire des ennemis ? La mise en accusation de Custine, la trahison de Pichegru firent une pénible impression sur les âmes trop crédules des défenseurs de la République. La peur de la trahison paralysa longtemps l'énergie et le courage des volontaires.

Il est donc délicat de déterminer avec précision si la majorité des volontaires a toujours tenu ses engagements ou si, en bien des cas, elle a augmenté, par son indiscipline, l'anarchie des armées révolutionnaires. Mais, nul ne doit oublier que les « organisateurs de la victoire » et les généraux de génie n'ont pas été les seuls artisans du triomphe définitif de la République. La Révolution a vaincu l'Europe grâce au courage guerrier et à l'enthousiasme républicain de ceux qui ont répondu à l'appel de la Nation. Aucun texte ne révélera plus éloquemment le patriotisme des défenseurs de la République que les lettres publiées ici.

Nous avons déjà montré, en décrivant les souffrances quotidiennes des volontaires, avec quelle bonne humeur souriante ces hommes supportaient la faim, le froid et la misère. Puisqu'ils travaillent de toutes leurs forces au triomphe de la République, aucune peine ne les rebute, aucun mal ne les arrête :

« Le zèle avec lequel nous servons la Patrie nous fait tout braver, et aucun d'entre nous, à quelque prix que ce fût, ne voudrait ne pas avoir quitté son foyer », écrivent deux volontaires de l'armée du Nord. Ils acceptent avec une philosophie enjouée, mais énergique, toutes les transformations de leur vie : s'ils réclament, c'est pour avoir l'occasion d'accomplir de plus grandes actions et de se battre plus souvent. « On donnera un autre nom au bataillon, écrit l'un d'eux de Landau en 1794. Je vous le dirai : cela m'est égal. Je m'accoutume avec tout le monde. Il n'y a que l'armée du Rhin qui ne me plaise pas. Il doit faire meilleur et plus chaud en Espagne. *Cela m'ennuie d'être toujours dans le même endroit.* » En vérité, ce mot d'une jeune recrue n'est-il point digne de ces soldats de la Grande Armée qui traversaient l'Europe, joyeux de visiter des pays nouveaux et qui ne protestaient jamais que contre la paix et les suspensions d'armes? Par leur courage intrépide, les *blancs-becs* de la Révolution annoncent déjà les grognards de l'Empire, mais les vainqueurs d'Austerlitz auront une foi absolue dans le génie de Napoléon, tandis que les triomphateurs de Jemappes ou de Fleurus sont des républicains sincères et convaincus.

L'enthousiasme révolutionnaire souffle d'un bout à l'autre de ces lettres. Les devises républicaines : « Vivre libre ou mourir », « La liberté ou la dernière goutte de sang », qui les précèdent, ne sont point de vains échos de la phraséologie jacobine : elles attestent des sentiments profonds et sincères. Ces volontaires sont fiers de travailler pour la Nation et la République, de rester attachés au drapeau qui leur a été confié. « Oui, citoyen, déclare un soldat de l'armée du Nord, en 1798, j'ai été fidèle à rester courageuse-

ment attaché à mon drapeau, et il est bien vrai que tant d'autres l'ont lâchement abandonné. » « Comment ne pourrait-on pas être brave soldat d'une nation aussi généreuse, déclare un patriote de l'armée du Nord, et ne prendre pas plaisir de contribuer de toutes ses forces à sa défense! Le sacrifice même de sa vie, qui est ce que nous avons de plus cher dans ce monde, ne coûte rien pour une aussi belle cause! » Grâce à leur dévouement, « la République triomphe et elle triomphera ». Aucune discipline n'est trop dure pour travailler au salut de la République : « On vient de nous lire aujourd'hui, écrit en 1793 un soldat de l'armée du Nord, un code de discipline militaire que nous avons tous juré de suivre de point en point; il est un peu rigoureux, mais des gens qui sont sûrs de se conduire toujours dans le chemin de l'honneur ne craignent rien... On doit penser comme cela quand on a pour but de sauver la République et de conquérir sa liberté. » Qu'importent donc les ravages de la maladie ou des balles qui emportent les plus vaillants des défenseurs républicains, pourvu que la Patrie soit sauvée et que les volontaires puissent lancer, à la fin de leurs lettres, leurs joyeux « Ça ira. Ça ira ». — « En 1794, écrit Stendhal, notre sentiment intérieur et sérieux était tout entier renfermé dans cette idée : être utile à la Patrie. Tout le reste, l'habit, la nourriture, l'avancement, étaient à nos yeux un misérable détail éphémère » L'expression de Stendhal dépeint précisément la psychologie des volontaires et leur entier dévouement à la cause de la Révolution. Lisons, pour nous en convaincre, les beaux conseils qu'adresse à son fils, le volontaire Thirion, un patriote lorrain, habitant un petit village voisin de Toul. Toute sa lettre respire le vrai courage et le vrai patriotisme. A

la manière d'un père de la Rome antique il recommande à son fils de faire pleinement son devoir contre les ennemis de l'État et de ne pas marchander ses efforts pour assurer le triomphe de la République. « Prenez courage ; ne vous écartez jamais des principes que je vous ai inculqués. Sachez supporter la faim, la soif, le froid, le chaud. Quand vous souffrez, sachez que c'est pour vos parents, votre Patrie. Quand vous marchez au combat, n'oubliez pas que c'est pour votre père, votre mère, vos frères, vos sœurs, et sachez préférer la mort même à l'ignominie. » Ces belles paroles nous prouvent que dans leurs propres familles les volontaires trouvaient de précieux encouragements à la défense de la cause nationale, et on comprend l'enthousiasme de ces soldats lorsqu'ils pouvaient raconter les brillants succès de nos armées et déclarer fièrement : « Voilà comment les braves républicains travaillent, surtout quand ils sont bien commandés ! »

Et à la vérité, cette phrase qu'écrivait en 1794, un simple sergent de l'avant-garde de l'armée de Sambre-et-Meuse, placée sous les ordres de Marceau, définit exactement l'âme des volontaires et l'intérêt de cette publication. On verra dans ce livre de jeunes et énergiques républicains marcher à la victoire sans faillir, sûrs de leurs chefs et de leur idéal. Dans ces lettres sincères revit une jeune génération qui, à l'appel de la Nation, s'est dressée tout entière pour assurer le salut de la Patrie et le triomphe de la République[1].

Colonel Ernest Picard.

1. Tous ceux qui ont bien voulu s'intéresser à notre travail, en nous communiquant des lettres de volontaires tirées d'archives publiques ou de collections particulières, ont droit à notre très vive gratitude. Nous avons à cœur de les assurer, ici, de notre bien sincère et bien profonde reconnaissance.

AU SERVICE DE LA NATION

AVANT LE DÉPART A LA FRONTIÈRE

(1792-1793).

Au citoyen Soulbaut, laboureur, à La Roche, paroisse de Pionsat[1].

Paris, le 29 octobre, l'an Ier de la République [1792].

Mon cher père,

J'ai l'honneur de vous adresser la présente et profite de l'occasion du citoyen Jacques Chennedat, qui va dans ce moment-ci au pays, et qui a bien voulu s'en charger. Je lui remets en même temps la somme de quatre-vingts livres dont il a bien voulu se charger, pour vous la remettre de ma part. Comme cette somme me devient inutile pour le présent, je ne peux mieux la déposer qu'entre vos mains.

Je me suis enrôlé à Paris dans les volontaires[2] et suis prêt à partir pour combattre les ennemis de la

1. Pionsat, ch. l. de c. de l'arr. de Riom (Puy-de-Dôme). La localité de La Roche figure sur l'atlas de Cassini (N° 12, feuille 56).

2. Volontaires de Paris, 1792. 3e bataillon de la République.

Patrie. Je suis né Français, et, avec les Français, je veux partager et les dangers et la gloire, et j'aurai sans cesse sous les yeux de respecter et les personnes et les propriétés ou de mourir en les défendant. Nous sommes, mes camarades et moi, dans le même sentiment.

En un mot, je me consacre et de volonté et de cœur à la défense de la Patrie, et, vivre libre ou mourir, c'est ma devise.

Je vous prie de me faire mes compliments à mes frères, sœurs, etc., et de me croire, avec le plus profond respect et les sentiments les plus distingués,

Mon cher père,

Votre très humble et très obéissant serviteur et fils,

SOULBAUT.

P.-S. — Comme je ne suis pas sûr d'avoir de vos nouvelles à Paris, et que je suis à la veille de mon départ pour les frontières, je vous écrirai de nouveau[1].

Au citoyen Jacques Martin, demeurant à Pionsac[2], *district de Montaigu-en-Combrailles, département du Puy-de-Dôme.*

De Verdun, ce 12 février 1793, l'an IIe de la République française.

Mon père,

Je suis bien charmé d'avoir appris par la lettre

1. Archives particulières de M. Mangerel, maire de Pionsat (lettre communiquée par M. le lieutenant Saint-Arroman).

2. Pionsat.

de mon cousin que vous jouissiez d'une bonne santé. Je prie le Seigneur qu'il vous la conserve aussi bonne que la mienne. Si je ne vous ai pas écrit plus souvent, c'est que je croyais qu'il vous avait arrivé quelqu'accident que vous ne me faisiez pas de réponse. Mon père, je ne suis pas fâché d'être dans les volontaires. Je m'y plais bien ; nous ne manquons de rien. Tous les quatre jours, nous avons du pain frais, tous les cinq jours de l'argent ; même si vous en avez besoin, vous n'avez qu'à me le marquer, je vous en enverrai. Vous direz à notre cousin de retirer mon obligation, et, quand le terme sera échu, de retirer l'argent, et qu'il le garde chez lui. Il doit avoir reçu de notre cousin du Moussaud la somme de douze livres, que mon frère lui avait donnée pour lui remettre ; mon frère est bien malade voilà quelques jours.

On prétend que nous ne resterons pas longtemps où nous sommes. Les nouvelles font mention que toutes les couronnes veulent nous faire la guerre, et, s'il n'y a pas de trahison, ils ne nous feront pas beaucoup de mal. Le général Custine et son armée tiennent le roi de Prusse bloqué avec ses troupes[1]. On croit bientôt partir pour entrer en campagne.

Vous ferez bien des compliments à tous mes parents

1. Sur la situation de l'armée de Custine qui, au mois de février 1793, avait pris ses quartiers d'hiver, cf. Chuquet, *Les guerres de la Révolution, l'expédition de Custine*. Il convient de noter que le volontaire Martin était mal renseigné sur les forces de l'armée de Custine, qui allait bientôt subir de graves revers.

et amis. Le fils de Dumas est bien mécontent de ce que son père ne lui fait pas de réponse. Il croit que c'est sa belle-mère qui l'empêche. Bien des compliments à ma belle-mère, et que je l'embrasse. Je finis, mon père, avec une grande inquiétude de savoir si vous avez besoin de quelque chose : vous n'avez qu'à me le marquer, je vous enverrai ce que je pourrai. Il n'y a que pour apprendre l'exercice que ça m'a un peu gêné. D'ailleurs nous sommes assez bien, et l'on peut toujours mettre quelques sous de reste.

Je vous assure de mes profonds respects et vous embrasse, et prie Dieu pour la conservation de votre santé, et suis

Votre très humble et très obéissant fils,

Julien MARTIN.

Volontaire au 1er bataillon de la Creuse, dans la 5e compagnie.

Jean Dumas prie bien son père de lui faire passer ce papier, car il lui fait bien faute. Il est nommé caporal dans la 3e compagnie du 1er bataillon de la Creuse[1].

A la citoyenne Michel, chez sa mère, marchande de quincaillerie, place de la Loi, à Angers.

Saumur, le 9 frimaire an II [29 novembre 1793].

Ma bonne amie,

Tu ne saurais croire quel plaisir ta lettre m'a occa-

1. Archives particulières de M. Mangerel, maire de Pionsat.

sionné, de savoir que ma mère continue d'aller de mieux en mieux ; je désire que sa guérison soit prochaine et qu'elle m'en donne une preuve en me donnant de ses nouvelles. Francillon vous est donc enfin rendue, j'en suis charmé, car c'était bien une victime innocente. Sa mère aura bien dit : « Bougre, il y a assez longtemps que je suis ici, il faut que j'aille faire ma buée et voir mon gendre ».

Hier, nous avons appris que l'armée avait eu une déroute totale et qu'elle se reployait à Angers, les insurgés du côté de Laval, que leurs intentions étaient de se porter sur Angers[1]. Il faut espérer que notre ville fera une vigoureuse résistance et les chassera au loin. Ma bonne amie, je te prie de me donner des détails relativement à cela : je serais content de voir une France nouvelle.

Hier, il est parti 4 pièces de canon pour aller à Tours. On dit qu'il y a une révolte relativement au pain ; ici, on n'en manque pas, on en trouve facilement.

Le 5e bataillon de Maine-et-Loire n'existera pas longtemps ; les nouvelles nous annoncent que tous les corps formés depuis le mois d'août seront incorporés dans d'autres corps. L'on nous fera rejoindre le 1er bataillon[2]. Si nous pouvons, nous sommes plusieurs

1. Sur ces faits de l'histoire vendéenne et sur le siège d'Angers, vaillamment défendu par les républicains contre les insurgés en retraite, cf. Chassin, *La Vendée patriote*, t. III, pp. 318-356.

2. L'histoire du 1er bataillon des Volontaires de Maine-et-Loire a été écrite avec un grand luxe de documents

disposés à nous mettre dans la cavalerie. D'après les nouvelles du licenciement, il est déserté plus de 50 hommes...

Embrasse maman pour moi et l'assure de mon respect ; fais-moi réponse.

Ton frère et ami,

F. MICHEL [1].

A la citoyenne Michel, marchande, place de la Loi, à Angers.

Saumur, mardi 14 frimaire an II [4 décembre 1793].

Ma chère maman,

Nous sommes tous consternés ; notre commandant Legeay a reçu un brevet d'adjudant-général pour rejoindre Fabrefond, qui est inspecteur général de cavalerie. Notre quartier-maître est parti avec lui ainsi que son secrétaire. Tous sont entrés dans la cavalerie et vont rejoindre à Carcassonne.

D'après l'ordre que reçut notre commandant, il fit assembler le conseil d'administration, et le quartier-maître rendit ses comptes ; il fallut procéder à la nomi-

vivants et curieux par F. Grillé, dans l'ouvrage intitulé : *Lettres, mémoires et documents publiés avec des notes sur la formation, le personnel, l'esprit du 1er bataillon des Volontaires de Maine-et-Loire et sur sa marche à travers les crises de la Révolution française*. Paris, 1848, 2 vol. in-8°.

1. Archives particulières de M. Michel, conservateur du musée Saint-Jean, à Angers. L'auteur de cette lettre était sous-lieutenant au 5e bataillon de Maine-et-Loire.

nation d'un quartier-maître[1]. Le vœu général fut en ma faveur, je balançai quelque temps, mais je me ressouvins que vous m'avez dit qu'il vaut mieux moins gagner et être plus libre ; je suivrai toujours vos conseils et m'en trouverai le mieux du monde.

Le commandant et le quartier-maître m'engagèrent beaucoup à accepter ; après avoir rendu un compte on ne peut plus clair et net, il me fit voir tous les avantages de cette place et mit à ma disposition une somme d'à peu près 6 à 7 mille livres. Tout cela me fit refuser. On ne voulut pas nommer ; enfin je leur dis formellement que je n'accepterai pas.

Quand le bataillon apprit le départ de notre commandant, il en déserta 60 dans la nuit.

Maintenant Courbalai est commandant en chef.

Le citoyen Lenoir vient de me remettre à l'instant la lettre de ma sœur, où je vois, ma chère maman, que votre santé se rétablit ; j'en serai plus content lorsque je l'apprendrai de vous : ce que j'attends avec impatience. Il paraît qu'il y a eu encore une déroute et qu'on se replie sur Angers. J'ai vu une lettre d'Angers, qui annonce que les insurgés sont à Laval et prennent la route de Sablé.

Hier, on a battu, ici, la générale ; on a fait couper

1. Le capitaine quartier-maître trésorier faisait partie de l'état-major des bataillons de volontaires, en compagnie de l'adjudant major, du lieutenant-colonel en second et du lieutenant colonel commandant en chef. Sur l'élection de l'état-major du 1er bataillon des Volontaires de Maine-et-Loire, cf. Grille, *op. cit.*, t. I, p. 183.

les ponts de la Croix verte et on nous menace des insurgés[1]. On assure que l'armée de Charette est rentrée dans le Poitou et se replie ici. Tous les habitants de la vallée se replient avec leurs effets; cet après-midi, les habitants de Beaufort-en-vallée sont arrivés et nous ont dit que les insurgés étaient chez eux. Si cela est, nous courons risque d'être [pris] entre deux feux; nous sommes peu de monde armé, mais nous nous battrons jusqu'au dernier moment. De la manière dont la ville est fortifiée, je ne crois pas qu'ils puissent y entrer, il y a trop de ponts.

Je suis avec respect votre fils,

MICHEL.

Mille choses à ma sœur[2].

1. Au moment où les Vendéens, battant en retraite, allaient attaquer Angers, Saumur fut mis en état de leur résister par Levasseur, de la Sarthe (Chassin, *op. cit.*, p. 349).

2. Archives particulières de M. Michel, conservateur du musée Saint-Jean, à Angers.

AUX ARMÉES DU RHIN

(1793-1797)

—

1793

A la citoyenne Tullat, veuve, aubergiste, à Pionsat, district de Montaigu-en-Combrailles, département du Puy-de-Dôme, à Pionsat.

Fait à Landau, ce 7 du mois de mai 1793.

Ma chère mère,

Je vous écris ces deux mots pour vous assurer de mes très humbles respects. Je souhaite que votre santé soit aussi bonne que la mienne, ainsi que celle de mes sœurs. Voilà la troisième lettre que je vous envoie, je ne reçois aucune réponse de vous. Je ne sais si vous [ne] recevez pas mes lettres, ou si c'est par mauvaise humeur. Je vous dirai que nous sommes à la barbe de l'ennemi, que nous battons tous les jours. Nous sommes en garnison à Landau[1]. Je vous dirai que nous sommes malheureux ; nous couchons sur la

1. Le 2e bataillon de l'Allier était arrivé à Landau le 4 décembre 1792 et il y avait définitivement pris garnison le 6 (Lieutenant-colonel Dulac, *Les levées départementales dans l'Allier sous la Révolution*, t. I, p. 138).

paille ; nous couchons plus souvent dehors que sur la paille. Je vous dirai qu'il s'est brûlé un arsenal ; nous avons perdu plus de trois mille fusils. Nous sommes sortis le jour de la fête à Dieu[1] (*sic*) ; il en est bien resté sur le carreau qui ont été tués, je ne peux pas vous en dire le nombre, on ne le sait pas au juste. Nous [ne] passons pas de jour qu'on nous tue autant d'une part que d'autre. Nous en prenons souvent des prisonniers de guerre. Nous sommes prêts aller camper pour aller joindre l'armée du général Custine[2]. Si le général Dumouriez [ne] nous avait pas trahis, nous [ne] serions pas si à plaindre[3].

L'ennemi a bloqué la ville de Mayence. Si le général Dumouriez [ne] nous avait pas trahis, ils [ne]

1. En 1793, la Fête-Dieu tombait le jeudi 30 mai. La chronologie du volontaire Tullat est donc défectueuse. De plus, d'après les renseignements recueillis par le lieutenant-colonel Dulac (*op. cit.*, t. I, p. 139), il ne semble pas qu'en avril et au début du mois de mai, la garnison de Landau se soit trouvée mêlée à des engagements aussi importants. Tullat doit se plaire à exagérer la gravité des combats quotidiens qui mettaient aux prises Prussiens et Français.

2. Sur les essais infructueux de Custine, après le combat de Herxheim (6 mai 1793), pour percer les lignes prussiennes, cf. Chuquet, *Les guerres de la Révolution*, *Wissembourg*, pp. 12 sqq. La garnison de Landau devait être mêlée à cette dernière opération de Custine en Alsace, mais elle se borna à faire une promenade tranquille hors des murs de la ville.

3. Dumouriez avait consommé sa trahison en mars 1793. Le blocus de Mayence commença au mois d'avril suivant, mais les Prussiens étaient déjà établis autour de la ville depuis le début de cette même année.

seraient pas bloqués. Ils sont entourés de soixante mille Prussiens, qui ont sauté le Rhin ; cela n'empêche pas que nous espérons de remporter la victoire.

Je vous prie de me faire réponse sitôt la présente reçue. Je finis en vous embrassant du plus profond de mon cœur, à tous mes parents, ainsi qu'à M. Morel, à tous ceux qui vous parleront de moi de bien faire mes compliments.

Vous mettrez mon adresse : au citoyen Jean Tullat, volontaire du deuxième bataillon de l'Allier, en garnison à Landau.

Jean TULLAT[1].
7e compagnie du second bataillon de l'Allier.

Je vous prie de faire faire l'adresse comme il faut[2].

Sans adresse[3].

A Roth[4], le 9 mai 1793 (an II de la République).

Citoyen,

J'aurais répondu plus tôt à la lettre que vous

1. Dans son ouvrage cité (t. II, p. 208), le lieutenant-colonel Dulac mentionne un *Jean Tullier*, enrôlé le 17 septembre 1792 à la 7e compagnie du 2e bataillon de l'Allier et qui fut nommé caporal. Il s'agit peut-être de l'auteur de cette lettre, dont le nom aurait été mal orthographié dans quelques documents.

2. Archives particulières de M. Mangerel, maire de Pionsat.

3. Cette lettre a été vraisemblablement adressée à Clé-

4. Rott, entre Wissembourg et Lembach.

m'avez fait l'honneur de m'écrire sans le mouvement très inattendu que le bataillon vient de faire sur Wissembourg.

Le citoyen Berthelot[1] n'est plus avec nous ; je suis fâché, d'après l'intérêt que vous paraissez prendre à ce jeune homme, de ne pouvoir vous en rendre un témoignage satisfaisant. Nous avons eu cet hiver beaucoup de maladies, et jamais une troupe n'eut un plus grand besoin d'avoir un chirurgien attentif, exact et actif. Le citoyen Berthelot n'a déployé dans cette circonstance que les qualités contraires ; un mécontente-

ment de Ris, qui était à cette date membre du Directoire du département d'Indre-et-Loire. On sait que ce conventionnel, né en 1750 et mort en 1827, prit une part importante aux travaux de la Commission de l'instruction publique et à la fondation de l'Ecole Normale. Rentré dans la vie privée jusqu'au Consulat, Clément de Ris fut plus tard sénateur, puis pair de France. Une curieuse mésaventure le rendit célèbre : au mois de septembre 1800, des Chouans l'enlevèrent et l'enfermèrent dix-neuf jours dans un souterrain. Trois de ses agresseurs furent condamnés à mort. On trouvera, au cours de ce volume, un grand nombre de lettres d'habitants du département d'Indre-et-Loire adressées à Clément de Ris. Elles nous montrent toutes en quelle haute estime ce sincère républicain était tenu par ses compatriotes. De plus, Clément de Ris recevait des armées des lettres qu'il se chargeait de transmettre à leurs destinataires, pour obliger ses correspondants. On verra combien les habitants du département qui combattaient sur les frontières témoignaient de reconnaissance à Clément de Ris, en échange de ses obligeants services.

1. Le « citoyen Berthelot » était le chirurgien major du 3e bataillon des Volontaires d'Indre-et-Loire depuis le 10 octobre 1792. Il donna sa démission le 13 avril 1793.

ment universel s'en est suivi, je me suis vu forcé de rassembler le bataillon pour qu'il pût émettre son vœu sur le citoyen Berthelot. Le vœu presque unanime a été pour l'exclusion : Berthelot a donné sa démission, elle a été acceptée et il est parti. Voilà, citoyen, la vérité des faits ; véritablement, ce jeune homme a toujours été insensible aux reproches de négligence que je lui ai souvent adressés.

Ce que vous me marquez, citoyen, sur les troubles intérieurs est déchirant ; l'incendie fait des progrès effrayants ; il menace notre département. Puisse-t-il pour son bonheur renfermer un grand nombre de citoyens tels que vous [1] !

Les troupes ennemies nous cernent de toutes parts et nous tiennent en échec sur la frontière ; il paraît que le plan des despotes coalisés est d'attendre à nos portes les succès des rebelles de l'intérieur et d'empêcher qu'on ne fixe des troupes de la frontière pour arrêter leurs progrès [2]. Paris nous envoie, dit-on, douze mille patriotes commandés par le général Santerre [3] ;

1. L'auteur de la lettre fait allusion aux progrès de l'esprit contre-révolutionnaire en Vendée, où l'insurrection avait éclaté pour se répandre bientôt en Bretagne, en Anjou et en Poitou.

2. Cette lettre a été écrite au moment où Custine battait en retraite sous les coups des coalisés, tandis que les Prussiens assiégeaient Mayence. Retenu sans doute par le scrupule de fournir à son correspondant d'affligeants détails sur nos défaites, le lieutenant-colonel Robert ne donne, en somme, aucun renseignement précis sur la situation de nos armées.

3. Il s'agit du fameux brasseur Santerre, commandant

il faut espérer que réunis aux bons citoyens ils suffiront pour repousser les brigands. Mais où sont donc nos flottes ? Les ministres de la marine me paraissent être bien coupables, quels que soient les événements et les circonstances ; mes sentiments d'accord avec mes principes me feront combattre pour la République jusqu'au dernier soupir. Michel Bauvin est dans Mayence.

Recevez mes salutations fraternelles.

Le Commandant du 3e bataillon d'Indre-et-Loire

J. Robert[1].

Au citoyen Valeyre, tourneur, restant à Riom, en Auvergne.

De Frikenfeld[2], le 18 juin 1793.

Mon très cher père et ma très chère mère,

... Comme nous sommes à un poste avancé de l'ennemi de l'avant-garde de l'armée que nous occupons, nous sommes comme l'oiseau sur la branche[3].

de la Garde Nationale, si populaire auprès des Parisiens.

1. Le lieutenant-colonel Robert commandait le 3e bataillon de Volontaires d'Indre-et-Loire depuis le 26 septembre 1792. Il avait passé par les grades de sous-lieutenant et capitaine de 1773 à 1792. Le 18 mai 1792, il avait été nommé aide de camp du lieutenant-général Chabrillant.

2. Freckenfeld, entre Minfeld et Schaidt.

3. Le chasseur Valeyre se trouvait à l'avant-garde de l'armée du Rhin.

A chaque instant, nous sommes prêts à marcher. Il n'y a pas de jour qu'il n'y ait une attaque tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, à telle heure que ça soit. Voilà une huitaine de jours que nous n'avons pas quitté notre sac et tout ce que nous avons dessus le dos. Être toujours en marche autant la nuit que le jour, à voltiger sans cesse dans le pays ennemi, comme l'ennemi dans le nôtre, n'avoir pas reposé un instant, être assommé d'un sommeil ardent et la fatigue que nous avions, et ne pouvoir pas reposer. Et outre de ne pouvoir pas se rafraichir seulement d'une goutte d'eau, la misère nous accable ; et ne pouvoir pas manger quand nous voulons ; et endurer la pluie sur notre corps et le mauvais temps qu'il fait ; et coucher dehors par les fraicheurs qu'il fait dans la nuit, à nous reposer sur notre fusil et toujours sac sur le dos, tout prêts à partir. Ah ! Dieu, si nous avions encore seulement le couvert d'un linceul pour nous couvrir, afin que la pluie ne puisse pas nous mouiller ! Mais il n'est point possible : il y a des instants que le fusil ni la personne ne peuvent travailler, parce que, une fois que le fusil est mouillé, aussi bien que l'amorce, il n'est pas possible que le fusil prenne. C'est comme une fois que le froid nous a surpris et même mouillé tout le corps, il n'est pas possible d'avoir le même courage que l'on aurait, n'étant pas surpris du mauvais temps.

Nous avons presque tous les jours des attaques avec l'ennemi ; mais ces esclaves tremblent à l'ap-

proche de nos fiers républicains. Nous eûmes, entre autres, une attaque le 17 du mois dernier dans une plaine à côté de laquelle il y a un bois fort épais; les poltrons sortirent à peine 200 pas dans la plaine ; cela n'empêche pas que nous les canonnâmes d'importance [1].

Nous attendons tous les jours de partir pour Mayence délivrer nos frères d'armes [2]. Je vous dirai que nos frères de Mayence ont fait plusieurs sorties et qu'elles leur ont été favorables. Ils ont dernièrement pris à l'ennemi des vivres pour quinze mois, après leur avoir tué beaucoup de monde et fait prisonniers. S'il y a quelque chose de nouveau à l'avenir, je vous en ferai part. Si vous voulez, il y a tous les jours du nouveau ; mais je vois qu'il est temps de finir parce que la place me manque et que je n'ai guère de temps à moi : à chaque instant, il faut marcher, soit d'alertes ou d'autres choses.

Pour la vie, votre fils.

VALEYRE,
chasseur [3].

1. Le 17 mai, Custine fit une tentative malheureuse pour enlever un petit corps de troupe que Wurmser avait poussé sur la droite de nos forces à Rheinzabern. Cf. Gouvion Saint-Cyr, *Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et du Rhin-et-Moselle*, t. I, pp. 55 sqq.

2. Mayence devait capituler le 23 juillet 1793 ; la confiance du chasseur Valeyre en l'issue favorable du siège mérite d'être remarquée, car elle devait être partagée par beaucoup de ses « frères d'armes ».

3. Enrôlé le 15 novembre 1792.

Voici mon adresse : Au citoyen Valeyre, chasseur au 12e bataillon de chasseurs d'infanterie légère, à Frickenfeld, par Wissembourg, département du Bas-Rhin[1].

Au citoyen Belot, maréchal, à Châteauroux, paroisse de Saint-André, près des Trois Rois, route d'Argenton (Indre).

Camp de Soultz[2], 12 août 1793 (an II).

Mon très cher frère,

Depuis le camp de Wissembourg[3], nous passâmes à celui de Meinfeld[4], où, après nous être disposés huit jours à aller délivrer nos frères de Mayence[5], qui ont capitulé ces jours, notre armée marcha sur trois colonnes à l'ennemi[6]. Elle l'attaqua vivement

1. Archives de Riom.

2. Probablement *Soultz-sous-Forêts*, au sud-ouest de Lauterbourg et au sud de Wissembourg.

3. Au printemps de l'année 1793, Custine avait établi solidement une partie de son armée du Rhin au camp du Geissberg, en arrière de Wissembourg (Chuquet, *Les guerres de la Révolution, Wissembourg*, p. 24). C'est ce camp du Geissberg que le volontaire Belot doit désigner sous le nom de camp de Wissembourg.

4. Au lieu de *Meinfeld*, il est plus vraisemblable de lire Minfeld, à la lisière du Bienwald, entre Freckenfeld et Langenkandel, au nord de Lauterbourg.

5. Beauharnais, qui avait remplacé Custine à la tête de l'armée du Rhin, avait projeté de débloquer Mayence, en combinant ses opérations avec l'armée de la Moselle. Sur ses plans, cf. Chuquet, *op. cit.*, pp. 42 sqq.

6. Sur la capitulation de Mayence le 23 juillet 1793, cf. les lettres publiées pp. 20 et 26. Le récit du volontaire

dans les villages des côtes derrière Landau, le débusqua de deux ou trois éminences qui les dominent, tandis que notre bataillon, le 1er du Piémont et le 3e de l'Ain, colonne du centre, reposâmes toute la journée à l'ombre, mais nous y restâmes trois jours, parce que la chapelle Sainte-Anne arrêta nos troupes épuisées. Nos ennemis perdirent bien du monde dans ce premier combat. Notre perte ne fut pas considérable. La seconde bataille, le 22, fut pour notre colonne du centre. Nous surprîmes l'ennemi au bois d'Offembach; nous le chassâmes; nous mîmes le feu aux postes avancés des émigrés; nous bivouaquâmes huit jours. Ils avaient 25 redoutes au-dessus du bois; nous étions trop peu pour franchir cet obstacle, et nous attendîmes en vain l'aide de la colonne de droite. Celle de gauche se battait toujours. Elle avait chassé les Prussiens du village de Dame et de la chapelle Sainte-Anne. Le chef de ses défenseurs se suicida de désespoir en s'écriant qu'il ne connaissait plus de barrières impénétrables aux Français. Le poste et le village brûlaient[1].

Belot manque de clarté. Les deux combats, dont il raconte brièvement les principales phases, n'ont point eu lieu après la prise de Mayence puisqu'ils se sont produits le 19 et le 22 juillet. Les engagements heureux se rattachent, au contraire, à la suite des opérations engagées par Beauharnais pour la délivrance de Mayence. Sur ces deux combats, cf. Chuquet, *op. cit.*, pp. 49-52.

1. Offenbach, à 5 kilomètres de Landau. La Chapelle Sainte-Anne (427 m.), à l'ouest de Burrweiler, figure sur la carte de Cassini sous le nom de *Chapelle de Burweiler*. Il n'y a point de village du nom de *Dame* dans la région.

Le 27[1], nouveau combat, le plus sanglant de tous. Notre bataillon eut 8 tués et quelques blessés. A notre droite, le 1er de Piémont perdit 30 hommes, 50 blessés; le 3e de l'Ain, à gauche, perdit quelques canonniers. Les pertes de l'ennemi furent considérables en morts, blessés et prisonniers. Cependant leurs forces de Mayence, en marche depuis quelques jours étant arrivées, nous ne nous trouvâmes plus que cinq bataillons contre 14 000 hommes, dont 4 000 de cavalerie nous cernaient. Nous n'étions qu'à deux doigts de notre perte. Notre général la pleurait d'avance, mais tout à coup! oh prodige! un orage affreux nous sauva. Un déluge de pluie favorisa notre retraite; nous la dirigeâmes à perdre haleine vers Landau. Nous courûmes 10 lieues dans l'eau et la boue jusqu'aux genoux. Plusieurs perdirent leur sac d'effets dans cette détresse. La surabondance d'eau ôta à l'ennemi le pouvoir de nous voir, et lorsque nous fûmes en sûreté en France, la nuée se dissipa. Nous avons fait, depuis, trois camps et, suivant les mouvements de l'ennemi, nous gardons nos frontières. Nous avons tué 500 émigrés à Rimpsall et brûlé une compagnie dans le moulin[2].

1. Attaqué le 27 juillet par Wurmser, qui avait surpris les troupes de Ferrier, Beauharnais démoralisé par la capitulation de Mayence battit rapidement en retraite : c'est cet échec que Bastien Belot rapporte (Chuquet, *op. cit.*, pp. 54-55).

2. *Rimpsall* doit désigner *Rinthal* sur la Queich, entre

Ton frère très affectionné pour la vie,

Bastien BELOT,
volontaire, 7e compagnie,
1er bataillon du Doubs[1],
près Lauterbourg, armée du Rhin[2].

Au citoyen Bénard, maître boulanger, demeurant au bourg de Pionsat, district de Montaigu-en-Combraïlles, département du Puy-de-Dôme, en Auvergne.

A Saumur, le 2 septembre 1793.

Mon frère,

Je vous écris ces deux mots pour vous donner de mes nouvelles depuis si longtemps que je [ne] vous ai pas écrit. Je porte bien peine de savoir de vos nouvelles ainsi que [de] ma belle-sœur et de mes frères. J'ai reçu une lettre de vous il y a plus de cinq mois de cela, dont que vous me marquiez que mon frère est mort. J'ai écrit une lettre à mon beau-frère sur ce que vous m'aviez marqué de l'indignité qu'il avait agi vis-à-vis mon frère, mais je ne lui ai pas fait savoir de la part que je le savais ; mais je m'en

Anweiler et Wilgartswiesen. Nous ne savons à quel fait d'armes Bastien Belot fait allusion.

1. Le 15 août 1793, le 1er bataillon du Doubs incorporé à l'armée du Rhin comprenait un effectif de 26 officiers et de 780 hommes ; il était cantonné à Scheibenhard, à côté de Lauterbourg (Capitaine Colin, *Campagne de 1793 en Alsace*, t. I, p. 93).

2. Archives municipales de Châteauroux. H. 89-93/38. Carton 24, 2e série.

souviendrai longtemps. Dieu [ne] le bénira pas.

Pour vous faire savoir le mal que j'ai vu à Mayence, nous étions à 29.000 hommes, nous sommes venus à 14.000. Jugez voir à propos si nous [nous] sommes battus comme il faut[1]. La ville était entourée par l'ennemi dont nous [ne] pouvions pas sortir seulement trente pas de la ville, et toujours à nous battre avec l'ennemi, à ne pas pouvoir rester une minute dans une maison ; il ne [se] passait pas une minute sans que l'ennemi tire plus de 200 bombes ou obus, ou boulets, et ne point avoir de vivres encore qui était le plus grand mal. Nous avons mangé 900 chevaux, chiens, jusqu'à manger des chats et des rats, encore nous en

1. Sur le siège et la résistance héroïque de Mayence, cf. Chuquet, *Les guerres de la Révolution*, t. VII, et les *Mémoires et journaux du général Decaen*, publiés par nos soins, t. I, pp. 3-49. La date de la capitulation indiquée par le « citoyen » Bénard est exacte, ainsi que celle de la tentative de sortie. Le 57e régiment d'infanterie faisait partie de la seconde colonne qui quitta Mayence le 15 juillet dans l'après-midi. M. Chuquet estime (*op. cit.*, p. 270, n. 3) que 18.675 hommes, y compris les blessés et les malades des hôpitaux, sortirent de Mayence. D'après le *Journal* de d'Oyré, il y avait 20.363 hommes dans Mayence à l'époque de la capitulation. Le volontaire Bénard n'est pas très loin de la vérité en déclarant que l'armée se trouva réduite à 14.000 hommes. Les détails de cette lettre sur les horreurs et la famine du siège de Mayence ne sont nullement exagérés (*Mémoires de Decaen*, t. I, pp. 43-45). Il n'en est point de même du chiffre des ennemis tués, qui est mentionné à la fin de la lettre. Il ne semble pas, en effet, que les troupes qui bloquaient Mayence aient jamais compris plus de 40.000 hommes. Les Français vaincus n'en tuèrent donc pas 35.000 !

pouvions pas en avoir assez. Nous [nous] sommes rendus par force ; nous avons capitulé le 23 juillet, nous sommes sortis le 25 ; nous avons laissé nos pièces de canon et toute notre munition ; nous [n']avons que emporté nos fusils et nos gibernes, mais point de cartouches. Notre cavalerie a amené leurs chevaux, et, depuis que nous sommes sortis, voilà plus de 200 lieues que nous faisons.

Nous sommes à la Vendée pour exterminer tous ces gens de brigands où ils se sont rassemblés beaucoup[1] ; ils prennent les paysans par force ; ils leur disent qu'ils ne mourront pas du coup de fusil ni du coup de canon. Ils leur y font d'autres bien des mensonges, et qu'ils viennent que à cent pas de moi, que j'aie mon fusil, ils verront s'ils [ne] mourront pas.

Quand nous étions à Mayence à nous battre que nous pouvions que marcher sur les corps morts et dans le sang, nous avons perdu 15.000 hommes, mais nous en avons tué des ennemis, 35.000. Je rends grâce à Dieu de m'en être réchappé, que je devais périr comme les autres. Faites part de cette lettre à vos amis et à nos parents. Faites bien des compliments au citoyen Albert.

Mon adresse est : au citoyen Bénard, soldat au 57e régiment d'infanterie, ci-devant Beauvoisis, en

1. Après la capitulation de Mayence, la garnison de la place, qui avait pris l'engagement de ne pas prendre les armes contre l'ennemi, pendant un an, combattit les Vendéens insurgés.

garnison à Saumur, département de Maine-et-Loire.

Votre frère,

BÉNARD,
soldat[1].

Au citoyen Clément de Ris, administrateur du département d'Indre-et-Loire, demeurant à Azay-sur-Cher[2], district de Tours, département d'Indre-et-Loire.

Au bivouac de Stürzelbronn[3], le 2 septembre de l'an II de la République française, une et indivisible [1793][4].

Cher citoyen,

Des citoyens volontaires de Véretz[5], toujours attachés aux vrais principes d'une constitution qui doit faire notre bonheur commun, vous sont très reconnaissants des sentiments républicains qui ont dicté votre lettre du... ; ils se font un vrai plaisir de la conserver cette lettre et de la relire sans cesse pour entretenir en eux ce saint amour de l'égalité qui caractérise des âmes libres.

1. Archives de Riom (copie communiquée par M. le lieutenant Saint-Arroman).

2. Azay-sur-Cher, c. de Bléré, arr. de Tours.

3. Les volontaires qui écrivent cette lettre bivouaquaient dans la forêt de Stürzelbronn, entre Bitche et Wissembourg.

4. Cette lettre doit être datée du 6 septembre de l'an I (1793) et non de l'an II (1794). Ses rédacteurs ont mal calculé l'année républicaine, car ils font allusion à des événements de l'année 1793.

5. Véretz, c. de Tours.

De grands événements sont survenus depuis notre départ, tant dans les voisinages de votre cité que dans le pays que nous habitons ; la trahison comme vous le savez y a toujours joué le premier rôle. Encore le traître Custine, qui naguère était l'idole de notre armée, vient d'expier, sous la glaive de la loi, son infâme perfidie[1]. Jusqu'à quand serons-nous donc le jouet de tous ces hommes vendus au parti royaliste !

Brave républicain ! tandis que sur les bords du Rhin nous nous efforcerons de déjouer au prix de notre sang les projets infâmes des Brunswick, des Cobourg et des Pitt[2], faites en sorte, par vos sages conseils, d'ouvrir les yeux au malheureux peuple qui se laisse si facilement égarer par le petit nombre d'aristocrates qui ne cessent de le tourmenter. C'est du zèle que les corps administratifs et les armées mettront à remplir leur tâche que nous triompherons de nos ennemis. Pardonnez, s'il vous plait, ces petites réflexions qui ne méritent pas être comparées aux vôtres, vous connaissez les sentiments qui les dictent.

1. La capitulation de Mayence (23 juillet 1793) causa la perte de Custine. Le Comité de Salut public le fit arrêter et comparaître devant le tribunal révolutionnaire sous l'inculpation de trahison. En dépit de sa défense énergique, Custine fut condamné à mort et guillotiné le 28 août 1793.

2. L'association des trois noms de Brunswick, de Cobourg et de Pitt pour symboliser les ennemis de la République était devenue courante sous la plume des révolutionnaires.

Les journées depuis le 19 jusqu'au 24 juillet dernier auraient sans doute fait la gloire de l'armée républicaine du Rhin, mais la reddition de Mayence nous a arrêtés et a obligé d'abandonner en un jour les succès de six journées de travaux[1].

Nous avons quitté depuis un mois la brigade à laquelle nous étions attachés, et qui est actuellement au camp de Soissons, pour nous joindre aux flanqueurs de gauche de notre armée. Nous bivouaquons depuis trois semaines au milieu des montagnes des Vosges; nous ne sommes qu'à deux petites lieues de l'ennemi. Landau est bloqué depuis un mois[2]. Les émigrés et les Prussiens se sont approchés vers la fin du mois dernier de Wissembourg, mais ils en ont bientôt été repoussés et ont payé cher leur hardiesse. Ils sont actuellement à deux lieues de Landau, et on espère que le grand nombre d'hommes que fournissent les départements des Haut et Bas-Rhin, aidé de l'armée, va achever d'exterminer cette horde de brigands[3]. Le général d'Abrande,

1. Les volontaires font allusion aux vains efforts de Beauharnais et de Houchard pour débloquer Mayence.

2. Au moment où cette lettre était écrite, Wurmser formait des colonnes pour déloger les postes français établis dans la montagne. Sur ses efforts et sur les combats qui éclaterent, cf. capitaine Colin, *La campagne de 1793 en Alsace et dans le Palatinat*, p. 366 sqq.. Landau, investi par les Prussiens depuis le mois d'août 1793, fut délivré par nos armées le 28 décembre.

3. A la fin du mois d'août, les Impériaux et les émigrés qui composaient l'armée de Wurmser avaient assailli

qui commandait notre division, vient de s'émigrer[1].

Adieu, cher concitoyen, croyez que nous ne cesserons d'être avec les sentiments d'estime, les républicains de Véretz qui demandent une réponse.

Notre adresse est toujours à l'armée du Rhin.

F. Meusnier, A. Brisson Junior,
Achille, sergent.

Le citoyen Tiry à son épouse, à Saverdun[2] (*Ariège*).

Saint-Jean d'Angély, le 27 septembre 1793.

Ma bonne amie,

Je suis fort en peine de ta santé ; depuis que nous

l'armée du Rhin, auprès de Wissembourg ; en avant du Bienwald. En dépit de leur belle résistance nos troupes durent reculer et se replier sur Wissembourg (Chuquet, *Les guerres de la Révolution. Wissembourg*, pp. 103-110). Les républicains de Véretz ne sont donc point des témoins sincères, des événements auxquels ils ont pris part. La levée en masse dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin amena aux armées une foule de paysans, d' « agricoles » indisciplinés, dont la présence augmenta encore le trouble et l'anarchie qui y régnaient.

1. Le général d'*Arlande de Salton*, et non d'Abrande, émigra le 24 août 1793 et se présenta à cette date au camp prussien. Il commandait le 13e régiment d'infanterie et avait organisé la défense de Nothweiler et des postes environnants : jusqu'au jour de son émigration, il avait fait preuve de courage et d'énergie. Ses soldats ne lui reprochèrent pas seulement sa propre trahison : ils l'accusèrent aussi de les avoir trahis (Chuquet, *op. cit.*, pp. 145-148).

2. Saverdun, ch.-l. de c. de l'arr. de Pamiers (Ariège).

avons quitté Mayence, voilà deux lettres que je t'écris sans réponse de toi[1]. Je suis très inquiet.

La première lettre te disait de m'écrire à Troyes, poste restante. Je n'ai rien trouvé ; j'ai patienté jusqu'à Orléans, où j'ai quitté l'armée pour entrer à l'hôpital, où je suis resté jusqu'à mon transport à l'hôpital de Saint-Jean-d'Angély.

A Orléans, je t'écrivais que j'avais été blessé au bras droit par une balle, à la première sortie de Mayence[2], en tombant sur le corps de l'ennemi à deux heures du matin, après avoir égorgé deux sentinelles de la grand' garde surprise dans ses tentes. Nous nous sommes battus à l'arme blanche, tué beaucoup. Je n'étais pas blessé ; le feu a commencé à trois heures du matin jusqu'à sept heures, où nous fûmes battus à mitraille et à boulet par l'ennemi. Trop incommodés par ce feu, nous avons pris d'assaut la redoute, tué 13 canonniers : j'ai été blessé.

Les grenadiers du 1er et du 2e régiment ont beaucoup souffert, nous avons eu l'avantage.

Devant un renfort sérieux arrivé à l'ennemi, nous

1. Cette lettre d'un défenseur de Mayence est à rapprocher — pour le texte et les notes — des lettres publiées, pp. 14 et 20.

2. La première sortie des défenseurs de Mayence eut lieu dans la nuit du 10 au 11 avril 1793 (Chuquet, *op. cit.*, p. 187). Les détails donnés par le volontaire Tiry laissent supposer qu'il appartenait à la colonne commandée par Schaal, chargée durant cette sortie d'enlever une redoute hessoise.

sommes rentrés à Mayence, mais pour peu de temps, car nous sommes allés chercher les blessés sur le champ de bataille, car les ennemis les achevaient à coups de fusil. Nous leur avons fait payer toutes ces sorties.

Le citoyen Marveille, mon lieutenant, a été tué, le 15 avril, par une balle qui lui traversa la tête[1]. Je le regretterai toute ma vie. J'attends ta réponse avec impatience. Je finis en t'embrassant de tout mon cœur.

Compliments à ton père et à ta mère, à toute ta famille et ceux qui sont dans la maison.

TIRY,
grenadier au 60e régiment d'infanterie,
ex-Royal-Marine,
à l'hôpital de Saint-Jean-d'Angély.

Je t'enverrai l'extrait mortuaire du citoyen Marveille.

Souhaite une bonne santé à mon père, à ma mère.

Tu dois connaître la misère que nous avons eue. Nous avons mangé 2.600 chevaux ; je puis me vanter d'avoir vendu un gigot de chien, 12 livres en argent et 3 livres en papier.

1. Jusqu'à la fin du mois d'avril, les troupes françaises se livrèrent à des sorties presque quotidiennes. Le 15, elles attaquèrent le village de Mombach (Chuquet, *op. cit.*, p. 200). L'*historique* manuscrit *du* 60e *régiment d'infanterie* (Archives Historiques de la Guerre) ne contient aucun détail sur cette escarmouche ni sur la mort du lieutenant Marveille.

Quelle misère après avoir si bien combattu et avoir détruit 4.500 hommes à l'ennemi et 1.600 à nous! Il faut qu'ils apprennent à se battre à l'arme blanche pour se battre avec nous. Il est vrai que le roi de Prusse nous a dit que ce n'était pas le droit de la guerre[1] !

Sans adresse.

Citoyens magistrats,

Le quatorze de ce mois la générale a battu, et l'on criait : « aux armes ! » de toutes parts. Le parc d'artillerie de Saverne, où nous sommes attachés, s'est mis en marche contre l'ennemi[2]. Mais dès l'instant que ces brigands d'Autrichiens nous ont aperçus, ils se sont sauvés comme des lâches. Nous leur avons envoyé

1 Archives municipales de Saverdun, carton Ariège (2), XXVI.

2. Au mois d'octobre 1793, l'armée du Rhin battait en retraite après la victoire de Wurmser à Saverne. Comme il importait que nos troupes restassent en possession de Saverne, une division conduite par le général Sautter s'y établit et y demeura, en dépit des vigoureuses attaques des Autrichiens (22-24 octobre). — Cf. Chuquet, *Les guerres de la Révolution. Hoche*, chap. 1, et Colin, *Campagne de 1793 en Alsace*, p. 536 sqq.. — Nous n'avons pas trouvé mention d'un engagement qui aurait mis aux prises, le 14 novembre, les troupes autrichiennes et la gauche de l'armée du Rhin : l'auteur de la lettre doit faire allusion à une escarmouche insignifiante. Au mois de novembre, Pichegru nommé au commandement de l'armée y avait réorganisé la discipline et s'était préparé à forcer les lignes autrichiennes. Le 18 novembre, il allait remporter sur Wurmser une première, mais légère victoire.

quelques coups de canon, qui ont fait mordre la poussière à plus d'une centaine des leurs, et nous, nous n'avons perdu que peu de monde, attendu que l'ennemi tire trop haut. Le fameux scélérat de prince Louis est aussi alarmé. Il s'était flatté de venir dîner dans son château de Saverne, parce qu'il en était ci-devant seigneur[1], mais nous lui avons appris qu'il ne fallait jamais compter sans son hôte : c'est le cas de compter deux fois. Nous ne sommes qu'à une lieue de l'ennemi. Au moment que je vous écris, l'on vient de retirer un espion, habillé en gendarme; il a les yeux bandés et on lui fait faire le tour de la ville et, de suite, on va lui casser la tête. Encore un scélérat de moins. Ça ira, ça ira, ça ira !

J'ai entendu dire qu'il y avait de grandes mesures de prises par l'état-major de Saverne et que, sous peu de jours, nous devrions faire un mouvement général conjointement avec l'armée de la Moselle. Par là, l'ennemi se trouvera attaqué sur trois faces.

Comme je finis ces mots, le général vient de nous donner ordre de nous tenir prêts pour quatre heures du matin. Il nous a promis que l'affaire serait très chaude. Tant mieux; je vous promets que cela ne m'intimide pas plus que quand j'allais chanter la messe à Saint-Lazare. Ça ira, ça ira!

Je vous jure, citoyens magistrats, que jamais Cha-

1. Le prince Louis, ci-devant seigneur de Saverne, est le héros de l'affaire du collier : Louis de Rohan, évêque et cardinal de Strasbourg.

telain ne déshonorera votre pays. Je vous recommande ma petite femme et mon fils (vous êtes les protecteurs des veuves et des orphelins), et je vous prie de veiller à ce que les aristocrates ne les vexent pas.

Je suis, citoyens magistrats, avec le respect dû à des magistrats du peuple et votre égal en droit.

La générale bat, je vole au combat. Vive la République une et indivisible !

CHATELAIN,
commandant la 2e escouade des canonniers[1].

Au parc de Saverne, à trois heures du matin, le 16 novembre 1793, l'an IIe de la République une et indivisible.

P. S. — Je vous prie de donner de mes nouvelles à ma petite et de lui dire que je me porte bien[2].

Au citoyen Charles Rousseau, cocher,
à Indreville[3] *(Indre).*

Au bivouac de l'avant-garde, en avant de Verchem,
2 nivôse an II [22 décembre 1793].

Mon cher père, ma chère mère,

Vous me félicitez parce que je suis encore aux

1. Antoine Chatelain, lieutenant en pied de la 9e compagnie du 1er bataillon des canonniers de Paris, arriva à Metz le 24 avril 1793, comme lieutenant conducteur des hommes de la 4e division du contingent du district d'Avallon, incorporés avec lui.

2. Archives départementales de l'Yonne.

3. Indreville ou Indrelibre désignent Châteauroux (Figuères, *Les noms révolutionnaires des Communes de France*, p. 29).

canonniers, mais je vous dirai que je suis rentré dans ma compagnie, où j'ai été nommé caporal par le suffrage de mes camarades[1]. C'est ce qui m'a engagé à changer si souvent de corps. Vous m'engagez à avoir du courage : soyez persuadés que cela ne me manque pas, et que, bien loin de paraître comme ces lâches qui abandonnent leur Patrie, je brûle du plus ardent amour pour la République, et que je périrai avant d'abandonner ma Patrie. J'ai fait serment de ne point abandonner mon drapeau avant d'avoir chassé du territoire français tous les satellites des despotes couronnés et coalisés contre nous...

Je vous apprendrai pour nouvelles que, depuis environ deux mois, nous avons l'avantage de repousser l'ennemi. Nous sommes presque tous les jours aux prises avec les Prussiens et les Impériaux. Jusqu'à présent, j'ai eu le bonheur d'échapper à la rapidité des boulets ainsi qu'à la fureur de nos ennemis. Il y a quelque temps que nous étions auprès de Strasbourg ; à présent, nous en sommes à plus de trois heures. Nos armées sont victorieuses partout ; on assure que nous avons une colonne qui va prendre par derrière les Prussiens qui assiègent Landau. Haguenau est en notre pouvoir depuis hier, et, selon les apparences, l'Alsace sera libre avant qu'il soit peu. Enfin pour

1. Dans les armées révolutionnaires, les grades étaient conférés par l'élection, combinée avec l'ancienneté de grade ou de service, depuis la loi du 21 février 1793. Le Directoire transforma peu à peu cet état de choses.

mieux vous dire, ça va malgré que nous ayons beaucoup de peine. Nous couchons dehors tous les jours et la vermine nous mange, mais c'est pour la République ; nous le faisons avec courage.

Je vais vous dire que nous sommes réunis en groupe pour écrire cette lettre; tous du pays, nous assurons de notre respect nos pères et mères. Nous sommes : Chaumereau, fils du maréchal des logis de gendarmerie, Crépin, Jousset, de Saint-Martin, Thuilier, ci-devant de Saint-Martin [1].

Tous vous font leurs compliments et vous prient de donner de leurs nouvelles à leurs parents en leur présentant leurs respects. Ils se portent bien...

Le petit Messager a été blessé légèrement à la tête par une balle [2]...

Joseph Rousseau.

2e bataillon, 8e compagnie de l'avant-garde.
37e régiment d'infanterie.
En avant de Verchem par Strasbourg [3].

1. Saint-Martin-de-Lamps (Indre), arr. de Châteauroux, c. de Levroux.

2. Cettre lettre de belle allure, qui exprime de nobles sentiments, est assez difficile à apprécier du point de vue historique. Nous ne savons, en effet, où se trouve *Verchem*, car aucune localité au nom se rapprochant de celui-là ne se trouve sur la carte de Cassini, entre Strasbourg et Landau (route de l'armée du Rhin sous la direction de Hoche). De plus, cette lettre est datée du 22 décembre, jour de la victoire de Hoche à Frœschwiller (Chuquet, *Les guerres de la Révolution*, *Hoche*, p. 130 sqq). Or, Joseph Rous-

3. Archives de Châteauroux, H. 89. 93/26, Carton 24, 2e série.

1794

Des volontaires à leurs amis de la Société populaire de Saint-Jean de Losne[1].

Strasbourg, 16 nivôse an II [5 janvier 1794].

Républicains, frères et amis, nous sommes arrivés à Strasbourg le 13 [2 janvier 1794]; il y avait déjà plus de dix jours qu'un décret avait dissous la propagande, nous n'avons pu y assister; voilà donc notre première mission remplie, mais non selon vos désirs[2].

seau n'y fait aucune allusion. Enfin, les troupes de Ferino entrèrent dans Haguenau le 24 décembre 1793, et non le 21, comme le dit J. Rousseau. Dans ces conditions, on peut déduire de cette lettre, visiblement écrite par un soldat de l'armée du Rhin, au moment où cette armée dirigée par Hoche allait à la délivrance de Haguenau : 1° que les volontaires ne savaient pas dater leurs lettres et qu'ils connaissaient mal la chronologie révolutionnaire; 2° que les volontaires ignoraient ce qui se passait dans leur armée, puisque Rousseau parle de la prise de Haguenau, postérieure à la victoire de Frœschwiller, sans faire aucune allusion à Frœschwiller.

1. Ch.-l. de c. de l'arr. de Beaune (Côte-d'Or).

2. Le 6 décembre 1793, les représentants en mission Saint-Just et Lebas avaient obtenu un décret de la Convention pour chasser de Strasbourg les « propagandistes ». Les « propagandistes ou propagandaires », revêtus d'un costume théâtral, parcouraient la ville en prêchant la Révolution, le culte de la Raison et en passant les troupes en revue (Chuquet, *Les guerres de la Révolution, Hoche et la lutte pour l'Alsace*, p. 34).

Le drapeau a été remis à nos frères, sans cérémonie, car je crois qu'ils seront incorporés au premier jour avec le 3e bataillon de la Côte-d'Or[1]. Celui qui est chargé de cette affaire est un de mes bons amis et m'a dit qu'il retarderait le plus qu'il serait possible.

Nous vous avions promis des nouvelles ! Crions tous : « Vive la République ! » ; victoires sur victoires[2], frères et amis ! les Français sont à Worms, peut-être à Mayence ; le butin qu'ils ont pris monte à plus de 200 millions, sans compter les canons, bagages, prisonniers, etc... Nous sommes bien fâchés de ne pouvoir encore vous annoncer la prise du Fort Vauban ; nous espérons vous l'apprendre bientôt, car l'on doit donner aujourd'hui une attaque générale[3].

1. Le 3e bataillon de la Côte-d'Or faisait partie de la division Hatry, à l'armée de la Moselle (Etat des forces de l'armée de la Moselle au 17 février 1794, publié par Chuquet, *op. cit.*, p. 228, n° 1).

2. Ces « victoires sur victoires » doivent s'entendre des succès éclatants de Hoche à Frœschwiller et au Geissberg, qui amenèrent, en décembre 1794, la reprise de l'Alsace, le déblocus de Landau et la retraite des Impériaux. Mais les volontaires de la Côte-d'Or dénaturent singulièrement les faits en écrivant à leurs concitoyens que « les Français sont à Worms, peut-être à Mayence ». Les troupes françaises, sous la conduite de Hoche et de Moreau, entrèrent à Germersheim, à Spire et à Kaiserlautern : elles ne poussèrent pas plus avant leurs conquêtes et prirent bientôt leurs quartiers d'hiver (Chuquet, *op. cit.*, pp. 130-244).

3. Les noms de Fort Vauban ou de Fort le Traître désignaient les ouvrages fortifiés de Fort Louis. Le général Durand avait livré la place au général Lauer le 13 novembre 1793. Après les victoires de Hoche, les Autri-

On dit que la garnison a juré de mourir dans la place, mais à quoi sert le serment des esclaves contre la valeur des républicains. Qu'ils tremblent les tyrans ! ils seront bientôt anéantis.

La ville de Strasbourg va divinement ; la guillotine est toujours en activité ; elle doit jouer aujourd'hui. Ah ! si vous saviez quel effet elle produit dans cette commune ! elle fait plus que des miracles ; dans un jour, elle convertit plus de monde que tous les saints (ci-devants) du soi-disant Paradis.

Nous avons beaucoup de choses à vous dire de la part de nos volontaires, qui nous prient de vous adresser l'assurance de leur attachement.

Quant à nous, républicains et amis, comptez sur notre zèle et notre dévouement pour la chose publique... Nous tâcherons de mériter votre confiance dans toutes les occasions ; s'il fallait aller aux antipodes pour le bien de la République, croyez que nous sommes prêts à partir et que rien ne peut écarter du chemin de vrais républicains, que vous nous avez tracé, en vous conjurant de nous croire pour la vie vos frères et amis [1].

COLIN, LEPREUX aîné.

chiens n'attendirent même pas d'être assiégés par les troupes du général Michaud. Le 18 janvier 1794, ils évacuèrent Fort Louis, après avoir fait sauter les remparts (Chuquet, *op. cit.*, pp. 11-14 et 226).

1. Sur la formation des bataillons des volontaires de la Côte-d'Or, cf. Sadi Carnot, *Les Volontaires de la Côte-d'Or. Origines historiques, formations de 1789 et 1791. Veillée des Armes.* Dijon, 1906, in-4°.

A la citoyenne Tullat, veuve, aubergiste, à Pionsat, district de Montaigu, département du Puy-de-Dôme.

Fait à Linienfeld, ce 5 germinal, l'an II de la République une, indivisible, impérissable [25 mars 1794].

Mort aux tyrans, à leurs esclaves !

Ma chère mère,

Je vous écris ces deux mots pour m'informer de l'état de votre santé, ainsi que de celle de mes sœurs, ainsi qu'à tous mes parents. Voilà la seconde lettre que je vous envoie ; je n'en reçois pas de nouvelles. Je vous dirai que nous sommes été bloqués pendant l'espace de six mois par notre ennemi. Nous étions à Landau, nous avons bien souffert ; nous sommes été obligés de manger du cheval ; nous [n'] avions plus de vivres ; nous avions affaire avec un bon général, qui n'a pas voulu rendre la ville de Landau [1]. Plutôt périr sur place que de l'abandonner ; nous avions juré de ne pas l'abandonner qu'à la mort. Nous avons été bombardés pendant quatre jours et quatre nuits. Il a péri bien du monde, ça ne pouvait pas faire différemment, mais nous en sommes venus à bout : nous les avons repoussés, nous les avons fait

1. Sur la conduite du 2e bataillon de l'Allier durant le blocus de Landau (27 juillet-28 décembre 1793), on lira avec intérêt les pages que le lieutenant-colonel Dulac a consacrées à ces faits de guerre (*op. cit.*, t. I, pp. 131-156). M. Chuquet a écrit un récit détaillé du siège de Landau dans son volume des *Guerres de la Révolution, Hoche et la lutte pour l'Alsace*, pp. 198-219. Le « bon général » est le général Laubadère.

sauter le Rhin à une bonne partie. Nous sommes à présent à quatre lieues de Landau, dedans un petit village qu'on appelle Linienfeld, tout auprès de Cornucha, aux bords du Rhin[1]. Aux bords du Rhin, nous sommes cantonnés ; là nous [nous] battons tous les jours. Nous ne pouvions pas souffrir davantage ; nous avons acheté du pain de munition qui nous coûtait jusqu'à six livres et le vin qui se vendait cinq livres la bouteille ; un pain qui pesait trois livres, ça faisait 40 sous la livre. Vous savez que la paye du soldat n'est pas bien forte. Je vous dirai que je suis été nommé caporal.

Je finis [en vous] embrassant de tout cœur ainsi que tous mes parents et bons amis, sans oublier le citoyen Morel. Je vous prie de me marquer ce qu'il y a de nouveau au pays.

Mon adresse : au citoyen Tullat, caporal de la 7e compagnie du deuxième bataillon de l'Allier... [2], par Landau.

Je vous prie de me faire réponse sitôt la présente.

Je suis toujours votre fils,

Jean Tullat[3].

1. Linienfeld, ce « petit village à quatre lieues de Landau » est *Lingenfeld*, qui fut le cantonnement du 2e bataillon à partir du 21 février (Lieutenant-colonel Dulac, *op. cit.*, t. I, p. 157).

2. Mot illisible.

3. Sur Jean Tullat, cf. lettre publiée p. 9. Les deux lettres de ce volontaire sont à rapprocher des lettres écrites, à la même époque, par des soldats du 2e batail-

Sans adresse [sans doute à Nicolas Thirion].

Au camp de Longwy, le 22 floréal de l'an II de la Republique, 1794 [11 mai 1794].

Liberté, égalité.

J'ai eu la fièvre un jour ; c'est le froid qui en est cause, puis il a fait trop chaud voilà huit jours. J'ai reçu de vos nouvelles le jour de la fête de chez nous, ce qui m'a fait un sensible plaisir.

Nous étions encore à Arlon, que nous avons été obligés de quitter[1] ; on espère y retourner bientôt ; nous sommes à présent proche de Longwy. Je vous dirai qu'on a pris deux cents pièces de canon et même deux cent soixante, sans compter les obusiers, et deux mille prisonniers. Il y a eu plus de deux mille tués, des émigrés pris ; on s'est emparé de leurs vivres, de leurs munitions de guerre ; nos gens sont campés dans leur camp.

Nous ne sommes plus du 6e bataillon de la Meurthe ; on nous a mêlés avec un régiment de troupe de

lon de l'Allier et publiées par le lieutenant-colonel Dulac, *op. cit.*, t. II, p. 209 sqq. La présente lettre est tirée des Archives particulières de M. Mangerel, maire de Pionsat.

1. Le 18 avril, sur un ordre donné à l'armée de la Moselle par le Comité de Salut Public, le général Hatry était entré à Arlon. Attaqué le 30 avril par des forces supérieures aux siennes, Hatry jugea prudent d'abandonner Arlon et de se replier sur Longwy (Commandant V. Dupuis, *Les opérations militaires sur la Sambre en 1794*, pp. 5-32).

ligne et avec le 7e bataillon de la Meurthe. Nous sommes dans le premier bataillon de la cent-dixième demi-brigade. Vous ferez bien attention pour adresser vos lettres.

C'est le commandant du 7e bataillon de la Meurthe qui nous commande.

Remy THIRION.

Aussitôt la présente reçue, vous aurez la bonté de m'écrire tout de suite ; vous ferez bien attention. Vous mettrez mon adresse : au citoyen Remy Thirion, volontaire au premier bataillon de la cent-dixième demi-brigade. Armée de la Moselle. Division du général Morlot, par Thionville. Vous mettrez toujours : à la compagnie de Marton [1].

Réponse de Nicolas Thirion, père du volontaire.

Beuvezain [2], 6 prairial an II de la République française [25 mai 1794].

Liberté, égalité.

J'ai reçu, mon fils, votre lettre en date du 22 floréal ; votre mère, vos sœurs et moi, nous avons tous été fort aises d'apprendre que vous vous portiez bien. La fièvre que vous avez eue n'est qu'une légère indisposition pour un républicain, qui doit savoir souffrir

1. Lettre communiquée par M. Thirion, médecin-major de 1re classe au 162e régiment d'infanterie.

2. *Beuvezin*, c. de Colombey, arr. de Toul (Meurthe-et-Moselle).

et mourir pour la défense de la liberté et de son pays. Tels sont, je n'en doute pas, les sentiments qui vous animent : ce sont ceux de votre père, de votre mère, de vos frères et de vos sœurs.

Vous me demandez de vous aider d'un assignat de cinquante francs ; vous savez que je me suis toujours fait un plaisir de ne vous laisser manquer de rien, et je tâcherai toujours de subvenir à vos besoins tant que vous ne vous écarterez pas du chemin qui vous est tracé par l'Honneur et le Patriotisme. Vous trouverez jointe à cette lettre une reconnaissance que vous présenterez au bureau de la poste, et l'on vous remettra l'argent que vous me demandez.

Tandis que vous combattez les satellites du despotisme, vos frères sont constamment occupés aux convois pour alimenter leurs frères d'armes : subsistances, fourrages, rien ne nous coûte quand il s'agit du salut de la Patrie. Nous gagnerons doucement les récoltes, qui donnent les plus belles espérances.

Prenez courage ; ne vous écartez jamais des principes que je vous ai inculqués. Sachez supporter la faim, la soif, le froid, le chaud. Quand vous souffrez, sachez que c'est pour vos parents, votre Patrie. Quand vous marchez au combat, n'oubliez pas que c'est pour votre père, votre mère, vos frères, vos sœurs, et sachez préférer la mort même à l'ignominie.

Ecrivez-nous dès que vous aurez reçu la présente et marquez-nous si vous avez reçu l'assignat que je vous envoie.

Votre mère, vos frères, vos sœurs, tous vos parents vous embrassent.

Je suis toujours avec affection votre père,

Nicolas THIRION[1].

Au citoyen Valadon, entrepreneur à Châteauroux (Indre), pour remettre à la citoyenne Denis.

Armée du Rhin. Au bivouac près Landau,
18 prairial an II [6 juin 1794].

Chère mère,

J'ai reçu vos deux lettres auxquelles je m'empresse de répondre pour vous faire part des mouvements de notre armée et du petit revers que nous avons eu, occasionné par l'armée de la Moselle. Le 4 du courant [23 mai 1794], l'ennemi nous attaqua sur tous les points violemment; ils avaient une artillerie formidable; nos bataillons qui formaient l'avant-garde ont été forcés de se replier sur la ligne, après une forte résistance[2]. Voyant une colonne qui était prête à les cerner, un seul canon de notre bataillon réussit à

1. Lettre communiquée par M. Thirion, médecin-major de 1re classe au 162e régiment d'infanterie.

2. La division Ferino, comprenant 7.734 hommes, se trouvait établie à la droite de la brigade la Boissière et « répartie sur le front Deidesheim-Iggelheim ». Elle fut attaquée à l'aube du 23 mai par les forces prussiennes et elle résista sans lâcher pied jusqu'à la nuit. En dépit de la belle conduite de ces troupes et de celles de Desaix, l'armée dut dessiner un mouvement de retraite, à la suite de l'affaire de Kaiserslautern (Capitaine Hennequin, *La campagne de 1794 entre Rhin et Moselle*, pp. 244-288).

l'arrêter, malgré le feu violent que nous subissions. De part et d'autre le combat s'est animé ; nous nous sommes battus de pied ferme de 1 heure du matin à 9 heures du soir ; nous avons escaladé une montague d'une hauteur prodigieuse pour déloger l'ennemi qui cherchait à nous investir. La fusillade nous a fait perdre environ 160 républicains tués, blessés ou prisonniers ; trois caissons ont sauté chez nous, un chez l'ennemi. Les pertes ennemies sont très cruelles, mais, grâce à l'Éternel, je m'en suis tiré sans blessure.

Le lendemain, l'ennemi s'étant emparé de Kayserslautern [1], à l'armée de la Moselle, nous avons dû nous retirer sur Neudorf [2], à une demi-lieue de Landau, où nous bivouaquons.

Si je n'ai pas répondu de suite à votre première lettre, ne croyez pas à la négligence. Les différents mouvements que nous avons eus en sont les principales causes.

Notre embrigadement s'est fait le 2 [21 mai 1794]. Les deux bataillons du 27e, le 1er du Puy-de-Dôme forment la 54e demi-brigade [3]. Notre compagnie de

1. Kaiserslautern, occupé par 5.000 hommes commandés par le général Ambert, fut attaqué le 23 mai par Mollendorf, qui en délogea nos troupes. Cet échec contraignit l'armée du Bas-Rhin à ramener ses positions en arrière de la Queich, entre Germersheim et Landau (Dumolin, *Précis d'Histoire militaire*, t. I, p. 271). Denis se trompe en datant du 24 mai l'insuccès de Kaiserslautern.

2. Nussdorf.

3. Sur l'embrigadement des armées du Rhin et de la Moselle, cf. capitaine Hennequin, *op. cit.*, pp. 287 sqq.

grenadiers est passée dans le 1er bataillon du 27e. Chaque chef de compagnie a pris son rang d'ancienneté...

DENIS.

Grenadier au 1er bataillon de la 54e demi-brigade.
Armée du Rhin, division Ferino, à Landau[1].

Au citoyen Barrault, à Indrelibre, faubourg des Marais, par Tours (Indre).

Armée du Rhin. Au bivouac près Landau, le 8 prairial an II [27 mai 1794].

Mon cher père, ma chère mère,

Pas de nouvelles de l'armée, je vous en dirai assez. Nous ne sommes plus le 1er bataillon de l'Indre, mais la 54e demi-brigade, 2e bataillon. Amalgamé, notre bataillon est partagé dans trois compagnies des trois bataillons. Nous avons changé de cantonnement.

Le 2 prairial [21 mai], on nous a mis aux avant-postes de l'armée, le long des montagnes, où nous allions au bivouac tous les matins à 2 heures. Le 4 prairial, sitôt arrivés au bivouac, l'ennemi nous attaqua. Il fit une fusillade, puis une canonnade sur le village qui est en face de nous. En même temps, nous vîmes paraître 5 à 6 escadrons de cavalerie ; nos pièces en batterie dans une petite redoute ouvrirent le feu. L'ennemi, supérieur à nous, avançait toujours et voulait envelopper les trois villages. Cinq

1. Archives de Châteauroux, H. 89-93/29. Carton 24, 2e série.

minutes après nous étions pris ; sans les hussards qui soutinrent notre retraite, nos pièces auraient été prises. C'est heureux pour nous que nous ayons gagné les vignes où la cavalerie ne put nous charger. Là, nous arrêtâmes la cavalerie ennemie, tandis que la nôtre, aidée de l'artillerie volante, qui ouvrit un feu d'enfer, d'enfilade, tombait sur l'ennemi.

L'artillerie ennemie ne put nous débusquer des vignes et des montagnes. Tous en tirailleurs, on a fait un feu d'enfer ; la fusillade ne faisait qu'un roulement depuis 2 heures du matin à 9 heures du soir. Les pertes de l'ennemi furent plus considérables que les nôtres. L'ennemi se retira la nuit, se porta sur l'armée de la Moselle, qu'elle a forcé sur Kayserslautern. Nous avons dû battre en retraite le lendemain dans la nuit de peur d'être coupés des gorges. Nous nous sommes retirés à Landau où nous bivouaquons sur les hauteurs. Je ne sais si l'ennemi essayera de nous chasser de là, il est déjà très près de nous... [1]

Tous les blés et vignes du Palatin sont abîmés, les paysans sont ruinés à tout jamais.

Votre fils,

BARRAULT,
républicain pour la vie,
sergent à la 6e compagnie, 2e bataillon, 54e demi-brigade.
Division Ferino. Armée du Rhin. Landau [2].

1. Cette lettre est à rapprocher de la lettre précédente pour le texte et les notes.

2. Archives de Châteauroux, H. 89-93/30, Carton 24 (Indre).

Au citoyen Leclerc, demeurant à Riom.

Au quartier du Pont-couvert, Strasbourg, le 22 prairial l'an II de la République française, une et indivisible [10 juin 1794].

Tout de suite votre lettre reçue, j'y réponds avec empressement, et je l'attendais effectivement. Si j'ai été négligent à l'égard de la précédente que vous m'avez écrite, je n'ai vraiment pu faire autrement, attendu le décompte qu'il m'a fallu faire à la compagnie pendant le temps qu'elle était isolée. Il nous est arrivé ensuite des recrues pour le complètement de notre bataillon, Les travaux militaires, quoique peu minutieux, occupent continuellement l'esprit et le corps.

Je désirais toujours de témoigner à tous mes frères de la société populaire combien j'étais et que je suis toujours pénétré des bonnes intentions qu'ils ont pour moi; veuillez bien être en ce moment l'interprète des douces pensées de mon cœur; qu'ils soient bien persuadés que je leur tiendrai éternellement compte de leurs bons souvenirs.

Les vivres sont très chers, à ce que vous me dites, de vos côtés; je n'en suis pas étonné; il en est de même partout. Il y a quelques mois que les denrées n'étant plus à la loi du maximum, on en trouvait avec un peu de peine, si vous voulez, mais depuis que les autorités constituées, voulant faire exécuter les lois à l'égard du maximum, il y a de ça environ

quelques décades, on ne trouve plus rien à boire ni à manger dans les auberges[1].

Ces derniers ont quasi tous fermés leurs boutiques sous le vain prétexte qu'ils ne peuvent pas trouver à acheter ni vin, ni pain, ni viande. A la vérité, peu de Strasbourgeois en mangent. Nous sommes heureux d'avoir des vivres de campagne.

Quant aux nouvelles que vous m'avez annoncées, nous les avons ici avant vous autres. En vérité, elles sont on ne peut plus satisfaisantes[2]. Il faut bien se persuader que sans les infâmes trahisons qui ont existé dans les temps, nous aurions été constitués en victoires permanentes. Mais : « Vivent la République et la Montagne ! » ; ça été, ça va, et toujours ça ira !

Nous ne pouvons pas nous dissimuler que tant que la monnaie nationale sera avilie et qu'elle n'aura pas toute sa valeur, que certainement nous avons parmi nous des traîtres, des malveillants qui cherchent encore à nous nuire.

1. Au mois de mai 1793, la Convention avait fixé un prix maximum des grains ; peu à peu, pour remédier à la dépréciation des assignats et pour porter atteinte aux accapareurs, des maxima furent établis pour les diverses denrées. Ces mesures eurent des effets désastreux et, à la fin de l'année 1794, la Convention les abolit.

2. Au mois de juin 1794, l'armée de Sambre-et-Meuse victorieuse à Tourcoing allait vaincre à Fleurus ; l'armée du Rhin se préparait à repousser les Prussiens et à marcher sur Mayence. La situation générale de nos armées était donc « on ne peut plus satisfaisante ».

L'air des départements du Haut et du Bas-Rhin est pestiféré de la présence des personnes des différentes sectes, comme juifs, luthériens, protestants et autres ; ce sont des gens qui n'ont encore rien fait pour la liberté, surtout les juifs qui n'ont jamais été révolutionnaires, qui ne sont autrement guidés que par l'appât du gain et la soif de l'or, trafiquant sur la monnaie sonnante, accaparant la plupart des denrées, et dont les principes ont été depuis le commencement de notre révolution contraires et bien éloignés de la chose publique, de vils agioteurs qui ne vivent que de lésines et de tromperies, calculant et préférant leurs intérêts personnels au bien de la chose publique. L'intérêt de la Patrie exigerait qu'ils fussent déportés à 20 lieues dans l'intérieur et surveillés en conséquence[1].

La fenêtre nationale nous a fait raison ces jours derniers d'un scélérat de prêtre et de deux femmes chez qui il logeait ; il fut pris singulièrement et je vais vous dire comment[2] :

Deux officiers, se promenant dans la place de l'Égalité au crépuscule du soir, aperçurent une femme

1. Sur le mouvement antisémite à Strasbourg en l'an II, cf. *La Révolution française*, t. XLII, janvier-juin 1907, pp. 553-554.

2. Le sergent-major Leclerc doit faire allusion à « l'abbé Wolbert, ancien vicaire de la Cathédrale, qui fut guillotiné, le 2 juin 1794, sur la place d'armes de Strasbourg, avec deux vieilles blanchisseuses qui lui avaient accordé un refuge » (Seinguerlet, *Strasbourg pendant la Révolution française*, p. 251).

qui s'y promenait aussi dans la même allée, tenant un mouchoir blanc de la main, qui lui cachait toute la partie inférieure de son visage, arrangée de façon à ne pas s'y méprendre pour déceler le physique masculin, sous le costume d'une femme déguisée, cependant mal fagottée, certes. Un de ces officiers l'aborde un peu militairement; l'ayant examinée, lui adresse quelques paroles, veut la questionner, mais la supposée femme garde le silence, ne veut dire mot. L'officier, tout déterminé, lui ôte le mouchoir, la regarde et lui voit de la barbe; il eut alors une conviction bien évidente que c'était un homme sous les vêtements d'une femme. Dès ce moment, il fut saisi et conduit de suite à la maison d'arrêt. On ne sait la quantité de gens que le brigand de prêtre avait corrompus ou fanatisés. On a trouvé chez lui, c'est-à-dire chez les deux femmes où il était logé, un petit coffre qui contenait tout l'attirail d'un ci-devant prêtre, et les résultats de cette affaire ont été cause qu'il y a eu 227 mandats d'arrêt de lancés sur différents citoyens de Strasbourg.

Voilà un trait, qui, venant à l'appui du panégyrique que j'ai fait dans mes précédentes lettres, de ce pays, doit vraisemblablement vous confirmer sur leur frêle patriotisme et qu'il s'en faut de beaucoup que les habitants de ces contrées soient à la hauteur des grands principes.

Nous avons eu une journée de toute beauté le 20 dernier de ce mois [8 juin 1794]; la Fête natio-

nale a été majestueuse[1]. Je vous jure que de la vie je n'ai vu tant de femmes habillées de blanc. Ce qui a grandement contribué à l'embellissement de la fête, ce sont les grandes victoires remportées dans l'armée du Nord. Le même jour, le Représentant a reçu des ordres pour se transporter sur-le-champ à la Convention, et ses pouvoirs étaient par le même ordre sursis. Nous espérons revoir l'imprenable Saint-Just, un homme d'un rare mérite par ses talents et ses vertus.

Je n'ai pas le temps pour vous instruire sur d'autres faits. J'ai écrit à mon ami Beaudeloux ; il ne m'a point fait réponse. Sachez me dire s'il est absent ou s'il a reçu ou non ma lettre.

Je suis mortifié on ne peut plus du grand silence que l'ami Solignat garde à mon égard. J'en suis véritablement attristé, ainsi que de la froideur de bien d'autres.

Vous trouverez ci-joint le certificat que vous m'avez demandé et avec juste raison[2]. Si on le trouvait daté

1. Il s'agit de la fête de l'Etre suprême, qui fut célébrée à cette date avec faste par les Strasbourgeois (Seinguerlet, *op. cit.*, p. 245 sqq).

2. Voici le texte de cette pièce, placée à la suite de la lettre :

République française. — Grenadiers. — Infanterie.

1er bataillon des Amis.

Nous, composant le conseil d'administration dudit bataillon, certifions que le citoyen Eloy Leclerc, originaire de Riom, a servi depuis le jour de son entrée dans la compagnie de grenadiers du Puy-de-Dôme jusqu'à ce jour

de trop loin, je vous en ferai passer aussitôt votre réponse. Je suis avec fraternité toujours votre attaché fils.

LECLERC,
Sergent-major.

Bonjour à l'intime Solignat. J'entendrai toujours avec plaisir les constantes vérités qui sortiront de ta bouche et que tu m'informeras sur la désolation des créatures désœuvrées par l'absence de leurs bons amis (voilà la seule expression dont se servent les filles de Strasbourg).

Recommandez bien à Solignat de m'écrire ; il m'obligera. J'ai tant de choses à vous communiquer qu'il me faudrait le loisir et la circonstance. Ma lettre est pleine et je n'ai encore rien dit. Ecrivez-moi sur-le-champ. Quant à l'argent que vous voulez me faire tenir, si vous le pouvez envoyez-moi le moins 25 livres[1].

avec zèle et probité ; qu'il a jusqu'ici montré le plus grand dévouement à la République et qu'il continue de servir dans la 1re compagnie de grenadiers au dit bataillon en qualité de sergent-major. En foi de quoi nous lui avons délivré le présent.

A Strasbourg, le sept ventôse, l'an 2e de la République française une et indivisible.

Chébène fourrier, Daveney capitaine...

1. Archives de Riom, secours aux familles des défenseurs de la Patrie, no 367.

A la citoyenne Desbruères, chez le citoyen Crublier. Rue des Pavillons, à l'Indrelibre, ci-devant Châteauroux (Indre).

Camp de Landau[1], 7 messidor an II [25 juin 1794].

Ma chère mère,

Je puis vous dire que, depuis notre départ de Besançon, nous avons toujours été en route. Cependant nous avons resté quinze jours à Kerningue[2], trois jours à Neuf-Brisach.

Vous me dites que vous avez fait tirer les cartes et que j'avais une jolie maîtresse; je vous dirai avec vérité que j'ai eu beaucoup de chagrin en quittant Besançon, mais ce n'est pas pour les filles, c'est plutôt pour le bon vin à bon marché, tandis que maintenant nous ne buvons ni vin ni eau-de-vie, et les trois quarts du temps nous manquons de pain.

Je vous dirai que le 1er bataillon de l'Indre est près de nous. J'ai vu tous les camarades, ils se portent bien. Je vous dirai que le jour que nous sommes arrivés sur les hauteurs de Landau, l'ennemi a tenté de vouloir passer les lignes de Germersheim[3]. Il

1. Dans les derniers jours de mai, en dessinant un mouvement de retraite à la suite de l'affaire de Kaiserslautern (cf. les lettres publiées pp. 42 et 44), l'armée du Rhin avait établi son quartier général à Landau.

2. Peut-être *Kerlingen* (Lorraine), cercle de Thionville, canton de Sierck.

3. Desbruères fait probablement allusion à une attaque malheureuse de nos avant-postes par les Autrichiens le

nous a fallu partir à 2 heures du matin. Heureusement, nous sommes arrivés à temps et nous l'avons repoussé vivement. Actuellement, quand nous marchons à l'ennemi, nous ne portons plus nos sacs, nous avons seulement un peu de pain dans la poche et quelquefois rien du tout...

Nous nous attendons tous les jours à partir pour relever l'avant-garde, qui est bien fatiguée de service.

Salut et fraternité.

Votre fils,

DESBRUÈRES André.

Nous allons être embrigadés, deux bataillons de volontaires avec un de ligne, mélangés[1]. On donnera un autre nom au bataillon. Je vous le dirai : cela m'est égal. Je m'accoutume avec tout le monde. Il n'y a que l'armée du Rhin qui ne me plaise pas. Il doit faire meilleur et plus chaud en Espagne.

Cela m'ennuie d'être toujours dans le même endroit[2].

19 juin 1794 (Gouvion Saint-Cyr, *Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin et-Moselle*, t. II, p. 53).

1. Le 1er bataillon du Doubs allait se trouver réuni au 1er bataillon du 3e régiment d'infanterie et au 4e bataillon de la Seine-Inférieure pour former la 5e demi-brigade.

2. Archives de Châteauroux, II. 89-93/24. Carton 24, 2e série, 1er bataillon du Doubs.

Au citoyen Deguir, maréchal, à Pionsat, district de Montaigu, département du Puy-de-Dôme, par Montaigu, à Pionsat.

Du camp près Landau[1], le 12 messidor l'an II de la République une et indivisible [30 juin 1794].

Ma chère mère,

Je mets la main à la plume pour vous donner de mes nouvelles et pour en recevoir des vôtres. Voilà plusieurs fois que je vous écris et vous ne me faites aucune réponse, et ça me fait bien de la peine de ne pas recevoir de vos nouvelles. Ma chère mère, je ne vous ai point envoyé de certificat à cause que je n'ai point reçu de vos nouvelles, mais j'en attends avec une grande impatience et, sitôt que vous m'aurez rendu réponse, je vous en enverrai un pour toucher la pension que la Nation accorde aux mères qui ont des fils au service de la République.

Je vous dirai, pour des nouvelles de la guerre, que, le mois de décembre, nous avons repoussé l'ennemi qui était jusqu'auprès de Strasbourg[2]; nous l'avons

1. En juin 1794, les trois bataillons de la 65e demi-brigade de bataille étaient cantonnés à Kneringen et à Ober-Essingen, en avant de Landau (*Historique du 65e régiment d'infanterie de ligne*. Nantes, in-8o, s. d., p. 16).

2. Le volontaire Deguir fait allusion à la série des combats victorieux que Hoche livra aux ennemis à la fin du mois de décembre 1793 (notamment, combat du Geissberg, le 26 décembre) et qui contraignirent Wurmser et Brunswick à battre en retraite. Sur la triste situation de l'armée pendant le rigoureux hiver de 1793 décrite dans

fait battre en retraite au moins de trente lieues et de plus encore dix lieues sur son territoire ; là, nous avons passé l'hiver à bivouaquer dans la neige jusqu'à moitié jambe. Nous avons beaucoup souffert jusqu'à ne pas pouvoir avoir de l'eau, que toutes les rivières et fontaines étaient gelées, et, étant à la poursuite de l'ennemi, que les vivres nous ont manqué pendant quatre jours. Nous étions obligés de vivre de pommes de terre et de raves, encore pas tant que nous en aurions bien mangé ; mais, une fois que nous avons été dans le pays ennemi, nous leur avons tout pris, nous les avons ruinés. Mais l'ennemi voyant cela a apporté des forces supérieures au-dessus de nous, nous n'ayant qu'une simple avant-garde de 10.000 hommes, et nous avons repoussé l'ennemi qui était à plus de 30.000 hommes. Mais, comme d'un autre côté l'armée de la Moselle a été repoussée, nous avons été obligés d'évacuer cinq lieues.

Mais, à présent, nous sommes sur une hauteur et nous avons reçu des forces ; nous attendons l'ennemi à pied ferme. Tous les jours, nous nous battons, mais ce n'est pas de grande bataille ; nous revenons toujours dans nos mêmes positions. Mais je crois qu'au premier jour nous allons faire une attaque générale.

cette lettre, cf. Chuquet, *Les guerres de la Révolution, Hoche et la lutte pour l'Alsace*, pp. 228 sqq. Sur les divers faits d'armes auxquels le volontaire Deguir a pris part, on consultera avec profit le livre du capitaine Hennequin, *La campagne de 1794 entre Rhin et Moselle*.

Dernièrement, l'ennemi a tenté le passage du Rhin pour nous couper par derrière, mais il s'est bien trouvé couillonné ; notre général, voyant ça, a fait retirer les avant-postes qui étaient le long du Rhin et les a laissés passer aux environs de 1.500 hommes, et nous étions tout prêts à les recevoir : nous avons tombé dessus à coups de canon et la baïonnette aux reins ; nous les avons tous hachés. Voilà tout ce que je puis vous marquer pour le présent.

Ma chère mère, je finis en vous embrassant de tout mon cœur ainsi que mes frères et sœurs, neveu et nièce, et suis et serai pour la vie votre fils.

J. Deguir,
maréchal.

Ma chère mère, je vous prie de me faire réponse sitôt la présente reçue et de me marquer l'état de votre santé et de toute la famille et les nouvelles du pays, et ne manquez pas de me faire savoir des nouvelles de mon frère Deguir, le cordonnier, et vous me marquerez son adresse, s'il est possible. Vous ferez bien mes compliments à tous mes amis et voisins.

Mon adresse est ça : Citoyen Deguir, volontaire dans la 4e compagnie du 2e bataillon de la 65e demi-brigade, en avant-garde à l'armée du Bas-Rhin, près Landau, à l'armée du Bas-Rhin [1].

1. Archives de la ville de Riom.

Au républicain Chambrias, maréchal ferrant, à Pionsat, district de Montaigu, département du Puy-de-Dôme.

Au bivouac de l'armée du Rhin, le 30 messidor, deuxième année républicaine [18 juillet 1794].

Mon cher grand-père,

Je prends la liberté de vous écrire ces deux mots pour avoir le plaisir de m'informer de l'état de votre santé, ainsi que de celle de ma grand'mère. Vous m'accuserez peut-être de négligent de ce que je ne vous ai pas écrit plus tôt. Je vous prie de m'excuser, car je croyais toujours que j'obtiendrais un congé et que j'aurais l'avantage de vous aller embrasser. Je vous remercie infiniment des bontés que vous avez eues à mon égard. Je tâcherai de faire mon possible pour vous en prouver ma reconnaissance. Je désire ardemment, de tout mon cœur, que la présente vous trouve, ainsi que ma grand'mère, en bonne santé ; c'est tout ce que je peux désirer.

Quant à moi, je me porte assez bien pour le présent, malgré toutes les peines et fatigues que nous avons essuyées et ne cessons d'essuyer journellement, car je vous dirai qu'il [y] a sans exagérer plus de six mois qu'aucun de nous ne s'est déshabillé. D'ailleurs, je sais qu'un bon républicain ne doit pas craindre la fatigue, surtout lorsqu'il s'agit de défendre la liberté.

Quant à la guerre, je vous dirai que, le 25 de ce mois [13 juillet 1794], nous avons attaqué l'ennemi

sur tous les points ; il s'est donné une bataille terrible [1]. Nous [nous] sommes battus de part et d'autre avec acharnement, mais le courage incroyable des braves républicains ne s'est jamais ralenti d'un instant. Le feu a commencé à une heure du matin jusqu'à neuf heures du soir, que la bataille s'est décidée en notre faveur. Le champ de bataille a été jonché de morts ou de blessés. Nous leur avons tué infiniment de monde, pris huit cents prisonniers, beaucoup de pièces de canon et beaucoup de munitions.

L'armée du Nord fait tous les jours des prodiges de valeur ; de tous côtés, la victoire nous tend les bras. Nous avons pris Mons, Ostende et Bruxelles. Notre armée marche sur Gand. Je vous dirai aussi que nous avons repris Condé et Valenciennes ; ils se sont rendus à discrétion ; toute la garnison a été prisonnière. Nous avons repris toutes nos pièces de canon, des vivres et des munitions en tout genre [2].

1. Le volontaire Defage doit vouloir retracer les péripéties du combat d'Eidesheim, qui eut lieu à cette date, car la 54e demi-brigade de bataille prit part à cet engagement (cf. *Historique* manuscrit du 54e *régiment d'infanterie*, par le lieutenant Guignard, pp. 305 sqq., aux archives historiques de la Guerre). Ce combat et ceux des jours suivants assurèrent à la 54e demi-brigade et à l'armée du Rhin la complète possession des hauteurs vosgiennes. Toutefois, il ne semble point que l'engagement d'Eidesheim ait eu l'importance que Defage lui attribue.

2. Les renseignements que Defage envoie à son grand-père sur les opérations de l'armée du Nord sont sujets à caution. Sans doute, Mons, Ostende et Bruxelles étaient pris au moment où il écrivait cette lettre (la capitulation

Je vous prie d'assurer de mes respects à mon père, à ma mère, ainsi qu'à mes frères et sœurs, oncle, tante et toute notre famille. Vous direz aussi à mon père que je suis bien inquiet sur sa santé, attendu que je lui ai écrit plusieurs lettres et je n'ai pas eu réponse. Comme aussi je vous prie, aussitôt la présente reçue, de m'honorer de votre réponse. Poulignat, le scribe sergent, vous fait bien ses compliments. Je n'ai autre chose à vous marquer pour le présent. Je finis en vous embrassant de tout mon cœur et suis éternellement, avec un profond respect, votre petit-fils,

DEFAGE,

Volontaire au 3e bataillon de la 54e demi-brigade, 7e compagnie, au bivouac de l'armée du Bas-Rhin [1].

Sans adresse.

De Rehmagen [2], ce 18 brumaire, 3e année républicaine, une, indivisible ou la mort [8 novembre 1794].

Ma chère mère,

...Nous avons reçu les ordres pour aller nous battre

de Mons et d'Ostende est du 1er juillet 1794, celle de Bruxelles du 10 juillet). Mais Valenciennes ne capitula que le 27 août, et nos troupes ne reprirent Condé que le 30 août. On voit donc que le volontaire Defage anticipe singulièrement sur le récit des événements. Il y avait loin des cantonnements de l'armée du Rhin aux bivouacs de l'armée du Nord : entre les deux corps, les fausses nouvelles pouvaient aisément circuler et s'accréditer.

1. Archives particulières de M. Mangerel, maire de Pionsat (copie communiquée par M. le lieutenant Saint-Arroman).

2. Les troupes de Marceau, de Chapsal et de Duhesme

avec nos ennemis. Notre marche a été heureuse et avantageuse pour la République ; nous avons passé une rivière à la nage, d'où nous avons monté à l'assaut. Dix chasseurs de chez nous ont pris six pièces de canon et cent-vingt hommes prisonniers ; nous leur avons pris quarante-cinq bouches à feu et environ cent caissons avec leurs chevaux et avec leur équipage. Nous les avons foutus tous en déroute ; il est resté beaucoup d'Autrichiens sur le carreau et beaucoup de prisonniers. Nous les avons poursuivis jusqu'à Cologne et on leur a encore pris cent-dix hussards tout montés et équipés, et, de là, ils ont passé le Rhin plus vite qu'ils auraient voulu passer[1]. De là, nous avons été à Bonn et nous n'avons pas eu beaucoup de peine à la prendre. Nous sommes partis de là pour marcher sur Coblentz, que nous avons pris sans perdre beaucoup de monde, et nos chasseurs à cheval ont foncé sur leur retranchement, ainsi que le général Marceau à la tête ; ils leur ont pris deux pièces de

prirent leurs quartiers d'hiver sur le Rhin, entre Andernach et Neuss, à partir du 24 novembre (Dumolin, *op. cit.*, t. I, p. 269).

1. Le récit imagé et brutal du sergent Logé fait allusion aux divers faits d'armes de la bataille d'Aldenhoven (1er-3 octobre 1794). A la suite de ce combat, les troupes françaises, sous la direction de Lefebvre, de Scherer, de Jourdan et de Kleber, mirent en complète déroute l'armée autrichienne. Jourdan entra le 6 octobre à Cologne ; Marceau pénétra le 23 à Coblentz ; après ces victoires, l'armée de Sambre-et-Meuse prit le repos qu'elle avait glorieusement gagné (Dumolin, *op. cit.*, t. I, pp. 264-269).

canon dans leur retranchement et leur ont pris aussi cinquante hussards avec cent hommes d'infanterie prisonniers. Et, de là, le général a sommé la ville de se rendre ; ils ne se sont rendus qu'à six heures du soir et nous sommes entrés dans Coblentz, et tous les tyrans avaient passé le Rhin. De là, nous partimes en quartier d'hiver sur le bord du Rhin. En arrivant dans notre cantonnement, la plus grande satisfaction est d'apprendre que Maëstricht est au pouvoir de la République française[1]. Toute la garnison a été faite prisonnière et renvoyée chez eux, et ils nous en renverront le même nombre des nôtres. Voilà comment les braves républicains travaillent, surtout quand ils sont bien commandés !... Voilà tout ce que je peux vous apprendre de nouveau pour le présent... Je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre fils,

Antoine Logé,
sergent[2].

Mon adresse est : Au citoyen Logé, sergent à la 5e compagnie du 26e bataillon d'infanterie légère, à l'avant-garde de l'armée de Sambre-et-Meuse, division

1. Assiégée par Kleber, qui était venu au secours de Duhesme après le bombardement de Dusseldorf, Maëstricht avait dû capituler le 4 novembre 1794. Sur le siège de Maëstricht, cf. l'étude du capitaine Hardy, dans le *Journal des Sciences militaires*, 1878, 8e série, t. XIX, pp. 247-278, 395-422, et t. XX, pp. 101-134.

2. Engagé volontaire le 15 septembre 1792.

du général Marceau, cantonné à Rehmagen, au bord du Rhin, par Bonn[1].

A la citoyenne veuve Chabory, demeurant commune de Riom, district de Riom, département du Puy-de-Dôme.

Au bivouac devant Mayence, le 3 nivôse an IIIe de la République française, une et indivisible [23 décembre 1794].

Liberté, Égalité, Fraternité ou la mort.

Chère maman,

Si je n'ai pu répondre plus tôt à votre lettre datée du mois dernier, c'est que le temps n'a pu me permettre de remplir un devoir aussi cher à mon cœur. Je connais trop les sentiments républicains qui vous animent pour ne pas être bien persuadé d'avance que vous vous réjouirez avec tous les républicains de notre ville de la conquête que vient de faire l'armée du Rhin du fort de Mannheim. Ce fort si important pour l'ennemi était endossé sur la rive gauche du Rhin et ne cessait pas que de nous nuire et de nous inquiéter ici. Car, tant qu'il n'était pas en notre pouvoir, nous ne pouvions entreprendre avec vigueur le siège et le bombardement de Mayence. La nature n'a pas peu contribué à nous en rendre maîtres. Les glaçons énormes que charriait le Rhin ont achevé de couper

1. Archives de la ville de Riom.

le pont à demi culbuté par les bombes et les obus et par nos batteries croisées[1].

... Nous avons si bonne garnison qu'il nous faudrait de quoi changer tous les jours. Voilà deux mois que nous couchons sur la même paille dans nos trous de marmottes. Cependant l'espérance de voir au plus tôt triompher notre Patrie de tous ses ennemis nous fait prendre notre mal en patience ; quelle que soit la rigueur du froid, l'on n'en voit pas moins le même zèle à servir sa Patrie. « Vive la République ! Vive la Convention ! », tel sera toujours notre seul cri au travers des neiges, des brouillards et des frimas. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce que nous pouvons souffrir. Le courage et l'espérance font disparaître toutes nos souffrances ; tout en jouant ici mon rôle dans le tragique naturel, je souhaite à tous nos parents et concitoyens la suite de leurs amusements civiques. J'espère qu'à mon retour, si je suis assez heureux pour le voir, je ne serai pas un acteur sans apprentissage. Nous n'avons point ici pour maître ni les Racine, ni les Corneille, ni les Voltaire ; mais cependant le théâtre ne laisse pas que d'être des plus fréquentés.

... Le capitaine Frenaye me charge de mille embras-

1. Sur les débuts du siège de Mayence, cf. la lettre publiée p. 69. Le caporal Chabory parle de la reddition du fort de Mannheim comme d'une chose accomplie : cette lettre est cependant antérieure de quelques jours à la prise du fort par nos armées.

sades pour la Miette, la Jeanneton et la femme de Tailhaud jeune, et rien pour les vieilles.

Je désapprouve les cinq derniers mots. Je vous embrasse toutes bien cordialement.

FRENAYE [1].

Je ne cesserai d'être le plus dévoué et respectueux fils.

CHABORY,
caporal.

Des grenadiers du 1er bataillon de la 54e demi-brigade [2], au bivouac sur les hauteurs de Mayence, division de Desaix, à l'armée devant Mayence, par Landau [3].

Au citoyen Gervais Marsin, cultivateur, à Riom, département du Puy-de-Dôme.

Armée devant Mannheim, le 9 nivôse an IIIe de la République une et indivisible [29 décembre 1794].

Mon très cher père,

Il me semble de loin entendre la voix de mes parents qui me reprochent d'être long à leur donner de

1. Capitaine de la compagnie des grenadiers du 1er bataillon du Puy-de-Dôme.

2. La compagnie de grenadiers du 1er bataillon de la 54e demi-brigade fut formée avec la compagnie de grenadiers du 1er bataillon du Puy-de-Dôme.

3. Archives de la ville de Riom.

mes nouvelles. Mais je me flatte d'être bientôt justifié quand j'aurai exposé les motifs de ce long silence.

Depuis deux mois, nous étions occupés à faire le siège de Mannheim ; nous n'avions pas un quart d'heure de repos ; le jour, nous construisions des batteries et, la nuit, nous bivouaquions dans la neige et sans feu. Mais toutes les peines sont oubliées et l'étendard de la tyrannie vient de s'abaisser devant le drapeau tricolore. Le 6 de ce mois, le représentant du peuple somma le commandant de la place de Mannheim de nous livrer le fort qui était de notre côté. Les lâches, qui ne connaissaient point ce que doit faire un peuple pour défendre son pays, se sont humiliés devant la souveraineté nationale le 7 du même mois. Nous sommes entrés dans le fort tambours battants. C'était un spectacle bien doux pour des républicains de voir les lâches satellites du prince de Mannheim et des autres tyrans admirer en secret la bravoure et la générosité républicaines[1].

1. Sur le siège de la tête de pont de Mannheim, cf. Gouvion Saint-Cyr, *Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle*, t. II, pp. 389-410, avec un plan hors texte. A la fin du mois d'octobre, le général Michaud s'était établi devant Mannheim, car la prise de cette place était de la plus grande importance pour la sûreté du blocus de Mayence. Les défenseurs de Mayence semblant hors d'état de prolonger longtemps la résistance, le représentant du peuple Ferrand, les généraux Michaud et Vachot, envoyèrent, le 22 décembre, un parlementaire au commandant du fort de Mannheim pour l'inviter à se rendre sur-le-champ. Des négociations entamées entre Allemands et Français n'aboutirent pas et, dans la nuit

Vous sentez, d'après ce tableau, qu'il n'y va pas de ma faute si j'ai tant tardé à vous donner de mes nouvelles. Les soins d'un père et d'une mère que je porte dans mon cœur me sont trop précieux, et leurs bienfaits sont trop profondément gravés dans mon cœur pour que je puisse les oublier un seul instant.

Au moment où je vous trace ces deux lignes, l'ordre arrive pour aller faire encore le siège de Mayence, malgré la neige et le froid qui se font sentir[1]. Ça va ; « vive la République ! » Je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre fils,

Antoine MARSIN[2].

du 23 au 24, les batteries françaises ouvrirent sur la ville un feu désastreux. Le résultat cherché par les généraux et le représentant du peuple fut pleinement obtenu : le 25 décembre 1794, les Français entraient dans le fort de Mannheim. — Les renseignements que nous avons tirés du livre de Gouvion Saint-Cyr ne s'accordent point chronologiquement avec ceux du volontaire Martin. D'après la lettre publiée, le représentant du peuple aurait sommé les défenseurs de se rendre le 26 et non le 22 décembre ; les Français auraient pris possession du fort le 27 et non le 25. Les dates fournies par Gouvion Saint-Cyr sont plus vraisemblables que celles du volontaire Martin. Au surplus, le ton artificiel de cette lettre, peu intime, laisse supposer que Martin a préféré, à une chronologie exacte, un récit qui fut surtout glorieux et patriotique.

1. Les troupes françaises avaient commencé à prendre position devant Mayence le 25 octobre 1794. Kleber reçut le commandement des divisions de la Moselle et du Rhin, qui s'appelèrent désormais « armée devant Mayence ». On sait que les Français n'entrèrent dans Mayence que le 30 décembre 1797.

2. Enrôlé le 16 septembre 1792.

Mon adresse est : Au citoyen Marsin, volontaire au 2e bataillon de la 42e demi-brigade, baraqué devant Mannheim, 8e compagnie [1].

1795

Au citoyen Vidal, jardinier, à Riom, sur le boulevard de la Comédie, département du Puy-de-Dôme.

Au bivouac devant Luxembourg, le 17 nivôse, 3e année républicaine [6 janvier 1795].

Mon cher père,

... Vous me recommandez de la surveillance et de l'activité dans le service ; cela est nécessaire surtout contre un ennemi vigilant et aguerri. Les défenseurs de la liberté n'en manquent pas et se montrent supérieurs en tout aux esclaves, soit par leur bonne conduite, soit par leur valeur. Nous les combattons toujours avec succès. Comme tambour-major, je fais porter la terreur chez eux en levant cette canne ; ce signal leur devient funeste et fatal. On bat le pas de charge, on croise la baïonnette, on immole à la liberté mille et mille esclaves ; les autres, se voyant pressés, fuient à grands pas le champ de bataille.

Nous sommes arrivés le 1er frimaire [21 novembre 1794] devant Luxembourg [2] ; nous avons eu un

1. Archives de la ville de Riom.

2. Au mois de novembre 1794, trois divisions de l'armée de la Moselle conduites par le général Moreaux vinrent

combat opiniâtre à soutenir ; il fallait chasser les hordes autrichiennes des hauteurs qui dominent cette ville. Les soldats républicains ont déployé dans cette circonstance cette valeur, cette opiniâtreté et cette constance si dignes d'un soldat qui combat pour sa Patrie. Plusieurs satellites ont mordu la poussière, et le reste a été dispersé, dissipé et repoussé jusque sous les glacis de la ville. Trois pièces de canon et quatre caissons ont été le fruit et le prix de notre courage. C'est ainsi que nous donnons des leçons terribles à ces vils ennemis, qui sont incorrigibles et qui ont la témérité de nous venir attaquer.

Le 18 nivôse, l'ennemi ivre a voulu surprendre nos postes et nous chasser de nos positions avantageuses. Sa témérité lui a coûté cher : il est tombé sur nos

investir Luxembourg, que le feld-maréchal Bender défendait avec une armée de 15.000 hommes (Dumolin, *op. cit.*, t. I, p. 296). D'après l'*Historique* manuscrit *du* 86e *régiment d'infanterie*, conservé aux Archives historiques de la Guerre, la division Debrun arriva en vue de Luxembourg le 15 novembre (p. 34). Le combat raconté par le tambour-major Vidal doit être l'engagement du 21 novembre, à l'issue duquel 3 canons et 30 prisonniers restèrent aux mains de nos troupes (pp. 35-36). Il convient de noter que la chronologie de cette lettre est incertaine. Vidal y parle de succès remportés le 18 *nivôse*, et sa lettre est datée du 17 *nivôse!* Dans ces conditions, on ne saurait dater avec précision la sortie malheureuse des Autrichiens, dont il fait le récit. Le siège de Luxembourg, conduit successivement par les généraux Moreaux et Ambert, se prolongea encore longtemps, car Luxembourg ne se rendit que le 1er juin 1795 sous la menace d'un bombardement. Sur le siège de Luxembourg, cf. les lettres publiées pp. 75, 76 et 83.

postes à 5 heures du matin avec rage et acharnement; ils ont été obligés de se replier; mais bientôt, venant du renfort à leur secours, ils ont bientôt eu l'avantage sur ces esclaves, qui ont été obligés de battre en retraite et de se retirer bien vite sous les murs de la ville, où nos tirailleurs les allaient chercher. Nous avons perdu sept ou huit hommes et eu quelques blessés; l'ennemi a eu dans cette rencontre à déplorer la mort d'un grand nombre et en a eu beaucoup de blessés; le champ de bataille a été teint et couvert de son sang...

Votre bon fils,

VIDAL,
tambour-major[1].

Mon adresse est : A Vidal, tambour-major en chef de la 86e demi-brigade, devant Luxembourg, division de Debrun, armée devant Luxembourg[2].

Au citoyen Lherillet, à Bar-sur-Aube.

Devant Mayence, le 24 nivôse an III
[13 janvier 1795].

Mon cher père, ma chère mère,

Je vous écris pour vous dire que je me porte bien, mais suis très fatigué par les travaux et le froid que nous avons endurés devant Mannheim, et pour me reposer ainsi que mes camarades, après la reddition

1. Engagé volontaire le 15 septembre 1792.
2. Archives de la ville de Riom.

du fort, nous sommes partis pour Mayence. Nous avons quitté les maux pour prendre la misère. C'est notre brigade qui eut le plus de mal devant Mayence. Le représentant et les généraux nous disaient : « Courage, mes amis! lorsque nous aurons le fort, vous aurez le repos, vous irez dans de bons cantonnements ». Les voilà les bons cantonnements! c'est comme le vinaigre de pis en pis ! Je ne me plains pas pour que vous gémissiez sur mon sort, mais c'est pour vous dire que tout en travaillant pour nos pères, nos parents, nos amis, c'est toujours sur le cheval que l'on tire. Les bataillons qui étaient dans les villages devant Mannheim sont actuellement au cantonnement. Nous, qui étions à l'avant-garde à travailler chaque jour la terre, recevant les boulets, nous les recevons encore ! Nos maux seraient moins durs si nous pouvions recevoir du pays quelques douceurs, mais tout est si cher et les assignats ont si peu de valeur que nous n'avons même pas de légumes. Nous n'avons que les petites subsistances que la République nous passe. Notre armée est la plus malheuheureuse quoiqu'on l'appelle : l'armée du repos !

Les autres marchent, trouvent des vivres. Nous sommes dans des pays ruinés par le passage des autres; nous n'avons que du pain, et encore il est gelé; on en perd la moitié en le faisant dégeler, ce qui nous perd un jour de vivres sur deux. Vous me direz pourquoi notre armée ne fait-elle pas les mêmes conquêtes que les autres? Je vous répondrai que le

Rhin n'est par traitable, c'est une barrière qui en impose aux deux partis[1].

Si nous avions Mayence nous aurions le Rhin pour limite ; nous aurions les mêmes avantages que l'ennemi. Mais Mayence que nous avons pris en badinant, il y a deux ans, n'était pas fortifié alors, comme il l'est aujourd'hui. On les avait surpris alors, mais il faut se fâcher aujourd'hui et nous aurons de la peine à prendre Mayence de force sans arrangement. Cette prise nous coûtera cher. Je ne sais à quoi une si nombreuse armée a passé son temps pendant que nous travaillions devant Mannheim !

Pour le présent, mes chers parents, je vous prie de faire mes amitiés à tous.

Votre fils pour la vie,

Cadet LHERILLET.

Volontaire à la 4e compagnie du 2e bataillon de l'Aube[2].

A la citoyenne veuve Michel, marchande de quincaillerie, place de la Loi, à Angers.

Metz, 22 nivôse an III [11 janvier 1795].

Ma chère maman.

La lettre de ma sœur en date du 10 courant m'an-

1. Il s'agit de la prise de la tête de pont de Mannheim, (cf. les notes de la lettre précédente, p. 65). Il convient de noter que les plaintes de ce volontaire sur la dureté et la longueur du siège de Mayence étaient fondées, puisque la ville ne fut reprise qu'en 1797.

2. Archives municipales de Bar-sur-Aube. H-1, réquisition, Carton 30.

nonce votre liberté et votre rentrée à la maison[1]; en apprenant cette nouvelle, ma bonne maman, et vous embrassant, ce jour aurait été le plus beau de ma vie : insensé que je suis, tu t'aveugles, le bonheur est loin de toi. La lettre de ma sœur me fait verser des larmes de joie, et je n'ai jamais pu la lire, je pleurais de trop bon cœur, je croyais rêver; à la fin, j'ai été persuadé de la vérité.

Plût à Dieu, ma chère maman, que le terme de vos malheurs soit fini et que nous soyons assez heureux pour pouvoir vous faire oublier vos malheurs.

Recevez, ma chère maman, mes remerciements pour les 250 livres que vous me faites passer; ils arrivent fort à propos et vous me rendez grand service; je vais faire mon possible pour les faire filer encore un mois et, quand ils seront finis, je rejoindrai le camp. J'ai été obligé d'acheter trois chemises, qui m'ont coûté 25 livres; tout est au prix de l'or. Si j'étais auprès de vous, je vous demanderais de quoi faire un habit et un pantalon; mais la trop longue route et l'incertitude de notre sort me mettent dans toute impossibilité de vous demander des effets, quoique j'en aie besoin.

J'ai acheté une américaine, qui m'a coûté fort cher et m'a mis à fond de cale. J'écris de suite à Michel[2]; je désire qu'il se place avantageusement; je

1. La citoyenne Michel, mère du volontaire, avait été arrêtée comme suspecte.

2. Le plus jeune frère du lieutenant Michel.

désirerais pour vous être avec lui et ne plus tenir à l'armée. J'écris à Gaspard [1] ; il me marque qu'il est en quartiers d'hiver. Pour nous, nous sommes devant Luxembourg sans pouvoir faire de baraques ; plusieurs volontaires ont eu les pieds gelés vu la rigueur du temps.

Je suis en attendant de vos nouvelles,

Votre fils,

MICHEL.

Je prie ma sœur de me donner de ses nouvelles le plus tôt possible à l'adresse ci-dessous :

Citoyen Mangenot, perruquier, rue de la Vieille Intendance, n° 669, à Metz [2].

A la citoyenne veuve Michel,
marchande de quincaillerie, place de la Loi, à Angers.

Metz, pluviôse an III [janvier-février 1795].

Ma chère maman,

La lettre de ma sœur m'est parvenue ainsi que l'assignat de 250 livres, qui est déjà en portefeuille et ne tardera pas à être changé car tout est hors de prix. La charretée de bois vaut 150 l., 3 l. un fagot, 10 l. la livre de chandelle, 10 l. pour faire blanchir une che-

1. Son frère aîné, lieutenant au 1er bataillon, en congé absolu.

2. Sur le lieutenant Michel, cf. pp. 4 sqq. Toutes ses lettres publiées ici proviennent des archives particulières de M. Michel, conservateur du musée Saint-Jean, à Angers.

mise, le tout en général à proportion. Ce qui est malheureux pour moi, c'est qu'absent du corps, je ne touche aucune paye. Recevez, ma chère maman, les remerciements d'un fils qui a toujours connu vos bontés et qui fera son possible pour toujours les mériter, et soyez persuadée de ma reconnaissance. L'assignat va me faire brûler quelques fagots de plus et fumer une pipe, et cela pas plus tôt que ma lettre finie. Oui, cela fait dissiper les chagrins ; il [me] semble vous entendre dire : « il va se mettre à boire, cela fera un monsieur bien propre ». Ma petite réflexion ne cadrera pas avec la vôtre. Vous direz : « voilà un homme qui a tous les défauts », moi je dirai qu'un militaire qui boit un petit coup et qui a la tête échauffée est heureux, il n'a aucune inquiétude et souci jusqu'au réveil. De là, vous allez conclure que je suis un ivrogne ; non, ma chère maman, soyez persuadée que je me ressouviendrai toujours des principes que vous m'avez donnés ; quand j'aurai le plaisir de vous embrasser, je ne sentirai ni la pipe ni le vin ; mais pour la gale, il ne faut jamais jurer de rien. La mienne n'est pas encore guérie ; quoique j'aie fait et que je fasse toujours des remèdes, il me reste toujours des boutons : au bout du fossé la culbute !

J'ai reçu une lettre de Michel...

J'ai vu un adjudant-général qui se souvient de la maison Lesour de l'Isle, surtout d'une des demoiselles ainsi que certain militaire. Quoique au loin, on apprend à connaître son pays !

Je suis en attendant de vos nouvelles,

Votre fils,

MICHEL.

Toujours à la même adresse :
chez le citoyen Mangenot, rue de la Vieille Intendance, à Metz.
Il me les fera parvenir si je suis à l'armée.

A la citoyenne veuve Michel,
marchande de quincaillerie, place de la Loi, à Angers.

Au bivouac devant Luxembourg, 12 ventôse, an III
[2 mars 1795].

Ma chère maman,

J'espère que ma dernière lettre datée de Metz vous sera parvenue ; elle vous annonçait mon départ pour le camp...

J'ai reçu une lettre de Michel ; il me marque que le citoyen Moreau a écrit à un de ses amis pour pouvoir me placer du côté de Bruxelles. Je crois que cela sera un peu difficile, car on ne change pas facilement d'arme...

Le temps ne nous a pas encore permis de faire des baraques, la terre étant encore gelée ; je vous écris assis sur un sillon. Au premier dégel, nous allons travailler aux redoutes pour le bombardement.

Adieu,

MICHEL,

5e bataillon de Maine-et-Loire, devant Luxembourg.
Armée de la Moselle.

J'ai froid aux doigts.

A la citoyenne veuve Michel,
marchande de quincaillerie, place de la Loi, à Angers.

Au bivouac devant Luxembourg, 1er germinal an III
[21 mars 1795].

Ma chère maman,

Depuis quelques jours privé de vos nouvelles et ignorant si mes lettres vous sont parvenues ainsi que ma dernière qui contenait les détails de la vigoureuse sortie qu'a faite la garnison de Luxembourg.

D'après le rapport de quelques déserteurs, ils ont eu 900 hommes hors de combat. La perte n'est pas tout à fait aussi conséquente de notre côté.

F. Michel,
5e bataillon de Maine-et-Loire, division d'Ambert[1],
armée de la Moselle, devant Luxembourg.

A la citoyenne veuve Michel,
marchande de quincaillerie, place de la Loi, à Angers.

Au bivouac devant Luxembourg, 26 germinal an III
[15 avril 1795].

Ma chère maman,

Si j'ai tant tardé à vous donner de mes nouvelles, c'est que depuis très longtemps on parlait de notre départ et [je] voulais attendre la nouvelle officielle pour vous faire part de notre marche.

1. Le général Ambert avait pris le commandement des troupes qui assiégeaient Luxembourg, après la mort de Moreaux à Thionville (16 février 1795).

L'armée de Sambre-et-Meuse est arrivée et relève tout le blocus de Luxembourg[1]. Les lauriers sont destinés pour cette armée; ils arrivent au moment que tous nos travaux sont finis; nous aurons essuyé toute la fatigue et eux auront la gloire!

La nouvelle de notre départ a indigné toute l'armée, mais la discipline qui y règne fait que le soldat exécute avec activité les ordres qu'on lui donne.

Si la paix ne se conclut pas avec l'Empereur, sous six semaines, vous verrez dans les papiers publics Luxembourg bombardé et peut-être au pouvoir de la République[2].

Nous partons demain matin pour border le Haut et Bas-Rhin ; notre destination est pour Spire, à 10 ou 12 lieues au-dessus de Mayence; nous ignorons si nous y resterons; il pourrait arriver qu'on passerait le Rhin, alors, il nous sera pas aussi facile de donner de nos nouvelles, comme en France.

N'ayez aucune inquiétude, ma chère maman, si j'étais quelque temps sans vous écrire. Soyez persuadée que je saisirai toute occasion pour me procurer de vos nouvelles.

1. Deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, placées sous la direction du général Hatry, avaient relevé les deux divisions assiégeantes, qui rejoignirent l'armée du Rhin à Mayence.

2. Bombardé dans la seconde moitié du mois de mai, Luxembourg capitula le 7 juin 1795. Sur les clauses de la capitulation, cf. lettre publiée pp. 83.

Je suis avec respect, votre fils,

MICHEL.

P.-S. — J'embrasse ma sœur.

A la citoyenne veuve Michel, place de la Loi, à Angers.

Au cantonnement d'Auggrestin[1], bords du Rhin, 12 floréal an III [1er mai 1795].

Armée Rhin-et-Moselle, division Vachot, brigade de Frimont.

Ma chère maman,

Je présume que ma dernière lettre vous sera parvenue, qui vous annonçait notre départ de Luxembourg pour aller border le Rhin; nous avons fait une route de soixante et quelques lieues ; ce voyage nous a rappelé les malheureux pays de la Vendée ; nous ne voyagions que dans des gorges entourées de montagnes de tous côtés ; les villes où nous passions n'offraient que des ruines, les villages la plus grande misère. Les malheureux habitants de ces contrées sont réduits à manger des crompires jusqu'à la récolte.

Nous sommes en face de Mannheim, qui est de l'autre côté du Rhin ; cette ville est une des plus belles de l'Allemagne, mais la suspension d'armes qui existe avec le prince Palatin fait que nous nous bornons à garder chacun de notre côté[2].

1. Oggersheim, sur la rive gauche du Rhin, à côté de Mannheim.

2. Occupée par une faible garnison de troupes pala-

Dans notre voyage, j'ai passé à Spire et Worms, où nos émigrés ont séjourné très longtemps ; ce spectacle n'offre qu'un spectacle très triste (*sic*) ; les plus beaux édifices sont détruits.

Adieu, ma chère maman, veuillez me donner de vos nouvelles et me croire avec le plus profond respect,

Votre fils,

F. Michel.

Mille choses à ma sœur ; nous sommes très malheureux dans ce pays, nos assignats perdent considérablement ; notre paye nous vaut que c'est ceux qui ont de l'argent qui sont heureux.

A la citoyenne veuve Michel,
marchande de quincaillerie, place de la Loi, à Angers.

Au camp d'Auggrestin, bords du Rhin,
20 floréal an III [9 mai 1795].

Ma chère maman,

Depuis quelque temps, nous avons reçu ordre du général en chef d'aller baraquer sur les bords du Rhin ; nous sommes on [ne] peut plus mal, manquant généralement de tout, même de bois pour faire la soupe. Le 13 du courant [2 mai], nous avons eu une affaire des

tines, Mannheim se rendit à Pichegru le 20 septembre 1795 (Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. II, pp. 190-191 et pp. 488-491).

plus terribles[1] ; l'ordre arrive à la colonne d'aller attaquer une redoute proche et de nous emparer d'un village proche [de] Mayence. L'ordre donné, un de nos adjudants-généraux chef de brigade passe à l'ennemi, instruit de notre mouvement. Nous attaquons le village ; l'ennemi bat en retraite et nous laisse avancer. Pendant ce temps, l'armée de Mayence fait une sortie au nombre de 18.000 hommes, nous cerne par derrière ; l'ennemi qui avait quitté sa première position revient à la charge, nous sommes obligés de nous faire une trouée, nous sommes repoussés jusqu'au delà de nos retranchements : 10 pièces de canon nous sont enclouées dans cette malheureuse journée ; il est resté 5.000 hommes sur le champ de bataille ; d'un régiment de 500 hommes, il ne s'en est sauvé que 9 ; il faut espérer que nous aurons notre revanche.

D'après la récapitulation de notre bataillon, nous avons perdu cet hiver 200 hommes, tant par le feu que par la misère et la gelée ; nous sommes on ne peut plus malheureux ; le pain nous parvient difficilement, encore perd-t-on un ou deux jours par décade.

1. Cette « affaire » du 13 floréal doit être identifiée avec un combat devant Mayence rapporté par Gouvion Saint-Cyr à la date du 30 avril (*op. cit.*, t. II, pp. 166-171). Gouvion Saint-Cyr, témoin oculaire, termine son récit par ces mots : « Jusqu'au 31 mai, il n'y eut aucun mouvement dans les positions de l'armée devant Mayence ». La narration de Gouvion Saint-Cyr n'est pas aussi pessimiste que celle du lieutenant Michel et ne contient aucun détail relatif à la trahison d'un adjudant-général.

Le papier n'a aucune valeur dans ce pays; notre paye ne vaut pas un sol par jour.

Une culotte de Nankin vaut 120 l.; le drap, 300 l.; une paire de bottes, 200 l. ou 24 l. en argent; les souliers 50 l. ou 6 l. en argent.

Jugez d'après ces prix comme je puis m'habiller. Ceux qui ont de l'argent peuvent vivre facilement. Si notre dépôt va à Strasbourg, je vous prierai, ma chère maman, de me faire un paquet d'effets et de me l'adresser au dépôt; d'après votre réponse, je vous ferai passer une note de ce que j'ai besoin.

Je suis en attendant de vos nouvelles, ma chère maman, votre fils,

F. MICHEL.

J'embrasse ma sœur; je la prie de me faire réponse. Je présume qu'il y a quelque lettre à la poste pour moi, car je n'ai reçu aucune nouvelle depuis Luxembourg.

MICHEL.

Sous-lieutenant au 5e bataillon de Maine-et-Loire, armée de Rhin-et-Moselle, division de Vachot, brigade de Frimont.

J'ai écrit à Gaspard.

A la citoyenne veuve Michel, place de la Loi, à Angers.

Sur les bords du Rhin, 5 prairial an III [24 mai 1795].

Armée Rhin-et-Moselle.

Ma chère maman,

Une lettre de Michel, en date du 20 de l'autre mois,

m'annonce de vos nouvelles ainsi que de ma sœur; je souhaite que la présente vous trouve d'une aussi bonne santé. Depuis six semaines, je suis privé de vos nouvelles; je ne sais à quoi attribuer ce retard; je présume que les postes en sont la seule cause. Si ma dernière vous est parvenue, vous aurez appris l'affaire qui nous est arrivée proche [de] Mayence. Depuis ce temps, nous sommes très tranquilles de part et d'autre et même, dit-on, qu'en ce moment des Représentants sont à Bâle, en Suisse, pour traiter[1]. Si la paix se faisait, nous aurions le plaisir d'entrer dans plusieurs villes d'Allemagne. Nous ne sommes qu'à 10 lieues de Francfort, ville célèbre par ses foires, 30 lieues d'Eberfeld, 30 de Solingen, d'où nous tirons tous nos lacets, outils, limes[2]; toutes ces villes ne sont que de 40 à 50 lieues de la position que nous occupons.

Le discrédit qu'ont les assignats en France et dans les pays étrangers fait qu'on ne pourrait traiter en ce pays qu'avec argent comptant.

Si la paix venait à se conclure, que l'argent baisserait et viendrait à un prix convenable, on pourrait en faire acheter à Paris et passer à Strasbourg; par ce moyen on se procurerait des marchandises tout de suite. Pour tirer d'Eberfeld et Solingen même, cela demanderait beaucoup de temps, vu qu'il y a 90 à

1. Des conférences en vue de la conclusion de la paix avaient été ouvertes à Bâle dès le 12 janvier 1795; le traité avec la Prusse fut signé le 5 avril.

2. L'auteur de cette lettre fait allusion à son commerce.

100 lieues pour venir à Strasbourg. On pourrait payer quelque chose de plus cher et acheter à Mannheim; cette ville regorge de marchandises et n'est qu'à 30 lieues de Strasbourg, et le Rhin est navigable.

Nous ne pouvons rien statuer que quand nous aurons la paix et que nous passerons librement le Rhin. Les assignats ont nulle valeur dans ce pays; nous offrons 30 l. d'un pain de 3 livres, on ne veut pas nous le donner. Le louis d'or vaut 500 l.; l'écu de 6 l., 100 livres en assignats.

Nous sommes on [ne] peut plus malheureux. Le pain nous manque dans ce moment; il y a deux jours qu'il est dû; nous attendons la récolte avec impatience.

J'embrasse ma sœur; je la prie de me donner des nouvelles du quartier et du Lion d'Angers.

Adieu,

F. Michel.

Division Vachot, brigade de Frimont,
armée de Sambre-et-Moselle, par Spire.

A la citoyenne Michel, place de la Loi, à Angers.

Au camp devant Mannheim,
26 prairial an III [14 juin 1795].

Ma bonne amie,

Depuis deux mois privé de tes nouvelles et ne sachant à quoi attribuer cela, ta dernière parvenue contenant un assignat de 250 livres est datée du 5 floréal [24 avril], il pourrait bien se faire que mes lettres ne vous parviendraient pas; pour lors, la faute

retomberait sur moi quoique je ne le méritasse pas. Veuille au reçu de la présente me donner de tes nouvelles, ainsi que de ma chère maman.

Je désire que mon pays ne soit pas aussi misérable que les contrées que nous habitons; les détails de notre misère seraient trop longs à vous peindre.

Nous ne vivons pas, nous pâtissons; le pain nous manque, nous sommes réduits à 2 livres de pommes de terre toutes poussées ou 3 onces de pois secs rongés de vers; voilà notre nourriture journalière, encore on n'a pas son content. L'espoir de la paix fait qu'on souffre avec constance[1].

Nous venons de passer la revue de l'inspecteur pour l'embrigadement ou l'incorporation. Sous quinze jours nous saurons définitivement notre sort.

Notre général vient de faire passer un trompette à Mannheim pour leur annoncer la prise de Luxembourg au pouvoir des républicains. D'après la capitulation, ils sont sortis avec les honneurs de la guerre, avec armes et bagages, ayant été obligés de rendre la ville, manquant de bois, de sel, de viande fraîche, ayant une grande quantité de malades, et la peste commençant à faire de grands ravages.

1. La triste situation des troupes provenait du terrible hiver qu'elles avaient dû supporter. Sur les rigueurs de l'hiver 1794-1795, « le plus rigoureux du siècle », et sur les souffrances de l'armée devant Mayence (« devant Mayence, le froid fut plus long, plus grand que celui qu'on éprouva jusqu'au passage de la Berezina »), cf. Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. II, pp. 148-155.

Ayant prêté serment d'être un an sans prendre les armes contre la République, ils sont partis et vont passer le Rhin au-dessus de Coblentz.

Nous sommes tranquilles sur notre position.

Tout à toi, ton ami et frère,

MICHEL F.

Sous-lieutenant au 5e bataillon de volontaires de Maine-et-Loire, division de Vachot, brigade de Frimont, armée Rhin-et-Moselle.

A la citoyenne veuve Michel, place de la Loi, à Angers.

Au camp de Mayence, le 28 messidor an III [16 juillet 1795].

Ma chère maman.

Depuis ma dernière [lettre] datée devant Mannheim, nous avons reçu ordre de partir pour aller devant Mayence, où nous sommes actuellement et tellement près que les coups de canon tirés de la place viennent jusqu'à nos baraques; et dessus les hauteurs que nous occupons, nous pouvons leur rendre la pareille.

Notre armée est très nombreuse, composée de 100.000 hommes[1]; nos redoutes et forts sont imprenables; tout cela ne nous donnera pas Mayence vu que nous ne pouvons le bloquer à moins de passer le

1. La maladie et la désertion avaient creusé dans les rangs des armées des vides énormes. Le lieutenant Michel ne se doutait pas que l'armée du Rhin, qui devait compter 193.670 hommes, n'en pouvait mettre en ligne que 57.000 (Dumolin, *op. cit.*, t. I, p. 302).

Rhin. Je crois que cela ne tardera pas à s'effectuer ; on fait monter des troupes pour effectuer ce passage que nous désirons ardemment.

J'ai reçu deux lettres de ma sœur en date du 7 du courant [25 juin], renfermant un assignat de 250 livres et l'autre datée du 14 du même.

Veuillez, ma chère maman, agréer mes remerciements et être persuadée de ma reconnaissance.

Notre position est toujours la même ; nous attendons la récolte avec impatience pour nous procurer du pain. Ma sœur me marque que vous avez eu la complaisance de me faire trois paires de souliers ; il m'est impossible de les avoir en ce moment ; étant éloigné de plus de 200 lieues, un petit paquet de la poste se perdrait.

Je pense que vous avez retiré une paire de bottes que j'avais cachée dans le tonneau du magasin, où on met les papiers. Je prie Francillon d'en avoir soin et de les guetter.

Si nous entrons en garnison, je vous ferai une petite demande de linge où vous joindrez mes bottes ; je prie ma sœur de me marquer si vous les avez trouvées.

Adieu...

F. Michel.

Nous venons d'avoir ordre de nous tenir prêts, au premier coup de canon, étant prévenu que la garnison de Mayence doit faire une vigoureuse sortie.

A la citoyenne veuve Michel, place de la Loi, à Angers.

Au camp devant Mayence, 26 thermidor an III [13 août 1795].

Ma chère maman,

En réponse à la lettre de ma sœur datée du 11 courant [29 juillet] renfermant une reconnaissance de 24 livres en numéraire, veuillez recevoir mes remerciements et être persuadée de ma reconnaissance. Hier, nous avons célébré la fête du 10 août, qui consiste en trois salves d'artillerie et mousqueterie ; cela a commencé à Strasbourg et fini à Coblentz, en suivant toute la rive du Rhin ; pour nous, nous étions 100.000 hommes sous les armes devant Mayence. Cette fête n'était pas brillante pour nous, vu qu'elle nous a procuré un plat de plus à l'ordinaire ; ayant attrapé un chat, il a fallu qu'il connaisse le son de notre marmite et a été mangé avec appétit. Point de quartier, nous connaissons sa bonté ainsi que celle du cheval et de l'écureuil.

J'aurais grand besoin d'entrer en garnison pour pouvoir faire venir du linge.

Je vous assure que je suis bien miné ; étant toujours au bivouac ou dans les bois, nos effets s'usent promptement.

La Convention vient de décréter une solde de 2 sols en numéraire par jour pour les volontaires ; pour nous, nous n'y avons aucun droit ; elle nous accorde une

gratification qui consiste en habit, veste et culotte, mais nous ne sommes pas près de recevoir cette gratification ; maintenant le soldat est plus heureux que nous.

Je suis aise que Michel se soit emparé de mes bottes ; je me vois dans la dure nécessité d'en faire faire, étant obligé d'en avoir. Si nous entrons en quartiers d'hiver, cela me coûtera mon pauvre louis ou 400 livres en papier ; malheureusement cela fera une grande brèche à mes appointements.

Adieu...

F. Michel.

Lieutenant, 8e compagnie du 5e bataillon.
Volontaires de Maine-et-Loire. Attaque du centre.

Il y a un an, j'ai reçu une lettre du citoyen Laïs, de Niort, chez qui j'étais resté ; il me marquait que j'avais laissé quelques effets chez lui et le moyen de pouvoir me les faire avoir. Je lui marquai de vous les adresser. Dites-moi si vous les avez reçus. Sinon que ma sœur les réclame, elle m'obligera.

A la citoyenne veuve Michel, place de la Loi, à Angers.

Strasbourg, le 9 vendémiaire
an IV [1er octobre 1795].

Ma chère maman,

Notre bataillon a enfin été incorporé le 1er de ce mois [23 septembre]. Aux termes de la loi, ceux qui avaient plus que l'âge à la formation du bataillon ont été libres de se retirer[1].

1. Nous n'avons pas trouvé la trace d'une incorporation

Comme je n'avais servi dans aucun corps et que j'avais le papier baptistaire que vous m'aviez fait passer, j'ai eu ordre de venir ici pour avoir mon congé. Après toutes démarches, je l'ai obtenu et demain je continue ma route, qui est malheureusement un peu longue. Il me tarde d'être auprès de vous et y jouir de la tranquillité.

J'ai déjà fait 45 lieues pour venir ici, 40 d'ici à Metz, 70 de Metz à Paris et 70 de Paris à Angers font 225 lieues.

Tout ce voyage est un peu long ; on est malheureux sur la route, tout est hors de prix (quoique j'aie dix sols par jour). Je fais argent de ma friperie partout où je passe.

J'espère avoir le plaisir de voir mon frère à Paris et y recevoir de vos nouvelles.

Veuillez, ma chère maman, me faire réponse et savoir vos volontés.

Je suis, en attendant le plaisir de vous embrasser,

Votre fils,

F. Michel.

du 5e bataillon des volontaires de Maine-et-Loire, à la date du 1er vendémiaire an IV. Nous savons seulement que le 1er ventôse an IV (20 février 1796) une partie du 5e bataillon des volontaires de Maine-et-Loire fut embrigadée avec le 6e bataillon d'Orléans et les anciennes 36e et 116e demi-brigades pour constituer la 84e demi-brigade de seconde formation (Rousset, *Les Volontaires*, 1791-1794, p. 287).

1796

A la citoyenne veuve Pillaut, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Laubenheim, 5 thermidor an IV, R. F.
[23 juillet 1796].

Ma chère mère,

J'ai reçu votre lettre en date du 4 prairial [23 mai] avec une reconnaissance de six livres. Je n'ai pas encore reçu l'argent, mais j'espère le recevoir bientôt. Ce qui me fait bien plaisir, c'est d'apprendre que vous êtes en bonne santé. La présente est pour répondre à la vôtre et en même temps pour m'informer de l'état de votre santé ainsi que de celle de mes frères et sœurs. Moi, je me porte bien, Dieu merci, et je prie l'Etre suprême que la présente vous trouve en pareil état. Je vous dirai que voilà deux mois que nous sommes partis de notre cantonnement pour entrer en campagne du côté de Landau, et nous avons repoussé l'ennemi jusqu'à Mannheim, puis nous sommes partis pour passer le Rhin à Strasbourg[1], et nous sommes à présent à

1. Les hostilités avaient repris sur le Rhin à partir du 1er juin 1796. Wurmser recula sur le camp retranché de Mannheim avant d'avoir livré un combat sérieux, pour obéir aux ordres de la Cour de Vienne, qui réclamait 25.000 hommes, tirés des armées du Rhin, pour ses armées d'Italie (Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. III, pp. 16-18). Le 14 juin, Moreau fit attaquer les Autrichiens pour les rejeter

25 lieues de l'autre côté de Strasbourg[1]. L'armée d'Italie est, dit-on, beaucoup plus en avance que nous, ainsi que l'armée de Sambre-et-Meuse[2]. Le bruit court que le quartier général de Jourdan est même à Francfort[3]. Notre compagnie est détachée de la demi-brigade. Depuis trois jours, nous sommes dans un village. Le prince de Wurtemberg et deux autres princes veulent faire la paix, voyant que les Français sont dans leur pays et que l'Empereur ne vaincra jamais la France, à moins que cela ne soit par trahison[4]. Je vous dirai que partout où nous sommes

sur Mannheim. Cette opération, à laquelle la division Duhesme prit une part importante, réussit complètement et fit croire aux Autrichiens « qu'on voulait agir devant Mannheim et au-dessus » (*Ibid.*, p. 24). Sur ces opérations, cf. les lettres de Jean Gagneux, compatriote de Joseph Pillaut, volontaire à la 17e demi-brigade, même bataillon, même compagnie, publiées pp. 100 et 102. Sur les circonstances du passage du Rhin à Strasbourg, cf. Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. III, pp. 33-53.

1. L'offensive de Moreau poursuivant l'archiduc Charles avait amené l'armée de Rhin-et-Moselle, le 23 juillet 1796, sur les bords du Neckar à Blockingen. Là, Gouvion Saint-Cyr fut rejoint par la division de Duhesme, qui avait remonté le Neckar en passant par Horb et Tubingen (Dumolin, *op. cit.*, p. 349).

2. Dans les derniers jours du mois de juillet, Bonaparte investissait Mantoue, qui devait bientôt capituler. Il allait remporter sur Wurmser la victoire de Castiglione.

3. Kleber était entré à Francfort le 16 juillet ; le 25 du même mois, Jourdan entrait à Würzbourg, mal défendue par Wartensleben. L'armée de Sambre-et-Meuse allait atteindre au mois d'août la Naab.

4. Après l'occupation de Freudenstadt par la division

passés, la récolte est bien belle, ainsi que les vignes. Vous me marquerez s'il en est de même au pays. Quels prix le pain? le vin? Vous me direz si la vente est entièrement terminée.

Vous ferez bien mes compliments à tous mes oncles, cousins, cousines, ainsi qu'à Anthoine Pienpase et à tous mes bons amis. Vous me marquerez s'il y a longtemps que vous avez reçu des nouvelles de François Pesé, Sylvain Petitbon. Jean Gérallé et Gagneux se portent bien et adressent leurs compliments à leurs familles. Je vous en prie, aussitôt que vous aurez lu cette lettre, faites-moi réponse sur-le-champ.

Je finis en vous embrassant, en attendant de vos nouvelles et le plaisir de vous voir.

Votre fils,

Joseph PILLAUT.

Adresse : Joseph Pillaut, volontaire de la 6e compagnie du 2e bataillon de marche, 17e demi-brigade. Division Duhesme. Armée du Rhin-et-Moselle (Moreau).

Duhesme, le duc de Wurtemberg fit la paix avec le gouvernement révolutionnaire et rappela ses troupes des armées autrichiennes.

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Landau, 15 fructidor an IV
de la liberté et égalité[1] [1er septembre 1796].

Mon cher père, ma chère mère,

Je vous écris ces lignes pour m'informer de votre santé ; la mienne, grâce à Dieu, est bonne ; je souhaite que la présente vous trouve de même. Je suis bien en peine de savoir de vos nouvelles. Voilà bien six mois que je n'ai reçu de vos nouvelles. Je n'ai

1. Cette lettre porte une date visiblement fausse. Jean Gagneux ne peut l'avoir écrite au mois de septembre 1796, puisqu'à cette date il ne se trouvait pas à Landau mais en Bavière (cf. lettre publiée p. 104). On remarquera aussi que la lettre contient des renseignements qui sont en contradiction formelle avec sa date. Jean Gagneux déclare à ses parents qu'il n'a pas reçu de leurs nouvelles depuis six mois : or, dans une lettre du 12 *fructidor* an IV (cf. p. 104), il les remercie de lui avoir écrit récemment. De plus, la dernière phrase de la lettre publiée ici : « Nous sommes sur la frontière de France à passer nos *quartiers d'hiver* » suffit à démontrer l'invraisemblance de la date. Pour faire disparaître de cette lettre toute obscurité et toute incohérence, nous la daterons du 15 *frimaire an IV*, c'est-à-dire du 6 *décembre* 1795. Cette date est conforme aux indications de Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. II, p. 317 : dans la seconde quinzaine de novembre « les 9e, 8e, 5e, et 4e divisions occupaient les lignes de la Queich, de Landau à Germersheim ». Jean Gagneux appartenait à la 8e division, et le renseignement fourni par Gouvion Saint-Cyr vient à l'appui de sa phrase : « Nous sommes en garnison à Landau depuis 15 jours ».

pas pu vous écrire plus tôt, car nous avons été occupés.

Pierre Petitbon a été pris à Mayence[1]. Martin Pillaut a déserté ; nous sommes bien en peine de savoir s'il est de retour au pays ; s'il y est, vous nous le marquerez. Nous sommes toujours ensemble, Pillaut, Signole, Sylvain Petitbon et moi. Je suis bien en peine de savoir des nouvelles de Louis Pillaut et de son frère ; je vous prie de m'en donner des nouvelles le plus tôt possible, aussi de Philippe Chotard. Bien des compliments au citoyen Clément et à la citoyenne, à tous ses enfants, à mon frère, à ma sœur, à tous mes parents, voisins. Donnez-moi des nouvelles du pays, de la Vendée ; on nous dit que les Chouans y sont aussi pires qu'au commencement[2]. On nous dit tous les jours qu'on fait des réquisitions en France ; dites-moi l'âge des requis ? si on prend des hommes mariés ?

Nous sommes en garnison à Landau depuis quinze jours. Nous avons peur d'y être bloqués. Nous sommes sur la frontière de France à passer nos quartiers d'hiver.

1. Pour reprendre Mayence, Pichegru avait fait marcher l'armée de Rhin-et-Moselle sur cette ville. L'incurie du général en chef, qui songeait à trahir, amena la défaite de l'armée au mois d'octobre 1795. Manquant de tout, désorganisées, nos troupes battirent en retraite.

2. Au mois de décembre 1795, Hoche pacifiait la Vendée, où il allait bientôt faire disparaître les dernières résistances.

Rien autre à vous dire ; je vous souhaite bonne santé ; salut et fraternité.

Jean GAGNEUX,

volontaire, 2e bataillon, 178e demi-brigade,
Armée du Rhin-et-Moselle, 8e division,
Landau (Quartier Blanc).

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Landau, le 16 janvier an IV [1796].

Mon cher père, ma chère mère,

Je vous écris pour faire réponse à votre lettre du 4 nivôse [25 décembre 1795], qui m'apprend avec plaisir que vous êtes en bonne santé ; moi, je suis de même pour le présent, je prie le Seigneur de nous la continuer à tous.

Vous me dites que ma sœur est mariée, vous ne me dites pas avec qui ! faites-le moi savoir dans votre prochaine lettre.

On a conclu une suspension d'armes ; les Autrichiens se sont retirés sur leur territoire, nous sur le nôtre[1]. Nous avons grand besoin d'avoir la paix, car les

1. La campagne sur le Rhin de 1795 fut terminée par un armistice conclu le 21 décembre entre Jourdan et Clerfayt. La suspension des hostilités était une faute de la diplomatie autrichienne, car l'armée de Jourdan se trouvait alors dans une situation critique. Mais, vaincue à Loano, l'Autriche avait hâte d'arrêter la lutte pour tenter de changer le sort des armes (Dumolin, *op. cit.*, t. I, pp. 315-316).

troupes commencent à se fatiguer ainsi que tout le monde ! Le papier n'a plus de cours ; le pain d'amateur de trois livres vaut huit sols.

Vous me demandez des nouvelles de Pesé, je ne puis vous en donner ; voilà plus d'un an qu'il est parti pour aller à l'hôpital et je n'ai plus entendu parler de lui. Je vous prie de faire mes compliments au citoyen Clément et à toute sa maison, à tous nos parents, amis et tous ceux qui s'informeront de moi.

Mon cher père et ma chère mère, je vous prie de m'envoyer de l'argent en numéraire ; ayez cette bonté car ce n'est pas la paye que nous avons à présent qui nous permet de vivre. Nous n'avons que deux sols d'argent par jour avec dix sols de papier.

Je finis en vous embrassant du plus profond de mon cœur et serai toujours pour la vie votre affectionné fils,

Jean Gagneux,
6e compagnie, 2e bataillon, 178e demi-brigade,
armée du Rhin-et-Moselle, Landau.

Jean Gérallé se porte bien et fait ses compliments à sa mère, à sa famille, à Joseph Pillaut, à Sylvain Petitbon, aux siens. Il écrira prochainement.

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Landau, 10 ventôse an IV [29 février 1796].

Mon cher père, ma chère mère,

Le sujet de la présente est de répondre à la vôtre

du 18 pluviôse [7 février], qui me dit que vous êtes en bonne santé. Je vous suis infiniment reconnaissant de la reconnaissance que vous m'avez envoyée ; je n'ai pas encore touché l'argent. Dès que je l'aurai, je vous l'écrirai. J'entends dire depuis longtemps par plusieurs camarades qu'Étienne Deletant a son congé, qu'il est au pays. Est-ce par infirmité ou par autre motif qu'il l'a obtenu ? Ne vous inquiétez pas de savoir si nous sommes bien armés et bien habillés. Depuis que nous sommes à Landau, nous ne manquons de rien. Les nombreux changements de position pendant la campagne ne nous avaient pas permis de recevoir des effets ; mais les armes ne nous ont jamais manqué. Beaucoup de déserteurs rejoignent leur corps à l'armée, je désirerais savoir si ceux du pays rejoignent aussi. Sans doute, nous avons été instruits de la nouvelle organisation militaire, qui ordonne l'amalgame de deux demi-brigades ensemble. Nous avons été amalgamés avec la 33e demi-brigade. Nous conservons ce numéro.

Mes respects au citoyen et à la citoyenne Clément [de Ris], à toute leur famille. Dites-leur que je suis infiniment sensible à l'intérêt qu'ils prennent à mon égard, que je leur souhaite bonne santé. Bien des compliments de ma part à mes frère, sœur, cousins, cousines.

Je finis en vous embrassant de tout mon cœur, en vous souhaitant bonne santé.

Votre respectueux fils,

Jean GAGNEUX, soldat,
6e compagnie, 2e bataillon, 33e demi-brigade,
8e division, armée du Rhin-et-Moselle,
en garnison à Landau.

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Belfort, le 4 floréal an IV [23 avril 1796].

Mon cher père,

L'inquiétude que j'ai à votre sujet m'oblige à vous adresser cette pressante pour m'informer de votre situation et vous assurer de la mienne, en vous apprenant mon départ de Landau pour aller joindre le dépôt de la demi-brigade à Metz. Nous y arrivâmes le 12 germinal [1er avril 1796] et en partîmes le 14 pour Belfort, où nous sommes actuellement.

Demain, nous allons faire la police dans un village à deux lieues de la ville.

J'ai toujours la reconnaissance pour toucher les 12 livres que vous m'avez envoyées à Landau. Comme nous sommes partis avant l'arrivée de l'argent, je ne sais comment m'y prendre pour pouvoir le toucher.

Détaché du corps et loin de Landau, je crois devoir écrire au directeur du bureau de poste de Landau pour qu'il l'envoie à Belfort.

Mes compliments au citoyen Clément de Ris, à son épouse, à tous nos amis, mon frère, ma sœur. Je demeure dans l'attente de vos nouvelles chéries aussi-

tôt la réception de la présente. Je brûle du désir de vous revoir. Je vous embrasse de tout mon cœur et et suis votre affectueux fils,

Jean GAGNEUX,
à la compagnie auxiliaire
de la 33e demi-brigade, à Belfort.

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire).

De Wangenburg[1] (Poste de Saverne),
le 24 mai 1796 vieux style, 5 prairial an IV.

Mon cher père, ma chère mère, frère, sœur, parents, amis, je fais réponse à votre lettre à laquelle je n'ai pu répondre, étant au dépôt avec du mal au doigt. Je suis revenu du dépôt avec bien d'autres ; je me porte bien, Dieu merci. Je souhaite que la présente vous trouve de même.

Au sujet de la guerre, nous partons demain matin à deux heures ; nous devons nous rendre sur la ligne de Landau, nous rentrons à présent en campagne[2]. Je ne sais pas ce que ce sera, mais voilà encore les pauvres Français qui sont encore foutus pour le mo-

1. Vangenburg, au sud de Saverne, à l'ouest de Strasbourg.

2. Le 20 mai 1796, l'archiduc Charles avait prévenu les généraux français « que l'armistice était rompu et que les hostilités recommenceraient le 1er juin » (Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. III, p. 13). Le volontaire Jean Gagneux allait donc rejoindre son corps, sur le théâtre de la guerre.

ment; si nous avons le bonheur de gagner cette fois là, ce sera notre bonheur.

Je n'ai pas reçu mon argent; je vous renvoie la reconnaissance dans la présente lettre; aussi je vous prie de vous pourvoir de cet argent. Il faut que le facteur vous donne une nouvelle reconnaissance que vous voudrez bien me renvoyer, vous me ferez plaisir. L'ancienne reconnaissance est datée du 18 pluviôse [7 février 1796].

Rien autre pour le moment. Bien des compliments à mes oncles, tantes, parents, amis; je suis toujours pour la vie votre affectionné fils et serviteur,

Jean GAGNEUX,
soldat, 6e compagnie, 2e bataillon,
17e demi-brigade, 5e division,
armée Rhin-et-Moselle, à la suite du bataillon.

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Environs de Spire[1], le 28 prairial,
4e année [16 juin 1796].

Mon très cher père, ma chère mère,

Je vous écris pour la 4e fois, ne pouvant recevoir

1. Poursuivant Wurmser, qui battait en retraite sur la rive droite du Rhin, Moreau avait dirigé les troupes de Desaix sur Neustadt et Spire. Pour empêcher l'ennemi de se douter qu'il songeait à traverser le Rhin à Kehl, il fit battre le 14 juin [26 prairial] par Desaix, sous les murs de Mannheim, un corps autrichien. C'est ce combat du 14 juin qui est mentionné par Jean Gagneux (Dumolin, *op. cit.*, t. I, p. 341).

aucune de vos lettres, ce qui me surprend fort. J'ai reçu la lettre dans laquelle vous m'avez envoyé une reconnaissance de 12 livres, je n'ai pas reçu l'argent. De plus, j'ai dû remettre la reconnaissance dans une lettre qui doit vous être parvenue. Vos lettres restent-elles dans les bureaux de poste ? ne me sont-elles pas bien adressées ? Ce qui me surprend le plus, c'est que vous me dites que vous ne recevez pas mes lettres et ne sais à qui m'en prendre. Voilà cependant quatre lettres que je vous écris en peu de temps. Nous avons tout lieu de croire qu'il y a quelque chose qui arrête notre correspondance, voilà ce que je pense.

Ma santé, Dieu merci, est bonne ; j'espère que l'Être suprême fera que la présente vous trouvera de même.

Nous avons eu une forte affaire le 26. La bataille a commencé vers les quatre heures du matin, elle a duré jusqu'au soir. Nous avons eu le plaisir de nous mesurer avec messieurs les émigrés et nous leur avons foutu la chasse jusque près de Mannheim (ville du Rhin).

Mes compliments à mon frère, à son épouse, au citoyen Clément et à toute sa famille, à Sylvain Petitbon, à son père, à sa mère, à Joseph Pillaut, à Jean Gérallé, à leur famille. Vous me direz si les déserteurs de chez nous sont tranquilles ou s'ils sont partis.

Bien des compliments à tous mes parents. Je vous

embrasse du plus profond de mon cœur. Votre fils pour la vie,

Jean GAGNEUX.
volontaire, 2e bataillon, 17e demi-brigade,
cantonné près de Spire,
armée du Rhin-et-Moselle.

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire).

A Freudenstadt [1], le 29 messidor an IV
[17 juillet 1796].

Mon cher père, ma chère mère, mes chers frère, parents, amis, je veux vous donner des nouvelles de ma santé et vous demander des nouvelles de la vôtre. La mienne va bien, Dieu merci ; je souhaite que la présente vous trouve de même.

Je puis vous dire, avec vérité, que voilà trois lettres que je vous envoie sans pouvoir avoir de vos nouvelles. Je ne sais si vous les avez reçues, je suis bien en peine de cela ; je vous prie, dès que vous aurez reçu celle-ci, de me faire réponse pour me satisfaire car je suis bien ennuyé ; tâchez de me satisfaire, je vous serai bien obligé.

Je vous dirai que nous avons passé le Rhin ; çà va très bien ; nous sommes à quatorze lieues en avant du

1. La ville de Freudenstadt, en Wurtemberg, avait été occupée par les troupes du général Duhesme, dès le 3 juillet. Après avoir perdu du temps au milieu de ses premiers succès, Moreau poursuivit sa marche en avant vers le Neckar. Gouvion Saint-Cyr entra à Stuttgart le 18 juillet 1796 (*op. cit.*, t. III, pp. 33-96).

Rhin[1], dans un pays très froid où le seigle commence à pousser, le froment à apparaître sur terre, et les fruits sont comme chez nous au mois de mai. Sur les montagnes du pays, il n'existe rien. Toutefois rien ne manque pour le moment comme nourriture : des porcs, des veaux, des vaches, du lait, aussi je vous prie de me dire si le mandat m'est envoyé.

Réponse aussitôt la présente reçue.

Je vous prie de me dire si les vignes sont belles, si la moisson s'avance, si les fruits sont beaux. Que reste-t-il de garçons au pays en fait de soldats ? Louis Pillaut y est-il? Faites-moi réponse. Mes compliments à mon frère, à sa femme, mes parents et amis, à Clément, sa femme et sa famille[2].

Je finis en vous embrassant de tout mon cœur et suis, avec le plus serviteur des fils, pour la vie,

GAGNEUX,

soldat, 2e bataillon, 6e compagnie, 17e demi-brigade,
à l'avant-garde du général Moreau,
armée du Rhin-et-Moselle.

Le citoyen Petitbon Sylvain fait bien des compliments à sa famille.

1. Le passage du Rhin à Kehl s'effectua dans d'excellentes conditions du 23 au 25 juin (cf. lettre publiée p. 104). Freudenstadt se trouve, en effet, à une cinquantaine de kilomètres de Strasbourg.

2. Sur Louis Pillaut, cf. pp. 94, 176, 180, 183, 186, 188 et 191. « Clément » doit désigner Clément de Ris.

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher, canton de Mont-Louis, près Tours (Indre-et-Loire).

Au camp de Weilach[1], le 12 fructidor an IV [29 août 1796].

Mon cher père, ma chère mère,

J'ai reçu votre lettre avec la plus vive satisfaction d'apprendre que vous jouissez d'une bonne santé, ainsi que mon frère Sylvain, ma sœur et son mari, et toute notre famille. Je vous en souhaite la conservation à tous. Moi, je me porte bien, Dieu merci. Je souhaite que la présente vous trouve de même.

Je vous dirai, mon cher père, que depuis ma dernière lettre nous avons bien changé de positions. Quelques jours après que je vous eus écrit des environs de Mannheim, nous reçûmes l'ordre de partir pour Strasbourg, où nous arrivâmes le 9 messidor ; le 10 [28 juin], nous passâmes le Rhin avec tous les succès que nous attendions[2]. On fit à l'ennemi quantité de prisonniers, on lui prit quelques canons et

1. Weilach se trouve en Bavière, au sud de Pfaffenhofen et de Schrobenhausen.

2. Le volontaire Jean Gagneux a oublié la date exacte du passage du Rhin à Kehl, qui eut lieu entre le 23 et le 25 juin. L'étonnement qu'il manifeste à se trouver au mois d'août si loin de Mannheim résulte de ce fait que Moreau avait conduit ses troupes sans leur dire où elles allaient et en leur persuadant qu'elles passeraient par Besançon pour se rendre à l'armée d'Italie.

depuis ce jour nous l'avons poursuivi sans relâche et sans éprouver le moindre revers sauf le 24 thermidor [11 août], où l'ennemi nous attaqua sur les 6 heures du matin et fondit sur nos avant-postes, qui la plupart furent faits prisonniers ; nos grand'gardes se retirèrent en bon ordre. Le 20e régiment de chasseurs à cheval, cantonné dans un village voisin de notre camp, n'eut presque pas le temps de monter à cheval ; l'ennemi avait entouré déjà le village lorsqu'il put se déployer devant notre camp, quand nous vîmes l'ennemi qui s'avançait avec une cavalerie formidable, une artillerie et une infanterie très imposantes : plus de 25.000 hommes opposés à nos 5.000 ! Aussi jugez de la disproportion ! Après une canonnade assez vive de la part de l'ennemi, nous fûmes obligés de nous retirer, sans quoi l'ennemi nous aurait coupé notre retraite. Nous marchâmes jusqu'à la nuit en bataille dans des blés qui étaient d'une extrême grandeur, ce qui nous fatigua beaucoup de la chaleur qu'il faisait. Nous étions sans cesse obligés de faire face à l'ennemi, tant en avant de nous que sur les flancs, car il tâchait de couper notre retraite. Nous fûmes obligés de former deux fois le bataillon carré contre la cavalerie ennemie, qui nous entourait et fondait sur nos bataillons avec une impétuosité terrible.

Notre fusillade très vive la repoussa ; nous lui tuâmes quantité d'hommes et de chevaux. Sur la fin du jour, nous cherchâmes une autre position où nous

passâmes la nuit assez tranquillement et l'ennemi se retira [1].

Le lendemain 25, la 5e division attaqua l'ennemi, le battit complètement, le mit en fuite et lui fit repasser le Danube. Le 26, nous reprîmes la position que l'ennemi nous avait fait quitter [2]. Le 1er fructidor [18 août], nous avons passé le Danube, fleuve très important par la rapidité et la longueur de son cours. Nous avons poursuivi l'ennemi jusqu'au 4 [21 août] [3].

1. Après l'occupation de Stuttgart, Moreau avait continué à poursuivre l'archiduc Charles ; le 10 août, les armées française et autrichienne se trouvaient en présence auprès de Neresheim. Le 11 août, à l'aube, l'action s'engagea ; l'archiduc força les avant-postes et la division Duhesme, placée à la droite de l'armée, à reculer : c'est ce mouvement de retraite que Jean Gagneux retrace (Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. III, pp. 160-161. Cet auteur ne parle point de la surprise des chasseurs à cheval et il ne dit point qu'il y ait eu une telle disproportion entre les forces de Duhesme et celles de l'Archiduc). La division Duhesme, après une retraite périlleuse, s'arrêta à la nuit entre Geislingen et Weissenstein et ne « rejoignit l'armée que trois jours après » (en réalité le 13 août, 26 thermidor).

2. Le 12 août, l'archiduc Charles, qui n'avait pas su transformer la veille ses premiers succès en une victoire décisive, battit brusquement en retraite vers son camp de Mädingen ; le 13, il passe le Danube à Donauwörth, laissant Moreau très surpris d'être le maître du champ de bataille (Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. III, pp. 162-169).

3. Les Autrichiens avaient passé le Danube en détruisant les ponts ; le 18 août, à midi, nos troupes les avaient remis en état et, le 19 août, toute l'armée avait passé le Danube. L'arrière-garde autrichienne, qui s'était établie sur la rive gauche de la Wertach, près d'Augsbourg, fut facilement délogée à coups de canon (Gouvion Saint-Cyr,

Nous croyions le trouver en forces parce que l'on nous avait dit qu'il nous attendait devant Augsbourg; nous nous attendions à la résistance la plus vive de la part de l'ennemi, mais nous n'avons trouvé que son arrière-garde, qui s'enfuit à notre approche. Nous leur avons pris un convoi assez considérable. Le 8 fructidor [25 août], l'ennemi s'était retiré sur une hauteur à une lieue d'Augsbourg[1]. La position était très imposante, deux canaux, une rivière assez forte, un bois, les ponts coupés rendaient la position presque inaccessible. Nous attaquâmes en trois colonnes et, malgré la résistance la plus opiniâtre, l'ennemi dut céder. La 3e division passa la rivière à gué, attaqua leur gauche; la 5e division attaqua leur droite, tandis que nous les amusions de quelques coups de canon au centre. Enfin les ponts raccommodés, nous passâmes la rivière et les attaquâmes avec tant de vivacité qu'ils furent contraints de se sauver comme ils purent. Ils se sauvèrent si vite qu'ils abandonnèrent leurs canons et quelques chariots, que nous trouvâmes renversés sur la route. Nous les poursuivîmes encore près de deux lieues, mais ils n'avaient pas

op. cit., t. III, pp. 181-182; on voit que le récit précis de Jean Gagneux est corroboré par ce texte).

1. Les détails qui suivent sont relatifs à la traversée du Lech par nos troupes et à la défaite du général autrichien Latour, qui gardait la rivière et la position de Friedberg. Ils pourront être contrôlés à l'aide des renseignements fournis par Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. III, pp. 209 sqq.

envie de nous attendre. 22 pièces de canon, plus de 2.000 prisonniers sont le fruit de cette victoire! Je vous dirai que voilà quatre jours que nous sommes entrés en Bavière, et nous ne sommes plus éloignés que de huit lieues de Munich, ville capitale de Bavière, et nous apprenons que le duc de Bavière négocie, pour faire la paix, car notre chef de brigade vient de nous annoncer la suspension d'armes entre la Bavière et la République française[1]. Tout cela nous présage que l'Empereur ne tardera pas à nous demander la paix, que nous désirons avec tant d'impatience.

Je vous prie, mon cher père et ma chère mère, d'assurer le citoyen Clément de Ris, ainsi que son épouse et sa famille, de mon humble respect et de le remercier pour moi des bontés qu'il a eues de vouloir bien s'intéresser à moi. Je vous prie de lui dire que je suis bien fâché de ne pas pouvoir lui donner des des renseignements du général Beaupuy ; je ne crois pas qu'il soit à notre armée[2].

Joseph Pillaut se joint à moi pour remercier le citoyen Clément de Ris des bontés qu'il a pour lui, et je l'assure bien de ses respects, son épouse et ses enfants. Je vous prie d'assurer de mes respects mes oncles, tantes, parents, amis, tous ceux qui s'informeront de moi. Je vous embrasse de tout mon

1. Le 29 août, la division Duhesme se trouvait à une quarantaine de kilomètres de Munich.

2. Sur le général de division Beaupuy, qui combattait à l'armée de Rhin-et-Moselle, cf. p. 111.

cœur et suis pour la vie votre très affectionné fils,

Jean GAGNEUX,

Volontaire, 6e compagnie, 2e bataillon,
17e demi-brigade[1], 4e division, armée Rhin-et-Moselle.
Poste suivant armée.

Réponse tout de suite, s'il vous plaît.

Au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Strasbourg, le 27 frimaire an V [17 décembre 1796].

Mon cher père et ma chère mère,

Après les plus vives inquiétudes sur le sort de vos santés et le long silence de votre part, après vous avoir écrit différentes lettres pour en recevoir aucune réponse et ne sachant à quoi attribuer ce retard et me voyant privé de la plus douce satisfaction que je puisse avoir ; étant éloigné de vous, je mets la main à la plume pour m'informer de l'état de vos santés ainsi que de celle de mes frère et sœur et de toute notre famille, sans oublier le citoyen Clément de Ris, son épouse et sa famille. Moi, je me porte bien, Dieu merci ; je souhaite que la présente vous trouve de même.

En ce qui concerne l'armée, notre position est

1. Au mois d'août 1796, la 17e demi-brigade, placée sous les ordres du général de brigade Vandamme, appartenait à la division Duhesme, qui faisait partie du centre de l'armée confié à Gouvion Saint-Cyr.

assez critique. Pour le moment, nous sommes privés des secours les plus urgents : je veux parler de notre paye que nous ne recevons pas. Voilà trois mois que nous ne recevons aucune solde ni presque d'habillement. Je ne sais à quoi attribuer cette faute du Gouvernement.

Le 2 frimaire [22 novembre], nous eûmes une affaire des plus vives avec l'ennemi devant Kehl[1]. Il s'agissait d'enlever à l'ennemi les redoutes et retranchements qu'il avait faits ; nous réussîmes, après avoir éprouvé une perte assez conséquente de part et d'autre. On prit à l'ennemi 14 pièces de canon, dont 6 que l'on ne put emmener, rapport aux mauvais chemins, furent enclouées et abandonnées dans leurs retranchements. Quelques jours après nous y retournâmes ; on reprit les mêmes retranchements qu'il fallut encore abandonner. Pendant quatre jours nous fîmes le même manège, et nos efforts furent toujours vains. Depuis quinze jours, l'ennemi a commencé le siège. Ce n'est qu'un bombardement continuel. Jugez si les troupes sont à leur aise. Chaque demi-brigade y va à tour de rôle passer deux jours,

1. Ramenant son armée, dans une retraite victorieuse, du fond de l'Allemagne, Moreau repassa le Rhin à Huningue du 25 au 26 octobre. Il eut à continuer la lutte contre l'archiduc Charles, qui assiégea Kehl et Huningue. Le 22 novembre, Moreau fit attaquer les lignes de contrevallation élevées par l'ennemi. Sur cette attaque, sur le bombardement meurtrier de l'ennemi, sur les souffrances des hommes et la relève successive des demi-brigades, cf. Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. IV, pp. 72 sqq.

et il n'est presque pas possible, malgré la rigueur du temps, d'y faire du feu ni de s'y promener. On est obligé de rester aux palissades et, malgré toutes les précautions, il y a chaque jour quelques malheureuses victimes [1].

Dans votre dernière lettre, le citoyen Clément de Ris m'avait chargé de m'informer du général Beaupuy. Après les recherches les plus exactes, j'ai appris que ce général commandait la 6e division de l'armée du Rhin-et-Moselle ; mais hélas ! un coup fatal lui ôta la vie les derniers jours de vendémiaire devant Fribourg, et son corps fut transporté à Neuf-Brisach où il fut enterré, laissant après lui tous les regrets, dont ses rares talents l'avaient caractérisé pendant sa vie [2].

Je finis, mon cher père et ma chère mère, en vous embrassant du plus profond de mon cœur et suis pour la vie,

Votre très affectionné fils,

Jean Gagneux.

1. Le sergent Fricasse a donné dans son *Journal de marche* (pp. 112-118), édition Lorédan Lorchey, maints détails précis sur le siège de Kehl, auquel il prit part. Ils concordent avec les renseignements fournis par Jean Gagneux.

2. Le général Beaupuy fut tué le 19 octobre au combat de Waldkirch, en combattant à la tête de sa division. Il n'avait repris son commandement qu'à la fin du mois d'août 1796, car il avait été blessé grièvement dans un engagement antérieur (Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. IV, p. 23, et *Mémoires et journaux du général Decaen*, t. I, pp. 94-95 et 177-178. Sur toute cette campagne de 1796, on consultera avec intérêt l'œuvre de Decaen).

Jean Gerallé me prie de vous dire d'assurer ses respects à sa mère. Il se porte bien. Pillaut vous prie bien d'assurer de ses respects le citoyen Clément de Ris, son épouse et toute sa famille.

Je désirerais bien savoir si mon frère est encore au pays.

P.-S. — Je désirerais bien que vous me marquiez, dans la réponse que j'attends de vous, si Sylvain Petitbon est arrivé au pays.

Adresse : Citoyen Gagneux, fusilier,
6e compagnie, 2e bataillon de la 17e demi-brigade,
à Strasbourg (Bas-Rhin).

1797

Au citoyen Clément de Ris.

Au quartier général de Saarbrück[1],
le 9 floréal an Ve de la République française
[28 avril 1797].

Citoyen,

Je ne sais de quelles expressions me servir pour m'excuser près de vous ; un retard aussi long à vous remercier des bontés que vous avez eues pour moi me donne bien des torts. Cependant, je ne suis pas tout aussi coupable que je parais l'être.

Depuis mon arrivée à l'armée, je n'ai pas eu un

1. Cette lettre a été écrite au moment où l'offensive heureuse de Moreau à l'armée du Rhin-et-Moselle fut arrêtée, le 23 avril, par un parlementaire de Latour, annonçant la signature des préliminaires de Leoben.

seul instant à moi ; continuellement à cheval, continuellement en courses, j'ai été les premiers jours harassé de fatigue, puisque j'avais perdu l'habitude de monter à cheval. Toutes ces raisons ne m'ôtent pas les torts que j'ai eus envers vous ; j'ose cependant en leur faveur réclamer votre indulgence et vous prier de continuer votre bonté.

J'ai l'honneur d'être avec un attachement respectueux, votre concitoyen,

l'aide de camp du général Laboissière [1],

S. Lhéritier [2].

Division du général Saint-Cyr.

P.-S. — Permettez que je présente ici l'assurance de mon respect à vos deux dames ; mille choses honnêtes à M. votre fils, dont j'ai eu l'avantage de faire la connaissance à Paris.

Veuillez me rappelez au souvenir de M. André.

La blessure du général Desaix va parfaitement

1. Laboissière était général de brigade à la gauche de l'armée du Rhin-et-Moselle, sous les ordres de Gouvion Saint-Cyr (Ordre de bataille de l'armée à l'époque du passage du Rhin, le 20 avril 1797, publié par Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. IV, pièce justificative n° 85).

2. Samuel-François Lhéritier, né le 6 août 1772, caporal de grenadiers au 3e bataillon de volontaires d'Indre-et-Loire, le 26 septembre 1792 ; adjoint aux adjudants généraux et aide de camp le 28 floréal an II ; lieutenant, le 14 germinal an IV ; capitaine aide de camp du général Laboissière, le 14 vendémiaire an VI ; chef d'escadron, le 23 frimaire an XII ; colonel, le 5 septembre 1806 ; général de brigade, le 21 juillet 1809 ; général de division, le 15 mars 1813 ; mis en non-activité en 1815.

bien ; il est sorti en voiture il y a quelques jours[1]. Il espère bientôt prendre le commandement de sa division, qui est restée seule sur la rive droite du Rhin. Le reste de l'armée est repassé sur la rive gauche, faute de terrain pour se déployer. Si l'armistice fut arrivé trois ou quatre jours plus tard, nous nous serions rendus maîtres d'un espace de terrain assez considérable pour contenir toute l'armée et nous n'eussions pas été dans le cas de revenir chez nous pour pouvoir vivre. Il n'y a rien de nouveau dans ce pays, nous ne savons absolument rien de la paix[2].

1. Desaix avait été blessé à la cuisse au passage du Rhin (21-22 avril), en chargeant à la tête de ses troupes, devant le village de Diersheim (Bonnal, *Histoire de Desaix*, p. 126).

2. Il est intéressant de noter que l'aide de camp du général Laboissière tient des propos qui reflètent exactetement l'opinion de son chef supérieur : Gouvion Saint-Cyr. Celui-ci regrette, en effet, la conclusion de l'armistice : il déclare (*op. cit.*, t. IV, p. 186) : « que les généraux Hoche et Moreau ne devaient faire aucun armistice avec l'ennemi avant d'être en position sur le Danube, à la hauteur de Donauwörth et d'avoir éloigné les Autrichiens de leurs places du Rhin. » Les renseignements donnés par le capitaine Lhéritier sur la nécessité imposée à nos armées de revenir en arrière « pour pouvoir vivre » sont également fournis par Gouvion Saint-Cyr (*op. cit.*, p. 188) : « Moreau fut bientôt obligé de renvoyer sur la rive gauche la plus grande partie de son armée qu'il ne pouvait nourrir sur la rive droite ; il ne put y laisser que son centre [commandé par Desaix] et quelques troupes de la droite ; le reste fut renvoyé dans le Haut-Rhin, l'aile gauche dans le Palatinat et le pays de Deux-Ponts et la réserve de cavalerie sur la Sarre. » Enfin, nous noterons que le capitaine Lhéritier, si bien renseigné par ailleurs, ne savait « absolument rien de la paix. »

AUX ARMÉES DU NORD

(1792-1798).

—

1792

[*A la famille des volontaires Brault*[1]].

Du 2 octobre, l'an 1er de la République (1792)[2].

Nous sommes fort inquiets de votre santé. Nous n'avons pu recevoir de vos nouvelles par personne ; cela n'est pas surprenant puisque nous sommes cantonnés de village en village, et à la barbe de l'ennemi, que nous voyons tous les jours. Nous l'avons déjà repoussé et nous nous emparons des villages, qu'il

1. Alexandre Brault, né à Mayenne le 27 juillet 1771, et son frère cadet Étienne s'enrôlèrent tous deux au 4e bataillon des gardes nationales volontaires des réserves, constitué le 6 septembre 1792 au camp de Soissons. Étienne mourut à l'hôpital militaire de Saint-Omer le 20 mai 1793. Alexandre prit part comme sergent de grenadiers aux campagnes de Belgique, de Flandre et de Hollande, de 1792 à 1796, passa ensuite aux armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin et d'Italie, et mourut à Saint-Domingue le 18 août 1804, presque au moment où il venait d'obtenir les épaulettes de capitaine.

2. Sans indication de localité.

abandonne[1]. Mon frère était de garde au bivouac ; sur vingt hommes qu'ils étaient, il est sorti une patrouille de quatre hommes et un caporal que les ulans ont pris. C'est un bonheur que mon frère n'en était pas ; ils nous en prennent quelques-uns, mais nous en prenons bien davantage ; depuis que nous sommes ici, nous en avons pris une douzaine, et eux n'ont pris que cette patrouille.

Nous n'avons depuis un mois couché en aucun lit, toujours sur la paille, et un village comme Parigné[2] contient deux mille hommes. Nous avons deux régiments de troupes de ligne, le régiment de Forez et celui de la Couronne[3], et deux cents gendarmes. Nous faisons le service ensemble. Quoique nous soyons encore à quatre lieues de la grande armée, nous avons autant de mal, et j'aimerais mieux être campé tout l'hiver que d'être cantonné. J'ai vu la brigade de Mayenne à Reims ; mais au moment où elle arrivait, nous partions, de sorte que pour m'être amusé un quart d'heure avec Bordeaux[4] à boire une bou-

1. Après Valmy, les Prussiens étaient restés jusqu'au 30 septembre dans leur camp à l'ouest de Sainte-Menehould, puis ils avaient commencé leur retraite. Dumouriez chargea Kellermann de les suivre lentement : le sergent Brault fait partie de cette colonne.

2. Petit village des environs de Mayenne, cité à titre de comparaison.

3. Depuis 1791, ces régiments étaient devenus : 14e et 45e d'infanterie.

4. Augustin Bordeaux, entré le 6 février 1792 à la 7e compagnie du 1er bataillon des volontaires de la Mayenne

teille de vin, j'ai été un jour aux arrêts. Je voudrais qu'il serait avec nous, je crois qu'il est d'un autre côté.

Auparavant que nous fussions arrivés ici, l'ennemi a dénué ce pays, de sorte que nous ne trouvons rien ; ils ont battu les pauvres paysans à qui ils ont vu des cocardes aux trois couleurs, arraché l'arbre de la liberté, emmené avec eux les curés constitutionnels ; mais nous avons remis le calme, et tous sont très contents de nous voir chez eux.

Voilà la cinquième lettre que je vous écris ; je ne m'attends de recevoir des nouvelles que quand nous serons à un endroit fixe. Mais je ne le pourrais pendant que nous serons deux jours en un endroit, deux jours en l'autre ; ainsi je ne vous marque point notre adresse[1].

BRAULT.

[*A la famille des volontaires Brault*].

De Saint-Omer, le 21 octobre 1792,
l'an 1er de la République.

Nous vous prions, sitôt la présente reçue, de nous envoyer de vos nouvelles, dont nous sommes si inquiets ; nous n'avons pas encore pu en recevoir depuis que nous sommes partis. Vous devez avoir

(Archives administratives de la Guerre, contrôle du bataillon).

1. La copie de cette lettre et des suivantes a été communiquée par M. Desdevizes du Dézert.

reçu cinq lettres ; il faut absolument que vos lettres soient arrêtées quelque part, comme nous avons été dans les villages à la poursuite de l'ennemi, car nous sommes sûrs que vous avez écrit.

Je m'étonne qu'après le chemin que nous avons fait nous soyons tous aussi bien portants ; pas un n'a eu le moindre mal et, sans mentir, mon frère et moi nous nous portons mieux qu'à Mayenne. Le zèle avec lequel nous servons la Patrie nous fait tout braver, et aucun d'entre nous, à quelque prix que ce fût, ne voudrait ne pas avoir quitté ses foyers. Le citoyen Dumouriez, qui nous a choisis au camp de Soissons pour aller contre l'ennemi qui était à six lieues de Reims, nous a félicités du courage que nous avons montré dans cette petite affaire et, en récompense nous a encore choisis pour faire la conquête du Brabant [1]. Nous ne sommes présentement qu'à trente lieues de Bruxelles et, de jour en jour, nous attendons des ordres avec impatience

BRAULT.

[*A la famille des volontaires Brault*].

Bambecque, 14 novembre 1792,
l'an Ier de la République [2].

... Nous ne savons aucune nouvelle des citoyens

1. Le projet d'invasion en Belgique fut sanctionné par le Conseil exécutif provisoire dans sa séance du 6 octobre 1792.

2. Tandis que Dumouriez avec le gros de l'armée

Coulon[1] et Mesnager[2] depuis que nous les avons quittés, savoir le premier à Arras, où nous avons eu le plaisir de dîner et souper ensemble le jour de notre séjour, et nous l'avons laissé bien portant à la caserne. S'il est capitaine, ce n'est que depuis que nous l'avons laissé ; nous n'en avons rien entendu dire. Le second, nous l'avons laissé à Aire ; il a été nommé commandant en chef du bataillon des chasseurs de Soissons, mais c'est seulement par provision. Je crois que notre bataillon est encore à Arras[3] et nos chasseurs à Aire.

Nous allons vous faire le récit en gros de notre victoire remportée à Rousbrugge[4]. Nous vous dirons, avant que de commencer, qu'aucun de Mayenne n'a éprouvé le moindre malheur, quoique nous ayons été en le plus grand danger.

Nous partîmes de Bergues à trois heures du matin avec un détachement de dragons à cheval, le bataillon

entrait en Belgique par Valenciennes et Mons, le général La Bourdonnaye opérait une diversion au nord de Tourcoing.

1. Benjamin Coulon, sous-lieutenant de la 1re compagnie du 4e bataillon de Volontaires nationaux des réserves, passa avec ce grade à la 60e demi-brigade le 1er germinal an IV (21 mars 1796) (Contrôle du bataillon).

2. Mesnager (plus exactement Julien Lemesnager), nommé capitaine de la 1re compagnie du 4e bataillon à l'organisation.

3. Les Brault font partie de de la compagnie de grenadiers, détachée du bataillon.

4. Le 5 novembre 1792.

de Bergues, un autre bataillon qui était à Dunkerque, cinquante soldats de troupes de ligne et de la Carmagnole avec quatre pièces de canon, pour aller faire le siège de Rousbrugge, petite ville du Brabant à trois lieues de Bergues, que les Impériaux nommaient le petit Luxembourg, à cause des fortifications dont elle était entourée. Il était neuf heures du matin quand nous sommes entrés dans le faubourg ; ce qui a causé tant de lenteur dans notre marche, c'est que les Impériaux avaient fait des tranchées de vingt pas en vingt pas sur leur terrain, tout le long de la grande route, et avaient abattu tous les arbres qui la bordaient, de façon que cela nous prit beaucoup de temps à remplir [les tranchées] et à détourner ces arbres qui barraient le chemin : chacun y travailla, et on en vint à bout plus vite qu'on ne le croyait. Jusque-là, le plus facile était fait ; nous fûmes beaucoup surpris de voir que, pour entrer dans la ville, il fallait se mettre deux fois à l'eau pour franchir deux petites rivières dont ils avaient coupé les ponts. Il n'y a que cinquante pas d'un pont à l'autre ; nous avons cependant passé le premier pont sans beaucoup de mal ; nous en avons été quittes pour dix à douze de tués ou blessés ; mais quand ce pont a été passé, c'est là qu'il a fallu se battre ; les Impériaux avaient fait de fortes tranchées au-dessus du second pont, d'où ils pouvaient avec vingt hommes tous nous tuer, sans que nous puissions seulement en voir un seul. Les tués ou blessés nous tombaient par terre comme grêle. Imaginez-vous que le pont de

Mayenne[1] a l'arche du milieu coupée ; qu'on a fait des retranchements à hauteur d'homme au bout du pont du côté de la ville, qui soient à l'épreuve du canon, et que deux mille hommes soient au Saint-Esprit pour assiéger la ville. Voyez si trente hommes, qui ne risquent pas d'être blessés, ne sont pas capables de les retenir et d'en détruire un grand nombre s'ils osent approcher ou pour placer des planches de bois ou pour franchir la rivière à la nage. Telle était cependant notre situation ; il fallait passer ou tous périr. Nous avons tiré le canon ; ensuite nous revenions à la charge avec nos fusils, cela ne leur faisait rien. Si on n'avait agi de témérité, je crois que la ville serait encore à prendre.

Notre commandant général nous dit qu'il n'y avait point d'autre moyen pour être vainqueurs que de tâcher de jeter quelques planches sur le pont et d'entrer d'autorité, la baïonnette au bout du canon ; que si on s'amusait à tirailler, ils détruiraient tout notre monde et que nous ne leur détruirions personne ; qu'ils se rendraient infailliblement, voyant que, malgré leurs coups de fusil, nous avancerions toujours sur eux. On se dépêche d'exécuter ses ordres ; la première

1. La ville de Mayenne est bâtie en pentes raides sur les deux rives de la rivière de ce nom. La rue qui emprunte l'ancien pont est très difficilement carrossable, aussi bien à la descente rive gauche qu'à la montée rive droite, sur laquelle s'étage la partie la plus importante de la ville, dominant presque à pic la rivière et couronnée par un ancien château-fort, qui sert de prison.

planche jetée, les soldats étaient si acharnés qu'ils n'attendent pas une seconde, et notre commandant de notre bataillon passe le premier ; nous le suivîmes. Ensuite, il ne fallait qu'une trentaine pour leur faire évacuer la place. Cette planche avait huit pouces de largeur et on ne pouvait passer qu'un et un ; ce fut cause qu'il en périt beaucoup, mais pas tant que si nous n'avions pas entrepris une invention aussi hardie ; ce fut là que nous eûmes le malheur de voir tomber à nos côtés le commandant de notre bataillon et le commandant général du détachement de l'armée, qui eut la cuisse cassée, dont il est mort. Pour le commandant de notre bataillon, il va de mieux en mieux, et je crois qu'il nous rejoindra en peu. Nous avons cependant, comme vous voyez, emporté la ville, mais malheureusement beaucoup de nous de tués et de blessés. On évalue la perte à cinquante de tués et à quatre-vingts blessés ; nous apprenons qu'il en meurt tous les jours à l'hôpital. Notre bataillon a été le plus malheureux ; il y en a trente de tués et soixante de blessés. Nous sommes un corps de grenadiers, et nous étions toujours à la tête ; voilà pourquoi le feu a tombé sur nous des premiers. C'est nous aussi qui avons franchi la planche des premiers, où il en a beaucoup péri. Un de nos capitaines, nommé Bonneau, est mort d'une fluxion de poitrine pour s'être jeté dans l'eau pour franchir la rivière. Plusieurs l'ont franchie à la nage : je crois qu'il n'y a eu que lui à mourir.

Il n'y avait que soixante Autrichiens dans cette

ville, qui était si forte par l'eau qui l'entoure d'un côté ; nous en avons trouvé trois de tués, et je ne sais comment ils l'ont été ; ce sera sûrement quand ils ont pris la fuite. Nous en avons fait deux prisonniers ; nous les interrogeâmes pourquoi ils n'avaient point de canons ; ils nous ont dit qu'on parlait très fort qu'on allait assiéger Tournay et qu'ils les y avaient envoyés, se fiant assez sur leur petit Luxembourg. Nous en avons été bien heureux : s'ils avaient eu seulement une pièce de canon à mitraille, ils nous balayaient tous. Pour la première fois, nous avons été assez échaudés, mais nous avons eu le bonheur d'en échapper sans aucune blessure. En entrant dans la ville, nous n'avons trouvé personne ; tous les habitants avaient fui, et comme il était tard et que le soldat était fatigué, on a fait ouvrir les portes de quelques maisons pour la nuit seulement. Il s'en est trouvé qui ont pris quelques effets dans les maisons où il n'y avait personne. Il y en a eu quatre-vingts que notre bataillon a renvoyés comme brigands. Il avait été défendu de ne rien prendre sous peine de mort. Il se trouve toujours de mauvais sujets qui méprisent les ordres ; ils en ont été la dupe, car les congés qu'on leur a donnés ne sont pas trop honorables. Notre capitaine La Rüe[1] a fait entrer sa com-

1. Victor-Antoine-Maurice de la Rüe, né à Mayenne le 22 avril 1773, nommé capitaine de grenadiers à l'élection le 6 septembre 1792, lors de la formation du 4e bataillon des volontaires nationaux (Contrôle du bataillon).

pagnie dans la maison d'un meunier, qui nous paraissait fort riche. Tout y a été laissé dans le même état que nous l'avions trouvé. Nous avons des hommes dans notre compagnie qui entendent assez raison, et personne n'a été renvoyé ; c'est toujours glorieux pour nous ; je crois qu'il n'y a eu personne non plus de la 9e et de la 11e compagnie. Ce moulin est à un quart de lieue de Rousbrugge, et nous y étions de garde ; mon frère n'était pas, dans le fond, bien content d'aller en sentinelle perdue après une pareille attaque ; cependant, il a toujours montré de la bravoure de même que Cherbonnet [1] et notre capitaine à la tête de sa compagnie. Nous espérons tous les jours d'aller faire la conquête de la Flandre maritime : Ostende ne nous échappera pas.

Jusqu'à présent vous n'avez pas eu lieu d'être contents de nous, mais dites-moi si nous en avons déjà, nous volontaires, fait autant que ceux qui sont restés à Givet?...

BRAULT.

[*Sans adresse*].

De Mons, le 16 octobre 1792, l'an 4e de la Liberté, 2e de l'Egalité et de la République française.

Chère cousine,

Je voudrais avoir un génie assez sublime ou un esprit assez éloquent pour tracer le courage et l'intré-

1. Grenadier au 4e bataillon.

pidité de nos soldats de la République française ; mais comme vous savez que ma plume est trop faible pour vous détailler une bataille aussi intéressante que celle de Mons, je me trouverai assez heureux si je puis vous en crayonner une faible esquisse[1].

Je passerai sous silence les attaques que journellement les ennemis ont endurées de nous depuis le village de Quiévrain. Mais ils s'étaient retranchés dans un bois (le bois Bossu) où ils se croyaient imprenables par les retranchements et les redoutes qu'ils avaient faits ; ils furent bien étonnés de la vitesse avec laquelle

1. Les contemporains donnèrent d'abord le nom de bataille de Mons à la victoire de Jemappes, dont cette lettre constitue un récit vivant quoi qu'emphatique. Sur les diverses péripéties de Jemappes, cf. Chuquet, *Les guerres de la Révolution, Jemappes et la conquête de la Belgique*, pp. 71-109, et capitaine de la Jonquière. *La bataille de Jemappes*. Le village de Quiévrain (Belgique) est situé sur la route de Valenciennes à Mons. Les troupes autrichiennes étaient établies non loin de là, dans le village de Thulin, au moulin de Boussu et dans le bois de Sars. Elles en furent refoulées le 4 novembre par les troupes françaises. Ces opérations, auxquelles l'auteur de la lettre fait allusion, furent le prologue de la bataille de Jemappes, livrée le 6 novembre 1792. Les prouesses de l'aile gauche, que mentionne Huret, consistèrent dans la prise de Quaregnon et surtout du village de Jemappes, fortifié par les Autrichiens. Sur l'enthousiasme des Montois à l'arrivée des Français et sur les prouesses de nos troupes, cf. Chuquet, *loc. cit.* — Il importe de remarquer que cette lettre, qui est une exacte relation de la bataille de Jemappes, porte une date certainement fausse : elle est datée du 16 *octobre* 1792 et les Français n'entrèrent dans Mons, après leur victoire, que le 7 *novembre*, nous la rectifierons en 16 *novembre* 1792.

ils en furent chassés. Notre bataillon eut cet honneur. Il s'en est acquitté avec un courage si héroïque que le général ne put s'empêcher de nous en féliciter. Les attaquer, les démonter de leurs batteries, les chasser du bois et les poursuivre deux heures de chemin, ne fut que l'affaire d'un moment.

Après une victoire aussi complète, sans avoir pour ainsi dire essuyé aucune perte, on ne pouvait laisser les ennemis se fortifier par de nouveaux retranchements. On les rattaqua le lendemain avec autant de courage, et ils se retirèrent jusque dans les retranchements de Mons.

Cette bataille nous sera à jamais mémorable, et si la République n'a pas perdu plus de monde, elle le doit autant au courage et à l'intrépidité de ses braves soldats qu'aux soins et à la vigilance du brave Dumouriez.

Nos ennemis étaient situés d'une manière si avantageuse pour eux qu'ils pouvaient nous faire perdre du premier coup de leur feu une quarantaine de mille hommes. Ils avaient retranchements sur retranchements : hauteur, bois et rivière, tout était à leur avantage. Aussi, lorsqu'ils se sont vus démontés de leurs batteries, ils en étaient si surpris qu'ils disaient en se sauvant qu'il fallait que les Français fussent fous ou saouls pour fondre sur leurs pièces et braver les périls comme ils l'ont fait. Je vous le réitère encore, je me trouverais heureux si je pouvais trouver des expressions assez héroïques pour détailler la valeur de chaque soldat en particulier. Lorsque le combat s'est

engagé, chacun bravait le feu et le fer de son ennemi et lui faisait mordre la poudre en l'étendant sur la poussière. L'aile gauche de notre armée a foncé sur les ennemis et a bravé les périls les plus certains. Le brave Dumouriez lui-même s'est engagé deux fois dans un combat à la tête de la cavalerie. M. de Beurnonville, qui commande notre avant-garde, nous mena au feu par un discours qui nous fit répandre des larmes de joie : « Courage, enfants, nous dit-il, notre général nous trace le chemin de la victoire ; il est lui-même à la tête de la cavalerie. » Il crie en même temps avec l'expression la plus tendre : « Vive la République ! » Chaque soldat sent des larmes de joie se répandre sur ses joues, un courage héroïque s'empare de lui, tombe sur son ennemi au bruit du feu et du frottement des armes, et ne se retire du combat qu'après s'être couvert du sang de son ennemi. J'ai vu moi-même un chasseur se retirer du combat avec 15 coups de sabre, et, en rendant le dernier soupir entre les bras de son camarade, il criait : « Vive la Nation ! » et s'informait si les Français étaient toujours libres. Enfin, ce papier, quoique volumineux, ne suffirait qu'à peine pour vous détailler tous les faits héroïques de cette bataille. L'ennemi nous abandonna Mons par une retraite ou pour mieux dire une fuite tout à fait désordonnée. Le nombre de leur tués est si considérable que nous en ignorons encore le nombre, et quoiqu'ils chargeaient leurs tués et leurs blessés par mille sur des voitures et que les habitants de la

campagne sont depuis la bataille occupés à les mettre en terre, la campagne et la rivière en sont encore couvertes. Pour nous, nous avons perdu 7 à 800 hommes. Mons s'est rendue par des signaux qui exprimaient le désir d'être libre. Enfin, il est impossible de vous exprimer ce qu'ils ont fait à nos troupes. Ils se proposent de prendre les armes et de nous conduire jusqu'à Bruxelles en se battant contre les Impériaux.

Je suis avec respect

Votre serviteur et cousin,

HURET [1],

Républicain, Français et défenseur de la Patrie [2].

1793

[*A la famille du volontaire Brault*].

De Cassel, 1793, 2e de la République, 7 avril.

Chers père et mère,

Nous voilà rentrés sur nos terres par la trahison d'un homme qu'aucun soldat français n'eût soupçonné [3]. En qui devons-nous nous fier présentement? C'est à nous à obéir en aveugles. Dumouriez voulait se faire un parti dans l'armée qu'il commandait, pour

1. Volontaire au 1er bataillon du Loiret.
2. Archives municipales d'Orléans, dossier H. 90.
3. Dumouriez avait fait défection le 5 avril 1793 au soir.

aller, à ce qu'on prétend, exterminer la Convention Nationale. On ne sait le patriotisme qu'il a affecté de montrer ; nous en sommes nous-mêmes témoins, et tout cela pour réussir dans son projet. C'était un homme à tout sacrifier pour sa gloire et ses intérêts. On l'accuse d'avoir tâché de se rendre le chef des Belges, aussi dînait-il souvent avec le général prussien ; il avait dîné avec lui la veille de cette fameuse bataille remportée sur nous, où l'ennemi n'attaqua que l'aile gauche de notre armée qui fut mise en déroute[1] ; il disait après que c'était la faute des officiers mal expérimentés. L'argent a bien du pouvoir !

Nous avons appris par les bulletins les troubles qui ont régné dans notre département et dans plusieurs autres ; ça fait voir que l'aristocratie n'est pas encore éteinte ; le fanatisme de quelques gens les porte à agir sans savoir que c'est des despotes qui les portent à cela, en leur faisant croire qu'ils mourront martyrs s'ils prennent les armes pour la religion.

Je vous ai donné dans la dernière un assez long détail de la Hollande, où nous étions, du siège de Bréda[2], de quelques périls dont nous nous étions sauvés. Grâce à Dieu, nous avons encore été assez heureux dans notre retraite ; nous avons marché le jour et la nuit, et fait souvent dix à douze lieues dans une nuit ; les fatigues ne nous ont point incommodés ; il

1. Bataille de Neerwinden (18 mars 1793).

2. Bréda avait ouvert ses portes le 25 février 1793, après un court bombardement.

est un Dieu pour les soldats. Jusqu'à présent, nous n'avons jamais manqué de rien ; je ne sais cependant pas si nous perdrons une partie de nos effets que nous avons laissés à Anvers. Toute l'armée y a laissé ses voitures : il était impossible qu'elles nous accompagnassent dans notre retraite ; il aurait fallu plus de cinq à six jours pour passer l'Escaut, qui est très large[1] ; dans notre fuite, nous avons jeté la poudre, les bombes, boulets et autres munitions de guerre dans le fleuve, toutes les farines de l'armée, qui seraient tombées entre les mains de nos ennemis. Jugez après cela si les vivres doivent être chers. Nous voilà passés sur le territoire français, il nous faudra d'autres munitions ; cela fera encore tout renchérir.

On va former un camp sous Cassel ; on s'occupe tous les jours à fortifier cette ville, qui est une des plus voisines du Brabant. Nous ne savons pas si notre bataillon campera ou s'il restera dans une ville de guerre ; nous préférerions une ville de guerre. Nous croyons que nous pourrons bien retourner en Hollande : ce qui nous le fait croire, nous avons laissé dix mille hommes à Bréda ; ils ont pour neuf mois de vivres ; cela une fois consommé, ils seraient obligés de se rendre si on ne leur prête du secours. Si l'on

1. Dans le traité, il est dit que nos voitures nous parviendront ; au surplus nous ne risquons pas grand chose, nous avons toujours porté dans notre sac ce que nous avions de meilleur (Note du sergent Brault).

eût tout à fait voulu quitter la Hollande, on n'aurait pas laissé de troupes en ce pays-là.

Nous avons appris avec plaisir que notre 1er bataillon du département de la Mayenne s'était signalé en prenant deux pièces de canon à l'ennemi et lui faisant prendre la fuite ; qu'il a reçu douze louis par reconnaissance ; nous ne trouvons point cela étonnant ; il n'a fait que son devoir.

Tout ici est de moitié au moins plus cher que dans le Brabant et la Hollande, surtout les vivres. Avec 14 et 15 sols on vivait mieux qu'ici avec trois livres ; c'est en partie ce qui nous fait regretter ce beau pays-là.

... Notre commandant a été cassé à Bréda par le général pour avoir été contre ses ordres. La majeure partie en est très contente...

BRAULT.

[A la famille du volontaire Brault].

De l'avant-garde au camp de Gyvelde, 16 juin 1793, l'an 2e de la République

Si j'ai tant différé à vous écrire, c'est que je m'attendais à voir ou à recevoir en peu des nouvelles de mon frère. Je lui ai écrit une lettre, il y a déjà quelque temps ; il ne m'a pas répondu. Je viens d'en envoyer une seconde à l'adresse du Directeur de l'hôpital militaire de Saint-Omer ; je le prie de m'en informer et m'apprendre s'il est encore à Saint Omer. Comme c'est une ambulance, il se pourrait bien qu'on

l'eût transféré plus loin, car dans les hôpitaux qui sont proches des armées, c'est une ambulance qui va souvent fort loin, et le directeur va m'instruire où on l'aura envoyé ; je sais, par ceux qui étaient avec lui et qui sont revenus au bataillon, qu'il n'était pas dangereusement malade : c'est une raison de plus pour l'avoir envoyé ailleurs[1].

Vous aurez appris la chasse que nous avons donnée à l'ennemi jusqu'au-dessus de Furnes. Depuis que nous étions ici, il ne nous laissait point tranquilles, et tous les matins nous nous battions. Mais depuis que nous l'avons repoussé, nous ne le voyons plus, et nous sommes les plus tranquilles du monde. Cela n'empêche cependant pas de nous tenir sur nos gardes, et de veiller tout comme s'il était encore auprès de nous. C'est avec plaisir que je vois faire le service comme il est fait ici, et dans le temps que nous avions affaire aux Autrichiens, nos grenadiers se disputaient à qui serait de découverte.

L'on vient de lire aujourd'hui un code de discipline militaire que nous avons tous juré de suivre de point en point ; il est un peu rigoureux, mais des gens qui sont sûrs de se conduire toujours dans le chemin de l'honneur ne craignent rien, au contraire, sont bien contents de voir punir ceux qui auraient la lâcheté

1. Au moment où il écrivait cette lettre, Alexandre Brault ignorait que son frère Étienne était mort à l'hôpital de Saint-Omer le 20 mai précédent (Contrôle du 4e bataillon de volontaires nationaux).

de le mépriser en y contrevenant[1]. On doit penser comme cela quand on a pour but de sauver la République et de conquérir sa liberté. Notre 1er bataillon est resté caserné à Dunkerque ; nous sommes des grenadiers faits pour être toujours à la tête quand il s'agit de se battre et à la queue quand on est forcé à la retraite...

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

De Dunkerque, 11 septembre 1793,
l'an 2e de la République une et indivisible.
Vive la République !

Nous voilà enfin, après beaucoup de fatigues, délivrés des cruautés inouïes que nous préparait le siège de cette ville[2].

Vous avez sans doute appris la vivacité avec laquelle nous avons été obligés d'abandonner le camp de Gyvelde le 22 du mois dernier, après un combat de plus de trois heures, et de nous replier le 23. Nous avons couché dans les glacis à l'air du temps ; le 24, nous avons fait une sortie générale, qui n'a pas été à notre avantage ; le 6 de ce mois, les grenadiers composés de 24 bataillons avec deux divisions de gendar-

1. Ce code de discipline militaire est celui qui fut décrété le 12 mai 1793 par la Convention.

2. Il s'agit de Dunkerque assiégé par le duc d'York depuis le 23 août et délivré par Houchard, qui gagna les 6, 7 et 8 septembre la bataille d'Hondtschoote.

merie, nous avons été plus heureux et détruit beaucoup d'hommes à l'ennemi. Les 6, 7 et 8, nous nous sommes emparés de leurs avant-postes. Jamais je n'ai vu une fusillade pareille : l'on était disposé à vaincre ou mourir ; l'ennemi n'avait pas encore tiré un coup de canon sur la ville, mais leurs retranchements étaient faits, une partie de leurs batteries placées et, dans peu de jours, Dunkerque allait être réduit en cendres. Heureusement, Houchard s'est transporté du côté d'Ypres ; on allait les prendre entre deux feux ; l'ennemi a évacué si fort qu'il a abandonné tous ses canons et munitions. L'on ne peut en évaluer la perte, tant elle est considérable. L'on nous assure que du côté de Bergues l'on a fait une quantité considérable de prisonniers ; j'ai vu tailler l'arrière-garde en pièces par les cuirassiers à l'arme blanche...

Nous avons perdu 3 hommes de notre compagnie et 13 de blessés. Notre bataillon en a perdu une vingtaine ; entre autres Millère[1], Bastier[2] et un nommé Le Blanc, de Mayenne[3].

1. Millère (plus exactement Jean Demillière), sergent à la 1re compagnie du 4e bataillon le 6 septembre 1792, adjudant sous-officier le 6 mars 1793, mort le 8 septembre 1793 des suites des blessures qu'il reçut dans une des sorties que fit la garnison de Dunkerque (Contrôle du bataillon).

2. Bastier, volontaire à la 1re compagnie du 4e bataillon. Présumé tué ou fait prisonnier dans une des sorties de la garnison de Dunkerque (*Ibid.*).

3. Le Blanc, volontaire à la 1re compagnie du 4e bataillon, mort le 28 septembre 1793 (*Ibid.*).

Cinquante à soixante pièces de 24 ont été abandonnées, 800 barriques de poudre, du bois, des voitures, des bêches, des pioches, etc., etc. Notre lieutenant est blessé à la cuisse[1].

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Dunkerque, du 18 septembre, l'an 2e
de la République une et indivisible.

Voilà enfin le beau temps qui va renaître ; cette ville, qui tout à coup vient d'être délivrée de la fureur du duc d'York, recommence à prendre son ancienne gaîté. Aussitôt que l'ennemi a plié, l'on s'est occupé à couper tous les bois, et à abattre toutes les maisons de Rosendaal, qui nous étaient fort incommodes, l'ennemi s'en servant de retranchements ; toutes les voitures de la ville et de l'armée ont enlevé toutes les farines, les canons, les bombes et les boulets qu'ils ont abandonnés dans leur fuite, et, depuis le 9 de ce mois, l'on ne fait que charroyer. L'armée est entrée dans la ville de Furnes, où elle a trouvé des magasins superbes et des munitions de guerre en tous genres, que l'on conduit continuellement à Dunkerque ; l'on dit qu'elle va se porter dans peu de jours à Ostende. Dites-moi que penser d'une déroute pareille ?

1. C'était Jean Bousselaire, lieutenant à l'élection au 4e bataillon, le 6 septembre 1792 (Contrôle du bataillon).

Nous avons été leur faire la conduite ; ceux qui restaient par derrière ont été pris prisonniers au nombre de 200. Nos chasseurs à cheval et nos cuirassiers ont eu un combat à l'arme blanche avec les hussards de Cobourg : pas un ne s'est en allé sain et sauf; il semblait que nous étions des diables.

Nous avons occupé notre première position à Gyvelde, d'où ils nous avaient si bien chassés. Nous y sommes restés cinq jours sans tente, bivouaqués à l'air du temps. Nous avons reçu des ordres pour que chaque compagnie de grenadiers rejoigne son bataillon. Voilà trois jours que nous sommes rentrés au nôtre, qui est caserné à Dunkerque, où il forme la garnison ; on le demande par-dessus tous les autres, étant connu depuis plus de trois mois qu'il y est.

Après avoir couché sur la paille, l'on trouve bien doux de coucher dans un lit ; il y avait près de quatre mois que notre compagnie n'avait déshabillé ; si les grenadiers sont heureux en temps de paix, ils le payent bien en temps de guerre. Les représentants du peuple ont annoncé aux citoyens de la ville que la ville n'était plus en état de siège, et par ce moyen de reprendre chacun ses fonctions ordinaires [1]. Il s'est fait des réjouissances magnifiques : chaque vaisseau avait son pavillon, les cloches ont sonné ; plusieurs coups de canon se sont fait entendre aux cris plu-

1. Les représentants du peuple présents à Dunkerque pendant le siège étaient : Collombel, Duquesnoy et Hentz, auxquels se joignirent plus tard Trullard et Berlier.

sieurs fois répétés de : « Vive la République ! » Dans le temps du siège et dans les différentes sorties, il s'est passé plusieurs faits remarquables : de pauvres malheureux, près d'expirer, criaient : « Vive la République ! » A la sortie du 6, notre bataillon a essuyé le plus vif feu. Nous étions à la tête dans ce moment ; l'on ne se connaissait presque point ; les Français étaient mêlés avec les Autrichiens ; ces derniers n'en ont pas été quittes pour 2000 dans cette journée. C'est dans cette affaire que Millère a été tué ; l'on sait présentement le nombre de nos tués et blessés ; il n'est pas si grand que je le croyais. Notre compagnie de grenadiers en a eu cinq de tués et douze de blessés ; dans la 1re compagnie du bataillon, quatre de tués, savoir : Bastier, Le Blanc et Belliard, de Mayenne[1], et trois de blessés, et chaque compagnie, plus ou moins. Dans cette affaire, ce sont les gendarmes et les grenadiers qui ont été les plus étrillés.

BRAULT.

1. Brault fait erreur sur le sort de son compatriote. Julien Belliard, fils de François et de Françoise Lefort, né à Céancé, district de Mayenne, entré à la 1re compagnie du 4e bataillon des volontaires nationaux le 6 septembre 1792, à l'âge de dix-huit ans, fut « perdu » le 11 septembre 1793 (après l'affaire racontée ci-dessus) et rayé des contrôles le 25 pluviôse an II (13 février 1794) ; mais, quatre jours plus tard, il rejoignait son bataillon. Il fut versé ensuite à la 60e demi-brigade (Archives administratives de la Guerre).

Au citoyen Jacques Martin, résidant au village de Leuchères, paroisse de Pionsat, district de Montaigu-en-Combrailles, département du Puy-de-Dôme.

A Tonnetille[1], ce 29 septembre 1793, l'an 2e
de la République française, une et indivisible.
La mort, c'est ma devise !

Mon cher parrain,

Je vous écris ces deux mots pour m'informer de l'état de votre santé ; quant à l'égard de moi, je suis, grâce à Dieu, en bonne santé. J'ai reçu votre lettre, qui m'a fait un sensible plaisir d'apprendre que vous jouissiez d'un parfaite santé. Je vous prie de vouloir dire mille choses de ma part à mon père et à ma mère. Je suis fort inquiet de savoir s'ils ont reçu le certificat que je leur ai envoyé. Mon frère se porte bien et vous assure de ses amitiés. Je vous prie de faire mes compliments au citoyen Chaumette et à son épouse, ainsi qu'à la veuve Brissonne et à ses enfants, sans oublier notre citoyen curé.

Je vous dirai que je suis canonnier du bataillon[2]. Nous sommes attachés à l'avant-garde de l'armée des Ardennes, cantonnée à Tonnetille. L'ennemi est beaucoup en forces devant nous, mais nous [ne] les craignons pas beaucoup. Nous faisons des sorties en Empire de temps en temps. Tout de suite qu'ils nous

1. Thonne-le-Thil, canton de Montmédy (Meuse).
2. 1er bataillon de la Creuse.

voient ils se sauvent [dans] les bois comme des loups. Nous avons fait une sortie en Empire le 21 de ce mois ; nous n'en avons que sorti le 27. Nous nous sommes battus vigoureusement avec l'ennemi, sans perdre une seule personne. Nous leur avons tué autour de deux cents personnes et beaucoup de blessés que nous avons trouvés dans le passage. Nous leur avons pris trois pièces de canon avec cinq caissons chargés de poudre à canon, avec des boulets et beaucoup d'effets de campement. Nous nous sommes retirés que quand nous leur avons eu mis leur armée en déroute. Je n'ai autre chose à vous marquer de la guerre[1].

Voilà deux ou trois jours que l'on parle que l'armée va partir pour aller du côté de Valenciennes ; cela nous ferait un grand plaisir, car nous ne serions que contents de nous battre avec notre ennemi, car il n'y a rien de plus beau à voir que la guerre surtout quand

1. L'armée des Ardennes, à laquelle appartenait le canonnier Martin, avait été formée en 1792 sous la direction de Valence et comprenait alors 20 000 hommes. Avec l'armée du Nord, l'armée de la Belgique et le corps du lieutenant général d'Harville, elle avait contribué à l'invasion de la Belgique (Dumolin, *Précis d'histoire militaire*, t. I, pp. 108-109). A la suite de la victoire de Dumouriez à Jemappes, l'armée des Ardennes prit Charleroi, Nivelles et Namur (novembre-décembre 1792). En 1793, au moment où le canonnier Martin écrivait cette lettre à son parrain, Jourdan venait de prendre le commandement de cette armée ; il allait la conduire, en octobre, à Wattignies. Nous n'avons point trouvé trace de ces « sorties en Empire » signalées dans cette lettre.

il y a deux cents brutals [canons] qui pètent là tous à la fois[1].

Je finis en vous embrassant du plus profond de mon cœur, et vous pouvez me croire pour votre fidèle ami, parrain,

Julien MARTIN,
canonnier.

Vous adresserez votre lettre au citoyen Julien Martin, canonnier du 1er bataillon de la Creuse, attaché au parc d'artillerie de l'avant-garde de la 2e division de l'armée des Ardennes, cantonnée à Tonnetille, près Montmédy.

Je fais réflexion : j'ai appris que tous les garçons étaient partis. Cela me fâche beaucoup. Je plains le triste sort des filles. Par conséquent, j'exhorte les garçons qui peuvent avoir resté d'avoir soin de ne pas les abandonner[2].

Au républicain Demonchy, contrôleur des charrois des armées, du dépôt de Péronne, rue et vis-à-vis l'église Saint-Jean, à Péronne.

De Rousbrugge[3], ce 4 octobre 1793,
l'an II de la République.

Mon très cher frère,

L'indifférence que vous me témoignez en ne me

1. Valenciennes, défendue par le général Ferrand, avait capitulé le 28 juillet 1793.

2. Archives de Riom (copie communiquée par M. le lieutenant Saint-Arroman).

3. Rousbrugge, Flandre occidentale (Belgique), entre Ypres et Bergues.

répondant point aux trois lettres que je vous ai écrites m'oblige de vous en écrire une quatrième. Je suis au désespoir de ne point recevoir de vos nouvelles. Je crois que vous m'abandonnez totalement. Oui, je vous le répète, vous me mettez au désespoir, mais j'espère qu'aussitôt la réception de la présente, vous voudrez bien me racheter la vie en me donnant de vos nouvelles et de celles de mes parents que j'attends avec impatience.

Je vous apprendrai pour nouvelles que nous avons fait des grandes conquêtes dans le pays que nous occupons actuellement. Vous avez sûrement entendu parler de la prise de Hondtschoote, où nous avons pris 158 pièces de canon à l'ennemi et un butin très considérable ; enfin la victoire a été complète et l'ennemi mis tout à fait en déroute [1].

Nous sommes présentement cantonnés sur le pays ennemi, trois lieues de Bergues, six de Dunkerque et cinq de Furnes. Le bourg que nous habitons est totalement ruiné. Par le pillage que l'on y a commis, la moitié en est réduit en cendres et les habitants

1. La victoire de Houchard à Hondtschoote (6, 7 et 8 septembre) avait marqué la défaite des Anglo-Hanovriens du duc d'York et de Wallmoden. Sur la campagne de Hondtschoote et ses conséquences, cf. Chuquet, *Les guerres de la Révolution*, *Hondtschoote*, capitaine V. Dupuis, *La campagne de 1793 à l'armée du Nord et des Ardennes*, t. I, et lieutenant-colonel Lévi, *Les Français à Furnes* (1792-1794), extrait du tome LIII des Mémoires de la Société Dunkerquoise.

sont tous à la fuite, de façon que nous y sommes les maîtres.

Nous faisons de fréquentes découvertes dans les alentours de notre cantonnement ; nous avons quelques petits assauts, mais très rarement. Dernièrement, nous avons fait une découverte en avant, à trois lieues du cantonnement, et cela par ordre du général ; nous avons pris chevaux, poulains, vaches, moutons, cochons, enfin tous les bestiaux en général, et, d'après ces expéditions, l'on entre chez le paysan et, après avoir bien bouffé, bien bu son vin, l'on b... les particulières et l'on en emporte les couronnes et les esquellins. Voilà de la façon dont nous nous comportons chez messieurs les Impériaux ; ils font encore bien pire chez nous, ils agissent avec cruauté, au lieu que nous autres Français, toujours avec humanité.

Nous faisons ici des bombances éternelles : la viande y est en profusion et l'on y jette les gigots par la fenêtre ; le vin y coule, quoiqu'à trois livres la bouteille ; nous avons pris pour 2 700 livres de cuir, que nous avons vendu à Bergues au profit du bataillon.

Le bruit court que le Turc vient à grande force contre l'Empereur ; ainsi, si cela est, nous serons débarrassés de ce côté-là, vu que l'Empereur portera ses forces de l'autre côté. Je désire ardemment que cela soit et que cette paix, si longtemps désirée, arrive.

Je vous réitère encore une fois, mon cher frère,

de me donner de vos nouvelles ; aussitôt la présente reçue, donnez-moi, s'il vous plaît, un détail exact de ce qui se passe au pays. L'on dit que l'ennemi est aux environs de Saint-Quentin ; si cela était, ça serait bien malheureux pour notre famille.

Donnez-moi des nouvelles de mon père, ma sœur, mon frère Albert et toute la famille, que j'embrasse de tout mon cœur, principalement maman Catherine, que j'assure de mon respect ; donnez-moi des nouvelles de votre femme, de vos enfants, de Louison et du petit que j'embrasse.

Et je finis en vous embrassant du plus profond de mon cœur, et j'ai l'honneur d'être, mon très cher frère,

Votre très affectionné frère,

A. Demonchy,

Caporal-fourrier au 14e bataillon d'infanterie légère [1], compagnie Lachaud, avant-garde de l'armée du Nord [2].

1. Le 14e bataillon d'infanterie légère était commandé par les lieutenants-colonels Queissat et Hacquin. Le nom du capitaine commandant la compagnie du caporal-fourrier Demonchy doit s'écrire *Lachaux* (L. Hennet, *Etat militaire de la France pour l'année* 1793, p. 194). L'avant-garde de l'armée du Nord comprenait à cette date « 1.500 chevaux, 4.500 hommes de troupes légères et 3.000 chasseurs du Mont-Cassel, aux ordres du colonel Vandamme » (Foucart et Finot, *La défense nationale dans le Nord de* 1792 *à* 1802, t. II, p. 92).

2. Archives départementales du Nord, liasse 2.144 (copie communiquée par M. le lieutenant-colonel Lévi).

Au citoyen Jabouille, chirurgien-major, procureur de la commune à Pionsat, proche Montaigu-en-Combrailles, à Pionsat.

Maubeuge, le 20 octobre, l'an 2e de la République française, une et indivisible [1793].

Je viens seulement de recevoir votre lettre, mon cher père. Je profite du moment que j'ai pour vous répondre d'ici, où je couche une nuit. J'y suis venu chercher des souliers et chemises pour la division, et je pars demain à porte ouvrante. Je suis à sept lieues de Cadet[1], et je suis bien en peine pour souper. Je trouve du vin, mais point de pain. Cette ville, qui était entourée d'ennemis ces jours derniers, vient d'être débloquée[2]. Elle est dépourvue de tout; je viens d'y payer une once de tabac dix sols; jugez d'après cela s'il fait bon dans les auberges, et, malheureusement, j'ai un poste à y être toujours.

Quelques jours après vous avoir écrit ma dernière lettre, j'ai été promu lieutenant, et lieutenant de gendarmerie. C'est sûrement un fort joli poste, qui est fort tranquille et où l'on a presqu'aucune comptabilité ni responsabilité. L'on a sans doute cru que je

1. Son frère cadet.

2. A partir du 23 septembre 1793, Cobourg avait complètement investi la place de Maubeuge. Jourdan vint au secours de la place et après les combats glorieux de Wattignies, le 17 octobre, à deux heures de l'après-midi, il fit une entrée triomphale dans Maubeuge, aux côtés de Carnot.

serais trop à mon aise, et l'on m'a donné une autre besogne.

Je fais dans ce moment les fonctions de quartier-maître trésorier, celui qui l'est réellement étant tombé malade[1]. Cette marque de confiance de la part de la division est pour moi très flatteuse et je ne pouvais pas refuser d'accepter cet embarras qui me devient très coûteux : le malade devant toujours jouir de ses appointements, je ne peux pas en jouir d'autres que de ceux affectés à mon grade actuel, qui est de sept livres dix sols par jour.

A ma réception, j'ai fait des dépenses qui sont d'usage à la troupe. Je suis obligé de faire bien des emplettes. J'ai acheté un cheval six cents livres, je ne l'ai pas encore payé ; il est vieux, mais ils sont si chers qu'il m'est impossible de choisir. Je le fatigue beaucoup, mais il est fort et pourra me faire de l'usage. Il me faudra bientôt un manteau ciré. Je vous assure que j'ai besoin de me ménager, surtout si je ne veux pas toucher à la somme que j'ai à Paris.

Cadet est brigadier-fourrier; je l'ai laissé ce matin en bonne santé. Depuis quinze jours, on se bat nuit et jour sur toute cette frontière. Nous avons juré d'y rester ou d'en sortir l'ennemi. Nous l'avons déjà bien repoussé : il nous a laissé beaucoup de cadavres, aussi la terre tremble des coups de fusil et de canon.

1. Sur l'élection au grade de quartier-maître trésorier, cf. la lettre du lieutenant Michel publiée p. 6.

Comme quartier-maître, je ne suis plus qu'au trésor. Je n'ai plus l'avantage de voir l'ennemi. Cette place convient parfaitement à un capon. Faites toujours valoir ma demande d'adjudant-général : ma promotion d'officier ne nuira pas.

Bien des choses à Maymat de ma part. Il est porté pour mes intérêts et ne peut que m'être très utile.

J'ai un reproche terrible à vous faire, mon cher père, et cependant vous n'avez pas tort. Vous savez que, dans mon dernier séjour à Paris, je vous parlai mariage. Vous me le portâtes bien loin ; mon frère cadet ne disait pas tout à fait de même. Il me disait seulement que ma prétendue était encore trop jeune : elle avait quinze ans. Enfin je l'ai perdue, elle morte et si, comme vous vous l'imaginiez, j'eus consommé le mariage avant de chercher à l'épouser, elle serait encore en vie et j'aurais rendu à la société une aimable femme et une bonne mère. Oui, j'ai considérablement perdu. Figurez-vous une femme pleine de talents, de douceur, de beauté, parlant trois différentes langues et les écrivant de même, enfin dont l'éducation a plus coûté que n'ont vaillant toutes les filles de Pionsat. Je [ne] pleure pas facilement ; mais, si vous l'eussiez connue, vous sentiriez ma douleur et vous [ne] m'auriez pas fait l'injustice de croire que c'était une fille prostituée. Ces sortes de filles peuvent être parfois pour mes plaisirs, mais je n'en ferai jamais ma femme.

Je finis, je suis fatigué et vais me coucher. J'em-

brasse ma chère mère et mes sœurs et frère. Ayez soin de ma Berton (?) dans sa maladie ; qu'elle ne fasse pas comme Mademoiselle Gachot, qui aurait tant désiré la connaitre. Adieu,

JABOUILLE[1].

Comme nous n'avons point de résidence fixe, je vais vous donner mon adresse dont vous vous servirez jusqu'à ce que je vous en donne une de positive : Jabouille, officier dans la 34e division de gendarmerie, à l'avant-garde de l'armée du Nord, commandée par le général Fromentin. Sur l'adresse, quand vous m'écrirez, n'indiquez aucun endroit[2].

1. Antoine Jabouille était né le 29 mars 1764 à Pionsat. Il était le fils de Jacques Jabouille, chirurgien et procureur de la commune de Pionsat. Après avoir servi dans les armées de la République, il devint chef d'escadron de gendarmerie, chevalier de la Légion d'Honneur, à Liége (département de l'Ourthe). Il eut un fils, Edme-Thomas, né en 1796, qui fut officier dans la Jeune Garde. Mis en demi-solde à la chute de l'Empire, il reprit du service comme rengagé en 1820 et mourut capitaine-rapporteur du Conseil de guerre à Bordeaux (Maxime Mangerel, maire de Pionsat, *Le canton de Pionsat pendant la période révolutionnaire*, 1789-1800. Clermont-Ferrand, Delaunay, 1904).

2. Archives de M. Mangerel (lettre communiquée par M. le lieutenant Saint-Arroman).

1794-1795

[*A la famille du volontaire Brault*].

De Péronne, le 17 pluviôse 2e année de la République [5 février 1794].

... Le 5 de ce mois, nous avons quitté la ville de Dune-Libre, ci-devant Dunkerque, pour venir ici; nous avons été huit jours en route, pendant lesquels nous avons eu ou la pluie ou la neige sur le corps.

Je suis très content de n'être plus à Dune-Libre; nous ne pouvons pas trouver pire. J'espère que nous sommes ici pour un mois environ : il se prépare un coup de collier du côté de Valenciennes pour le mois prochain, et j'espère bien que nous aurons le plaisir d'être de la partie.

Je n'ai rien de nouveau à vous apprendre; tout est fort cher dans ce pays-ci par la trop grande affluence des hommes de la première réquisition; notre bataillon a été complété de ces derniers, et la force actuelle est de 1044 hommes. Tous les bataillons de même; jugez de la force de la République. Si cela ne suffit pas, nous avons ceux de la deuxième réquisition; jamais la République ne périra.

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

De Péronne, le 20 ventôse an 2e de la République [10 mars 1794].

Nous n'avons encore point eu d'ordres de partir d'ici,

et j'espère que nous resterons encore une quinzaine.

Nous sommes bien heureux d'avoir trouvé cette ville pour nous reposer un peu de nos fatigues et apprendre l'exercice à nos recrues ; ils seront, par là, bien capables de se montrer au feu. Nous ne leur donnons guère de relâche pour les instruire le plus promptement ; trois heures le matin et trois l'après-midi d'exercice empêchent que l'on ne s'ennuie.

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

De Péronne, le 7 floréal [26 avril 1794].

J'ai vu passer par ici la réquisition du district de Lassay[1]. J'en ai reconnu quelques-uns avec qui j'avais étudié et avec qui j'ai parlé. Ils me paraissent vraiment si brigands que j'avais honte de dire que ce fût mon département. Tous les jours on en reconduit de brigade en brigade à leur destination. Tous ces chiens-là que l'on conduit à coups de bâton ne sont jamais bons ; la plupart d'entre eux s'étaient mariés, pensant par là rester chez eux ; ils sont partis tout la même chose ; quand ils seront incorporés dans un ancien bataillon, on les tiendra bien, et ils n'oseront pas bouger ; pour que l'on puisse en faire quelque chose de bon il faut leur faire une unique occupation

1. Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Mayenne. Il s'agit de la réquisition des 300.000 hommes (décret de la Convention, du 24 février 1793).

de l'école militaire. Les nôtres, qui sont sûrement de bons Normands[1] (c'est tout dire), n'en cèdent en rien aux anciens pour les manœuvres, aussi nous nous sommes donné bien des mouvements et de peine...

BRAULT.

[*Sans adresse*].

Le 16 prairial, l'an deuxième, 1794, de la République française, une et indivisible [4 juin].

Mon très cher père et ma très chère mère,

Je vous écris ces deux mots pour m'informer de l'état de votre santé, ainsi que celle de mon cher oncle et ma chère tante ; à l'égard de la mienne, elle est fort bonne pour le présent ; je souhaite que la vôtre soit aussi bonne que la mienne.

Ma très chère mère, vous me pardonnerez si j'ai tant tardé à vous faire réponse de la lettre que vous m'avez envoyée à Metz. J'ai reçu les six livres que vous m'avez envoyées. Vous savez que je vous avais marqué que je voulais vous aller voir ; mais, ma chère mère, vous pouvez penser que ça ne vient pas de ma faute si je ne suis pas venu. Il nous a fallu partir avec les bataillons pour l'armée du Nord dont nous avons traversé toutes les Ardennes. Nous avons[2]...

1. Le 4e bataillon fut complété avec des réquisitionnaires de l'Eure.

2. Mot illisible. — Le volontaire Rouget appartenait à la 94e demi-brigade, qui faisait partie de la division

ce si grand Saint-Hubert, qui guérit de la rage. Le lendemain, au-dessus de la montagne de Saint-Hubert, nous nous sommes battus l'espace de huit heures de long[1]; après un grand feu, nous nous sommes

Championnet, à l'aile gauche de l'armée de la Moselle. En avril 1794, la division Championnet reçut, ainsi que d'autres corps de l'armée de la Moselle, l'ordre de marcher sur Arlon. La ville fut prise le 17 avril 1794, mais bientôt abandonnée aux Autrichiens (v. lettre publiée p. 39). La division Championnet se replia sur Longwy et cantonna aux environs du bois de Cuttry (1er mai 1794). Sur ces entrefaites, le Comité de Salut Public enjoignit à l'armée de la Moselle de se diriger sans retard sur Namur ou le pays de Liége avec 30.000 hommes. Sous la direction de Jourdan, les divisions Championnet, Lefebvre, Hatry et Morlot entrèrent dans Arlon le 21 mai, y laissèrent les troupes du général Hatry et arrivèrent le 23 mai à Neufchâteau, tandis que les Autrichiens se retiraient devant elles, sans combattre. En continuant sa marche vers le nord, Jourdan arriva à Marche-en-Famenne (27-29 mai), où il reçut de nouvelles instructions du Comité de Salut Public, lui ordonnant de prendre Dinant, Charleroi et Namur. Pour s'y conformer, il établit le 2 juin son quartier général à Stave, près de Dinant. La division Championnet bivouaquait sur les hauteurs situées au nord-est de Stave, lorsque le volontaire Rouget écrivit cette lettre (Commandant V. Dupuis, *Les opérations militaires sur la Sambre en* 1794).

1. Nous ne savons de quel engagement le volontaire Rouget veut parler. Lors du passage de l'armée de Jourdan à Saint-Hubert-en-Ardenne (25 mai 1794), les 2.000 Autrichiens qui gardaient le village prirent la fuite sans combattre (Commandant V. Dupuis, *op. cit.*, p. 241). Dans les *Souvenirs* du général Championnet, publiés par Maurice Faure, il est fait allusion à l'impétuosité des troupes qui repoussèrent l'ennemi à Neufchâteau, le 22 mai 1794, et contraignirent un « régiment d'infanterie à laisser ses fusils, sacs, munitions etc. » (*op. cit.*, p. 50). Le volontaire Rouget a peut-être songé à cet incident en écrivant sa lettre.

emparés de leurs retranchements à la baïonnette ; nous leur avons pris trente pièces de canon et [1]..., et nous avons fait beaucoup de prisonniers, et actuellement nous sommes à quatre lieues de Namur. Mais, auparavant de faire le siège de Namur [2], il faut que nous assiégions Charleroi, dont il y a cinq mille émigrés de France ; mais, ce qui nous console, la ville de Charleroi est bloquée, et, avant qu'il soit peu de temps, nous leur ferons danser la Carmagnole. Ils sont cernés de toutes parts. Leur armée est environ trente mille hommes : il faut qu'ils se battent ou qu'ils rendent leurs armes [3]. Ma chère mère, tous les enfants de la République se sont réunis ensemble ; ils sont tous triomphants dans leurs combats. Rien ne nous épouvante ; nous faisons mordre la poussière aux satellites et ses [4]... tyrans « nous alarme ».

Du Nord, 800.000 hommes [4]..... que la paix doit se faire, et, avant qu'il soit peu de temps, je vous donnerai des nouvelles plus intéressantes. Nous avons

1. Mot illisible.

2. La ville fut prise par Marceau le 16 juillet 1794.

3. Après des efforts réitérés pour traverser la Sambre, nos troupes parvinrent le 28 mai à s'établir sur les positions abandonnées par l'ennemi : le 29, elles commencèrent l'investissement de Charleroi, mais, le 2 juin, elles furent rejetées à nouveau sur la rive droite de la Sambre. L'arrivée de Jourdan, le 3 juin, ramena l'ordre et le succès : Charleroi fut complètement investie et se rendit le 25 juin, veille de la victoire de Fleurus (Commandant V. Dupuis, *op. cit.*, pp. 93-327).

4. Trois mots illisibles.

pris aussi Courtrai et, avec toute la garnison, fait prisonniers plus de quatre-vingts pièces de canon et trois cents émigrés, qui ont été hâchés par nos braves carabiniers, et nous espérons, avant qu'il soit peu, de voir la paix[1].

C'est alors que vous verrez votre fils couvert de lauriers et qui fera part de son triomphe à toute la famille. Si vous pouviez me dire si vous avez reçu votre pension et m'envoyer quelque chose pour me soulager du mauvais temps que j'endure. Nous sommes toujours couchés au bivouac. Vous savez que dans le Nord il n'y fait pas chaud.

Je vous prie de faire bien des compliments à mon cher oncle et à ma chère tante. Embrassez-les bien pour moi ; je me souviendrai toujours de leurs bienfaits, et, à mon retour, je ferai mon devoir comme un républicain doit faire. Bien des compliments à toute notre famille et à ma marraine et à ma tante et mon oncle, à mon cousin et à ma cousine.

Mon adresse : à la 94e demi-brigade, 3e bataillon, 5e compagnie, armée de la Moselle, dans le pays de Liége, parce que notre armée joint celle du Nord. Je

1. Au mois d'avril 1794, Pichegru avait résolu de tenter une diversion sur Courtrai et Menin pour briser l'union des coalisés. L'opération réussit et le 26 avril la division de Souham entrait dans Courtrai (Colonel Coutanceau, *La campagne de 1794 à l'armée du Nord*, 2e partie, *Opérations* t. II, p. 56-106). Les détails du volontaire Rouget sur le nombre d'hommes et de canons pris à Courtrai sont entièrement faux.

vous prie de me faire réponse tout de suite, sur-le-champ, et envoyez-moi un peu d'argent. S'il vous faut un autre certificat je vous en ferai passer un autre.

Je finis en vous embrassant de tout mon cœur ; pour la vie, votre fils,

Gabriel Rouget [1],
républicain.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Armée du Nord, du camp devant Ypres,
21 prairial an II [9 juin 1794].

... Jusqu'à présent nous n'avons fait qu'amuser ces Messieurs d'Ypres [2] ; demain, ils vont voir une autre danse ; nous allons, cette nuit, placer des batteries de 24 pour battre à boulets rouges ; il faudra absoment qu'ils se rendent ou nous allons réduire cette capitale de la West-Flandre. Ce sont des émigrés qui la défendent : ils ne se rendront qu'à la mort, ils savent très bien que leur compte serait juste...

... Au moment où je vous écris, voilà cinq mortiers de placés qui travaillent en républicains ; le feu est déjà dans les faubourgs. Les malheureux habitants

1. Le certificat de présence fait connaître que Gabriel Rouget servait « au 1er bataillon des soldats républicains du département de Saône-et-Loire », depuis le 9 juillet 1793. Le certificat est daté du camp de Sarrebrück le 9 octobre 1793.

2. Après la victoire de Tourcoing (18 mai 1794), Moreau avait investi Ypres le 4 juin. La place se rendit le 17 juin.

voudraient bien se rendre, mais les coquins d'émigrés sont les plus forts, et les forcent même de faire le service de la ville pendant qu'ils sont aux palissades ; ils forcent les passants de s'enrôler pour leur parti, il n'y a point de cruautés qu'ils n'exercent dans leur désespoir ; il n'y a plus que la mort qui puisse les arracher à une vie malheureuse dont personne n'a pitié ; aussi se battent-ils toujours jusqu'à la mort ; j'aurais bien du plaisir à en prendre un vivant pour le faire danser à mon aise.

BRAULT.

Au citoyen Clément de Ris, pour remettre à Jean Gagneux, vigneron, Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Du bivouac près Charleroi, le 10 messidor an III de la République française, une et impérissable [28 juin 1794][1].

Mon cher père, ma chère mère, je suis charmé

1. Cette lettre est datée par erreur de l'an III (1795) car elle a été écrite en l'an II (1794). Cette mauvaise notation est révélée, non seulement par le récit des événements rapportés au cours de cette lettre, mais par les seules données de l'adresse du volontaire. En effet, le 6e bataillon du Nord fut amalgamé le 20 décembre 1794 avec le 2e bataillon de Royal-Deux-Ponts pour former la 178e demi-brigade (Foucart et Finot, *La défense nationale dans le Nord de 1792 à 1802*, t. II, p. 725). Si cette lettre avait été réellement écrite en juin 1795, le volontaire Gagneux ne pourrait plus appeler, à cette date, son régiment : le 6e bataillon du Nord. De plus, depuis le 29 juin 1794, l'armée de Sambre-et-Meuse avait remplacé l'armée des Ardennes : en juin 1795, il ne pouvait être question d'envoyer une lettre à l'armée des Ardennes.

d'apprendre par votre dernière lettre que vous vous portez bien, ainsi que mon frère et ma sœur. Je souhaite que la présente vous trouve de même ; pour moi je me porte bien actuellement.

Nous sommes partis du fort la Montagne[1], le 27 prairial [15 juin], pour aller à l'armée où nous sommes. Charleroi a été pris le 7 messidor [25 juin] ; le 8, nous avons eu une attaque terrible[2] : l'ennemi, venant droit sur nous, attaque nos avant-postes à 2 heures du matin, avec 30.000 hommes contre notre division, forte de trois bataillons de ligne et deux bataillons de chasseurs. Nous nous sommes battus pendant plus de six heures d'horloge sans nous reposer. Nous avions une petite batterie de canons dans notre redoute, mais comme elle n'était point assez forte, nos canonniers aveuglés par les boulets et la mitraille durent abandonner la redoute. L'ennemi, voyant notre redoute abandonnée, cherche à la prendre, mais nous y revenons au pas de charge. Nous voilà dans les retranchements avec deux pièces de canon qui arrivent avec nous. L'ennemi, qui avait

1. Fort de Charlemont, dans la commune de Givet (Figuères, *Les noms révolutionnaires des communes de France*, p. 8).

2. Les détails qui suivent constituent une relation exacte, mais incomplète, des divers engagements qui marquèrent la grande victoire remportée à Fleurus, par Jourdan, sur les troupes de Cobourg. Sur les phases de la bataille, cf. Commandant V. Dupuis, *Les opérations militaires sur la Sambre en* 1794, pp. 327-385.

peut-être plus de 10 pièces de canon, les braque sur la redoute. Leur feu nous force de nouveau à abandonner la redoute, nous battons en retraite; poursuivis, nous faisons face à l'ennemi et le forçons à notre tour à battre en retraite, mais il nous arrête par sa forte cavalerie, qui intervient à ce moment et nous charge. Nous avons battu en retraite trois heures durant sans perdre beaucoup de monde. Cette retraite a été nécessitée par la lâcheté de deux ou trois escadrons, qui ont fui sans nous soutenir; sans cela nous n'aurions pas battu en retraite.

Mais cette retraite ne leur a pas été favorable, car l'armée de la Moselle les a repoussés plus de trois lieues et nous sommes revenus prendre notre ancienne position le soir même; nous y sommes encore. Nous avons fait trois mille cinq cents prisonniers.

Je finis en vous embrassant de tout mon cœur.

Votre fils,

Jean GAGNEUX.

Volontaire, 8e compagnie, 6e bataillon du Nord; Armée des Ardennes.

Je serai charmé de recevoir de vos nouvelles. Bien des choses à mon frère, à ma sœur; je leur souhaite une bonne santé. Je vous prie de me donner des nouvelles du pays. Comment tout se passe.

Au citoyen Bourgognon, faubourg des Marini, à la Porte-Neuve, Indrelibre[1] *(Indre).*

De la redoute de Clémancy[2], le 26 messidor an II [14 juillet 1794].

Mon cher père, ma très chère mère,

Je réponds à votre lettre, qui m'a fait un sensible plaisir. Toute la famille en général jouit d'une parfaite santé ; je souhaite que la présente vous trouve de même que la mienne et que celle de mes frères. Elles sont excellentes pour le moment. Mon frère m'a écrit du camp Saint-Gérad[3], près Namur ; il me marque qu'il se disposait à faire le siège de Namur et de Charleroi, tous deux ensemble[4]. Il me disait qu'il avait été blessé d'une balle au bras gauche à l'affaire de Fleurus, mais que ce n'était rien, qu'il était guéri.

1. Châteauroux.

2. Clémancy se trouve près de Carignan, ch. l. de c. de l'arr. de Sedan (Ardennes). — A partir du 3 juillet 1794, le 1er et le 2e bataillon de la 86e demi-brigade furent cantonnés à Carignan et aux environs. Le 19 juillet, le 3e bataillon les y rejoignit ; à ce moment, la 86e demi-brigade comprenait 91 officiers et 3.192 hommes (*Historique* manuscrit *du* 86e *régiment d'infanterie*, p. 31, Archives historiques de la Guerre).

3. Saint-Gérard, à 18 kilomètres de Namur.

4. A la suite de la victoire de Fleurus, qui ouvrait la Belgique à nos armées, Jourdan dirigea Kleber sur Louvain et Marceau sur Namur. Cette dernière ville fut rapidement prise par les Français, qui y entrèrent le 16 juillet. Sur cette conquête de la Belgique, cf. les lettres précédentes et Dumolin, *op. cit.*, t. I, pp. 251-257.

Son camarade de lit m'a donné de ses nouvelles. Le général leur a promis de les renvoyer au cantonnement près Carignan et, comme ils y étaient déjà avant, ils pourront s'y reposer avec leurs chevaux. Voilà un mois que nous sommes campés à la Redoute. Nous attendons le régiment de mon frère pour avancer sur le territoire ennemi. Nous ne sommes que quatre bataillons sans cavalerie, nous ne pouvons garder toutes les redoutes, nous espérons du renfort : 15 à 20.000 hommes venant de Vendée, avant de pénétrer sur le Luxembourg. Nous tenons les trois-quarts des Pays-Bas et la moitié de l'autre quart. Nous occupons Mons, Bruxelles, Tournai, Menin, Ostende, Courtrai, Ypres, Charleroi, Dinant et Namur. Landrecies, Valenciennes, le Quesnoy, Condé sont bloqués. L'ennemi a évacué Orchy, le Cateau, Saint-Amand, les ouvrages devant Bouchain. Ils ne resteront pas à présent sur notre territoire trois fois vingt-quatre heures ! Ils tremblent ces féroces esclaves ! Le tyran fuit du côté de sa capitale ! Cependant, il disait à ses soldats : « Courage, mes enfants ; dans peu, je vous donnerai la paix, nous irons prendre nos quartiers d'hiver à Paris ! » Il ne dit plus cela ! il se trouve assez content de rentrer chez lui comme un lâche qu'il est ainsi que ses soldats !

Grâce au ciel, la République triomphe et elle triomphera ! Plutôt mourir cent fois que de leur en céder un pouce ; notre cause est juste, nous la soutiendrons comme nous l'avons toujours soutenue jusqu'à la dernière goutte de notre sang !

Bien des compliments de mon frère et de moi, qui vous embrasse de tout cœur ainsi que toute la famille.

Votre fils,

Gabriel BOURGOGNON, dit SAINT-AMOUR.

Caporal à la 5e compagnie du 2e bataillon de la 86e demi-brigade, à la redoute de Clémancy, près Carignan. Armée des Ardennes [1]. Division Lebrun.

P.-S. — Je vous enverrai un certificat de civisme pour que vous puissiez toucher la pension que la République fait aux pères et mères de ses défenseurs [2].

Au citoyen Camus, maître-marchand, à Pionsat, par Montaigu-en-Combrailles, département du Puy-de-Dôme, à Pionsat.

D'Ypres, le 9 thermidor 1794 [27 juillet].

Cher père,

Je vous écris ces deux mots pour m'informer de l'état de votre santé ainsi que ma chère mère, de mes frères et sœurs. Pour moi, je me porte bien, grâce à Dieu. Je vous dirai, cher père, que nous faisons des conquêtes tous les jours. Nous battons les esclaves sans

1. Il convient de noter qu'à cette date le nom d'*armée des Ardennes* ne devait plus être employé. En effet, un décret de la Convention du 29 juin avait donné le nom d'*armée de Sambre-et-Meuse* à l'armée des Ardennes, à la gauche de l'armée de la Moselle et à la droite de l'armée du Nord.

2. Archives municipales de Châteauroux, H. 89-93/1, carton 24, 2e série.

relâche. Je vous apprendrai la prise de plusieurs villes de l'Empereur. Nous avons fait le siège d'Ypres, nous sommes entrés dedans tambours battants et mèche allumée [1]. Nous leur avons pris, en quinze jours, Mons, Tournay, Ypres, Bruges, Ostende, Nieuport, Furnes, Gand, Bruxelles. Nous leur avons pris en même temps près de vingt villes ; nous ne sommes pas contents, nous voulons les écharper tous et couper leur cou. Vive la République ! Nous ne périrons jamais.

Mon cher père, je vous prie de faire des compliments à tous nos amis ; je vous dirai que, depuis que je ne vous ai pas écrit, j'ai monté en grade : je suis premier lieutenant dans la 1re compagnie...

Je finis en vous embrassant de tout mon cœur,

Votre fils Camus, pour la vie,

Mon adresse : Camus, lieutenant au 6e bataillon des fédérés, à Ypres, en Brabant [2].

1. Le bombardement d'Ypres, défendue par une garnison de 6.000 hommes, avait commencé le 6 juin et s'était terminé le 17 par la reddition de la ville (Sur cette campagne de 1794 en Belgique, cf. le résumé de Dumolin, *op. cit.*, t. I, pp. 221-269).

2. Archives de Riom.

[*Sans adresse*].

Au camp proche Lierre[1], ce 10 thermidor, 2e année républicaine, une et impérissable [28 juillet 1794].

Mon cher frère et toute notre famille,

Je vous dirai, mon cher frère, que nous sommes aussi avancés sur le territoire ennemi que la campagne dernière. La République triomphe de toutes parts ; nos armées remportent tous les jours de nouvelles victoires ; nous sommes prêts à marcher sur le territoire de la Hollande. Nous espérons bien là d'aller faire le siège de Maëstricht[2], et j'espère qu'il (*sic*) sera bientôt au pouvoir de la République.

Je vais vous donner le détail des villes que nous avons prises sur le territoire ennemi depuis le 29 floréal [18 mai 1794] ; premièrement, la ville de Courtrai, la ville de Menin, la ville de Mons, la ville de Charleroi, la ville de Gand, la ville de Bruges, la ville d'Ostende, la ville d'Audenarde, la ville de Deinze, la ville de Malines, la ville de Namur, la ville de Tournay, la ville de Louvain, la ville d'Anvers et beaucoup que je ne sais pas le nom ; je ne vous donne pas le détail des forts villages[3]. Je ne

1. Lierre-en-Brabant, ch. l. de c. de la province d'Anvers.

2. Sur le siège de Maëstricht, cf. la lettre publiée p. 59.

3. Le 18 mai 1794, Souham, Moreau et Bonnaud avaient

peux pas savoir le nombre des pièces de canon et des prisonniers que nous leur avons pris. L'on fait nombre plus de 300 pièces de canon et 50.000 hommes, tant pris prisonniers que déserteurs, qui sont entrés en France. Je vous dirai que l'ennemi est en pleine déroute ; ils ne peuvent résister contre l'ardeur des soldats républicains. J'espère que bientôt nous irons les faire sauter le Rhin et nous le garderons à notre tour. Voilà tout ce que je puis vous marquer pour le présent.

CHANUT François [1].

Mon adresse est : au 4e bataillon de l'Yonne, 3e compagnie, 2e division, du général Bonnat [2], campée proche Lierre en Brabant [3].

défait les troupes coalisées auprès de Tourcoing. Ce premier succès, suivi bientôt de l'éclatante journée de Fleurus, ouvrit la Belgique à nos armées. Contrairement aux indications de François Chanut, Courtrai et Menin étaient au pouvoir de nos armées avant le 18 mai (26 avril et 1er mai 1794). Les autres villes énumérées furent bien prises entre le 18 mai et le 28 juillet 1794.

1. L'auteur de cette lettre avait trente-six ans et servait au 4e bataillon de l'Yonne depuis le 26 août 1792.

2. Il s'agit du général *Bonnaud* (1757-1797), qui se distingua dans les campagnes de Belgique, de Hollande, passa à l'armée de Sambre-et-Meuse et y fut mortellement blessé.

3. Archives départementales de l'Yonne.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Du camp de Bambecque, 12 thermidor,
2e année républicaine [30 juillet 1794].

... L'ennemi est toujours en pleine déroute et toujours forcé de nous abandonner des villes fortes qu'il n'a pas eu le temps d'approvisionner. Nous avons pris à Malines 200 prisonniers et poursuivi jusqu'à Anvers où ils ne se sont pas arrêtés, quoique cette ville fût bien fortifiée, mais dépourvue de toutes munitions ; ils ne pensaient jamais que les Carmagnoles fussent si loin.

Sans nous arrêter, nous continuons notre marche sur Maëstricht et Bréda ; les Hollandais pourront bien faire un peu de résistance, mais en se servant de notre méthode républicaine, c'est-à-dire au pas de charge, la baïonnette en avant, nous les forcerons enfin de passer le Rhin ; ce sera là, je pense, où nous hivernerons. Si l'armée du Nord ne cesse de remporter des victoires, elle n'a rien pour cela à reprocher aux autres armées de la République. Toutes également, chacune de leur côté, sont victorieuses et chassent l'ennemi avec la même intrépidité ; aussi avec quelle satisfaction n'ont-elles pas vu avoir bien mérité de la Patrie ! Comment ne pourrait-on pas être brave soldat d'une nation aussi généreuse et ne prendre pas plaisir de contribuer de toutes ses forces à sa défense ! Le sacrifice même de sa vie, qui est ce que nous avons de plus cher dans ce monde, ne coûte

rien pour une aussi belle cause ! La Patrie a été en grand danger ; ce n'était la faute que des traîtres et non pas de ses défenseurs ; une fois que leur tête a été le prix de leur trahison, l'on s'est aperçu qu'elle en serait bientôt délivrée.

Quels riches trésors ne va-t-elle pas tirer de tous ces pays où toutes les villes sont tributaires suivant leurs moyens, sans compter les grains que nous moissonnons, les bœufs et vaches que l'on met en réquisition pour nourrir l'armée. Du temps de l'infâme Dumouriez, les subsistances en tout genre sortaient de France ; c'était une preuve de trahison, parce qu'un pays conquis doit fournir à ses vainqueurs des vivres s'il y a possibilité, sans compter le numéraire qu'il faut qu'il verse dans ses coffres ; c'est toujours là un acompte que l'on tire sur les frais de la guerre qu'il faudra qu'ils payent.

Ces fiers Anglais, Hanovriens, ces Prussiens qui se vantent d'être les meilleurs soldats de l'Europe, et que l'on semblait même redouter l'année dernière, fuient en déroute devant ceux qu'ils appellent Carmagnoles. Ils disent, pour raison, que nous n'avons aucune tactique militaire et que ce n'est pas ainsi que l'on doit faire la guerre. Ils veulent sûrement nous reprocher que nous devrions être plus honnêtes quand nous prenons leurs villes ; c'est qu'ils veulent nous dire que nous les poursuivons trop fort et que nous ne leur donnons point de relâche ; que ce n'est pas comme cela que nous devrions agir. Lorsqu'on fait

la guerre de bonne foi, l'on doit ne rien ménager et toujours chercher à se surprendre, et c'est avec cette tactique républicaine que nous avons conquis la Belgique, le Palatinat, le Piémont, délivré Landrecies, et c'est avec cette méthode que Condé, Valenciennes, seront rendus à la France, et la garnison punie de sa résistance.

Le commandant de la place de Condé, après une sommation que si la garnison ne se rendait pas sous vingt-quatre heures, on n'en épargnerait pas un seul, ne put s'empêcher de dire après s'être rendu sur-le-champ : « *En vérité, je ne peux comprendre comment on peut faire la guerre de cette façon-là* ». Il est bien dur pour des hommes si orgueilleux d'obéir aux premières sommations des Républicains ; ils ont beau dire, ce sera notre manière républicaine qui nous fera vaincre, la seule connue des hommes libres qui ont juré de vaincre ou de mourir...

BRAULT.

Au citoyen Clément [de Ris], pour remettre au citoyen Jean Gagneux, Azay-sur-Cher, près Montlouis, Loches (Indre-et-Loire).

Du camp près Namur, le 15 thermidor an III de la République française [2 août 1794][1].

Mon cher père, ma chère mère, j'ai reçu votre lettre le 14 thermidor [1er août] en date du 30 mes-

1. Comme la lettre de Jean Gagneux publiée p. 155, cette lettre doit être datée de *1794* et non de *1795*.

sidor [18 juillet]; elle m'a fait bien plaisir d'apprendre que vous vous portez bien, ainsi que mon frère et ma sœur; je souhaite que la présente vous trouve de même. Je me porte bien. Depuis que je vous ai écrit j'ai pris part à bien des batailles! six victoires![1] Nous sommes arrivés sous les murs de Namur le 25 messidor [13 juillet]; après quelques jours de combat, l'ennemi a évacué la ville dans la nuit du 28 au 29 [16-17 juillet]; le lendemain matin, il a rendu les clefs de la ville; les 400 hommes de la garnison se sont couchés par terre à côté de leurs fusils : ils ont été faits prisonniers et conduits en France[2]. Nous avons traversé Namur sans nous arrêter et sommes allés camper à trois lieues plus loin. Nous y sommes depuis huit à dix jours dans un endroit entre les routes de Liége et de Luxembourg.

Huit citoyens de Namur ont signé la Constitution; on a démoli le grand château; on veut réduire Namur à rien. Liége est également prise actuellement, les citoyens de cette ville ont pris les armes et se sont battus comme de vrais républicains[3]. Nous en avons fait 600 prisonniers, mais les coquins en quittant la ville n'ont pu mettre le feu qu'à un faubourg. Ils ne

1. Jean Gagneux fait sans doute allusion aux succès de nos troupes, après la victoire de Fleurus, à Seneffe, Nivelles, Genappe, Braine l'Alleud et Soignies.

2. Marceau était entré dans Namur le 16 juillet et il n'avait fait que traverser la ville pour continuer sa route sur Huy.

3. Jourdan avait pris Liége le 27 juillet.

sont pas bien loin de la ville ; ils sont dans une position solide, mais nous tenons la citadelle.

Vous me demandez des nouvelles de Brédif, de Pesé, de Blondeaux ; je [ne] puis pas vous en donner, ni vous dire à quels hôpitaux ils sont, attendu qu'on les évacue souvent. Etienne Deletant est parti le 13 pour l'hôpital se faire soigner la gale. Donnez-moi des nouvelles de mon cousin Philippe Chotard, le numéro de son bataillon ; des nouvelles de Louis Pillaut, de son frère. Bien des compliments à tous mes parents, amis et camarades anciens, à qui je souhaite une bonne santé. Je n'ai pas besoin d'argent pour le présent et je vous prie de ne pas m'en envoyer avant que je ne vous en demande, vu que lorsque vous m'en annoncez sans mettre une lettre chargée, l'argent se trouve perdu.

Je finis en vous embrassant de tout mon cœur ; je désire vous revoir au plus tôt.

Votre obéissant fils,

Jean Gagneux,
Volontaire à la 8e compagnie, 6e bataillon du Nord, Armée des Ardennes.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Au bivouac de Kastel, le 4e jour des sans-culottides [20 septembre 1794] an 2e de la République.

Depuis que nous sommes à l'avant-garde, nos opérations militaires sont si fréquentes que, depuis près d'un mois que nous y sommes, j'ai bien de la

peine à trouver ce petit moment pour vous apprendre que je continue toujours de jouir de la meilleure santé et d'être le plus heureux des hommes, puisque l'ennemi ni le chagrin n'osent venir me troubler. C'est une maxime que je tiens de vous dès ma plus tendre jeunesse, d'être content de son sort, quelle que soit sa condition, et, comme je vous l'ai déjà dit plusieurs fois, sans vous je consentirais volontiers à mourir les armes à la main ; mais, après la Patrie, mes parents me sont les plus chers ; aussitôt que je serai quitte envers elle, je m'empresserai de voler dans vos bras et de vous témoigner la reconnaissance d'un fils instruit des principes de la Nation.

Depuis que nous sommes ici, nous avons eu deux affaires avec les Hollandais : la première, où notre commandant a reçu huit à dix coups de sabre [1] ; il est revenu présentement au corps, parfaitement guéri ; la deuxième à Rozendaël, proche Berg-op-Zoom, où 200 chasseurs ont fait brèche et pris beaucoup de prisonniers. Presque tous les jours, nous en prenons de prisonniers ; ces jours derniers, du côté de Bois-le-Duc, nous avons pris 1.500 prisonniers et huit pièces de canon ; dans peu, j'aurai de plus grands avantages à vous apprendre. Bréda est entièrement bloqué, et

1. Le commandant du 4e bataillon fut remplacé par Martin Goult, né à Mayenne le 30 octobre 1760, soldat pendant onze ans au régiment de Bresse, élu adjudant-major du 4e bataillon le 6 septembre 1792, commandant en second le 6 mars 1793, commandant en chef le 1er octobre 1793 (Contrôle du bataillon).

vous apprendrez en peu que l'armée du Nord prendra son quartier d'hiver en la Hollande...

L'armée a appris avec indignation la faction de Robespierre et complices. Quoique ce tyran eût gagné tous les cœurs, son projet fut cependant découvert; le génie de la France sera toujours clairvoyant, et saura toujours distinguer ceux que l'intérêt particulier guide, de ceux qui ne travaillent que pour le bien général. Suivant moi, je ne crois pas que l'armée en ait souffert; il serait bien malheureux pour des hommes qui se battent pour leur liberté de se sacrifier pour quelques hommes qui voudraient gouverner et nous faire insensiblement retomber dans l'esclavage. L'on a fait des recherches pour tâcher de découvrir de leurs partisans; il s'en est trouvé peu; c'est dans les armées où l'on ne trouve point d'esprit de parti et où la concorde règne.

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Armée du Nord. Au bivouac de Kastel, le 6 brumaire, 3e année républicaine [27 octobre 1794].

... Nous sommes toujours dans la même position, d'où je pressens que nous ne sortirons qu'après avoir pris Bréda, ou Berg-op-Zoom, ou quelqu'autre place importante, qui nous donne de notre côté une entrée dans la Hollande. Jour et nuit le canon ne cesse sur cette frontière, et tous les jours l'on se bat avec le

même succès ; j'en aurais trop de vous marquer les victoires remportées par les armées de la République. Vous devez les voir dans les Bulletins qui les détaillent mieux que je ne pourrais faire. La Patrie, en récompense, nous a envoyé une couronne de lauriers, le plus riche présent qu'elle pouvait nous faire. Nous la conservons comme un trésor ; nous ferons tous nos efforts pour la mériter, en continuant de marcher à la victoire au pas de charge.

Nous allons souvent fourrager jusque sous les murs de Berg-op-Zoom, où nous avons quelques prises avec l'ennemi ; dernièrement, ils avaient fait une sortie et, quoiqu'en plus grand nombre, nous les avons repoussés jusque dans Berg-op-Zoom et pris des prisonniers ; il ne se passe pas de jours que l'on en prenne en si grande quantité que l'on doit en être bien embarrassé en France. Les émigrés sont fusillés sur-le-champ ; j'en ai déjà vu fusiller plus de 400, qui avaient été pris à Bois-le-Duc, sans compter ceux que l'on a pris dans les villes de la Belgique. C'est toujours un des articles de la capitulation de ne faire jamais grâce à ces lâches qui ont abandonné leurs foyers pour se révolter contre leur Patrie...

... Je vais vous parler d'une cabane que nous avons faite, la plus belle de la division ; elle a trente pieds de long sur vingt-quatre de large, plus de cent vingt chevrons de la grosseur de la jambe autour à supporter la terre ; un lit de camp où il pourrait coucher vingt personnes, une cheminée en briques qu'un

maçon nous a faite avec un escalier pour y descendre. C'est une véritable maison où je voudrais passer l'hiver; elle nous a coûté six jours de travail entre six que nous sommes à l'habiter, savoir : Coulon, Lacroix, Rabarot, Lamotte l'aîné, Couillard et moi; une sapinière qui est proche de nous nous a fait entreprendre cet édifice. Si nous avions voulu la vendre, nous en avons refusé deux cents francs à notre cantinière...

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Armée du Nord, 3e division,
au bivouac de Haseldouck, sous Bréda,
15 frimaire [5 décembre 1794].

Nous avons quitté notre position de Kastetouch sous Berg-op-Zoom pour en occuper une autre devant Bréda. Tous les matins, nous allons à la découverte jusque sous les murs de cette ville, sans que les Hollandais osent venir nous attaquer; la désertion est si grande chez eux que si on leur faisait faire des sorties il y en aurait plus de la moitié à déserter. Sous peu de jours, le général en chef Pichegru doit venir visiter notre division; nous nous attendons qu'il va prendre ses dispositions et donner des ordres pour achever le blocus de Bréda; je ne sais si la saison nous permettra d'en faire le siège; ils nous ont envoyé une si grande quantité d'eau que nous avons été forcés de quitter pour prendre une plus haute position. L'on

nous assure que si l'hiver est trop rigoureux nous aurons du cantonnement dans les villages voisins ; si nous campions plus longtemps, il y aurait un tiers de l'armée à tomber malade. Tous les jours, il en sort de notre bataillon ; voilà plusieurs du pays, et il y a tant de malades aux hôpitaux qu'il est impossible que l'on y soit bien traité ; un homme, quelque malade qu'il soit, est quelquefois évacué de cinquante lieues d'hôpitaux en hôpitaux. L'on pourra peut-être faire attention que notre bataillon a toujours été aux avant-postes et le placer cet hiver en quelque village ; d'autres, qui ont toujours été à la colonne, viendront nous remplacer.

Jusqu'à présent j'ai toujours joui d'une bonne santé : le matin qu'il faut être levé à cinq heures, faire des patrouilles dans les brouillards, je fume ma pipe et bois un verre de genièvre ; c'est ma ration que la Nation me donne. Notre boisson ordinaire est de l'eau et du vinaigre ; l'on deviendrait hydropique si l'on buvait dans le pays de l'eau seule, car toute l'eau est marécageuse. Outre cela, je suis assez bien habillé ; dernièrement, j'ai acheté un pantalon ; j'ai une capote d'un bon drap de Louviers, qui vaudrait plus de cent-cinquante francs s'il m'eusse fallu l'acheter. Nous ne manquons jamais de bon pain et bonne viande, mais il ne faut pas trop manger : une livre et demie de pain, une demi-livre de viande ne suffisent pas à beaucoup, et j'ai vu vendre un pain de trois livres jusqu'à cent sols...

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Anvers le...[1] pluviôse, 3e année de la République [janvier ou février 1795].

Réjouissez-vous, mes chers parents, toute la Hollande est à nous ; je m'empresse de vous apprendre cette heureuse nouvelle ; l'armée hollandaise, qui naguère était de nos ennemis, fait le service avec nous[2]. Quel coup pour la République ! Il faut avouer que les glaces ont secondé le courage de l'armée du Nord. Voici un couplet à ce sujet :

Le vent, la neige et les frimas
Affligent nos braves soldats,
C'est ce qui nous désole (*bis*) ;
Mais, malgré le ciel en courroux,
Toute la Hollande est à nous,
C'est ce qui nous console (*bis*).

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Ypres, 8 ventôse, 3e année de la République [26 février 1795].

... Le 18 pluviôse, nous avons parti d'Anvers, et le 18 mars nous sommes arrivés ici ; je ne sais lorsque nous en sortirons. L'on dit ici que la division est destinée pour l'embarquement ; après avoir fait la guerre

1. La date manque.

2. Les Provinces-Unies, organisées en *République batave*, venaient de signer un traité d'alliance offensive et défensive avec la France.

sur terre, je ne serais pas fâché de la faire sur mer; il faut bien marcher où la République nous commande, mais pour rester longtemps ici, je désirerais beaucoup mieux être du côté d'Amsterdam ou autres villes remarquables de la Hollande...

BRAULT.

[*A la famille du volontaire Brault*].

Calais. 27 thermidor, 3e année de la République [14 août 1795].

... La Convention, convaincue que le militaire ne pouvait plus rien se procurer avec sa paye, lui a accordé deux sols par jour en numéraire; cette modique augmentation va le rendre un peu plus à l'aise; il pourra peut-être se procurer du pain, qu'il ne pouvait trouver pour des assignats; l'agiotage est tellement toléré ici que, sur plusieurs marchandises, ils ne valent pas deux liards par livre; je suis porté à croire qu'on veut en ôter la circulation.

Le télégraphe a annoncé la paix avec l'Empereur; nous n'aurions donc plus que l'Anglais à réduire; oh! qu'il me tarderait d'abaisser son orgueil! Si cela est, j'ai la douce espérance de vous revoir bientôt. Quel triomphe pour les vrais défenseurs de la Patrie, d'avoir rendu la France libre! Quel plaisir ils goûteront au sein de leurs parents en leur racontant ce qu'ils ont vu!... Le 21, j'ai été reçu sergent-major.

BRAULT.

1796-1798

Au citoyen Clément de Ris, résidant à Azay-sur-Cher, district de Tours, département d'Indre-et-Loire.

De Hooguezand [1], ce 4 floréal an IV
de la République française [23 avril 1796].

Citoyen et ami,

La présente est pour vous donner de mes nouvelles, en même temps pour m'informer de l'état de votre santé, ainsi que de celle de votre épouse et de toute la famille. Quant à la mienne va très bien. Citoyen et ami, si je ne vous ai pas écrit plus tôt, ce n'est pas de ma faute, je m'en vais vous en dire la raison : j'ai reçu votre lettre la veille que nous devions partir de Dusseldorf, qui est de l'autre côté du Rhin, où là nous sommes restés six semaines baraqués et allés travailler tous les jours aux retranchements ; de là, nous sommes partis pour le Brabant, pour faire payer l'emprunt forcé [2] ; après cela, nous sommes retournés en Hollande, de sorte que nous [?] une route à faire de deux cents lieues ; nous avons marché pendant quarante jours. Imaginez-vous qu'en arrivant à notre destination, nous étions bien fatigués. Le pays

1. *Hougezand*, près de Groningue (Hollande).

2. La Convention avait créé en 1793 un emprunt forcé d'un milliard sur les riches, qui fut transformé le 10 décembre 1795 en un emprunt forcé de 600 millions.

où nous sommes est très bon ; nous sommes dans la province de Groningue. Citoyen et ami, je pense toujours bien à vous; je vous saurai toute ma vie mille obligations, car je vous assure que c'est bien de l'honneur à moi de recevoir de vos chères nouvelles.

Vous dites que vous m'attendez pour prendre une ferme, hélas ! plût à Dieu que je n'y sois ! je le souhaite de tout mon cœur. L'on parle très fort que la paix est faite avec l'Empereur; je ne voudrais pas l'entendre dire, mais je voudrais que cela soit. Je ne désire et je n'espère qu'après une paix heureuse pour retourner dans nos foyers. Citoyen et ami, voilà tout ce que j'ai à vous marquer pour le présent, sinon que je veux toujours vos amitiés et la continuation de vos bontés, car, depuis que j'ai eu l'honneur de vous connaître, je n'ai pu m'empêcher que de bien vous regretter des fois. Bien des compliments de ma part à Françoise Gautron ; embrassez-la bien pour moi ; dites-lui que je pense toujours bien à elle et que mon cœur est toujours porté pour elle, car, si j'étais hirondelle, j'aurais bientôt fait de voler vers la chère amie que j'aime et qui doit faire un jour mon bonheur et l'unique espoir de ma consolation. Bien des compliment à votre femme, à vos enfants et à tous vos gens.

Je finis, citoyen et ami, en vous embrassant du plus profond de mon cœur, et en attendant de vos nouvelles,

J'ai l'honneur d'être et serai pour la vie votre ami,

Louis PILLAUT,

volontaire au 3e bataillon de la 164e demi-brigade [1]
7e compagnie, en garnison à Hooguezand,
province de Groningue, Hollande.

[*A la famille du volontaire Brault*].

De l'hôpital de Vilvoorde, le 1er messidor an 4e
de la République [19 juin 1796].

Mon cher père, ma chère mère,

Ce que je craignais tant m'est enfin arrivé : les fièvres ; je suis entré à l'hôpital de Gand [2], d'où l'on m'envoie ici, étant trop rempli par la quantité des malades qui y abondent tous les jours. La Rüe y est entré aussi quelque temps auparavant ; mais comme

1. La 164e demi-brigade avait pris une part glorieuse à la conquête de la Hollande en 1795, et un de ses bataillons avait été désigné pour aller ramener l'ordre en Brabant. C'est à Dordrecht que la 164e demi-brigade avait reçu son organisation véritable. Le 3e bataillon, auquel appartenait le volontaire Pillaut, avait été formé avec le 8e bataillon des volontaires de la Meurthe. La 164e demi-brigade prit le nom, le 29 février 1796, de 29e demi-brigade de ligne, mais on voit qu'au mois d'avril 1796, le volontaire Pillaut donnait encore à son régiment son ancien nom [*Historique* manuscrit *du* 29e *régiment d'infanterie* (Archives Historiques de la Guerre), pp. 51-67].

2. A la suite de la réorganisation des armées en 1796 par un décret du Directoire qui réduisait de 1027 à 729 le nombre des bataillons d'infanterie et les embrigadait à nouveau, Brault passa avec son grade de sergent-major au 1er bataillon de la 60e demi-brigade (compagnie des grenadiers), en garnison à Gand.

capitaine, il y est resté..... Si cela continue, un quart de l'armée va tomber malade ; nous sommes déjà plus de 600, et tous les jours il en arrive de toutes parts.

BRAULT[1].

1. A partir de cette époque jusqu'au 1er décembre 1801, les lettres du sergent Brault sont perdues. La 60e demi-brigade, après avoir tenu garnison dans les Pays-Bas jusqu'en février 1797, est rattachée à l'armée de Sambre-et-Meuse, puis est envoyée en octobre 1798 à Rotterdam et à La Haye. Elle compte ensuite à l'armée du Rhin, prend part en août 1799 au siège de Philippsbourg et revient en Batavie. Brault, qui a été nommé sous-lieutenant le 20 mai 1799, assiste à la bataille de Marengo. La 60e demi-brigade séjourne à Livourne, puis est envoyée à l'île d'Elbe en mai 1801, fait partie du corps de siège de Porto-Ferrajo et revient hiverner à Livourne. Brault parvient au grade de lieutenant.

La 60e demi-brigade réorganisée est inspectée en mai 1802 par le général Ernouf. Le lieutenant Brault s'est-il laissé amollir par les délices de cette Capoue que dut être Livourne, après les misères de l'île d'Elbe? Les notes qui lui furent données à cette époque permettent de le croire : « Brave et passablement instruit, mais mauvaise tête et adonné au jeu, paresseux » (Carton de la 60e demi-brigade, Archives de la Guerre). On ne reconnaît plus l'actif, l'enthousiaste, le discipliné volontaire que nous avons admiré. Le 21 janvier 1803, le 1er bataillon de la 60e demi-brigade s'embarque à Livourne à destination de Saint-Domingue, comptant dans ses cadres le lieutenant Brault comme officier-payeur. Ces troupes séjournèrent probablement dans un port de France : Brault n'arriva dans l'île que le 28 janvier 1804.

Près de six mois après, le 18 août 1804, Brault mourut à l'hôpital du Môle, peu de temps après avoir été promu capitaine. Son père n'apprit sa mort que deux ans plus tard, le 20 juillet 1806. Cf. p. 115, note 1.

Au citoyen Clément de Ris, cultivateur,
à Beauvais-sur-Cher[1], *près Tours* (*Indre-et-Loire*).

Camp de Gorssel[2], le 7 fructidor an IV
de la République française [24 août 1796].

Mon cher citoyen et ami,

Celle-ci est pour répondre à la vôtre que j'ai reçue en apprenant que vous jouissiez d'une parfaite santé, ainsi que votre femme et toute votre famille. Quant à la mienne va très bien, Dieu merci; je souhaite de tout mon cœur que la présente vous trouve de même. Cher ami, vous me marquez que vous étiez inquiet de moi; je peux vous en dire la même chose, car vous devez connaître mon caractère; il n'a pas changé depuis ce temps; j'ai toujours suivi les braves conseils que vous m'avez donnés tout le temps que j'ai été chez vous. Soyez persuadé, cher ami, que si le moment m'avait permis de vous écrire je l'aurais fait du meilleur de mon cœur. Cher ami, je trouve le temps assez long de ne pas vous voir; il me semble que depuis quelque temps je suis en un autre monde. Il est vrai qu'il est bien malheureux pour moi de me voir dans l'état où je suis, car je commence bien à m'y ennuyer, car si vous saviez comme l'on y est, vous vous y déplairiez aussi bien que moi.

Plût à Dieu que le moment auquel j'aspire arrive

1. Beauvais, commune de Tauxigny, c. et arr. de Loches (Indre-et-Loire).

2. Gorsell, entre Deventer et Zutphen.

bien vite! mais c'est que, je ne le vois pas venir souvent. Hélas! que je me croirai heureux de vous voir et de vous entendre! Il me semble que je reviendrai au monde; il faut espérer que cela viendra un jour; hélas! que je me trouverai changé! Tenez, vous me croirez si vous voulez, le métier de soldat est tout à fait un métier de fainéant; il faudrait que je sois réduit à rien pour y rester. Pour le nouveau, nous sommes toujours campé; l'on parle que l'armée d'Italie remporte tous les jours des victoires[1]; voilà tout ce que j'ai à vous marquer pour le moment.

Quant à mon adorable Fanquette[2], faites-lui mille compliments de ma part; embrassez-la mille et mille fois pour moi: dites-lui de ma part que le désir que j'ai de la voir est trop grand, mon amitié redouble de jour en jour pour elle. Je l'estime trop pour l'abandonner; je l'aime et l'aimerai jusqu'à la mort; elle doit connaître mes sentiments et ma façon de parler, ils seront toujours les mêmes à son égard; mon adorable Fanquette, je ne vous le cache pas, de toutes les filles au monde il n'y en a point que j'aime mieux et pour qui j'aie tant d'attachement; mon cœur ne fait que gémir et soupirer; encore si j'étais invisible, je saurais ce qui se passe dans le cœur de celle qui doit

1. Au mois d'août 1796, la lutte de Bonaparte et de Wurmser battait son plein : Bonaparte triomphait à Castiglione, investissait Mantoue et mettait les Autrichiens en fuite.

2. Françoise Gautron. Cf. la lettre publiée p. 176.

faire un jour le bonheur et l'unique espoir de ma consolation. Encore si j'avais le bonheur de vous voir et de vous posséder, aimable Fanquette! hélas! que je serais content et heureux de voir unir mon cœur et le vôtre par une amitié tendre et fidèle! Si le moment, mon aimable Fanquette, me permettait de vous en dire davantage, je vous en dirais plus, mais ce sera pour une autre occasion. Adieu, aimable Fanquette, portez-vous toujours bien et me croyez toujours pour la vie votre ami inséparable,

Louis PILLAUT.

Bien des compliments de ma part à mes deux frères, embrassez-les pour moi; bien des choses à votre famille, enfin à tous ceux qui vous parleront de moi. Je finis, citoyen et ami, ainsi que votre femme en vous embrassant du plus profond de mon cœur, en attendant toujours le plaisir de vous revoir et celui d'avoir de vos aimables nouvelles.

J'ai l'honneur d'être et serai pour la vie votre très humble et très obéissant serviteur,

Louis PILLAUT,
volontaire au 3e bataillon, 29e demi-brigade,
7e compagnie, au camp de Gorssel.
entre Deventer et Zutphen en Hollande.
Armée du Nord, Deventer.

Bien des compliments de ma part au citoyen Charette, mon cousin; dites-lui que je ne sais pour quelle raison il ne me répond point; voilà cinq lettres que je lui ai écrites sans avoir de réponse.

Au citoyen Clément de Ris, cultivateur, à Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Cantonnement de Herwen [1], près Nimègue,
le 30 pluviôse an V de la République française
[18 février 1797].

Citoyen et ami,

La présente est pour vous donner de mes nouvelles en même temps pour m'informer de l'état de votre santé, ainsi que de celle de votre épouse et de mon aimable Fanquette, laquelle j'ai toujours dans la pensée. Vous croyez peut-être, citoyen, que je n'ai pas voulu vous rendre réponse ; je vous assure que ce n'est pas de ma faute, et je m'en vais vous dire la raison. Comme nous étions partis dans le temps que j'ai reçu votre lettre et que nous étions campés, j'ai reçu de vos aimables nouvelles au camp de Mulheim [2] ; nous sommes venus au secours de l'armée de Sambre-et-Meuse [3] ; nous marchions le jour et la nuit ; l'on

1. *Herveld.*

2. Peut-être Mühlheim, sur la Moselle, à côté de Bernkastel.

3. Faute d'indications chronologiques précises, il est difficile d'établir à quel moment et dans quelles conditions le volontaire Pillaut marcha avec son régiment au secours de l'armée de Sambre-et-Meuse. L'expédition qu'il retrace a eu lieu pendant l'été (« a peine pouvait-on marcher de la chaleur qu'il faisait »). Nous supposons que la 29e demi-brigade a secouru l'armée de Sambre-et-Meuse après l'échec partiel que cette dernière avait subi au mois de juin 1796.

était accablé de fatigue, à peine pouvait-on marcher de la chaleur qu'il faisait ; je vous aurais écrit plus tôt, mais au moment où j'allais mettre la plume à la main, nous recevions les ordres pour partir ; nous n'étions pas un jour dans un endroit que le lendemain il fallait partir pour l'autre, et comme l'on parlait très fort que nous allions retourner en Hollande, j'ai attendu que nous soyions arrivés à notre destination, et comme nous avons un instant de repos, je profite de ce moment si doux pour vous donner de mes nouvelles. Nous sommes arrivés voilà huit jours ; nous sommes cantonnés dans les villages jusqu'à nouvel ordre ; nous sommes assez bien ; je ne vous dirai rien de nouveau si ce n'est que quand nous avons quitté Dusseldorf il partait beaucoup de troupes pour l'armée d'Italie. Je suis persuadé, citoyen et ami, que vous ne serez point fâché de moi, de ce que je vous ai fait attendre si longtemps, je vous fais voir que ce n'est pas de ma faute. Je pense toujours à vous ; hélas! que je serais heureux si j'avais le bonheur de retourner auprès de vous! car, suivant toute apparence, je n'irai pas encore de si tôt. Sur la première que vous m'écrirez vous me marquerez ce qui se passe au pays. Bien des compliments à toute votre famille, embrassez-les tous pour moi ; enfin à tous ceux qui demanderont après moi. Je finis, citoyen et ami, en vous embrassant du profond de mon cœur et en attendant de vos nouvelles le plus tôt possible.

Je suis et serai pour la vie votre concitoyen et ami,

Louis PILLAUT.

Quant à mon aimable Fanquette, faites-lui bien mes compliments ; embrassez-la mille et mille fois pour moi ; dites-lui bien que je pense toujours bien à elle, enfin que de toutes les filles du monde, il n'y en aurait que j'aime mieux et pour qui j'aie tant d'attachement. Hélas ! que le moment heureux auquel j'aspire n'arrive-t-il bientôt ! je ne redouble mon courage qu'après ce moment. Hélas ! dites-lui que j'ai toujours son nom gravé dans mon cœur et qu'elle ne sera jamais oubliée de moi ; oui, ma chère Fanquette, mes sentiments et ma façon de penser seront toujours les mêmes à votre égard, ils ne changeront qu'à la mort; encore, si j'étais invisible, je saurais ce qui se passe dans votre cœur ; peut-on être aussi malheureux d'être éloigné de l'objet que j'aime et qui doit un jour, comme je l'espère, faire mon bonheur et l'unique espoir de ma consolation.

Adieu, ma chère Fanquette, j'ai les larmes aux yeux ; je ne veux vous en dire davantage, ce sera pour la première occasion ; adieu mille et mille fois, je vous souhaite une bonne santé. Je suis et serai pour la vie votre ami inséparable,

Louis PILLAUT.

Au citoyen Clément de Ris, cultivateur, résidant à Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Armée du Nord, Dusseldorf, ce 6 septembre 1797
an V de la République française.

Citoyen et ami,

C'est pour répondre à la vôtre que j'ai reçue, qui m'a fait un sensible plaisir en apprenant que vous jouissez d'une parfaite santé ; quant à la mienne va très bien, je souhaite de tout mon cœur que la présente vous trouve de même. Vous me marquez qu'il y a plusieurs mois que les préliminaires de la paix sont signés [1] ; quoiqu'ils fussent signés, l'on ne parle pas beaucoup de donner des congés ou permissions, mais il faut espérer que cela viendra peut-être ; il est temps que cela vienne bien vite, car je commence à me dégoûter dans l'art militaire ; je prends patience, je fais comme bien des autres. Cher ami, j'ai appris avec chagrin la perte que vous veniez d'essuyer. Il faut vous consoler ; je sais que cela n'arrange pas, mais il faut espérer que vous ferez une bonne moisson qui vous récompensera de tout ; je le souhaite de tout mon cœur. Citoyen et ami, je pense toujours à vous ainsi qu'à votre famille ; je voudrais être auprès de vous ; je serais plus content que d'être où je suis ; non, je ne vous le cache pas, j'aimerais mieux gratter

1. Les préliminaires de la paix avec l'Autriche avaient été signés à Leoben le 18 avril 1797.

la terre avec mes doigts plutôt que de rester dans le métier militaire, car il fait meilleur travailler et être son maître plutôt que d'être mené comme l'on est. Pour à l'égard de mon aimable Fanquette, faites-lui mille et mille compliments pour moi; embrassez-la bien tendrement; dites-lui que je pense toujours bien à elle; oui, chère Fanquette, je vous serai toujours fidèle; mes sentiments ni ma façon de parler ne changeront jamais à votre égard, je tiens trop à votre aimable personne pour vous abandonner; prenez patience, ma chère amie, vous me reverrez avant qu'il soit peu; pour lors, nous pourrons nous parler entre quatre yeux : mon amitié pour vous redouble de jour en jour ; oui, chère amie, je ne vous abandonnerai qu'à la mort ; soyez persuadée de ma constance et de ma fidélité ; adieu, chère amie, je vous souhaite une bonne santé et ne vous ennuyez pas. De plus, citoyen et ami, vous me marquez qu'il y a des récompenses pour tous ceux qui sont restés fidèles à leur drapeau ; je crois que la récompense que nous aurons sera jeune; pour moi, je ne leur demande rien qu'ils ne me laissent aller et qu'ils me donnent la liberté ; c'est ce que je leur demande. Bien des compliments à mon frère Pierre. Cormier lui en fait pareillement ; bien des compliments à mes frères et sœurs, à tous mes parents, enfin à tous ceux qui vous parleront de moi ; bien des compliments à mon cousin Charette, embrassez-le bien pour moi, dites-lui qu'il m'envoye une douzaine de francs, car j'en ai

grand besoin, je suis dénué de tout. Vous lui direz qu'il m'obligera infiniment. Bien des compliments au citoyen Vincendeau et à Marie Gagneux ; assurez-les de mes respects ; bien des compliments de ma part à votre femme, à toute votre famille ; j'attends de vos nouvelles le plus tôt possible, vous me ferez toujours plaisir.

Je finis, citoyen et ami, en vous embrassant du profond de mon cœur, sans oublier mon aimable Fanquette,

Je suis et serai pour la vie votre concitoyen et ami,

Louis PILLAUT,
volontaire.

J'oubliais de vous dire que j'étais de retour au bataillon à Dusseldorf, voilà deux mois que je suis revenu.

Adresse : citoyen Louis Pillaut, volontaire au 3e bataillon de la 29e demi-brigade, 7e compagnie, 1re division, armée du Nord, Dusseldorf.

Au citoyen Clément de Ris, Beauvais-sur-Cher, par Tours (Indre-et-Loire). A remettre à Jean Pillaut. Pressé.

Hôpital de Saint-Amand[1], 2 messidor an VI de la République française, une et indivisible [20 juin 1798].

Cher frère et chère sœur,

Celle-ci est pour faire réponse à la vôtre en date

1. Saint-Amand-les-Eaux, ch. l. de c. de l'arr. de Valenciennes (Nord).

du 5 pluviôse dernier [24 janvier 1798], qui m'a fait un sensible plaisir d'apprendre que tu jouis d'une bonne santé ; c'est ce qui fait l'objet de mes désirs à votre égard Mais, quant à moi, je vous dirai que si j'ai tant tardé à vous faire réponse, il n'y a rien de ma faute. Je vous dirai, j'ai eu une grosse maladie et c'est ce qui a été l'auteur que j'ai été si longtemps à vous répondre ; mais je vous dirai que cela va un peu mieux à présent ; mais je vous prie de m'envoyer de l'argent sans faute, parce que je suis dans une indigence sans pareille ; aussi j'espère que vous m'obligerez à cet égard, parce que lorsque l'on est à l'hôpital sans argent, on est bien mal à son aise, et comme vous le voyez par la présente je suis encore à l'hôpital de Saint-Amand. Vous n'ignorez pas que la présente lettre vous apprend que je suis audit hôpital pour me rétablir. Ainsi j'espère, cher frère, que vous m'obligerez à cet égard et que vous me ferez réponse sur-le-champ ; c'est que j'attends avec impatience. Vous aurez la bonté d'assurer de mes respects le citoyen Clément et son épouse et toute sa famille. Je leur souhaite à tous une bonne santé. Voilà ce qui fait l'objet de mes désirs à leur égard, ainsi qu'à tous leurs parents et amis, etc... Vous aurez la bonté de faire mes compliments au père Gautron, à la mère ; je leur souhaite une bonne santé et pas oublier ma chère Fanquette aimée, que je brûle dans cette ardeur de la revoir, ma très chère amie ; hélas ! grand Dieu donnez cette paix générale qui ferait la consola-

tion de tant de pères et mères! Quelle consolation pour moi si je pouvais avoir le bonheur de resserrer dans mes bras ce qui fait l'objet de mes désirs, celle qui est digne de l'objet de l'estime de mon cœur, désirs qui m'occupent journellement jusqu'à ce que je sois auprès de ce qui est le seul objet de mes désirs. Je désire avec une grande ardeur recevoir de vos chères nouvelles, et je suis dans une grande impatience à l'égard de la réception de vos chères nouvelles. Je vous prie de dire à ma chère amie Fanquette de m'écrire une lettre aussitôt la réception de la présente; oui, mon cœur est sans cesse occupé de vous.

Vous aurez la bonté de faire mes compliments à tous mes frères et sœurs et parents et amis, à tous ceux qui s'occupent de moi et camarades, etc...

Mais vous direz à bonne amie Fanquette qu'elle m'écrive une lettre tout aussitôt la réception de la présente parce que je brûle d'ardeur de recevoir de ses chères nouvelles, ainsi que de ses père et mère, frères et sœurs. Ma très chère amie, je vous prie de prendre patience; il faut espérer que l'Etre suprême mettra fin à toutes ces hostilités afin que je puisse avoir le bonheur de vous revoir.

Adieu, ma très chère amie, en attendant le plaisir de vous revoir. Je finis, mon cher frère, ma chère sœur, en vous souhaitant une bonne santé en attendant le plaisir de vous revoir. Adresse : citoyen Louis Pillaut, volontaire, 7e compagnie du 3e bataillon,

29e demi-brigade, hôpital de Saint-Amand près Valenciennes.

Louis PILLAUT, votre frère.

Au citoyen Clément de Ris, Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Hôpital militaire de Saint-Amand,
eaux thermales et minérales de Saint-Amand,
25 messidor an VI de la République française,
une, indivisible [13 juillet 1798].

Vivre libre ou mourir!
La liberté ou la dernière goutte de notre sang!

Mon cher citoyen,

Celle-ci est pour faire réponse à la vôtre que j'ai reçue en date du 14 messidor [2 juillet]. Par la réception de la présente, j'apprends que vous avez reçu ma lettre du courant du mois de messidor, de l'hospice de Saint-Amand, datée du 2 du présent mois, adressée à mon frère Jean, et ce qui me fait un sensible plaisir c'est que vous l'ayez communiquée à mon frère sur-le-champ.

Citoyen, je vous remercie mille et mille fois des services que vous m'avez rendus et que vous me rendez tous les jours et ainsi que ceux que vous m'offrez journellement. A mon retour, non jamais je ne serai capable de vous payer de reconnaissance de tous les services que vous m'offrez, mais enfin je ferai tout mon possible et toutes mes forces pour vous remercier de tous les services que vous m'avez

rendus et de tous ceux que vous m'offrez journellement.

Vous dites que vous apprîtes avec peine que j'étais malade, mais je vous dirai que cela va un peu mieux à présent et j'espère que par la suite je recouvrirai un bon rétablissement avec le temps. Vous me marquez que vous avez envoyé chercher mon frère chez Romain Charette pour lui demander de l'argent pour moi et que sa femme est venue vous apporter 24 livres, que vous m'avez envoyées. Je les ai reçues il y a deux jours à la poste de Saint-Amand. J'ai les 24 livres en 4 pièces de 6 livres, et j'en ai trouvé la reconnaissance dans la présente, jointe à ma lettre. Je suis bien charmé que mon frère et toute sa famille soient en parfaite santé. Je leur souhaite une bonne continuation et mille amitiés, ainsi qu'à Charette. Je suis bien content que mes vignes soient belles et promettent une abondante récolte ; je suis bien content que frère Pierre ait une bonne santé, mais à l'égard du certificat que j'avais demandé, je pense qu'il est à la compagnie à présent, mais que le temps n'est pas favorable pour avoir des congés actuellement.

Je sais bien qu'il est trop critique pour le présent alors que les Anglais menacent nos côtes et celles de Hollande [1]. On ne les craint pas beaucoup à présent,

1. Depuis la victoire de la flotte anglaise à Wyck-am-See (11 octobre 1797) sur la flotte hollandaise, les Anglais songeaient à un débarquement en Hollande qu'ils n'al-

surtout sur terre ; oui, je sais qu'on ne diminuera pas notre armée du Nord, oui, certes, ils se souviennent bien de quelle manière ils ont été reçus à Ostende [1], oui, certainement, on les recevra partout de même où ils oseront débarquer !

Aussi, citoyen. vous me dites que cet hiver vous espérez avoir le plaisir de me voir ; oui, certes, je l'espère bien de même avoir ce bonheur ! Quel jour de joie pour moi si je puis avoir ce grand bonheur ! oui, vous devez aussi savoir toute la joie que j'éprouverai à vous revoir. Oui, citoyen, soyez bien persuadé, je désire avec la plus vive ardeur de vous revoir pour vous rendre mes respects et tous mes hommages, ainsi qu'à Madame votre épouse. Non, je ne serai jamais capable de vous remercier de tous les services que vous m'avez rendus jusqu'aujourd'hui et ainsi que ceux que vous m'offrez encore par la suite, et je vous remercie mille et mille fois des bontés que vous avez eues pour moi et ainsi que celles que vous voulez

laient effectuer que deux ans plus tard (septembre-octobre 1799).

1. Le 19 mai 1798, une flotte anglaise avait opéré un débarquement près d'Ostende, à 4 lieues de Bruges, pour provoquer une insurrection dans la West-Flandre. L'énergie de Keller, commandant de la place de Bruges, et le courage des Ostendais contraignirent les Anglais à se rembarquer promptement, mais ceux-ci abandonnèrent aux troupes franco-belges 1.500 prisonniers ainsi que des canons, des munitions et des embarcations (J. Delhaize, *La domination française en Belgique*, t. III, pp. 311-315).

me prodiguer par la suite des temps si l'Etre suprême nous accorde des jours. Vous me dites que vous emploierez tous vos soins pour me consoler de la perfidie de Fanquette Gautron, dont vous me marquez qu'elle a épousé, il y a 6 semaines, un nommé Jamain de la Champaigne et dont vous dites que c'est un pauvre sujet et dont vous dites que vous êtes persuadé qu'elle s'en repentira. Mais je souhaite que l'Etre suprême donne à cette ingrate la force de supporter toutes les adversités qu'il pourra lui arriver dans son alliance et qu'elle les supporte avec patience tant terrestre que spirituelle et ainsi la même chose à l'égard de son époux, et qu'ils passent des jours tranquilles. Voilà ce que je souhaite à cette ingrate fille, que ses promesses sont vaines et dont l'expérience l'a fait connaître, et ainsi en conséquence de cela je vous remercie bien mille et mille fois de tous les efforts que vous avez faits pour détourner cette alliance et je vous sais les mêmes obligations comme si elle n'était pas mariée. Au reste, puisque c'est une ingrate, elle ne mérite plus que l'on parle d'elle. Voudrez bien vous persuader que je l'oublie pour toujours ; oui, j'oublie une fille aussi légère et aussi ingrate pour avoir manqué à tout ce qu'elle m'avait promis ; que quand la paix générale me rendra ma liberté, oui, certes, je n'ignore pas que lorsque je pourrai recouvrir ma liberté, je ne manquerai de retrouver un cœur plus fidèle et plus digne de mon estime que cela. Vous me dites que si je suis tou-

jours décidé à reprendre l'état respectable de cultivateur, vous serez toujours aussi bien empressé à me donner une métairie, à m'aider en tout votre pouvoir, même à m'y établir, et que vous êtes également porté par la sincère amitié que vous avez pour moi ; oui, citoyen, j'ai été fidèle à rester courageusement attaché à mon drapeau, et il est bien vrai que tant d'autres l'ont lâchement abandonné.

Mais, hélas! quelle triste nouvelle que j'apprends tout aussitôt que j'ai eu fait la lecture de ma lettre! hélas! mon cher ami, mon cœur très sensible pour un ami se déchire lorsque j'apprends qu'il leur arrive quelqu'adversité, cela m'afflige beaucoup; mais hélas! cher ami, si la nouvelle que vous m'apprenez est triste pour moi et m'affecte un peu parce que je pensais avoir affaire à une personne plus fidèle à ses promesses, soyez persuadé que ma douleur n'est en rien comparable à la vôtre, vous qui avez perdu une demoiselle que j'estimais tant. Des larmes perlent à mes yeux, des larmes très amères ont coulé avec abondance pour une créature que j'estimais et respectais. Cette chère demoiselle Clémentine! Sans doute je n'ignore pas qu'une mère et un père, qui aiment aussi tendrement que vous leurs enfants, ne pourront oublier un enfant aussi aimable que cette chère Clémentine! Oui, lorsque je l'appris, cette triste nouvelle me fit bien vite oublier cette ingrate pour prendre part à vos larmes. Adressez mille compliments à cette pauvre mère, et je vous prie de vous

consoler un peu car c'est une épreuve à qui personne ne peut se soustraire tôt ou tard !

Je vous remercie infiniment, je suis persuadé de la sincérité et de la fidélité de votre tendre et inviolable attachement pour moi. Soyez persuadé des mêmes à votre égard ainsi qu'à Madame votre épouse, à vos fils. Je vous embrasse de tout mon cœur en attendant le bonheur de vous revoir,

Louis Pillaut.

Ayez la bonté d'assurer de mes respects tous mes frères et sœurs, tous mes parents, et faites-moi réponse au reçu de la présente.

Adresse : citoyen Pillaut, soldat dans la 7e compagnie du 3e bataillon, 29e demi-brigade d'infanterie de ligne. Hôpital de Saint-Amand. Armée du Nord.

A L'ARMÉE DES ALPES

(1794).

—

Au citoyen Astaix, maître-cordier, demeurant dans le faubourg de Mozat, à Riom, département du Puy-de-Dôme.

De la Grande-Croix, le 27 floréal, l'an IIe de la République française, une, indivisible et démocratique [16 mai 1794][1].

Mon très cher père,

... Courons vite à ce qui vous fera plaisir. Le Mont-Cenis est pris[2]; oui, nous l'avons pris ce mont for-

1. Sur la campagne de 1794 dans les Alpes et en particulier sur les événements auxquels cette lettre fait allusion, cf. Dumolin, *op. cit.*, t. I, pp. 276-283 et *Croquis*, fascicule III ; Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution* 1794-1796, pp. 78-141. La Grande-Croix se trouve entre le grand et le petit Mont-Cenis ; les Piémontais y avaient installé leurs réserves sous les ordres du marquis de Saint-Georges.

2. La prise du Mont-Cenis eut lieu le 14 mai 1794, sous la direction de Badelaune ; deux attaques précédentes en avril 1794 avaient été malheureuses. Un croquis publié à la fin de l'ouvrage de Krebs et Moris (*Le Mont-Cenis* de 1793 a 1796) facilitera l'intelligence des opérations militaires. Le rapport de Badelaune au général Dumas, publié par Krebs et Moris (pièces justif., n° 24, p. 255), ne signale ni munitions ni provisions prises à l'ennemi, mais les édi-

midable, disait-on, sans perte de monde; je veux dire que nous n'avons pas perdu, je comprends les blessés, en tout vingt personnes. Nous leur avons pris vingt-six pièces de canon, sans celles que nous trouverons couchées dans les neiges, quantité de fusils et fusils de remparts, magasins de blé, riz, lard, pain, magasins à poudre et onze à douze cents prisonniers ou déserteurs. Nous les avons poursuivis baïonnette en avant jusqu'à deux lieues du fort La Brunette; mais, crainte de surprise, nous avons demeuré là pour attendre que l'armée de Briançon ait pris le fort d'Exilles [1], ce qui nous facilitera le passage de façon qu'avant qu'il soit peu nous serons à Turin [2], ce qui ne nous sera pas bien difficile, quoiqu'on dise qu'il était impossible d'y pénétrer; mais rien n'est difficile pour des Français libres. Voici, mon très cher père, la vérité de ce que j'ai vu; vous pouvez le sou-

teurs de ce document ont dû trouver dans d'autres textes la confirmation des faits avancés par le volontaire Astaix car ils signalent (*op. cit.*, p. 108) que « plus de 500 prisonniers, des canons, des munitions, des magasins de toute espèce constituaient les trophées de cette victoire ». Nous voilà bien loin des 1.100 ou 1.200 prisonniers mentionnés par Astaix.

1. Sur les forts d'Exilles et de La Brunette, qui gardaient la route de Briançon à Turin, cf. Krebs et Moris, *op. cit.*, p. 79, n° 1.

2. Les sentiments qu'expriment ici le volontaire Astaix paraissent avoir été ceux de toute l'armée à en juger par une lettre du 4 juin 1794, adressée au Comité de Salut Public par les représentants en mission à l'armée des Alpes (Krebs et Moris, *op. cit.*, pièces justific., pp. 261-262).

tenir à ces malveillants, qui, quelquefois, voudraient contredire.

Nous sommes fatigués de bivouaquer sur le sommet de ces montagnes et dans les neiges. Mais nous ne pouvons pas faire autrement. Je m'arrête parce que le temps me manque. Je vous prie donc de dire bien des choses de ma part à mon grand-père Peyrard, voisins, voisines, parents et amis. Chantez hardiment avec eux : « Ça ira », et nous, nous allons voir de faire encore une fois danser les marmottes.

Adieu, mon très cher père, adieu ; embrassez bien pour moi ma très chère mère et ma sœur. Adressez toujours mes lettres à Termignon jusqu'à nouvel ordre.

Je vous dirai que Debos, le fils du boulanger de Layat, a déserté.

Votre fils,

ASTAIX [1].

A la citoyenne veuve Paderno, rue de Chazeron, à Riom, en Auvergne.

De Modane, ce 10 prairial l'an second de la République française, une, indivisible et imperissable [29 mai 1794].

Ma mère,

Je ne sais pourquoi vous ne me faites point réponse à ce que je vous avais demandé. Vous me demandez

1. Servait depuis le 13 mai 1793. Archives de la ville de Riom.

de vous donner de mes nouvelles le plus souvent que je pourrai ; vous ne devez point ignorer que je n'ai rien dans le monde de plus cher que vous, et que je me hâte de savoir s'il vous est parvenu plusieurs lettres que je vous ai fait part, sans en avoir de connaissance et aucune réponse de ce que je me proposais de faire.

Vous me dites que mon frère demande que je lui donne de mes nouvelles et que je lui envoie mon adresse. Il se moque de moi. Il croit que c'est comme lui qui est dans sa chambre à caresser sa femme. Triple bombe ! s'il a tant envie de m'écrire, il peut m'écrire quand il voudra au champ de bataille, au champ d'honneur, à Modane, près le Mont-Cenis : voilà mon adresse !

Et s'il ignore que ça n'est pas, il peut prendre un fusil, et qu'il vienne, je lui donnerai du pain et de l'ouvrage au fort de La Brunette, car, pour le fort d'Exilles [1], on est après à l'assiéger ; on a commencé au 8 prairial, et il faut qu'il vienne dans le sac comme les autres. Ça été juré : vaincre ou mourir !

En attendant la prise du fort de La Brunette et celui d'Exilles, qui nous empêchent d'aller à Turin, je vous en prie pour que la bataille soit complète, je vous prie de m'envoyer des papiers qui consistent à votre consentement pour que j'achète une femme

1. Sur les détails des opérations militaires auxquelles cette lettre fait allusion, cf. la lettre précédente.

parce qu'elles ne sont pas bien chères ; elles sont au maximum et je veux en acheter une. Un gendarme ne peut pas se passer de cuisinière ; elle fera la soupe en moins de temps que je ferai courir nos marmottes du roi sarde[1] ; soi-disant qu'il est mort, que le chagrin l'a tué, le bougre ; le diable ait son âme ! tant de mal qu'il nous donne ! Je ne puis point l'assurer au juste, mais je le saurai avant peu, parce que nous ne sommes pas loin de Turin, de 10 à 12 lieues au plus.

Revenons à mes papiers. Je vous prie de me les envoyer le plus tôt possible avant que nous allions à Turin, car ça ne tardera pas, et qu'un autre ne me souffle pas la personne avec qui je dois me marier et la prendre dans ses bons moments pour se marier à la sans-culotte, parce qu'elle croit encore aux prêtres, et moi je ne suis guère de cet avis. J'aime bien le plus tôt fait, et justement je suis très aimé avec les autorités constituées. Ça sera bientôt fait, et *Vive la République !*

Je vous prie de faire attention de ne pas mettre votre diable de terme de cocher ni domestique. Mon père était commerçant ; il commerçait sur le blé et le vin ; eh bien ! qu'on mette commerçant sur ce qu'on voudra. Je vous prie de ne pas l'oublier. D'ailleurs, ça sent l'ancien régime, ça n'est point de saison. Le temps est passé !

1. Il s'agit du roi de Sardaigne Victor-Amédée III, qui ne mourut à Turin que le 16 octobre 1796.

Je vous envoie dix livres pour payer les frais de ce que ça coûtera, et vous me ferez passer une demi-feuille de papier marqué. Pour que vous ne soyez pas étonnée de la personne que je prends, c'est la fille du ci-devant Trois roy, aubergiste [1]...

Elle est passablement gentille, à peu près comme la Boitin; elle a tout pour me plaire, je suis content, elle aussi, tout va très bien. Elle vous fait bien des compliments, en attendant qu'elle s'acquitte de son devoir.

Rien d'autre pour le présent. Je suis, en attendant votre réponse, votre affectionné fils,

PADERNO,
gendarme, Modane-en-Maurienne.

Bien des choses de ma part à tous nos bons et bonnes amis. Bouchon fait bien des compliments à toute sa famille, ainsi qu'à vous ; il se porte bien ; il part pour Briançon, pour le fort d'Exilles, ainsi que Bravar [2].

[*Sans adresse*].

Au camp de Viogena [3], le 25 floréal de l'an II de la République une et indivisible [14 mai 1794].

Ma chère mère,

Nous voici arrivés après bien des fatigues au lieu

1. Quatre mots illisibles.

2. Bouchon et Bravard sont des volontaires de la ville de Riom.

3. Le camp de Viogena doit être identifié avec la loca-

de notre destination, non point à Nice, mais à trente lieues de là dans les montagnes du Piémont à la barbe de l'ennemi ; on nous a incorporés dans un bataillon qui n'avait plus qu'une centaines d'hommes ; mon adresse est : au citoyen Combaud, 1re compagnie du second bataillon de la 99e demi-brigade[1]. Je n'avais pas emporté beaucoup d'effets et cependant je me suis vu obligé d'en vendre beaucoup. Voici ceux dont

lité de Viozene. On remarque que la forme de ce nom de lieu varie d'une lettre à l'autre du volontaire Combaud (cf. pp. 204 et 219). Cette même incertitude touchant cette localité se retrouve dans les documents officiels contemporains. Dans l'état des forces et de la position de la division de droite de l'armée d'Italie du 7 au 17 août 1794 (Archives historiques de la Guerre, Armée des Alpes et d'Italie, situations), ce cantonnement porte le nom de *Viozena* ; dans un état analogue du 5 septembre (*ibid.*), il porte le nom de *Viogene*.

1. La 99e demi-brigade à laquelle appartenait le fusilier Combaud fut constituée le 25 novembre 1793 par la réunion du 1er bataillon du 50e de ligne, des 4e et 9e bataillons des volontaires des Bouches-du Rhône, et placée sous le commandement du chef de brigade Lafons. Au mois d'avril (16-18), elle prit part à la prise d'Oneglia et de Garessio. Ses bataillons furent ensuite disséminés dans des cantonnements entre Garessio, Loano et Ponte di Nava (*Historique* manuscrit *du 99e regiment d'Infanterie* (Archives Historiques de la Guerre, pp. 20-24). Le plan de la campagne de 1794, à laquelle le volontaire prit part, avait été préparé par Bonaparte, général d'artillerie. Sur les projets d'invasion du Piémont, en unissant les forces de l'armée d'Italie et de l'armée des Alpes, ainsi que sur le détail des hostilités, on lira avec profit : Capitaine Colin, *L'éducation militaire de Napoléon*, pp. 217-352 ; Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes*, 1794-1796, et surtout capitaine Fabry, *La campagne de 1794 en Italie*, t. I.

je me suis défait et leur prix : ma veste nanquin 5 l., deux paires de bas de la nation 6 l., une mauvaise chemise toute déchirée, un mouchoir de nez, une paire de bas coupé, un bonnet de laine 4 l. Tous ces effets sont donnés presque pour rien et cependant l'on trouvait qu'ils étaient assez bien vendus. J'aurais gardé tout le reste, mais comme nous devons faire la guerre dans des montagnes inaccessibles, j'ai encore lavé mon havresac d'une calotte de la nation toute délabrée 8 l., d'une chemise 6 l., et l'une de mes paires de bas 7 l. ; il ne me reste plus rien, mais ces ventes étaient nécessaires...

COMBAUD fils, cadet.

[*Sans adresse*].

Armée d'Italie, au camp de vieux Gênes [1].

Le 5 prairial de l'an II de la République française, une et indivisible [24 mai 1794].

Mon adresse est toujours la même : au citoyen Combaud, volontaire dans la 1re compagnie du 2e bataillon de la 99e demi brigade, par Nice, à l'armée d'Italie.

Ma chère mère,

Je vous avais écris du même camp une lettre dans laquelle je ne faisais que vous donner mon adresse

1. Vieux Gênes : Viozena.

avec quelques légers détails sur ma situation ; les circonstances exigeaient cette brièveté ; mais maintenant je puis m'étendre plus au long : je date ma lettre du camp de vieux Gênes ; vous vous figurez aussitôt un camp en règle avec des tentes ; point du tout : ce ne sont que quelques chétives cabanes de pauvres paysans piémontais où les soldats sont couchés les uns sur les autres. Je suis vraiment étonné comment mes yeux ne sont pas malades : imaginez-vous que la baraque dans laquelle nous sommes logés depuis une dizaine de jours est construite avec de la paille à travers laquelle on voit le jour ; nous n'avons point de porte, de sorte que le vent y pénètre en toute liberté ; notez qu'elle est exposée au nord, qui est le vent qui souffle le plus régulièrement dans ces contrées. Nous sommes actuellement dans le mois de juin, et peut-être êtes-vous incommodés de la grande chaleur ; quant à nous, nous souffrons de toutes les rigueurs de l'hiver : le matin il fait beau temps, le soir il pleut, il vente, il neige, de sorte que nous avons bien de la peine à nous réchauffer n'ayant d'autre matelas que de la paille coupée et d'autre couverture que nos habits que nous n'avons point dépouillés depuis que nous sommes ici. Cependant je suis toujours assez gai, assez content et je me porterais assez bien si une maudite maladie ne s'était point introduite parmi nous : tous les soldats du bataillon ont passé par le flux de sang, et plusieurs même ont été obligés d'aller à l'hôpital, entr'autres Goree et Dumontet, qui ont été incommodés presque

tout le long de la route ; quant à moi, je n'ai eu qu'une diarrhée peu violente depuis environ quatre ou cinq jours, mais qui m'a ôté mes forces et mon appétit ; je commence néanmoins à me rétablir, je sens la faim renaître, et ça ira ! Je crois que ces sortes de maladies ont été occasionnées d'abord par le manque de vin, qui est très difficile à transporter dans ces montagne, par la vivacité de l'air et de l'eau, qui a sa source dans la fonte des neiges dont nous sommes environnés, et par la mauvaise nourriture, car nous n'avons que notre étape et quelque peu de fromage et de vin que nous achetons bien cher et que des marchands apportent de quatre ou cinq lieues. Vous jugez que nous ne pouvons pas faire grande dépense ; aussi n'ai-je pas dépensé un liard depuis que je suis dans ces gueuses de montagnes. Ne vous plaignez plus désormais de la cherté des vivres, vous êtes dans l'abondance en comparaison des autres pays : le vin vaut ici 35,40 s. la bouteille, le pain 15 ou 20 s. la livre, le fromage 3 l. 10 s., le beurre 3 l., et n'en a pas qui veut ; récriez-vous ensuite sur la disette et la cherté des denrées. Je ne vous ai point encore parlé de mes occupations, les voici : depuis que nous sommes ici, nous faisons régulièrement quatre ou cinq heures d'exercices par jour ; nous montons la garde tous les trois jours dans les gorges, sur la cime des montagnes, exposés au vent, à la pluie, à la neige, sans aucun abri, à deux lieues des Piémontais ; je pense que nous ne tarderons pas à aller au feu ; nous

allons quitter ces montagnes et descendre dans la plaine où il faudra mettre en usage toutes les manœuvres et ruses militaires; nous n'attendons plus que de la cavalerie pour marcher, si nous le pouvons, droit à Turin. Je ne sais pas si les affaires vont bien du côté du Nord, mais elles sont en assez bon état de ces côtés. Vous n'ignorez pas la prise du fort Saour[1], qui s'est faite sans beaucoup de perte; le fort de Sève[2] est assiégé; on s'est emparé du camp qui lui servait de défense avec 7 ou 800 prisonniers. De ce fort à la plaine, il n'y a plus qu'un pas. Du côté de l'Espagne, les succès ne sont pas moins brillants : un adjudant-général a écrit au bataillon que l'armée espagnole avait été vaincue et taillée en pièces, et qu'on avait mis le siège devant Barcelone; il finit par dire que ces succès amèneront une paix avantageuse à la fin de la campagne et un retour heureux dans nos foyers[3]. Je souhaite, ma chère

1. Nous ne savons pas quelle localité le volontaire Combaud entend désigner sous ce nom. Son habitude de traduire librement en français les noms de lieux italiens rend toute identification singulièrement malaisée. Peut-être Combaud fait-il allusion à *Saorgio*, dont le château s'était rendu à Dumerbion le 28 avril 1794.

2. S'agit-il de la forteresse de *Ceva*, position stratégique importante, ou de *Serra*, localité peu distante de Quarzina?

3. Aux armées des Pyrénées-Occidentales et Orientales, la situation était généralement bonne aux mois d'avril et de mai 1794. A l'armée des Pyrénées-Orientales, en particulier, Dugommier, qui avait succédé au vaillant Dagobert, mort le 18 avril 1794 (Chuquet, *Le général Dago-*

mère, que ces nouvelles soient réelles et ne soient point seulement des motifs d'encouragement...

Nous avons eu des jeunes gens qui ont eu le bonheur de rester en arrière ; les deux Barces et quelques autres ont été mis en réquisition à Nice pour y travailler jusqu'à la fin de la guerre ; les Boirri, Sardier, Rouger et quelques autres sont dans une boulangerie à Oneille[1] ; les Boirri comme chefs de la boulangerie ont double étape et de plus 4 l. par jour, les autres 5 l. Je me trouve assez bien associé ; nous sommes de la 1re compagnie, Chassaigne, Bordaire, Chassaing, Attiret, Verin, Boisson, Faucon, Sirgen, Laverchère, Ducroux et quelques autres jeunes gens assez tranquilles, les anciens de la compagnie ne le sont pas moins.

Votre fils,

COMBAUD, cadet.

[*Sans adresse*].

Armée d'Italie. Au camp de Carline[2], le 13 messidor de l'an II de la République une et indivisible [1er juillet 1794].

Ma très chère mère,

J'avais promis dans ma dernière lettre de ne plus

bert, 1736-1794, p. 412), avait vaincu à diverses reprises les Espagnols, qui évacuèrent Saint-Elme, Port-Vendres et Collioure (23-29 mai) (Dumolin, *op. cit.*, t. I, pp. 283-287).

1. Oneglia.

2. Le camp de *Carline* était peut-être situé sur les hauteurs de *Quarzina*, localité voisine de Viozena.

vous écrire de quelque temps, et je crois vous avoir tenu parole ; aussi n'ai-je eu que rarement le plaisir de recevoir de vos nouvelles, ce qui est cependant l'unique consolation que j'aie dans ce pays. Maintenant que vous savez mon adresse, vous pouvez m'écrire quand vous le jugerez à propos ; les lettres me parviendront en quelque endroit que je sois. Venons maintenant à notre situation actuelle.

Vous savez que nous étions campés à Viogena ; nous avons changé de position depuis environ trois semaines, nous nous sommes avancés d'une lieue et demie et nous avons remplacé un autre bataillon, de sorte que nous nous trouvons à garder le poste le plus proche de l'ennemi. A Viogena, nous étions logés dans de chétives cabanes piémontaises ; ici, c'est bien pis : il nous a fallu les deux premières nuits bivouaquer au mauvais temps ; nous nous sommes ensuite associés sept ou huit camarades et nous avons travaillé à la fabrication d'une baraque ; jugez quel était notre embarras, n'ayant avec nous aucune personne du métier ; notez ensuite qu'il nous fallait aller chercher très loin les matériaux qui étaient en la paille et les branchages ; cependant, au bout de quelques jours, nous nous sommes trouvés passablement à l'abri de la pluie et du vent ; les huit ou neuf qui habitent ce chétif logement sont d'abord Gorce, qui ne fait que revenir de l'hôpital et qui est d'autant plus malheureux qu'il n'est pas encore bien rétabli et qu'il lui faut s'accoutumer à un métier auquel les anciens eux-

mêmes sont encore nouveaux, La Verchère, Ducroit, Boisson, Faucon, Bordaire, Chassaigne, Léger et moi. Chassaigne était avec nous, mais ayant été nommé caporal fourrier de la compagnie, il s'est vu obligé de nous abandonner pour loger avec les officiers et les sous-officiers.

On dit ordinairement que le métier de soldat est un métier de paresseux ; je ne sais pas ce qu'il est en temps de paix, mais en temps de guerre on n'y manque pas d'occupations. On nous fait d'abord faire quatre ou cinq heures d'exercices par jour, éclaircir notre fusil tous les deux ou trois jours, ce qui est, ainsi que l'exercice, très long, très ennuyant et très fatiguant. Nous sommes ensuite obligés de nous trouver à l'appel à chaque instant. Mais ce qui est le plus désagréable et ce qui altère le plus notre santé, c'est de monter la garde tous les deux jours, dans des gorges, sur des montagnes, au milieu de la neige, exposés à la pluie et aux vents, qui sont continuels dans ces climats. Je ne peux vraiment concevoir comment nos corps peuvent y résister ; mais si nous avons le bonheur de revoir nos foyers, je crois que nous passerons une vieillesse douloureuse. Quoiqu'il en soit, telle est la volonté de Dieu, il faut s'y résigner et prendre son mal en patience jusqu'à ce qu'on voie une fin ; je puis vous protester qu'il n'est personne ici qui ne la désire vivement. Ce n'est pas tout, il nous faut aller souvent à la découverte de l'ennemi, à deux ou trois lieues du camp, gravir des montagnes cou-

vertes d'un pied de neige, le fusil, la giberne chargée d'une cinquantaine de cartouches et le sac sur le dos ; il y a des moments où lorsque nous sommes en train à monter, harassés de fatigue, de soif et de sueur, je désirerais qu'un coup de fusil vienne terminer ma malheureuse carrière ; mais, vous le savez, une seule idée me retient. Je ne vous ferai point le détail de toutes les autres corvées ; je vous le répète, ce qui les rend le plus pénibles, c'est la pluie, la neige, la grêle et le vent, qui viennent nous rendre visite tous les jours. Vous me saurez peut-être mauvais gré de m'être ainsi dégonflé, mais c'est pour ainsi dire malgré moi ; un malheureux trouve de la consolation à faire le récit de sa misère ; pardonnez-moi, ma chère mère, les larmes que je vous ferai verser ; détournons nos yeux de dessus ce tableau.

Vous m'aviez mandé que mon frère était à Grasse ; je pense qu'il a délogé et qu'il est maintenant au fort de Saour[1] ; il est vraiment heureux d'être dans la cavalerie ; jamais elle ne campera dans ces gueuses de montagnes, ce ne sera que dans la plaine qu'elle pourra agir et encore ne sera-t-elle jamais ni aussi exposée ni aussi mal que l'infanterie. S'il vous a écrit, donnez-moi de ses nouvelles ; je désire bien en savoir et je ne le puis par lui-même, ne connaissant point son adresse.

D'après ce que je vous avais écrit sur la cherté et

1. Voir *supra* p. 207, note 1.

la rareté des vivres, vous devez penser, ma chère mère, que ces montagnes ont donné la courante à nos portefeuilles, comme elles l'avaient donnée à nos corps. Je ne puis que vous faire la répétition de ce que je vous ai déjà dit, le vin vaut 30 s. la bouteille, et il est impossible de s'en passer ici à moins que l'on ne veuille attraper le flux de sang ; une livre de mauvais fromage, qui ne vaut pas trois quarts de chez nous, 40 s., la livre du beurre 3 l. : voilà les seuls mets que nous ayons pour nous ragoûter ; il nous est venu quelquefois des cerises et des poires à 10 s. ou 15 s. la livre ; mais leur cherté a fait que je n'en ai acheté que pour m'en rappeler le goût. Il est impossible de se tenir à l'étape, une livre et demie de pain par jour ; le matin à dix heures, la soupe faite avec du riz ou des fèves toujours mal cuites et un petit morceau de viande, que je ne puis mâcher et que l'on garde si l'on veut pour le souper ; voilà tout, point de vin, si ce n'est un petit verre d'eau-de-vie lorsqu'on monte la garde et dont je laisse toujours la moitié à ceux qui l'aiment. Quels repas auprès de ceux que je faisais à Riom ! que je regrette mes pommes de terre frites ou fricassées ! Cependant pour peu que l'on veuille s'écarter, on fait des dépenses énormes ; il faut bien pourtant un morceau de fromage dans la journée, une soupe de beurre à souper et parfois quelque chopine de vin ; ce n'est pas là ce qu'on appelle riboter, néanmoins cet ordinaire me mène à 20 ou 25 s. de dépense par jour...

Les assignats à face royale de 50 l. ne passent ici qu'à 5 l. de perte ; je m'en trouve deux...

. . Je n'ai jamais fait monter ma garde comme bien d'autres à 3 l., 4 l., mais lorsqu'il faisait trop mauvais temps, ne voulant point rester deux heures immobile, à la neige et à la pluie, j'ai donné jusqu'à 20 s., 25 s. pour faire ma faction...

... Il est arrivé un accident à Attiret, mon camarade de lit, accident qui heureusement n'aura pas eu de suite, comme je l'espère. Étant de garde ensemble sur un rocher, le sergent voulut s'amuser à faire rouler une pierre énorme au bas de la côte ; Attiret s'y trouvait malheureusement, et la pierre dans ses bonds effroyables le heurta au-dessus du pied et le renversa par terre. Si elle l'eut attrapé par le milieu du corps, il est sûr qu'elle le coupait en deux. On le transporta dans les cabanes, où le sergent-major, qui a été chirurgien, déclara qu'il n'y avait aucun danger. Il lui donna un billet d'hôpital, et il doit être maintenant à Oneille ou à Nice, beaucoup plus heureux que nous...

Quoique notre situation soit très malheureuse à cause de la position de l'armée dans ces montagnes, cependant les affaires ne laissent pas que d'être dans le meilleur état ; on fait tous les jours les plus grands préparatifs ; on se dispose à attaquer le fort de Sève, et si les plans ne sont point manqués, je crois que l'armée des Alpes réunie à celle du Piémont vont donner dans Turin une belle danse au roi des mar-

mottes[1] ; il y a cependant impossibilité à la paix cette campagne-ci, le feu est trop ardent, et je vois bien qu'il nous faudra passer notre quartier d'hiver dans ces pays. Nous pourrons tout au plus revoir nos foyers la campagne suivante, et Dieu veuille que nous lui survivions.

Votre respectueux fils,

COMBAUD, cadet.

[*Sans adresse*].

De Carline, le 9 thermidor, 2e année républicaine [27 juillet 1794].

Ma chère mère,

Depuis que nous sommes campés, nous n'avons plus cette commodité que donne une ville où il y a une poste. Là, aussitôt notre lettre écrite, nous étions à même de la faire partir sur-le-champ ; mais ici, éloignés de la moindre bicoque de quatre ou cinq lieues, il nous faut attendre que quelqu'un parte pour Garessieux[2], ou pour Oneille, ou pour Nice...

La cherté des vivres est toujours la même, comme vous le voyez ; et, qui plus est, par un ordre du général, nous ne pouvons plus maintenant avoir d'autre pain que celui de l'étape ; je ne sais si l'on veut en faire provision pour la plaine, mais il est

1. Allusion aux marmottes que les Piémontais et les Savoyards exhibaient dans les villes françaises au XVIIIe siècle.

2. *Garessieux* désigne *Garessio*, dans la vallée du Tanaro.

défendu d'en porter au camp : gare à ceux qui auront trop bon appétit, et moi, qui suis parfois de ce nombre, j'ai vu souvent mon ventre se récrier contre cette défense. Tandis qu'à Riom vous mangez du fruit en abondance, ici il nous faut acheter une poire d'une grosseur ordinaire 5 sous ; jugez du reste par cet exemple ; aussi fait-on des dépenses extraordinaires en vivant très mal. Nous sommes dans un pays conquis où les assignats ont bien peu de valeur. Les barbets [1] surtout qui habitent ces montagnes ne veulent point en entendre parler. J'ai toujours avec moi ces assignats à face royale qui passent peut-être à Riom comme les autres et que je ne puis changer ici...

Comme je vous ai dit que nous étions au poste le plus proche de l'ennemi, peut-être attendez-vous de ma part des détails intéressants ; vous vous tromperiez car je ne suis pas plus instruit des mouvements de notre armée que vous ; le pauvre soldat monte sa garde tous les deux ou trois jours et n'en est pas plus savant ; cependant, il est certain par les découvertes que nous faisons tous les jours que l'ennemi est à plus de cinq lieues du camp ; mais quand il serait plus près, postés comme nous le sommes, je ne crois pas qu'il oserait entreprendre de nous attaquer ; il y eut pourtant quatre ou cinq hommes qui vinrent dernièrement reconnaitre la position de nos gardes de

1. Ce surnom, vieux de plusieurs siècles, s'appliquait aux habitants du Piémont.

dessus des hauteurs presque inaccessibles ; ils tirèrent même quelques coups de fusil, qui ne portèrent point à cause de l'éloignement ; mais ils n'ont plus paru depuis. Que le mot de *poste avancé* ne vous effraye point ; nous sommes ici dans la plus profonde sécurité et aussi en sûreté qu'à Riom. S'il y a à craindre ça ne sera jamais qu'à une attaque générale, qui ne peut pas être bien éloignée, car je ne puis me persuader que cette campagne se passe ainsi.

Votre respectueux fils,

COMBAUD, cadet.

P.-S. — Le bruit court ici que les chasseurs de la montagne sont à Suspelle [1], qui n'est qu'à six lieues de notre camp ; si l'on était pas si rigide, je tâcherais d'obtenir une permission pour l'y aller voir, mais la tentative serait inutile...

... L'on fait avancer tous les jours dans la plaine force artillerie et force cavalerie, et l'on ne doute pas que cette campagne décide beaucoup les affaires.

[*Sans adresse*].

Du camp de Carline, le 12 vendémiaire, 3e année républicaine [3 octobre 1794]. Liberté, Egalité.

Ma chère mère,

... Nous sommes partis en détachement pour aller

1. Sospel, ch. l. de c. de l'arr. de Nice.

en découverte sur le bord de la plaine ; quelques-uns disent que c'était pour favoriser l'attaque du fort de Sève, qui allait se faire, personne ne connaissait guère les intentions du général ; quoiqu'il en soit, nous sommes partis environ au nombre de mille, à huit heures du soir, dans un chemin d'où l'on a de la peine à se tirer en plein midi. Ajoutez à cela que la nuit fut plus obscure qu'à l'ordinaire, à cause des brouillards. Après une marche d'environ deux heures, qui ne fut autre chose qu'une montée continuelle au milieu des rochers et de la neige, une pluie mêlée de grêle vint nous assaillir, le tonnerre se fit entendre d'une manière effroyable et les ténèbres devinrent si épaisses que l'on ne vit plus qu'à la lueur des éclairs, qui nous laissait ensuite dans la plus grande obscurité ; de sorte qu'alors nous étions obligés de nous tenir les uns aux autres pour ne pas perdre la file, ne pouvant nous apercevoir. Cette peinture paraît exagérée ; c'est cependant la vérité même, car il n'était personne qui ne crut le détachement perdu. Après bien des fatigues, nous nous trouvâmes à la pointe du jour devant le poste le plus avancé de l'ennemi, qui escopa bien vite après avoir tiré quelques coups de fusil pour servir d'avertissement, et se retira sur le poste de réserve. Aussitôt deux compagnies montèrent du village voisin et vinrent se poster sur le plateau le plus élevé et le plus escarpé. Il fallut les déloger de là ; l'on ne fit point marcher notre détachement, mais celui du 3ᵉ bataillon de notre

demi-brigade. Après une résistance d'environ une heure, ils prirent la fuite ; nous fîmes prisonniers un capitaine, qui ne voulut point abandonner son poste, ainsi que son lieutenant, un sergent, un caporal et 23 fusiliers, et le capitaine avoua lui-même que, parmi ceux qui s'étaient sauvés, il y en avait eu une quinzaine de blessés ; de notre côté, nous n'eûmes que deux tambours de tués et deux soldats de blessés ; voilà à quoi se réduisit l'expédition ; mais si nous étions réunis à une autre colonne qui devait nous joindre, nous aurions pu faire quelque beau coup ; car celle-ci, de son côté, fit 30 prisonniers et prit cinq pièces de canon. Attiret, Ducrochet, Verni, Bordaire et quelques autres de mes camarades, eurent le bonheur de ne point être de ce détachement, qui eut lieu le 2e jour des sans-culottides [18 septembre 1794][1]. Jugez s'il était agréable pour nous de savoir que l'on s'amusait à Riom, tandis que nous passions une nuit aussi affreuse : cela donnait lieu à mille réflexions

1. Le fait d'armes raconté par le volontaire Combaud fut exécuté par le chef de brigade Pijon pour inquiéter les forces piémontaises, tandis que Masséna, parti de Ceriale, marchait droit sur le gros de l'ennemi. Masséna et Laharpe arrivèrent victorieusement jusqu'à Dego, mais furent empêchés par les représentants aux armées Albitte et Salicetti de profiter de leurs avantages en marchant sur Ceva (10-24 septembre). Sur ces opérations, dont le plan était dû à Bonaparte, cf. capitaine Colin, *L'éducation militaire de Napoléon*, pp. 311 sqq ; Dumolin, *op. cit.*, t. I, pp. 280-283, et croquis n° 36 ; *Historique* manuscrit *du 99e régiment d'infanterie*, pp. 26-28.

qu'il est inutile de vous communiquer ici. Voici la seconde fois que nous avons quitté ce camp, et la seconde fois que nous y revenons, et toujours avec de plaisir, quoiqu'il ne laisse pas de nous ennuyer beaucoup, surtout dans le moment présent...

... L'on ne songe point ici à la paix, pas même à nous faire évacuer ce poste que la neige a déjà blanchi deux ou trois fois ; nous commençons déjà à souffrir non seulement à nos gardes, que nous passons au milieu de la neige, mais encore dans nos baraques, que le vent traverse dans toute leur étendue. Dans le mois où nous sommes, il fait ici aussi froid qu'à Riom au cœur de l'hiver. Toutes les espérances qu'on nous donne c'est que nous abandonnerons le poste lorsque nous ne pourrons plus résister au mauvais temps et lorsque les vivres ne pourrons plus nous parvenir...

Votre respectueux fils,

COMBAUD, cadet.

[*Sans adresse*].

Du camp de Viogene, le 14 brumaire,
3e année républicaine [4 novembre 1794].

Liberté, Egalité.

Ma chère mère,

. . La neige et le mauvais temps nous ont forcés à abandonner le camp de Carline ; c'est à cette occasion que nous avons eu avec Chassaing et Gorce

une de ces gardes où l'on devrait crever si les forces de l'homme n'augmentaient à proportion du besoin qu'il en a ; il a neigé vingt-quatre heures de suite et, le matin, nous ne pouvions retrouver notre chemin pour revenir au camp; je fus la dernière sentinelle; il ne fut plus possible d'en placer après moi et, quoique je ne fusse qu'à deux cents pas du poste, j'eus bien mes peines pour y revenir; il y avait déjà un pied et demi de neige. Nous arrivâmes tout trempé au camp et nous ne fûmes sec que deux jours après.

A cette occasion, si je n'ai point été à l'hôpital, peu s'en est fallu. La neige m'avait tellement fatigué la vue que je ne voyais presque plus clair ; je ne pouvais ouvrir les yeux qu'à-demi ; on m'avait donné un billet d'hôpital, mais en route mes yeux se sont rétablis et le commissaire des guerres a refusé de signer le billet, à mon grand regret ; j'étais bien aise d'abandonner ces montagnes.

Nous sommes descendus de Carline et, comme vous pouvez en juger par la date, nous sommes revenus à Viogene, notre ancien camp, il y a environ une quinzaine de jours. Nous sommes logés dans des baraques, où nous sommes bien à l'abri tant qu'il fait soleil ; mais, à la moindre pluie, nous sommes comme dehors, et comme il ne se passe point de jour qu'il ne fasse mauvais temps, vous devez juger si notre position est agréable. Aussi nous restons bien dans le camp toute la journée pour nous trouver aux

appels et à ce dont on peut avoir besoin de nous; mais, sur le soir, nous allons chercher un gîte à un quart de lieue du camp, chez quelque barbet qui veuille bien nous recevoir; le service est devenu extrêmement fatiguant avec le temps qu'il fait, et les nuits étant si longues; nous montons la garde de jour à autre, aussi tous les soldats se récrient-ils, et il en va tous les jours grand nombre à l'hôpital.

Notre bataillon éprouve tous les malheurs imaginables : voici deux ans qu'il ne quitte point les montagnes; il devait être relevé ces jours-ci pour aller en France et peut-être à Marseille; mais, par une erreur grossière et que l'on ne peut concevoir, un autre bataillon, qui n'avait pas autant souffert que nous, l'a été à notre place. Si nous souffrons tant, nous en avons l'obligation en grande partie à notre commandant, qui n'a pas l'esprit de savoir faire au général de légitimes représentations. Le bruit court aujourd'hui que nous allons être relevé dans quelque temps pour aller passer notre quartier d'hiver à Loano, ville assez agréable, et où nous pourrons nous donner quelque aisance; mais le service y sera aussi pénible, étant toujours proche de l'ennemi : et encore qui sait si ce bruit a quelque fondement...

Votre respectueux fils,

COMBAUD, cadet.

P.-S. — Au moment où je vais cacheter ma lettre,

nous partons pour Ormea. Le bataillon est enfin relevé, mais il ignore le lieu de sa destination ; vous pouvez toujours m'écrire par Ormea [1].

1. Ormea, sur le Tanaro.

A L'ARMÉE D'ITALIE

(1796-1797)

—

Au citoyen Clément de Ris, Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Rivoli, le 15 frimaire, Ve année républicaine [5 décembre 1796].

Citoyen,

Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'amitié de m'écrire. Le 15 dernier [5 novembre], vous me dites de vous adresser directement mes lettres. Il a toujours été pour moi un vrai plaisir de correspondre avec les vrais amis de la République. Comme je crois que vous en êtes un, c'est pourquoi je vous réponds avec beaucoup de plaisir, et j'espère qu'une paix prochaine me rapprochera bientôt de vous et que j'aurai l'honneur de faire votre connaissance.

Comme les lettres sont si longtemps à me parvenir, soit à cause de l'éloignement ou de la circonstance du temps, soit à cause des montagnes qui ne sont pas praticables, dorénavant je n'attendrai pas vos réponses pour vous écrire; si tôt qu'il y aura quelque chose de nouveau à l'armée, je vous écrirai de suite.

Vous avez connaissance de la dernière affaire, les journaux vous en auront instruit, mais comme vous êtes si bien d'accord avec la géographie je m'en vais vous en faire un petit détail. L'Empereur a fait un dernier effort pour Mantoue ; il avait ramassé vingt-cinq mille hommes, qu'il envoyait pour faire lever le blocus. Ils ont attaqué nos premiers postes en avant de Trente. Aussitôt, Bonaparte donna ordre d'évacuer Trente[1] et fit rassembler son armée sur le bord de l'Adige, depuis Rivoli jusqu'à Vérone, et deux divisions qui étaient dans Peschiera.

Les Autrichiens, qui ne trouvaient plus rien devant eux, poussèrent plus avant et entrèrent dans Trente, et le lendemain se disposèrent à marcher sur Mantoue. Ils attaquèrent nos avant-postes, qui étaient alors à la Corona, où ils ont pris quatre cents hommes pour commencer. Les autres postes de la gorge de Rivoli et de Caprino ont évacué. L'ennemi est sorti de la gorge, marchant sur Castelnuovo, qui est le chemin le plus court pour arriver à la porte de Saint-Antoine de Mantoue. Là, ils ont trouvé l'armée, qui les a empêchés de passer. Pendant ce temps, les deux divisions de Peschiera et les deux de Vérone ont reçu l'ordre de monter sur la montagne en appuyant l'une à droite, l'autre à gauche, et ont fait leur jonction dans la gorge qui vient de Trente à Rivoli. Dès qu'ils se furent empa-

1. Bonaparte n'avait point donné ordre d'évacuer Trente, Vaubois y fut contraint par Davidovich.

rés des points les plus importants, le signal fut donné, on battit la charge, toute l'armée fond sur l'ennemi, nous le forçons à la retraite. Alors nos quatre divisions les attendaient à l'entrée de la gorge de Rivoli[1]. Ils se voient entourés ! 10.000 hommes mettent bas les armes, le reste se sauve à travers les montagnes. La moitié est obligée de revenir ne pouvant passer ; à cause de la neige, ils seraient morts de faim. Cette affaire coûte à peu près une douzaine de mille hommes à l'Empereur. Je ne me rappelle pas combien on leur a pris de canons et de drapeaux. Les journaux vous l'auront dit sûrement. Pendant l'action, la garnison de Mantoue a fait une vigoureuse sortie par la porte Saint-Antoine, croyant faire diversion à notre armée, mais elle n'a pas mieux réussi que les 25.000 hommes. La sortie nous a coûté à peu près 300 hommes et au moins autant à l'ennemi, qui a été obligé de rentrer en ville plus vite qu'il n'en était sorti. La ville est toujours bloquée de toutes parts. Jusqu'à ce jour on n'a tiré que quelques

1. Ces détails sur des combats autour de Rivoli auxquels Drouault ne prit point part sont vagues et inexacts. Apres la victoire d'Arcole, les divisions Vaubois et Masséna avaient été envoyées à Castelnovo et Augereau à Ala pour arrêter le mouvement offensif de Davidovich. Le 21 novembre, l'avant-garde de Masséna entoura près de Campara un corps d'arrière-garde ennemie, lui fit de 1.200 à 1.500 prisonniers sans qu'il y ait eu de bataille décisive. La sortie de la garnison de Mantoue, à laquelle il est fait allusion au cours de la lettre, eut lieu le 23 novembre.

obus sur la ville, mais les travaux de batterie se poursuivent et on va bientôt la bombarder si elle n'est pas rendue sous peu de temps.

Notre demi-brigade n'est plus au blocus; nous en sommes partis avant la dernière affaire pour aller renforcer l'armée; depuis cette affaire, nous restons à l'armée, aux avant-postes. Comme nous venons d'être réorganisés, nous avons changé de numéro; nous avons actuellement le n° 33 [1]. Vous mettrez mon adresse : au citoyen Drouault, officier à la 33e demi-brigade, au camp de Rivoli, armée d'Italie, à Rivoli.

Au sujet des désertions, tranquillisez-vous ! Il y a bien eu quelques lâches, en effet, mais le nombre en est bien petit et encore ils sont en France. L'armée est en très bon état et tout un chacun se bat en déterminé. Le bruit court que l'Empereur a encore envoyé des troupes de ce côté-ci et que nous devons être attaqués bientôt; mais, comme j'ai eu l'honneur de vous [le] dire, s'il y a quelque chose de nouveau, je vous écrirai.

Citoyen, je suis en attendant votre réponse, avec respect. Salut et amitiés,

DROUAULT [2].

1. Le 1er et le 3e bataillons de la 33e demi-brigade avaient quitté le blocus le 12 novembre 1796 : le 25 novembre, ils étaient à Rivoli.

2. Étienne Drouault, né à Coursay (Indre-et-Loire) le 12 septembre 1771. Volontaire au 2e bataillon d'Indre-et-

Je vous prie de dire mille choses honnêtes à l'ami Vaillant et à sa femme. Je le prie de dire à ma mère que je l'embrasse ainsi que toute ma famille, que je suis en bonne santé. Que l'ami Gautron embrasse sa femme ; il dira à ma mère que je n'ai pas encore de lettre d'elle et qu'elle me dise si elle a reçu celle que je lui ai écrite.

Le citoyen Clément de Ris faisant réponse à cette lettre aura la bonté d'y renfermer l'adresse de mon fils, que le citoyen Drouault vous a demandée dans sa lettre précédente, antécédente à celle du citoyen Louis Balléchon, grenadier au 3e bataillon de la 5e demi-brigade, au bivouac devant Mantoue, armée d'Italie. Il obligera infiniment son concitoyen,

BALLÉCHON.

Au citoyen Clément de Ris,
Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Au bivouac devant Trente, le 15 pluviôse
Ve année républicaine [3 février 1797]
Remis à Beauvais-sur-Cher le 8 ventôse [26 février].

Encore double victoire à vous annoncer, cher citoyen. Après quelques jours de repos, après les

Loire (1792), sergent le 10 août, sous-lieutenant le 5 mai 1794. Il fut blessé à Lavis (20 mars 1797) et reçut un sabre d'honneur à Vérone (25 mars 1798). Lieutenant en avril 1799, il passa dans la gendarmerie d'élite le 3 octobre 1801. Dans la suite, il devint capitaine adjudant-major au 59e d'infanterie, prit part aux campagnes de 1808-1811, 1813 à 1815, et fut nommé major en 1815. Retraité en 1826, il se retira à Chambray (Indre-et-Loire).

grands combats des 24, 25 et 26[1], toute l'armée se met en mouvement et marche sur Trente. Les Autrichiens avaient, depuis la gorge de Rivoli, au moins dix positions pour nous arrêter avant notre arrivée à Trente[2]. Heureusement, rien ne nous arrête; nous avons enlevé tous les ouvrages de l'ennemi à la baïonnette et nous les avons battus sur tous les points. Je n'en saurais même pas faire le détail de cette affaire car elle est trop étendue, même pour vous dire le nombre des prisonniers que nous avons faits.

Notre demi-brigade était de la colonne qui a passé le long de la rive droite de l'Adige. Je crois que de notre côté nous avons bien fait deux mille et quelques cents prisonniers, sans compter tués et blessés. Ainsi vous voyez la division du général Joubert était dirigée sur trois points : la 1re colonne le long de la rive gauche de l'Adige, la 2e le long de la rive droite, la 3e a passé par Montagna, a tourné le Monte Baldo, le long du lac de Garda, a repassé les montagnes pour forcer les Autrichiens à abandonner plusieurs positions. Ils ont fait ainsi un grand nombre de prisonniers ainsi que les autres colonnes.

Masséna, général de division, et Augereau sont

1. Pendant ces journées (13, 14, 15 janvier), Bonaparte avait livré la série des combats qui constituèrent la glorieuse victoire de Rivoli.

2. Joubert entra dans Trente le 30 janvier 1797, et la 33e demi-brigade, sous les ordres du général Mayer, faisait partie de sa division.

passés du côté de Vicence et ont fait beaucoup de prisonniers[1]. Nous avons eu un succès heureux sur toute la ligne. Le même jour, c'était le 8 [27 janvier], nous les avons attaqués, ils ont été mis en déroute, nous les avons poursuivis jusqu'à Trente et même deux lieues plus loin sans les lâcher.

Toute l'armée avait des vivres pour quatre jours. Vous devez voir que nous étions bien fatigués, ayant le pain et les munitions de guerre sur le dos. Nous les avons culbutés et pris les mêmes positions que l'autre fois.

Les Autrichiens complètement battus, le lendemain de notre arrivée à Trente nous arriva la nouvelle heureuse de la prise de Mantoue[2]. Je n'ai pas de plus heureuse nouvelle à vous donner : Mantoue rendue, l'armée autrichienne complètement battue, je crois que le grand effort de l'armée française pourra donner la paix à l'Europe. Vive la République !

Sur ma dernière lettre, je vous avais désigné les montagnes Saint-Ambroise comme faisant partie des affaires des 24, 25 et 26 ; je me suis trompé ; ce sont les montagnes Saint-Marc. Pour les prisonniers, je vous ai dit 12 à 13.000 ; la division seule a fait ce chiffre ; c'est 25.000 sur toute la ligne (y compris

1. Masséna et Augereau s'étaient dirigés l'un sur Vicence, l'autre sur Padoue pour gagner ensuite Cittadella (Dumolin, *op. cit.*, t. I, p. 505).

2. Le 2 février, hors d'état de résister plus longtemps, Wurmser avait capitulé dans Mantoue.

Mantoue). Vous voyez que ce sont des victoires complètes.

Cher citoyen, vous direz à ma famille que je suis en bonne santé et que je n'ai aucune blessure.

Salut et respect,

DROUAULT,
officier,

Au citoyen Clément de Ris,
Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Lavis, en avant de Trente[1], 3 ventôse Ve année de la République française [21 février 1797).

Citoyen,

D'après les rapports des généraux, je m'empresse de vous apprendre l'arrivée du prince Charles à l'armée d'Italie[2]. Il est arrivé à Trieste, il y a deux jours, avec 11.000 hommes de renfort.

Il se propose d'attaquer l'armée française sous peu de jours. C'est ce qui me donne occasion de vous écrire, car je vois que nous avons de nouveaux lauriers

1 Lavis est un bourg du Tyrol, district de Trente (Autriche).

2. L'archiduc — et non le *prince* — Charles était arrivé le 7 février à Innsbruck pour prendre le commandement de l'armée d'Italie. Il repartit ensuite pour Vienne et ne revint dans le Frioul que peu de temps avant l'ouverture des hostilités. A ce moment, l'armée autrichienne ne pouvait compter plus de 20.000 hommes (Clausewitz, *La campagne de* 1796 *en Italie*, traduction Colin, p. 298).

à cueillir et qu'une fois le bal commencé il durera plus d'un jour. Je serai peut-être longtemps sans pouvoir vous écrire; il pourrait bien se faire que des renforts du prince Charles nous envoient à Vienne. Mantoue rendue et les renforts qui nous arrivent nous donnent au moins le double de forces que nous n'étions aux affaires des 24, 25 et 26 et, dans tous les cas, une belle retraite, au lieu qu'avant nous n'en avions aucune.

Les généraux de division, hier et aujourd'hui, ont passé la revue de leur division. J'ai vu avec plaisir que chaque soldat désire faire un dernier effort et brûle de fondre sur l'armée du prince Charles, comme ils ont fait sur celle d'Alvinzi [1], et je crois qu'il faut encore un coup de l'armée d'Italie pour forcer le cruel Empereur à la paix. Je vous assure que je suis bien las de la guerre ; d'ailleurs, tous les amis de l'humanité désirent la paix, mais il est certain que si nous retombons encore une fois sur les débris de l'armée autrichienne, je crois que ce sera la dernière : nous emmènerons le reste en France, car ils sont si las de se battre qu'au premier coup de fusil ils mettent bas les armes.

Il y a trois jours, allant à la découverte, nous poussâmes la découverte un peu plus loin qu'à l'ordinaire ; je rencontrai une grand'garde de 80 hommes

1. Le général autrichien Alvinczy avait été complètement battu par Bonaparte à Arcole et à Rivoli.

autrichiens, que je ramenai avec moi ; après une vingtaine de coups de fusil, ils ont mis bas les armes : je n'avais que 30 grenadiers.

L'expédition contre le pape va on ne peut mieux ; la division du général Victor, qui est en marche sur Rome, n'en était plus qu'à 30 lieues le 29 pluviôse et avait déjà fait beaucoup de prisonniers, pris beaucoup de canons en bronze, un million de numéraire d'un trésor qu'ils n'ont pas eu le cœur de sauver. Les journaux vous apprendront ce brillant succès[1].

Rien autre chose à vous marquer pour le présent que nous attendons un mouvement général au premier moment.

Salut et respects,

DROUAULT,
officier,

Voici la 4e lettre que je vous envoie, je n'ai pas encore eu de vos nouvelles ; je vous prie de me faire réponse et de me dire si vous avez reçu mes lettres. Je n'ai pu savoir de nouvelles de France que par vous. Si vous savez quelque chose d'intéressant, je vous prie de m'en faire part.

Vous aurez la complaisance de dire à ma mère que

1. Le général Victor avait défait les troupes papales le 4 et pris Ancône le 9 février. Pie VI allait signer la paix avec Bonaparte le 19 février (1er ventôse). Le 29 pluviôse (17 février), le succès de cette expédition était donc déjà certain.

je suis en bonne santé, et je l'embrasse ainsi que toute ma famille et tous les amis du pays.

DROUAULT, officier de grenadiers, 33e demi-brigade d'infanterie de bataille. Division du général Joubert. Armée d'Italie. Lavis, près Trente.

Au citoyen Clément de Ris,
Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Bolzano[1] par Trente, 10 germinal an V [30 mars 1797].

Citoyen,

Il m'a été impossible de vous donner de mes nouvelles plus tôt. Nous avons attaqué l'armée ennemie le 30 dernier [20 mars] au point du jour[2]. Il occupait les hauteurs de Zova Lanave, San-Michele et, de l'autre côté de l'Adige, celle de Zambana[3]. Les 3 divisions aux ordres du général Joubert ont attaqué au même instant. Notre demi-brigade tenait la droite; nous avons monté à droite de Lavis avec trois compagnies de grenadiers. Après que nous avons eu enlevé

1. Bozen, chef-lieu de district du Tyrol autrichien.

2. Pour se conformer aux ordres de Bonaparte, qui lui avait enjoint de repousser les Autrichiens au delà du Brenner, Joubert avait livré le 20 mars un vigoureux et victorieux combat à l'issue duquel il occupa Neumarkt, puis Bozen (Dumolin, *op. cit.*, t. I, p. 519).

3. Pour l'emplacement de ces positions, cf. la carte de l'état-major autrichien, feuille de Trente (Trient), zone 21, col. 4. Nous ne pouvons établir l'emplacement exact des hauteurs de « Zova Lanave ». Celles de « Jelonzano » peuvent sans doute être identifiées avec les sommets de *Seyonzano* (1.540 m.).

les deux premières lignes de l'ennemi et mis en déroute au moins 2.000 Autrichiens, nous arrivons aux hauteurs de Jelonzano, montagne inaccessible. Vous verrez par la carte que ces montagnes forment une espèce de couronne où les Autrichiens étaient retranchés. Nous étions un peu trop en avant de la colonne ; l'ennemi nous laisse approcher à cent pas de sa ligne ; alors un feu roulant de quatre régiments ennemis, qui étaient dans la redoute, se fait sur nous, qui n'étions que trois compagnies : la colonne était bien à un quart de lieue derrière. Il nous a fallu subir ce feu jusqu'à l'arrivée de la colonne. La première décharge tua cinq à six hommes et en blessa davantage. Moi, il me passa quatre balles dans mon habit sans que je sois blessé. Les deux autres compagnies perdirent davantage au premier coup de feu. La charge bat : les trois compagnies courent pour enlever la redoute à la baïonnette. L'ennemi fait une seconde décharge ; je reçois une balle dans le côté gauche, je tombe par terre. Les grenadiers me voient tomber ; malgré la grêle de projectiles, deux sortent du rang et m'emportent. J'étais seul officier : la compagnie se trouve alors commandée par le sergent-major. Ils ont enlevé la redoute et fait un grand nombre de prisonniers. On m'emporte à Lavis, on m'a mis un premier appareil. Il est étonnant que j'existe encore, car, de l'endroit où je fus blessé à Lavis, il y a deux lieues. Le sang sortait de ma plaie à ne pouvoir l'empêcher ; je ne peux pas vous dire le sang que j'ai perdu dans

ces deux lieues. Enfin, le premier appareil est posé. Le chef de brigade[1] m'envoie son domestique, qui ne m'a pas quitté un instant.

Je suis resté dans une maison bourgeoise jusqu'au 8 de ce mois, jour où le général Meunier[2] a eu la complaisance de m'envoyer sa voiture avec une lettre on ne peut pas plus honnête, qui m'engage à me rapprocher de lui si je peux supporter la voiture. J'arrive à Bolzano où j'ai vu avec plaisir ce brave général ainsi que notre chef de brigade, qui emploient tous leurs soins après moi. Ma blessure va on ne peut mieux; ce qui me console, c'est que je ne serai aucunement estropié, et j'espère que dans un mois je serai à même de rejoindre ma compagnie. Je vous assure, cher citoyen, que je me trouve bien heureux d'être blessé aussi légèrement quand cinq à six balles ont traversé et emporté mon habit de tous côtés. Vous voudrez bien faire savoir à ma mère que j'ai été blessé légèrement au côté gauche, et que ma blessure n'est pas dangereuse. L'ami Gautron m'a écrit. Il est guéri et va rejoindre dans quelques jours ; il vous prie de le faire savoir à sa femme.

Je ne veux pas vous faire un détail de tous les succès que nous avons remportés. Tout ce que je

1. La 33e demi-brigade était commandée pendant la campagne d'Italie par le chef de brigade Almain, ancien commandant de la 10e demi-brigade de bataille.

2. Le général *Monnier* avait le commandement supérieur de la 33e demi-brigade.

veux vous dire, nous avons bien fait 6.000 prisonniers le long de l'Adige. Je ne sais ce que Bonaparte a fait du côté de Trieste ; il en a fait au moins autant[1]. Le général Joubert a établi son quartier général à Brixen[2] ; l'armée a pris position à cinq lieues en avant ; il paraît se fixer là pour quelques jours, il aurait pu pousser jusqu'à Innsbruck, mais la position que nous occupons est très avantageuse. Je crois que c'est pour reposer ses troupes quelques jours avant d'entrer en Bavière. Les paysans du Tyrol sont armés ; ils sont comme des sauvages sur les montagnes. Dès qu'ils voient les Français ils jettent leurs armes. Cela ne peut avoir aucune suite. Rien autre chose pour le moment. Salut et respect, ainsi qu'à votre famille.

DROUAULT,
officier,
33e demi-brigade d'infanterie de bataille.
Division Joubert. Armée d'Italie.

Hier 9 [29 mars 1797], le général autrichien Laudon est venu par la gorge de Meran avec 2.000 hommes d'infanterie, 200 cavaliers et deux pièces de canon pour

1. Tandis que Joubert prenait l'offensive dans le Tyrol, Bonaparte triomphait dans le Frioul de l'archiduc Charles, qui battait en retraite devant lui. La route de Vienne était désormais ouverte aux armées françaises ; grâce à ses succès, Joubert pouvait efficacement protéger la gauche de Bonaparte.

2. Joubert était entré à Brixen (Tyrol autrichien) le 24 mars.

faire diversion à notre armée [1]. Comme il allait faire son attaque sur les portes de la ville, arrivent deux demi-brigades venant de Brixen, qui ont chargé M. Laudon, ses 2.000 hommes, et lui ont fait 300 prisonniers. Il avait espéré que les paysans se battraient ; ils n'ont pas voulu, disant qu'ils n'ont pas pris les armes contre les Français, qu'ils ne les ont pris que contre ceux qui violent les filles.

Au citoyen Clément de Ris,
à Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Villach [2] (Carinthie), le 30 germinal an V° [19 avril 1797].

Il est enfin arrivé mon cher concitoyen, le jour si désiré de tous les humains. Au moment où j'écris votre lettre, nous apprenons que la paix est faite avec l'Empereur [3]. Enfin, je suis si joyeux de cette heureuse nouvelle que, dès que je l'ai apprise, je vous l'écris de suite. Sans en connaître les articles du traité, je désire que ce fût moi qui vous apprenne cette nouvelle si importante.

1. Battu le 22 février par Belliard et Dumas, le général Laudon s'était retiré auprès de Meran, chef-lieu de district du Tyrol autrichien.

2. Villach, chef-lieu de district de la Carinthie.

3. Effrayée par les progrès rapides de Bonaparte sur la route de Vienne, l'Autriche avait conclu le 7 avril un armistice de cinq jours. Le 13 avril, la suspension des hostilités fut prolongée par un délai de cinq jours et, le 18, les préliminaires de la paix étaient signés à Leoben.

Nous avons, comme vous me le dites fort bien, vaincu la 6e armée de l'Empereur et, s'il avait voulu nous arrêter, il lui en aurait bien fallu une 7e et 8e. Je vous avais écrit ma dernière lettre de Bolzano. Suivant toute apparence, les trois divisions de Joubert, dont deux avaient déjà passé Brixen, devaient rejoindre en Bavière l'armée de Bonaparte, ce qui a fait perdre la tête aux généraux autrichiens.

Le général Laudon, comme je vous l'avais dit, tenait son quartier général à Meran ; il avait reçu 2.000 hommes de renfort le 12. Le 14 [3 avril], il attaqua la division Delmas, restée à Bolzano pour défendre cette gorge. L'affaire dura toute la journée. M. Laudon n'eut aucun succès ; on lui fit encore cent prisonniers. Les Français sont restés dans leurs positions. 4.000 hommes de troupes de ligne et au moins 10.000 paysans n'ont pas pu ébranler trois demi-brigades françaises. Le 15, à deux heures du matin, Bolzano fut évacué par les Français, qui, au lieu de se retirer sur Trente comme les Autrichiens le pensaient, marchèrent sur Brixen, ouvrant aux Autrichiens la route d'Italie et laissant Laudon dans un cruel embarras. Il n'osait ni marcher sur Trente ni nous suivre. Il craignait en marchant sur Trente que nous fissions contre-marche ; en nous suivant, être suivi par une division, qui, venue de Vérone, marcherait après lui ; enfin, notre mouvement a surpris tout le monde. Au lieu de marcher sur Innsbruck, nous avons fait par file à droite en sortant de Brixen, dans une gorge assez

belle, et nous sommes venus, les trois divisions de Joubert, rejoindre l'arrière-garde de Bonaparte en Carinthie, province d'Allemagne[1]. Nous devions faire notre jonction avec la grande armée ; mais, en arrivant à Villach, où nous sommes, un courrier arrive, apporte la nouvelle que l'avant-garde de l'armée n'était qu'à dix lieues de Vienne et que l'Empereur avait arrêté la marche de nos armées en demandant un armistice de six jours, en attendant que l'on traitât de la paix. Le général Joubert reçut l'ordre d'arrêter la marche et de rester où il se trouve ; il y avait six jours que ses trois divisions marchaient à grandes journées ; tout le monde tombait de fatigue ; c'était le 20 du mois : on avait eu le temps de traiter dans les six jours. On a prolongé l'armistice de cinq autres jours, et aujourd'hui, le dernier jour, arrive un courrier de l'armée annonçant que la paix a dû se traiter. Nous ne devons plus en douter. Ce courrier porte le traité au général Masséna pour qu'il le porte lui-même au gouvernement français pour le ratifier. Ainsi, mon cher citoyen, nous sommes donc à la fin de nos maux et, après des affaires

1. Les renseignements fournis par le lieutenant Drouault sur les opérations militaires de l'armée de Joubert ne sont pas entièrement exacts. Laudon n'a pas été vaincu, mais il a forcé, au contraire, nos troupes à se replier de Bozen sur Brixen. L'insurrection du Tyrol, dont Drouault parle à peine (cf. pp. 236 et 237), avait mis Joubert dans une situation fort délicate. Ce fut en passant au milieu d'un pays révolté que Joubert parvint à gagner Villach, où il entra le 8 avril, pour rallier l'armée de Bonaparte (Dumolin, *op. cit.*, t. I, p. 523).

aussi sérieuses que celles que nous avons eues, celui qui en est quitte pour une petite blessure doit se trouver bien heureux. Ma blessure va on ne peut mieux; encore une quinzaine [et] je serai parfaitement guéri; j'ai cependant bien souffert dans les six jours de marche que nous venons de faire, malgré tous les soins que le brave général Meunier ainsi que notre chef de brigade ont pris de moi, en me laissant en route le choix d'une voiture ou d'un cheval. Enfin le brave général, comme c'était lui qui m'avait fait venir à Bolzano, ne s'attendant pas que l'on quitterait cette ville, souffrait je crois plus que moi de me voir faire route dans l'état où j'étais. Si j'étais resté à Bolzano au pouvoir des Autrichiens j'aurais été toujours susceptible d'éprouver des souffrances; je préférais avoir suivi que d'être resté au pouvoir des ennemis, quoi que l'on dise que j'aie commis une imprudence.

Je suis charmé que vous ayez bien voulu prendre la peine de rendre visite à ma mère; j'en suis très satisfait, et il me tarde beaucoup d'être rendu au pays pour pouvoir vous en témoigner mes reconnaissances et en même temps vous prouver l'agrément que j'aurai d'être connu d'un homme aussi respectable que vous, ainsi que de la citoyenne votre épouse et de votre aimable famille, à qui je vous prie de dire mille choses respectueuses et honnêtes pour moi.

Je suis, en attendant le plaisir de vous voir, avec des sentiments d'estime et d'attachement inviolable, votre très affectionné serviteur, DROUAULT.

Je suis bien fâché de ne pouvoir vous donner des nouvelles du brave général Mayer; je sais bien qu'il fut blessé le 25 nivôse à Rivoli. Comme nous sommes à présent éloignés d'Italie, il m'est impossible de vous en donner aucune nouvelle[1].

J'écris à ma mère en même temps qu'à vous; je la charge de dire à la femme de l'ami Gautron qu'il est parfaitement guéri; il est même en route à présent pour rejoindre sa demi-brigade. J'ai été bien peiné de l'avoir oublié sur la dernière lettre que vous avez reçue de moi.

Au citoyen Clément de Ris,
Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Vicence, le 22 messidor an Ve de la République française [10 juillet 1797].

Citoyen,

Je suis dans la plus grande inquiétude : je n'ai pas reçu de vos nouvelles depuis avant notre départ de Trente, où j'ai reçu celle que vous m'avez écrite le 2 germinal. Je n'en ai pas reçu d'autres depuis; je vous fis réponse de suite, et lorsque je fus blessé je vous écrivis de Bolzano. Ma dernière est de Villach, en Carinthie; je n'ai eu réponse ni de l'une ni de l'autre.

1. Le général de brigade Mayer fut fait prisonnier par les Autrichiens et emmené en captivité en Hongrie. Après sa libération, il fut mêlé aux expéditions d'Égypte, puis de Saint-Domingue, où il mourut.

On vient de nous annoncer qu'il y a eu deux ou trois courriers d'arrêtés, dont les paquets ont été perdus ; il peut se faire que les réponses que vous m'avez faites se soient trouvées dans ces mêmes courriers, car je suis loin de croire que vous négligeriez de me répondre.

Ce qui m'étonne le plus, c'est que ma mère me fait dire, par la lettre du caporal Bulot, qu'elle ne reçoit point de mes nouvelles et qu'elle est bien en peine de moi. Cela me prouve assez que vous n'avez pas reçu mes lettres, car vous m'avez toujours fait le plaisir de lui faire part de celles que je vous écris. Si cela devenait gênant pour vous, je vous prie de me le dire ; je vous assure que, depuis cinq ans, voilà le premier reproche que je reçois de ma mère ; je veux tâcher de n'en pas mériter d'autres.

Mille choses aimables à la citoyenne votre épouse, ainsi qu'à votre famille.

Citoyen, je suis, en attendant votre réponse, votre affectionné serviteur,

DROUAULT.

Je vous serai obligé, si vous avez quelque occasion, de faire dire à ma mère que je suis en bonne santé et parfaitement rétabli du coup de feu que j'ai reçu. Je l'embrasse ainsi que toute ma famille ; elle me fait dire que mon frère est malade, elle me dit point le nom. Je serais bien aise de savoir quelle maladie et qu'il me donne de ses nouvelles le plus souvent possible.

L'ami Gautron est en bonne santé à présent ; dernièrement, sa plaie s'était rouverte, mais actuellement le voilà guéri ; il dit bien des choses à sa femme et à toute sa famille.

Au citoyen Clément de Ris, Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Vicence, le 30 thermidor de la 5e année de la République [17 août 1797].

Je viens de recevoir votre lettre, mon cher citoyen, qui m'a fait bien du plaisir de savoir que vous jouissez d'une bonne santé, ainsi que toute votre famille et la mienne. Tous mes camarades sont comme moi ; personne ne peut recevoir de lettres, nous ne savons pas d'où cela vient ! j'espère qu'à présent elles nous viendront plus facilement et que je ne serai plus si longtemps sans recevoir de vos chères nouvelles.

Vous me demandez des nouvelles de l'armée ; elles ne sont pas fort intéressantes. Depuis notre retour d'Allemagne, nous occupons toute la Vénétie et comme pays conquis[1]. Je ne vous ferai aucun détail sur la manière dont nous nous en sommes emparés ; les journaux vous en auront donné connaissance.

1. A la suite du massacre des Français à Vérone, connu sous le nom de « Pâques Véronaises » (17 avril 1797), et de la Révolution qui avait éclaté à Venise, Bonaparte avait ramené ses troupes sur le territoire vénitien. Les états de la République avaient été partagés en 8 cercles dans lesquels l'armée française se trouvait répartie (Dumolin, *op. cit.*, t. I, pp. 526-527).

Voilà les positions de l'armée : nous occupons Trévise et nous bordons toute la rive droite de la Piave ; toutes les routes d'Allemagne sont gardées par les deux partis. A Rivoli, nous occupons nos positions ordinaires à La Corona et Monte Baldo[1]. Les Autrichiens sont en face de nous sur tous les points ; ainsi voilà notre position depuis quatre mois, sans être certains de la paix. Les Autrichiens sont comme nous ; ils ne peuvent pas plus pénétrer dans les vues de leur Gouvernement que nous du nôtre. Les officiers viennent souvent nous voir et nous de même ; je crois que nous sommes mieux ensemble que si nous n'avions jamais fait la guerre les uns contre les autres. Ils désirent comme nous et croient que la paix sera bientôt conclue. Nous venons de passer quatre mois dans la plus grande tranquillité. Si nous sommes encore dans cette cruelle alternative lorsque vous recevrez ma lettre, je vous prie de me dire votre manière de penser à ce sujet.

Je ne me rappelle pas du contenu de la dernière que je vous ai écrite ; impatient de ne recevoir aucune nouvelle, il y avait près de cinq mois que je n'en avais pas reçu, je crains bien qu'un sentiment trop grand ne m'ait pas laissé observer toute la délicatesse que je dois à un homme aussi respectable que vous ; mais si j'étais tombé dans une erreur comme celle-là, je

1. Sur ces positions, cf. le croquis de Rivoli, annexé à l'ouvrage de Clausewitz, *La campagne de 1796 en Italie*, traduction J. Colin.

vous prie, mon cher ami, de vouloir bien me la pardonner et de croire que les sentiments d'estime, d'attachement et de respect ne s'effaceront jamais.

DROUAULT.

Je vous prie d'assurer la citoyenne votre épouse, ainsi que votre respectable famille, que je suis très reconnaissant de tant d'honnêteté et d'amitiés qu'il (*sic*) me marque sur toutes vos lettres et de leur dire que je désire leur témoigner les mêmes sentiments près d'eux.

L'ami Gautron est en bonne santé ; il vous assure de son respect, il vous prie d'en faire part à sa famille. Je vous prie de dire à ma famille que je suis en bonne santé et que je les embrasse tous.

Au citoyen Clément de Ris,
Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire).

Vicence, le 27 fructidor an V
[13 septembre 1797].

Mon cher ami,

Je vous écris au moment où tout annonce la guerre. Déjà les ordres sont donnés à toutes les divisions françaises de se tenir prêtes à entrer en campagne, le 2 du mois prochain [23 septembre]. Il est arrivé aujourd'hui ici une division cisalpine qui vient de Milan. Toutes les troupes cisalpines et polonaises nouvellement formées en Italie ont reçu ordre de

partir pour les avant-postes. Nous apprenons aussi aujourd'hui que les 25.000 hommes que doit fournir le roi de Sardaigne sont arrivés à Milan. Vous voyez d'après cela que sous peu de jours nous aurons des nouvelles définitives.

J'ai eu envie de vous écrire lorsque le général Bonaparte passa ici pour se rendre à Udine[1], mais comme j'espérais que, sous peu de jours, nous aurions quelque chose d'intéressant, c'est pourquoi j'ai différé. Comme je vois aujourd'hui que nous touchons à l'une ou l'autre, c'est pourquoi je vous en préviens : toute l'armée est cruellement fatiguée de l'alternative où nous étions. Ils désirent tous la paix, mais, disent-ils, si l'Empereur ne se rend pas traitable, nous ne voulons plus user de cartouches; par la vertu de nos baïonnettes, Vienne nous ouvrira ses portes avant deux mois; plus de grâce pour lui ! La paix ou bas la couronne !

C'est toujours maintenant que nous faisons de grands préparatifs que tout le monde croit à la paix ! Pour moi, je désire toujours et crois encore à la paix. Ainsi, mon cher citoyen, je me crois rendu à ma famille sous peu de jours. Les serments que nous

1. « Bonaparte avait entamé le 31 août, à Udine, les conférences pour le traité définitif (Dumolin, *op. cit.*, t. I, p. 527). Sur l'histoire des négociations du traité de Campo-Formio, négociations souvent suspendues et brusquement remplacées par des préparatifs militaires, cf. Raymond Guyot, *Le Directoire et la Paix de l'Europe*, pp. 476-548.

fîmes avant notre départ sont remplis ; j'espère que le Gouvernement laissera libre celui qui a fait son devoir et qu'il pourra se retirer du service, si nous avons le bonheur de voir notre pays délivré de nos ennemis.

Les 1er et 2e bataillons d'Indre-et-Loire, faisant partie aujourd'hui de la 33e demi-brigade, officiers et soldats de ces deux bataillons ont fait une adresse à l'administration de leur département, qui doit partir demain. Ils lui témoignent leur mécontentement de la manière que les anciens administrateurs ont écrit au Conseil des Cinq-Cents concernant les six pétitions que l'armée lui adressa à l'intérieur. Cette adresse lui arrivera aussitôt que ma lettre.

Je vous prie de dire à ma chère mère, ainsi qu'à la femme de Gautron, que nous sommes en bonne santé; nous les embrassons tous. Je n'ai pas reçu réponse à la dernière lettre que je vous ai écrite. Je n'ai pas besoin de vous donner d'autre adresse, vous connaissez mon nom, le numéro de ma demi-brigade, division Joubert, armée d'Italie. Il n'est pas besoin de mettre la place où nous sommes. Mon cher ami, je vous prie d'assurer de mes très humbles respects la citoyenne votre épouse, ainsi que votre aimable famille.

Et vous, croyez que je serai toute ma vie avec les sentiments du plus pur attachement, votre affectionné serviteur,

DROUAULT.

Au citoyen Clément de Ris, cultivateur, à Beauvais-sur-Cher (Indre-et-Loire), par Tours.

Armée d'Italie. Vicence, le 21 brumaire, VIe année de la République [11 novembre 1797].

Voilà, mon cher citoyen, ce que je voulais vous dire au sujet de l'ancienne république de Venise. Par le traité, l'Empereur s'en empare. Les habitants de ce pays sont indignés contre nous, et avec raison ; nous y sommes rentrés comme amis ; depuis l'affaire de Vérone, nous nous en sommes rendus maîtres, nous avons détruit leur Gouvernement et regardé leur pays comme conquis ; de plus, nous avons promis au peuple de lui en donner un démocratique ; ils ont fait tous les sacrifices pour nous ; ils ont avancé des sommes immenses pour l'armée française ; d'un autre côté, nous avons pris toute l'argenterie des églises. Pour récompense, nous leur donnons un roi !

Depuis qu'ils ont appris cette nouvelle, ils nous abhorrent, ils nous regardent comme des scélérats. Les patriotes y sont en grand nombre, ceux qui sont riches se disposent à suivre l'armée ; mais les malheureux qui n'ont pas assez de fortune sont obligés de baisser la tête et de recevoir le joug. On parle beaucoup de notre départ ; je le désire de tout mon cœur, car je n'ose plus paraître devant les honnêtes gens à qui j'avais coutume de parler.

Comme vous êtes un homme en qui j'ai pleine confiance, je vais vous faire une confidence : je suis

totalement dégoûté du service ! Je ne sais pas, quand je serai rentré en France, si l'injustice et l'arbitraire s'exerceront comme on fait aujourd'hui sous le règne de nos généraux ! En Italie, nous n'avons ni loi ni gouvernement ! Ils sont souverains ! Si le faste qu'ils étalent est plus brillant et plus insolent que celui d'aucun souverain, nos officiers subalternes n'ont pas reçu un liard depuis trois mois, nos soldats depuis deux mois ! Voyez quelle différence ! L'avancement n'est que pour les flatteurs ! celui qui ne connaît que son devoir n'a pas lieu d'être content. Nous sommes 7 ou 8 officiers à la demi-brigade qui, depuis le commencement de la guerre, n'avons jamais quitté le corps un seul instant et dans toutes les affaires les plus chaudes y avons commandé des compagnies ! Pendant toute la terrible guerre que nous venons de faire en Italie, j'ai eu l'honneur de commander une compagnie de grenadiers ; j'étais seul au danger, aujourd'hui je ne suis plus seul. Ceux qui faisaient les beaux-bras à Milan et dans les autre villes d'Italie dormaient bien tranquilles pendant que nous couchions sur la neige dans les montagnes du Tyrol et que nous nous battions tous les jours ! Si tôt que la paix a été faite, ils sont rentrés et il faut que nous obéissions à ces hommes ! Ils ont payé des chirurgiens pour qu'ils leur donnent des certificats ! Nous n'étions alors qu'un officier au plus par compagnie, aujourd'hui nous sommes quatre et cinq !

Je vous le répète, il est bien dur de se voir com-

mandé par des hommes qui n'ont jamais eu le cœur d'exposer leur vie une seule fois, ni pour leur Patrie, ni pour le grade qu'ils occupent !

Oh, état ingrat ! je désire de tout mon cœur notre rentrée en France ! si j'ai le plus petit moyen de m'en tirer, je l'aurai bientôt quitté ! mais malheureusement je n'ai guère d'espoir ; je suis né sans fortune et, si je quitte mon état d'officier, je me trouverai sans emploi et par conséquent sans ressources.

Mon cher ami, je me recommande à vous ; s'il était en votre pouvoir de me faire avoir un emploi quelconque pourvu que je sois en cas de le remplir, vous me rendriez un grand service.

Mes serments sont remplis ; je crois que mes concitoyens n'auront rien à me reprocher en quittant l'état militaire.

Ainsi, mon cher républicain, je vous supplie de faire ce que vous pourrez pour un jeune homme qui va se trouver malheureux après avoir passé les plus beaux jours de sa vie au service de sa Patrie.

Obligez-moi, je vous serai toute ma vie reconnaissant.

Votre affectionné serviteur,

DROUAULT.

Mille choses honnêtes à la citoyenne votre épouse, ainsi qu'à toute votre famille.

Dites à ma chère mère que je l'embrasse et que se suis en bonne santé ainsi qu'à l'ami Gautron.

Je vous engage à la plus grande discrétion.

Comme je suis près de fermer ma lettre on vient m'apporter l'ordre de départ pour Venise même. Là nous prendrons de nouveaux ordres; je crois que nous allons changer de division. Vous pouvez tout de même m'écrire à la même adresse.

1. Sur les rapports du Directoire et de Venise, cf. André Bonnefons, *La chute de la république de Venise* (1789-1797), pp. 145 sqq. Le traité de Campo-Formio signé le 17 octobre 1797 livrait Venise aux Impériaux. Il importe de noter que les sentiments du lieutenant Drouault sur la conduite de Bonaparte à l'égard de Venise étaient partagés par Lallement et Villetard, représentants de la France auprès de la sérénissime République. Ces diplomates s'étaient appliqués, en effet, à sauvegarder l'indépendance vénitienne et à rendre sympathique la domination française.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction, par le lieutenant-colonel Ernest Picard. I

Avant le départ a la frontière (1792-1793) 1

Aux armées du Rhin (1792-1797) 9

Aux armées du Nord (1792-1799) 115

A l'armée des Alpes (1794) 197

A l'armée d'Italie (1796-1797) 223

EVREUX. — IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Volumes in-16 à 3 fr. 50. — Volumes in-8 à 5, 7, 10 et 12 fr.

RÉVOLUTION et PREMIER EMPIRE

Extrait du catalogue de la Bibliothèque d'histoire contemporaine.

AULARD (A.), professeur à la Sorbonne. **Le Culte de la Raison et le Culte de l'Être suprême**. *étude historique* (1793-1794). 3e édit. 1 vol. in-16 . 3 fr. 50
— **Études et leçons sur la Révolution française**. 7 vol. in-16. Chacun. 3 fr. 50

BODEREAU (P.) **Bonaparte à Ancone**. 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

BOITEAU (P.). **Etat de la France en 1789**. 2e édition 1 vol. in-8. . . 10 fr.

BORNAREL (E.), docteur ès lettres. **Cambon et la Révolution française**. 1 vol., in-8 . . . . . 7 fr.

CAHEN (L.), docteur ès lettres, professeur au lycée Condorcet. **Condorcet et la Révolution française**. 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut*). . . 10 fr.

CAHEN (L.) et GUYOT (R.), docteur ès lettres, agrégés d'histoire. **L'œuvre législative de la Révolution**. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

CARLYLE (Th.). **Histoire de la Révolution française**. *La Bastille. La Constitution. La Guillotine*. Trad. de l'anglais. Nouvelle édition, précédée d'un avertissement par A. AULARD, professeur à la Sorbonne. 3 vol. in-16 ensemble. . . . . 10 fr. 50

CARNOT (H.), sénateur. **La Révolution française**, *résumé historique*. 1 vol. in-16 . . . . . 3 fr. 50

DEBIDOUR (A.) professeur à la Sorbonne. **Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France (1789-1870)**. 1 fort vol. in-8. (*Couronné par l'Institut*) . . . . . 12 fr.

DRIAULT (E.). **La politique orientale de Napoléon**. 1 vol. in-8. . . . 7 fr.
— **Napoléon en Italie** (1800-1812). 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.
— **La politique extérieure du Premier Consul (1800-1803)** (*Napoléon et l'Europe*) 1 vol. in-8 (*Couronné par l'Académie française*). . . . . 7 fr.
— **Austerlitz. La fin du Saint-Empire (1804-1806)** (*Napoléon et l'Europe*) 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

DUMOULIN (Maurice). **Figures du temps passé**. 1 vol. in-16. . . . 3 fr. 50

GOMEL (C.). **Les causes financières de la Révolution française**.
Les ministères de Turgot et de Necker. 1 vol. in-8. . . . . 8 fr.
Les derniers contrôleurs généraux. 1 vol. in-8. . . . . 8 fr.
— **Histoire financière de l'Assemblée constituante (1789-1791)** 2 vol. in-8 16 fr.
— Tome I (1789). 8 fr. Tome II (1790-1791). . . . . 8 fr.
— **Histoire financière de la Législative et de la Convention**. 2 vol. in-8 15 fr.
— Tome I (1792-1793). 7 fr. 50. Tome II (1793-1795). . . . . 7 fr. 50

GUYOT (R.), docteur ès lettres, professeur au lycée Charlemagne. **Le Directoire et la paix de l'Europe**, *des traités de Bâle à la deuxième coalition* (1795-1799) 1 vol. in-8. . . . . 15 fr.

HARTMANN (Lieut-Colonel). **Les officiers de l'armée royale et la Révolution.** 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut*) . . . . . 10 fr.

LEBÈGUE (E.), docteur ès lettres, professeur au lycée Lakanal. **Thouret** (1746-1794). *La vie et l'œuvre d'un Constituant.* 1 vol. in-8 . . . . . 7 fr.

LICHTENBERGER (A.). **Le socialisme et la Révolution française.** 1 vol. in-8 . . . . . 5 fr.

MATHIEZ (A.), professeur à l'Université de Besançon. **La Théophilanthropie et le culte décadaire** (1796-1801). 1 vol. in-8. . . . . 12 fr.

—**Contributions à l'histoire religieuse de la révolution française.** In-16 3 fr. 50

MARCELLIN PELLET, ancien député. **Variétés révolutionnaires.** 3 vol. in-16, précédés d'une préface de A. Rang. Chaque vol. séparément. . . . 3 fr. 50

SPULLER (Eug.). **Hommes et choses de la Révolution.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

STOURM (R.), de l'Institut. **Les Finances de l'ancien régime et de la Révolution.** 2 vol. in-8. . . . . 16 fr.

SYBEL (H. de). **Histoire de l'Europe pendant la Révolution française.** 6 vol. in-8 . . . . . 42 fr.

THENARD (L.) et GUYOT (R.). **Le Conventionnel Goujon** (1766-1793). 1 vol. in-8 (*Récompensé par l'Institut.*) . . . . . 5 fr.

VALLAUX (C.). **Les Campagnes des armées françaises** (1795-1814) in-16 3 fr. 50

CAUDRILLIER (G.), docteur ès lettres, inspecteur d'Académie. **La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'Est avant fructidor.** 1 vol. grand in-8 . . . . . 7 fr. 50

LABROUE (H.), professeur au lycée de Bordeaux. **L'Esprit public en Dordogne pendant la Révolution.** Préface de G. Monod, de l'Institut. 1 v. in-8. 4 fr.

— **Le Conventionnel Pinet.** Broch. in-8. . . . . 3 fr.

— **Le Club Jacobin de Toulon** (1790-1796). Broch. gr in-8. . . . . 2 fr.

LÉVY-SCHNEIDER (L.), professeur à l'Université de Lyon. **Le Conventionnel Jean-Bon Saint-André** (1749-1813) 2 vol. in-8 . . . . . 15 fr.

La Nation armée, par le Général Bazaine-Hayter, G. Bouglé, E. Bourgeois, le Capitaine Bourquet, E. Boutroux, A. Croiset, G. Demeny, G. Lanson, L. Pineau, le Capitaine Potez, F. Rauh. 1 vol. in-8 cartonné à l'anglaise. . . . . 6 fr.

BUAT (E.), lieutenant-colonel d'artillerie. **L'artillerie de campagne.** *Son histoire, son évolution, son état actuel.* 1 vol. in-16, avec 75 fig. . 3 fr. 50

CONSTANTIN (Capitaine). **Le rôle sociologique de la guerre.** Suivi de la traduction de *la guerre, moyen de sélection collective,* par le Dr Steinmetz. 1 vol. in-8, cartonné à l'anglaise. . . . . 6 fr.

PERCIN (Général), ancien membre du Conseil supérieur de la guerre. **Le Combat.** 1 vol. in-16, avec cartes . . . . . 3 fr. 50

Vie militaire (La), *en France et à l'étranger.* Premier année (1911-1912). Ch. Gide, *La Grande Illusion.* — Général Percin. *La Question de l'Obusier de campagne.* — Général Coupillaud. *La nouvelle loi militaire allemande.* — Colonel Cordonnier. *Stratégie d'hier et d'aujourd'hui.* — Lieutenant-Colonel Montaigne. *La Bataille : son visage, son âme.* — Lt de vaisseau Hache. *De l'Utilisation de nos Forces navales.* — Jean Dany. *Les armées du monde en 1912.* 1 fort vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

— Deuxième année (1912-1913). Lieutenant-Colonel Mordacq. *L'officier au XXe siècle.* — Lieutenant-Colonel Colin. *Notes sur la couverture.* — Lieutenant-Colonel Savatier. *Le commandement d'une armée.* — Commandant Challéat. *Préoccupations publiques au sujet de l'artillerie* — Jean Dany. *Les armées du monde en 1913.* 1 fort. vol. in-16. . 3 fr. 50

Revue des Études napoléoniennes. Publiée sous la direction de M. Ed. Driault, (3e année. 1914). — Paraît tous les deux mois. *Abonnement (du 1er janvier),* **Un an : France, 20 fr. — Etranger : 22 fr. — La livraison.** . . . . . 4 fr.

149996

HF.
P5864a

Author Picard, Ernest

Title Au service de la Nation, lettres de Volontaires

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU